

---

---

## WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

---

### COUR D'ARBITRAGE

F. 98 — 1094

[C - 98/21177]

**Arrêt n° 43/98 du 22 avril 1998**

Numéro du rôle : 1073

*En cause* : le recours en annulation partielle ou totale des articles 6, 7, 11, 22, 55, 58, 59, 60, 65 et 69, § 3, de la loi du 15 juillet 1996 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, introduit par l'a.s.b.l. Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges H. Boel, P. Martens, J. Delruelle, G. De Baets, E. Cereuxe, H. Coremans, A. Arts et R. Henneuse, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

#### I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 24 mars 1997 et parvenue au greffe le 25 mars 1997, l'a.s.b.l. Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, dont le siège social est établi à 1210 Bruxelles, rue de la Poste 37, l'a.s.b.l. Ligue des droits de l'homme, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue Watteu 6, et l'a.s.b.l. Syndicat des avocats pour la démocratie, dont le siège social est établi à 1060 Bruxelles, rue Dejoncker 51/16, ont introduit un recours en annulation partielle ou totale des articles 6, 7, 11, 22, 55, 58, 59, 60, 65 et 69, § 3, de la loi du 15 juillet 1996 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale (publiée au *Moniteur belge* du 5 octobre 1996).

#### II. *La procédure*

Par ordonnance du 25 mars 1997, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 5 mai 1997.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 7 mai 1997.

Le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire, par lettre recommandée à la poste le 13 juin 1997.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 25 juin 1997.

Les parties requérantes ont introduit un mémoire en réponse, par lettre recommandée à la poste le 17 juillet 1997.

Par ordonnances du 25 juin 1997 et du 25 février 1998, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 24 mars 1998 et 24 septembre 1998 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 21 janvier 1998, le président M. Melchior a soumis l'affaire à la Cour réunie en séance plénière.

Par ordonnance du même jour, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 11 février 1998.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 22 janvier 1998.

A l'audience publique du 11 février 1998 :

— ont comparu :

. Me L. Walley et Me A. Schaus, avocats au barreau de Bruxelles, pour les parties requérantes;

. Me P. Legros, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

— les juges-rapporteurs R. Henneuse et G. De Baets ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

— A —

*En ce qui concerne la recevabilité*

A.1.1. Le Conseil des ministres conteste la recevabilité du recours. Outre l'absence au dossier de la décision du conseil d'administration de chacune des associations sans but lucratif d'introduire le recours, est contestée le respect, par l'a.s.b.l. Syndicat des avocats pour la démocratie, des formalités prescrites par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif. De surcroît, l'association sans but lucratif précitée ne satisfait pas aux conditions qu'impose la jurisprudence de la Cour en matière de défense d'un intérêt collectif, par une association sans but lucratif.

A.1.2. Les parties requérantes répondent qu'ont été transmis au greffe de la Cour la preuve de la publication de leurs statuts au *Moniteur belge*, les décisions des organes compétents d'introduire le recours ainsi que, en ce qui concerne le Syndicat des avocats pour la démocratie, le certificat du greffe du tribunal civil établissant le dépôt de la liste de ses membres pour l'année 1997. Tant en ce que les dispositions contestées règlent l'emploi des langues devant les autorités compétentes en matière d'asile qu'en ce qu'elles règlent les possibilités de recours devant la chambre du conseil pour l'étranger qui introduit une demande d'asile à la frontière, elles affectent l'objet social de la troisième partie requérante à divers titres (points 1, 2 et 3 de l'objet social). La Cour a d'ailleurs, à deux reprises (C.A., 4 mars 1993 et 14 juillet 1994) déclaré recevables des recours formés par cette association sans but lucratif.

*En ce qui concerne l'article 6 de la loi du 15 juillet 1976, en tant qu'il remplace l'article 3, 3°, de la loi du 15 décembre 1980*

A.2.1. Cette disposition oblige les étrangers qui franchissent la frontière, y compris ceux porteurs ou dispensés de visa, à présenter les documents justifiant l'objet et les conditions du séjour envisagé. Elle introduit entre certains étrangers, d'une part, les Belges et les ressortissants européens, d'autre part — qui ne sont pas soumis à cette obligation —, une différence de traitement disproportionnée et arbitraire. En ce qu'elle laisse aux fonctionnaires chargés du contrôle aux frontières un pouvoir d'appréciation arbitraire, elle porte atteinte aux principes de sécurité juridique et de prévisibilité de la loi.

A.2.2. Pour le Conseil des ministres, l'inapplicabilité de cette disposition aux ressortissants belges est une conséquence directe de l'article 3.2 du protocole n° 4 de la Convention européenne des droits de l'homme. En ce qui concerne l'inapplicabilité de l'article 3, 3°, nouveau, de la loi du 15 décembre 1980 aux ressortissants de l'Union européenne et de l'Espace économique européen, elle est une conséquence directe des conventions internationales ratifiées par la Belgique et auxquelles celle-ci ne peut se soustraire. La disposition précitée est une application directe et obligée du paragraphe 1<sup>er</sup>, c), combiné avec le paragraphe 2 de l'article 5 de la Convention du 19 juin 1990 portant application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985.

A.2.3. Dans leur mémoire en réponse, les parties requérantes précisent leur moyen. Celui-ci porte sur le caractère arbitraire et aléatoire des motifs pour lesquels l'accès au territoire peut être refusé, d'autant plus manifeste lorsque la disposition en cause est comparée aux termes précis utilisés à l'article 3, 6°, de la loi du 15 décembre 1980, disposition dans le cadre de laquelle c'est au ministre lui-même qu'est laissée l'appréciation. En toute hypothèse, une disposition internationale ne peut justifier l'introduction en droit belge d'une disposition inconstitutionnelle.

*En ce qui concerne l'article 7, insérant un article 3bis dans la loi du 15 décembre 1980*

A.3.1. Selon les parties requérantes, cette disposition limite fortement les possibilités de l'étranger de fournir une prise en charge, tout en aggravant les responsabilités de celui qui s'engage. Elle introduit diverses discriminations entre étrangers, respectivement, selon la qualité de personne physique ou de personne morale qui les prend en charge, selon la durée pour laquelle cette personne est autorisée à séjourner en Belgique ou selon qu'ils sont étrangers en court séjour ou étudiants.

A.3.2. Pour le Conseil des ministres, l'exclusion des personnes morales se justifie par le fait que, constituant souvent des « coquilles vides », elles n'offrent aucune garantie concrète de prise en charge et que leur responsabilité peut être moins facilement engagée que celle des personnes physiques. S'agissant de la deuxième discrimination alléguée, elle se justifie par l'exigence d'un lien de rattachement durable avec la Belgique, un contrôle de solvabilité étant beaucoup plus difficile à réaliser à l'égard d'un étranger ne résidant pas en Belgique. Quant à la différence de traitement faite par rapport aux étudiants, ceux-ci bénéficient généralement d'une bourse et leur but de séjour est différent de celui des étrangers en séjour de courte durée.

A.3.3. Dans leur mémoire en réponse, les parties requérantes soulignent, s'agissant de la distinction opérée entre étrangers en court séjour et étudiants étrangers, que les exigences de solvabilité devraient être plus importantes pour les seconds, dès lors qu'ils sont censés rester à charge de leur garant pendant plusieurs années; en outre, leurs moyens d'existence ne sont pas nécessairement supérieurs à ceux d'un touriste ou d'un homme d'affaires.

*En ce qui concerne l'article 11, en ce qu'il remplace l'article 7, 3°, de la loi du 15 décembre 1980*

A.4.1. Pour les parties requérantes, cette disposition substitue désormais à la dangerosité avérée de l'étranger sur le plan de l'ordre public ou de la sécurité nationale, une dangerosité potentielle. Elle opère une discrimination, entre étrangers admis au séjour en Belgique, selon qu'il s'agit d'un court séjour ou non. Un tel système, risquant de déboucher sur des décisions arbitraires, porte atteinte à la sécurité juridique et à la prévisibilité de la loi, atteinte d'autant plus grave qu'elle peut déboucher sur des mesures lourdes de conséquences, à savoir l'éloignement du territoire et la mise en détention.

Par ailleurs, la Convention du 19 juin 1990 n'imposait nullement l'adoption de la disposition en cause. Cette dernière concerne en effet l'éloignement du territoire, et non le franchissement des frontières ou la libre circulation à l'intérieur de celles-ci, que visent les dispositions avancées par le Conseil des ministres.

En outre, à supposer même que la disposition en cause constitue l'exécution de la Convention d'application de l'accord de Schengen, cela ne suffit pas à justifier la violation des articles 10 et 11 de la Constitution.

A.4.2. Pour le Conseil des ministres, cette disposition respecte la Convention précitée du 19 juin 1990 portant application de l'accord de Schengen, en particulier ses articles 5, paragraphes 1 et 2, 19, 29 et 23. Par ailleurs, le même critère de dangerosité potentielle est utilisé à l'article 34 de la loi sur la fonction de police.

*En ce qui concerne l'article 11, en ce qu'il modifie l'article 7, 2°, de la loi du 15 décembre 1980*

A.5.1. En étendant la durée de détention requise pour l'exécution forcée d'un ordre de quitter le territoire — auparavant d'une durée de deux mois —, la disposition en cause viole les principes d'égalité et de non-discrimination. Elle échappe au champ d'application des articles 5 et 18 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce que l'objectif poursuivi est moins de faciliter les éloignements du territoire que de décourager le séjour illégal en le sanctionnant par une peine de détention déguisée. Le délai de huit mois ne peut être considéré comme raisonnable et excède, en ce qu'il porte atteinte à une liberté fondamentale, ce qui est strictement nécessaire. Il est relevé que, contrairement aux personnes privées de leur liberté en vertu des législations en matière de police et de détention préventive, les étrangers susceptibles de se voir appliquer cette mesure n'ont pas commis de délit, voire n'ont pas nécessairement violé la loi sur le séjour. Même au regard de l'autre objectif invoqué lors des travaux préparatoires, à savoir inciter l'étranger détenu à collaborer avec les autorités belges et étrangères en vue de l'organisation de son rapatriement, la mesure n'apparaît pas proportionnée à l'organisation pratique d'un éloignement forcé.

A.5.2. Le Conseil des ministres s'en réfère à la procédure de détention préventive, en soulignant que les personnes qui en font l'objet n'ont pas non plus, nécessairement, commis de délit, ni même violé la loi pénale. Il est relevé que la Cour, dans son arrêt n° 61/94 du 14 juillet 1994, a considéré qu'il n'était pas en soi interdit de priver de liberté un étranger aux fins d'éloignement; la disposition en cause en l'espèce n'est pas contraire à cette jurisprudence, notamment en ce que le délai de huit mois est un délai maximal et que la prolongation du délai initial est soumise à un contrôle judiciaire.

A.5.3. Les parties requérantes, dans leur mémoire en réponse, relèvent que les différentes catégories de personnes privées de liberté (condamnés, personnes en détention préventive, internés, colloqués, personnes détenues administrativement — dont les étrangers) constituent des catégories comparables.

*En ce qui concerne l'article 22, complétant l'article 29 de la loi du 15 décembre 1980*

A.6.1. Outre la référence à l'argumentation développée au A.5.1, il est relevé que, pour les étrangers expulsés, la détention en vue de l'exécution d'une mesure d'expulsion, prise pour des motifs d'ordre public, constitue une double peine et prolonge souvent la période de détention subie en vertu d'une condamnation pénale, ce qui est en soi discriminatoire.

A.6.2. Le Conseil des ministres s'en réfère, pour sa part, à l'argumentation développée ci-dessus au A.5.2.

*En ce qui concerne l'article 55, remplaçant l'article 74/4 de la loi du 15 décembre 1980*

A.7.1. Cette disposition impose désormais aux transporteurs de rapatrier et de payer les frais de rapatriement, non seulement lorsque le refus d'accès au territoire est fondé sur le défaut de possession des documents requis par l'article 2, mais aussi lorsque le refus est fondé sur l'article 3 de la loi, alors même que l'étranger serait en possession des documents précités; cette obligation s'ajoute aux obligations financières et aux amendes pénales et administratives que prévoyait déjà la loi du 15 décembre 1980. L'article 55 instaure ainsi une discrimination entre les transporteurs — seuls ceux qui transportent des étrangers subissant les charges financières que cette disposition instaure —, laquelle est disproportionnée par rapport à l'objectif poursuivi (A.7.2) et ne peut être justifiée par référence à l'article 26.1.a) de la Convention du 19 juin 1990 (A.7.3).

A.7.2. La discrimination précitée porte tout d'abord atteinte au droit des transporteurs de prévoir les conséquences juridiques de leurs actes; en effet, l'obligation financière nouvelle résultant de l'article 55 est la conséquence d'un refus d'accès au territoire fondé sur l'article 3 de la loi du 15 décembre 1980, refus qu'ils ne peuvent raisonnablement prévoir.

Ensuite, ce système aboutit à confier à des personnes privées — les transporteurs — les compétences de l'Etat en matière de police des étrangers, en violation du principe constitutionnel selon lequel les pouvoirs publics sont tenus d'exercer personnellement leurs attributions et ne peuvent s'en décharger sur des tiers.

Enfin, l'article 55 entraîne des conséquences excessives à l'égard des passagers étrangers, lesquels risquent de ne plus être pris en charge par les transporteurs pour des motifs impossibles à connaître et relevant de la seule appréciation desdits transporteurs; cette conséquence apparaît particulièrement dramatique à l'égard des réfugiés contraints de fuir le pays où ils sont victimes de persécutions.

A.7.3. S'agissant de la justification tirée de l'article 26.1 de la Convention du 19 juin 1990, cette disposition n'a pas une portée aussi large que l'article 55 en cause. D'une part, il ne se prononce pas sur la prise en charge, par le transporteur, des frais de rapatriement, et d'autre part, ne met à sa charge que la seule obligation de contrôler la possession des documents de voyage requis. Les autres conventions internationales (en matière d'aviation civile internationale, de trafic maritime international et de transports internationaux ferroviaires) n'imposent également aux transporteurs que la vérification des documents de voyage requis dans le pays de destination.

Il s'ensuit que la seule obligation qui peut être justifiée dans le chef des transporteurs, au regard des diverses conventions internationales citées ci-dessus, porte sur la vérification de la possession par les passagers des documents requis; en conséquence, seul le non-respect de cette obligation peut justifier la mise en cause de la responsabilité financière des transporteurs.

A.8. Selon le Conseil des ministres, le recours en annulation est, tout d'abord, irrecevable en ce qui concerne cette disposition, à défaut pour celle-ci de porter atteinte à l'objet social des associations requérantes. Ensuite, il est relevé que l'article 55 n'opère aucune distinction entre différentes catégories de transporteurs, tous — tant privés que publics — étant concernés par lui. En toute hypothèse, à supposer même qu'il opère une différenciation, celle-ci viserait des étrangers qui ne se trouvent pas encore sur le territoire belge, et qui ne bénéficient dès lors pas du principe d'égalité et de non-discrimination.

A.9. En raison de l'objectif poursuivi par l'article 55, à savoir réduire le flux migratoire, cette disposition affecte directement et défavorablement l'objet social des associations sans but lucratif requérantes.

S'agissant de l'argument tiré du fait que les étrangers visés par l'article 55 ne bénéficient pas du principe d'égalité et de non-discrimination, celui-ci est contesté, l'interdiction de discrimination s'imposant tant en vertu de la Constitution que du droit international, et limitant dès lors la liberté des Etats en matière d'accès et de séjour des étrangers.

Quant à l'argument tiré de l'absence de différence de traitement opérée entre transporteurs, à supposer même qu'il soit fondé, il n'en reste pas moins une différence de traitement faite au détriment des transporteurs, injustifiée en ce qu'elle porte atteinte à leur seul détriment aux principes de sécurité juridique et de prévisibilité de la loi.

*En ce qui concerne l'article 58, remplaçant les paragraphes 3, 4 et 5 de l'article 74/5 de la loi du 15 décembre 1980*

A.10.1. Cette disposition permet le maintien des demandeurs d'asile dans un lieu situé aux frontières, actuellement le centre de transit 127 à Zaventem, des demandeurs d'asile qui ont fait l'objet d'une décision de refus d'entrée exécutoire ou d'une décision confirmative d'une telle décision; les modalités de prolongation de cet enfermement sont identiques à celles prévues par l'article 11, la partie requérante se référant à l'argumentation développée au sujet de l'article 11. Un tel enfermement peut constituer un traitement inhumain et dégradant prohibé par l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme et, s'agissant des enfants, est contraire à la Convention relative aux droits de l'enfant.

A.10.2. Le Conseil des ministres, outre qu'il s'en réfère également à l'argumentation développée au sujet de l'article 11, conteste que l'article 58 viole l'article 3 précité de la Convention européenne. En vertu de la jurisprudence de la Cour comme de la doctrine, exigeant des souffrances d'un minimum de gravité, la mesure de prolongation de la détention ne peut être considérée comme une torture, un traitement inhumain, un avilissement ou une humiliation grave.

A.10.3. Dans leur mémoire en réponse, les parties requérantes rappellent que le président du Tribunal de première instance de Bruxelles a considéré, dans une ordonnance de juin 1993, que les conditions d'hébergement des demandeurs d'asile à Zaventem étaient contraires à l'article 3 précité.

*En ce qui concerne l'article 59, remplaçant les paragraphes 2, 3 et 4, de l'article 74/6 de la loi du 15 décembre 1980*

A.11. Cette disposition permet le maintien en un lieu déterminé des étrangers qui ont pénétré irrégulièrement sur le territoire, qui ont introduit une demande d'asile et ont fait l'objet d'une décision exécutoire de refus de séjour ou d'une décision confirmative, le maintien pouvant atteindre une durée maximale de huit mois.

Tant les parties requérantes que le Conseil des ministres s'en réfèrent à l'argumentation développée ci-dessus au sujet de l'article 58.

*En ce qui concerne l'article 60, insérant un article 74/7 dans la loi du 15 décembre 1980*

A.12.1. Dès lors que cette disposition peut être interprétée comme permettant aux autorités de police de retenir au poste un étranger n'étant pas en possession des documents requis, durant vingt-quatre heures, alors même qu'il serait en situation régulière, elle introduit une discrimination par rapport aux Belges : ceux-ci, dans la même situation, ne peuvent en effet être retenus que douze heures, en vertu de l'article 34 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police. Cette différence de traitement ne peut être justifiée par le motif avancé lors des travaux préparatoires, à savoir laisser aux autorités le soin de procéder, outre au contrôle d'identité, aux examens nécessaires à un éventuel éloignement de l'étranger, ce type de vérification ne demandant pas plus de temps que lorsqu'elle a trait à un Belge.

A.12.2. S'agissant de l'interprétation de l'article 60, le Conseil des ministres précise que l'arrestation administrative n'est envisageable qu'à l'égard des étrangers ne disposant d'aucune pièce attestant de leur identité. Quant au fond, le but de cette arrestation administrative est double : d'une part, permettre la vérification de l'identité de l'étranger concerné et, d'autre part, permettre au ministre ou à son délégué de prendre éventuellement une mesure d'éloignement. C'est ce deuxième élément qui différencie l'arrestation administrative d'un étranger de celle d'un Belge, celui-ci ne pouvant faire l'objet d'une mesure d'éloignement. En outre, l'article 60 prévoit que l'arrestation administrative ne peut intervenir que dans l'attente d'une décision du ministre ou de son délégué, de telle sorte que si les vérifications aboutissent au constat que l'étranger arrêté est en situation régulière, est ressortissant de l'Union, voire est Belge, il sera aussitôt remis en liberté.

A.12.3. Dans leur mémoire en réponse, les parties requérantes invitent le Conseil des ministres à préciser la portée des termes « pièces d'identité » et « porteur » et soulignent que ces difficultés d'interprétation indiquent que l'article 60 présente de grands risques d'application arbitraire.

*En ce qui concerne l'article 65, modifiant l'article 57, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale*

A.13.1. En vertu de cette disposition, indépendamment de la notification d'un ordre de quitter le territoire ou de l'existence d'un recours introduit à l'encontre d'un tel ordre, les étrangers en séjour illégal n'auront plus droit qu'à l'aide médicale urgente.

A.13.2. L'article 65 prive de l'aide sociale les étrangers en séjour illégal et les candidats réfugiés auxquels un ordre exécutoire a été notifié et, ce faisant, discrimine ces étrangers par rapport aux Belges et aux autres étrangers.

Une différence de traitement est faite entre l'étranger qui bénéficiait déjà de l'aide sociale au moment où un ordre de quitter le territoire lui est notifié et celui qui introduit sa demande en étant en situation de séjour illégal : le premier pourra continuer à bénéficier de l'aide sociale jusqu'à l'expiration du délai pour quitter le territoire, alors que le second ne pourra en bénéficier.

Cette différence de traitement viole les articles 10, 11, 23 et 191 de la Constitution. L'article 23, assurant à chacun le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine, protège en son point 2° « le droit à la sécurité sociale, à la protection de la santé et à l'aide sociale, médicale et juridique ». Ce droit n'est en rien subordonné à la légalité du séjour, à tout le moins jusqu'à l'expiration du délai d'une mesure d'éloignement définitive. En raison de sa formulation précise et inconditionnelle, l'article 23 édicte un droit subjectif d'application immédiate, bénéficiant à toute personne et qui implique, à tout le moins, un effet de *standstill* : il interdit les mesures négatives qui dérogeraient à la situation actuelle. En portant atteinte à ce droit fondamental, l'article 65 constitue une mesure disproportionnée au regard des objectifs poursuivis par le législateur, à savoir alléger les dépenses de l'Etat et arrêter l'immigration illégale.

Enfin, en privant l'étranger qui a introduit un recours contre un ordre de quitter le territoire, de tout droit à l'aide sociale autre que l'aide médicale urgente, la disposition en cause vide de son sens ce droit au recours institué par la loi du 15 décembre 1980; elle instaure en outre une différence de traitement entre étrangers basée sur le critère de la fortune, selon qu'ils ont ou non les moyens financiers de subvenir à leurs besoins durant la durée de la procédure.

A.14. Le Conseil des ministres souligne tout d'abord que la Cour est incompétente pour contrôler le respect de l'article 23 de la Constitution. Il conteste ensuite le fait que cette disposition édicterait un droit subjectif d'application directe au bénéfice de toute personne.

Par ailleurs, il ressort de l'arrêt de la Cour n° 51/94 du 29 juin 1994 que celle-ci a admis le principe d'une limitation de l'aide sociale, sans qu'importe à cet égard le caractère définitif ou simplement exécutoire de l'ordre de quitter le territoire.

Enfin, en raison de l'absence d'effet suspensif des recours devant le Conseil d'Etat, l'étranger destinataire d'un ordre de quitter le territoire se trouve dans une situation tout aussi précaire que celle de l'étranger auquel a été signifié un ordre définitif de quitter le territoire; il n'y a donc pas entre eux la différence de situation qui est alléguée par les parties requérantes.

A.15. Dans leur mémoire en réponse, les parties requérantes répliquent à l'argument pris de l'incompétence de la Cour que la violation de l'article 23 de la Constitution n'est pas invoquée séparément mais en combinaison avec les articles 10, 11 et 191 de la Constitution.

*En ce qui concerne l'article 69, § 3*

A.16.1. Sur la base de cette disposition, la limitation à un maximum de huit mois de la privation de liberté administrative n'entre en vigueur que le 1<sup>er</sup> janvier 1998. Il s'ensuit que les étrangers privés de liberté entre le 16 décembre 1996 (date d'entrée en vigueur de la loi) et le 30 avril 1997 (huit mois avant la date du 1<sup>er</sup> janvier 1998) pourront subir une détention de plus de huit mois, pouvant aller jusqu'à plus de douze mois. Il est fait référence, *a fortiori*, à l'argumentation relative à l'article 59. En outre, il est souligné qu'une détention opérée sans limitation de durée peut être considérée comme une violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme, ce qui implique le caractère disproportionné d'une telle mesure.

A.16.2. Pour le Conseil des ministres, ce moyen est irrecevable pour défaut d'intérêt, dans la mesure où les effets de la disposition transitoire critiquée seront épuisés au jour d'une éventuelle annulation. A l'appui du défaut d'intérêt, est également invoqué le fait que les parties requérantes n'ont pas demandé la suspension de cette mesure.

A.17. Les parties requérantes, à titre subsidiaire, analysent l'hypothèse dans laquelle la Cour considérerait que les articles 6, 7, 3°, et 55 de la loi du 15 juillet 1996 constituent une exécution imposée des articles 5.1.c), 5.2, 5.1.e), 19, 20, 21, 23 et 26.1.a) de la Convention du 19 juin 1990 portant application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985. Cette circonstance est irrelevante en ce que, comme la Cour l'a relevé à diverses reprises, un traité international ne peut autoriser un législateur à méconnaître les droits et libertés garantis par la Constitution nationale, parmi lesquels le principe d'égalité et de non-discrimination. Lorsqu'elle exécute un traité n'ayant pas d'effet direct, il appartient à l'autorité compétente d'assurer cette mise en oeuvre d'une manière conforme à la Constitution afin de ne pas introduire dans l'ordre juridique interne des normes législatives inconstitutionnelles; il est relevé qu'il en est *a fortiori* de même lorsque la norme d'exécution porte atteinte à des normes législatives inconstitutionnelles.

— B —

*En ce qui concerne la recevabilité*

B.1. Le Conseil des ministres conteste la recevabilité du recours. Outre l'absence au dossier de la décision du conseil d'administration de chacune des associations sans but lucratif d'introduire le recours, est allégué, en ce qui concerne l'a.s.b.l. Syndicat des avocats pour la démocratie, le non-respect des formalités prescrites par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif. En outre, cette association sans but lucratif ne satisferait pas aux conditions auxquelles est subordonnée la défense, par une association sans but lucratif, d'un intérêt collectif.

B.2. En ce qui concerne la première exception, il ressort des pièces communiquées à la Cour par les parties requérantes, d'une part, que le conseil d'administration de chacune d'entre elles a pris la décision d'introduire le présent recours et, d'autre part, que l'a.s.b.l. Syndicat des avocats pour la démocratie a satisfait aux formalités prescrites par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif.

B.3.1. En ce qui concerne l'exception tirée du défaut d'intérêt de cette même association sans but lucratif, il y a lieu de relever que lorsqu'une association sans but lucratif se prévaut d'un intérêt collectif, il est requis :

- que son objet social soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général;
- que cet intérêt ne soit pas limité aux intérêts individuels des membres;
- que la norme entreprise soit susceptible d'affecter l'objet social;
- que celui-ci soit réellement poursuivi, ce qui doit ressortir d'activités concrètes et durables de l'association.

B.3.2. L'a.s.b.l. Syndicat des avocats pour la démocratie a notamment pour objet :

« 1° de promouvoir et garantir les droits de la défense et à cette fin d'assurer aux avocats comme aux autres citoyens les libertés individuelles, politiques, économiques et sociales et l'intégrité physique;

2° de promouvoir et garantir, pour les citoyens notamment les plus démunis ou victimes d'atteintes aux droits de l'homme, l'accès au meilleur droit et à une justice démocratique, moderne et humaine;

3° d'agir pour le respect des droits essentiels et des libertés fondamentales, publiques et individuelles, notamment contre tout abus de la puissance publique et de tout pouvoir; ».

Cette association poursuit un objectif qui ne se confond ni avec l'intérêt général ni avec l'intérêt individuel de ses membres. Son objet social est réellement poursuivi, ainsi qu'en attestent les activités qu'elle exerce. Les dispositions qu'elle attaque et qui restreignent la liberté de certaines catégories d'étrangers peuvent porter atteinte aux objectifs qu'elle s'est fixés.

Tel n'est cependant pas le cas de l'article 55 de la loi du 15 juillet 1996, qui remplace l'article 74/4 de la loi du 15 décembre 1980 par le texte suivant :

« Art. 74/4. Le transporteur public ou privé qui a amené dans le Royaume un passager dépourvu des documents requis par l'article 2 ou se trouvant dans un des autres cas visés à l'article 3, doit le transporter ou le faire transporter sans délai dans le pays d'où il vient ou dans tout autre pays où il peut être admis. Il est solidairement tenu avec le passager de payer les frais de rapatriement de ce dernier.

En outre, lorsque le passager est dépourvu des documents requis par l'article 2, le transporteur public ou privé est solidairement tenu avec lui de payer les frais d'hébergement, de séjour et de soins de santé. »

Cette disposition impose des obligations non aux étrangers eux-mêmes mais aux entreprises qui les transportent. Ces entreprises ne peuvent être rangées parmi les personnes dont l'association requérante s'est donné pour objectif de défendre les droits fondamentaux. Sans doute la disposition précitée pourrait-elle avoir pour effet de modifier le comportement des transporteurs à l'égard des étrangers qui font appel à leurs services. Mais il s'agit là d'un effet indirect qui ne peut suffire à justifier l'intérêt de l'association requérante à attaquer une telle disposition.

B.3.3. L'a.s.b.l. Ligue des droits de l'homme a pour objet « de combattre l'injustice et toute atteinte arbitraire aux droits d'un individu ou d'une collectivité ».

L'a.s.b.l. Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie a pour but « la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie ».

L'objet social de ces deux associations ne leur donne pas un intérêt direct à attaquer l'article 55, qui concerne les transporteurs.

B.3.4. Il s'ensuit que le recours est recevable, sauf en ce qu'il est dirigé contre l'article 55 de la loi du 15 juillet 1996 qui remplace l'article 74/4 de la loi du 15 décembre 1980.

*En ce qui concerne le fond*

*En ce qui concerne l'article 6 de la loi du 15 juillet 1996, remplaçant l'article 3 de la loi du 15 décembre 1980.*

B.4.1. Les parties requérantes limitent leur critique au seul article 3, 3°, nouveau, qui dispose :

« Art. 3. Sauf dérogations prévues par un traité international ou par la loi, peut être refoulé par les autorités chargées du contrôle aux frontières, l'étranger qui se trouve dans un des cas suivants :

[...]

3° s'il ne peut pas présenter, le cas échéant, les documents justifiant l'objet et les conditions du séjour envisagé;

[...] »

Cette disposition, traitant différemment les étrangers par rapport aux Belges et aux ressortissants européens, serait discriminatoire, en ce qu'elle porterait atteinte à la sécurité juridique, en raison du large pouvoir d'appréciation qu'elle laisse à l'autorité compétente.

B.4.2. L'article 6 entrepris a pour objet de régler les conditions du refoulement d'un étranger aux frontières de l'Etat belge et les conditions de son séjour en Belgique.

Les Belges ne pouvant être privés du droit d'entrer sur le territoire de l'Etat dont ils sont ressortissants (article 3.2 du Protocole additionnel n° 4 à la Convention européenne des droits de l'homme), ils ne sauraient, en raison de cette protection juridique particulière, entrer dans le champ d'application de l'article 6 entrepris.

Les ressortissants européens et les personnes assimilées à ceux-ci bénéficiant du droit de circuler et de séjourner librement dans les Etats membres (article 8 A du Traité C.E.), ils ne sauraient eux non plus entrer dans le champ d'application de l'article 6 entrepris. Les étrangers non européens se trouvent dans une situation qui, en raison des dispositions de ces traités, ne peut être comparée à celle des Belges et des Européens.

B.4.3. Il résulte de ce qui précède que le moyen pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, par l'article 3, 3°, nouveau, de la loi du 15 décembre 1980, n'est pas fondé.

*En ce qui concerne l'article 7 de la loi du 15 juillet 1996*

B.5. L'article 7 insère dans la loi du 15 décembre 1980 un article 3bis, lequel dispose :

« Sans préjudice d'autres dispositions de la présente loi, la preuve des moyens de subsistance suffisants peut être apportée par la production d'une attestation de prise en charge, dans laquelle une personne physique qui dispose de ressources suffisantes et qui possède la nationalité belge ou qui est autorisée ou admise à séjourner en Belgique pour une durée illimitée, s'engage à l'égard de l'étranger, de l'Etat belge et de tout centre public d'aide sociale compétent, à prendre en charge pendant un délai de deux ans les soins de santé, les frais de séjour et de rapatriement de l'étranger.

La personne qui a signé l'engagement de prise en charge est, avec l'étranger, solidairement responsable du paiement des frais de soins de santé, de séjour et de rapatriement de ce dernier.

Le bourgmestre de la commune dans le registre de la population ou des étrangers de laquelle la personne qui a signé l'engagement de prise en charge est inscrite, ou son délégué, est tenu de légaliser la signature apposée au bas de l'engagement de prise en charge, si les conditions de l'authentification de la signature sont remplies.

Le bourgmestre ou son délégué peut indiquer, dans un avis adressé au Ministre ou à son délégué, si la personne qui a signé l'engagement de prise en charge dispose de ressources suffisantes. Cet avis n'est pas contraignant.

Le Roi fixe les modalités de l'engagement de prise en charge et les modalités de la récupération des sommes à charge de la personne qui a signé cet engagement.

Le Roi peut fixer les cas dans lesquels et les conditions auxquelles la validité de l'engagement de prise en charge est subordonnée à l'obligation de verser une somme auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou de fournir une garantie bancaire. »

B.6. Selon les parties requérantes, cette disposition introduit plusieurs discriminations entre étrangers : tout d'abord, selon qu'ils sont pris en charge par une personne physique ou par une personne morale, ensuite selon la durée pour laquelle la personne physique est autorisée à séjourner en Belgique et, enfin, selon que les étrangers sont ou en court séjour ou des étudiants.

B.7. Il ressort de la requête et du mémoire en réponse que les parties requérantes limitent leurs critiques à trois éléments de l'article 3bis nouveau : la prise en charge doit émaner exclusivement d'une personne physique, celle-ci doit impérativement être belge ou être autorisée à séjourner en Belgique pour une durée illimitée et la prise en charge vaut pour deux ans, à l'inverse des étudiants étrangers pour lesquels, en vertu de l'article 60 de la loi, la prise en charge vaut pour « au moins une année académique ». L'objet limité que se donne ainsi le recours implique que seul l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 3bis nouveau est soumis au contrôle de la Cour, et dans la seule mesure où cette disposition règle les trois points précités.

B.8.1. Il ressort des travaux préparatoires de cette disposition que le législateur entendait « fournir une base légale claire à l'usage de l'engagement de prise en charge, hors de la situation visée à l'article 60 de la loi, et [...] éviter l'arbitraire lors de la légalisation de la signature » (*Doc. parl.*, Chambre, 1995-1996, n° 364/1, p. 14).

B.8.2. Il appartient au législateur d'exiger que le tiers qui déclare prendre un étranger en charge soit une personne physique de nationalité belge ou autorisée à séjourner en Belgique pour une durée illimitée. En effet, il n'est pas manifestement déraisonnable de considérer qu'une personne qui satisfait à cette double exigence se prête mieux au contrôle des garanties de solvabilité.

Le législateur peut raisonnablement considérer qu'autoriser la prise en charge par une personne morale implique le risque d'aboutir à une concentration de prises en charge dont il résulterait que celles-ci ne répondraient plus à son objectif. L'exigence légale d'une prise en charge par une personne physique n'exclut pas que cette dernière, en cas de mise en oeuvre de la garantie, puisse bénéficier d'une intervention d'une personne morale.

B.9. En ce que la disposition en cause soumet les étrangers qu'elle vise à des conditions et modalités de prise en charge différentes, en particulier sur le plan de sa durée, de celles applicables aux étudiants étrangers visés à l'article 60 de la loi du 15 décembre 1980, elle apparaît raisonnablement justifiée. Les étrangers désireux de faire des études en Belgique présentent en effet diverses particularités qui peuvent justifier qu'ils soient traités différemment : ils bénéficient fréquemment d'une bourse d'études, en outre la durée pour laquelle ils séjournent en Belgique permet que puisse être envisagé, dans leur chef, l'exercice d'une activité lucrative compatible avec leurs études et enfin, leur admission en Belgique s'intègre souvent dans la politique de coopération au développement avec le pays dont ils sont ressortissants.

B.10. Le moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne l'article 11 de la loi du 15 juillet 1996*

B.11.1. Cet article 11 remplace l'article 7 de la loi du 15 décembre 1980. L'article 7 se lit désormais comme suit :

« Sans préjudice des dispositions plus favorables contenues dans un traité international, le Ministre ou son délégué peut donner l'ordre de quitter le territoire avant une date déterminée, à l'étranger qui n'est ni autorisé ni admis à séjourner plus de trois mois ou à s'établir dans le Royaume :

1° s'il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2;

2° s'il demeure dans le Royaume au-delà du délai fixé conformément à l'article 6, ou ne peut apporter la preuve que ce délai n'est pas dépassé;

3° si, par son comportement, il est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public ou la sécurité nationale;

4° s'il est considéré par le Ministre, après avis conforme de la Commission consultative des étrangers, comme pouvant compromettre les relations internationales de la Belgique ou d'un Etat partie à une convention internationale relative au franchissement des frontières extérieures, liant la Belgique;

5° s'il est signalé aux fins de non-admission conformément à l'article 3, 5°;

6° s'il ne dispose pas de moyens de subsistance suffisants, tant pour la durée du séjour envisagé que pour le retour dans le pays de provenance ou le transit vers un Etat tiers dans lequel son admission est garantie, et n'est pas en mesure d'acquiescer légalement ces moyens;

7° s'il est atteint d'une des maladies ou infirmités énumérées à l'annexe de la présente loi;

8° s'il exerce une activité professionnelle indépendante ou en subordination sans être en possession de l'autorisation requise à cet effet;

9° si, en application des conventions ou des accords internationaux liant la Belgique, il est remis aux autorités belges par les autorités des Etats contractants en vue de son éloignement du territoire de ces Etats;

10° si, en application des conventions ou des accords internationaux liant la Belgique, il doit être remis par les autorités belges aux autorités des Etats contractants;

11° s'il a été renvoyé ou expulsé du Royaume depuis moins de dix ans, lorsque la mesure n'a pas été suspendue ou rapportée.

Dans les mêmes cas, si le Ministre ou son délégué l'estime nécessaire, il peut faire ramener sans délai l'étranger à la frontière.

L'étranger peut être détenu à cette fin pendant le temps strictement nécessaire à l'exécution de la mesure sans que la durée de la détention puisse dépasser deux mois.

Le Ministre ou son délégué peut toutefois prolonger cette détention par période de deux mois, lorsque les démarches nécessaires en vue de l'éloignement de l'étranger ont été entreprises dans les sept jours ouvrables de la mise en détention de l'étranger, qu'elles sont poursuivies avec toute la diligence requise et qu'il subsiste toujours une possibilité d'éloigner effectivement l'étranger dans un délai raisonnable.

Après une prolongation, la décision visée à l'alinéa précédent ne peut plus être prise que par le Ministre.

Après huit mois de détention, l'étranger doit être mis en liberté. »

B.11.2. Les parties requérantes contestent l'article 11 sur deux plans.

D'une part, elles critiquent les alinéas 3 à 6 du nouvel article 7 relatifs à la durée de détention et à son éventuelle prolongation : ce moyen sera examiné ci-dessous avec ceux dirigés contre des dispositions ayant le même objet, insérées par les articles 22, 58, 59 et 69 de la loi du 15 juillet 1996.

D'autre part, les parties requérantes critiquent l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, de l'article 7 nouveau. Cette disposition discriminerait, parmi les étrangers admis à séjourner en Belgique, ceux admis pour un court séjour : en prévoyant pour ces derniers un critère de dangerosité potentielle, cette disposition porterait atteinte aux principes de sécurité juridique et de prévisibilité de la loi.

B.12. Aux termes de l'article 7 nouveau, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, l'étranger admis à séjourner en Belgique pour un court séjour peut faire l'objet d'un ordre de quitter le territoire si, « par son comportement, il est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public ou la sécurité nationale ». Par contre, en vertu de l'article 20 de la loi, l'étranger admis à séjourner pour plus de trois mois ne peut être renvoyé que s'il « a porté atteinte à l'ordre public ou à la sécurité nationale », tandis que l'étranger établi en Belgique ne peut être expulsé que s'il a « gravement porté atteinte à l'ordre public ou à la sécurité nationale ». Une différence de traitement est dès lors opérée entre étrangers, seuls ceux admis au court séjour pouvant être contraints de quitter le territoire en l'absence d'une atteinte effective à l'ordre public ou à la sécurité nationale.

B.13. Selon les travaux préparatoires de cette disposition, la modification proposée visait à mettre la législation belge en concordance avec la Convention d'application de l'accord de Schengen; ainsi a-t-il été relevé que « de la combinaison des articles 5, § 1<sup>er</sup>, e, 19, 20 et 21 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen, il résulte que l'étranger considéré comme pouvant compromettre l'ordre public ou la sécurité nationale ne peut pas résider en Belgique pour un court séjour » (*Doc. parl.*, Chambre, 1995-1996, n<sup>o</sup> 364/1, p. 17).

B.14.1. Dès lors que l'ordre public ou la sécurité nationale sont susceptibles d'être affectés, le législateur peut légitimement estimer que la seule menace qui pèse sur ces intérêts peut justifier un ordre de quitter le territoire. S'agissant des étrangers, le législateur pouvait en conséquence prévoir que peut faire l'objet d'un ordre de quitter le territoire l'étranger en court séjour qui, par son comportement, est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public ou la sécurité nationale.

B.14.2. En ce qui concerne la différence de traitement qu'opère la disposition en cause par rapport aux étrangers admis à séjourner pour plus de trois mois ou établis en Belgique, lesquels ne peuvent être renvoyés ou expulsés, en vertu de l'article 20, qu'en cas d'atteinte effective à l'ordre public ou à la sécurité nationale, elle n'apparaît pas manifestement déraisonnable. Le législateur a pu en effet considérer que, en ce qui concerne les étrangers en court séjour visés par la disposition en cause, leur moins grand degré d'intégration dans la communauté nationale par rapport à celui des étrangers en séjour plus long pouvait justifier la mesure critiquée.

B.15. Le moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne les articles 11, 22, 58, 59 et 69 de la loi du 15 juillet 1996*

B.16.1. Les articles 11, 22, 58 et 59 de la loi du 15 juillet 1996 remplacent ou complètent, selon le cas, les articles 7, 29, 74/5, §§ 3 à 5, et 74/6, §§ 2 à 4, de la loi du 15 décembre 1980.

D'une part, ils prévoient que, selon le cas, la mesure privative de liberté ou de maintien en un lieu déterminé ne peut excéder deux mois.

D'autre part, ils précisent que le ministre ou son délégué peut cependant prolonger cette mesure, par période de deux mois, pour autant que les démarches nécessaires en vue de l'éloignement de l'étranger aient été entreprises dans les sept jours ouvrables de la mise en détention ou de la mesure de maintien en un lieu déterminé, qu'elles aient été poursuivies avec toute la diligence requise et qu'il subsiste toujours une possibilité raisonnable d'éloigner effectivement l'étranger dans un délai raisonnable. En outre, il est prévu que, après une prolongation, les prolongations suivantes ne peuvent être décidées que par le ministre. Enfin, les dispositions précitées de la loi du 15 juillet 1996 prévoient que, après huit mois de détention ou de maintien en un lieu déterminé, l'étranger doit être mis en liberté. Cette limitation n'entre toutefois en vigueur, en vertu de l'article 69, § 3, de la loi du 15 juillet 1996, qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1998, après l'évaluation que prévoit cette disposition.

B.16.2. Les parties requérantes contestent, en des termes similaires, ces dispositions en ce qu'elles ont en commun de préciser les conditions dans lesquelles, selon le cas, la détention ou le maintien en un lieu déterminé d'un étranger — d'une durée origininaire maximale de deux mois — peut être prolongée. Les parties requérantes considèrent en particulier que ces conditions sont discriminatoires, notamment au regard des conditions dans lesquelles sont traitées par la loi sur la détention préventive des personnes pourtant soupçonnées d'avoir commis un délit. Par ailleurs, elles estiment aussi que le délai de huit mois ne peut être considéré comme raisonnable au regard de l'article 5 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.17. La liberté individuelle constitue dans une société démocratique une liberté fondamentale garantie par l'article 12 de la Constitution et par l'article 5.1 de la Convention européenne des droits de l'homme. Aucune restriction ne peut y être apportée que si elle est justifiée par un intérêt supérieur et qu'elle répond à un objectif légitime.

B.18. Dans son arrêt n<sup>o</sup> 61/94, la Cour a admis que le législateur prévoit que des mesures privatives de liberté de deux mois soient prises à l'encontre d'un étranger non soupçonné d'infraction pénale en raison des motifs tirés notamment du délai jugé trop court (un mois) pour instruire un dossier et de la nécessité de prévenir que les personnes concernées par la mesure ne se réfugient dans la clandestinité.

La Cour avait tenu compte de ce que, ainsi que le précisait les travaux préparatoires de la loi du 6 mai 1993, la mesure de maintien ne pourrait être prise « que si elle [était] absolument nécessaire et proportionnelle » (B.7.4) et elle avait souligné l'existence du contrôle juridictionnel permettant de vérifier le caractère légal du maintien, à la lumière de l'objectif poursuivi qui était de garantir l'éloignement effectif du territoire (B.7.6).

B.19. Aux termes de l'article 5.1.f) de la Convention européenne des droits de l'homme, une privation de liberté peut se justifier « s'il s'agit de l'arrestation ou de la détention régulières d'une personne pour l'empêcher de pénétrer irrégulièrement dans le territoire, ou contre laquelle une procédure d'expulsion ou d'extradition est en cours ».

Tous les cas visés par les dispositions précitées de la loi du 15 décembre 1980, modifiée par la loi du 15 juillet 1996, concernent des étrangers se trouvant dans une des situations prévues à l'article 5.1.f) de la susdite Convention.

En effet, qu'ils aient ou non demandé l'asile, les étrangers auxquels l'autorisation d'entrée ou de séjour sur le territoire exigée par la loi a été accordée ne peuvent se voir imposer une détention ou un maintien dans un lieu déterminé, sur la base des dispositions attaquées. Ces mesures ne peuvent être prises qu'à l'égard des étrangers auxquels l'accès au territoire ou le séjour sur celui-ci a été refusé.

La privation de liberté prévue par les articles attaqués ne constitue pas une mesure pénale mais une mesure administrative destinée à permettre l'éloignement effectif d'étrangers qui ont reçu un ordre de quitter le territoire.

B.20. Les difficultés liées à un éloignement effectif, qui ne peuvent pas toujours être résolues dans la période limitée de deux mois, peuvent exiger la prolongation de la mesure privative de liberté.

Une telle prolongation est seulement possible en vertu des articles 11, 22, 58 et 59, lorsqu'il est satisfait aux trois conditions suivantes :

- 1) les démarches nécessaires en vue de l'éloignement de l'étranger doivent avoir été entreprises dans les sept jours ouvrables;
- 2) ces démarches doivent être poursuivies avec toute la diligence requise;
- 3) une possibilité d'éloigner effectivement l'étranger dans un délai raisonnable doit toujours subsister.

Il est en outre prévu que la prolongation de la détention ne peut être décidée que par le ministre, à l'exception de la première qui peut l'être par le ministre ou son délégué.

Par ailleurs, les articles 11, 22, 58 et 59 de la loi du 15 juillet 1996 prévoient chacun que la durée maximale de détention ou de maintien en un lieu déterminé est de huit mois, terme maximal au-delà duquel l'étranger doit être mis en liberté.

B.21.1. Compte tenu de ce que la privation de liberté est une restriction à une liberté fondamentale, les conditions précitées sont de stricte interprétation. Elles sont cumulatives. L'absence de collaboration de l'étranger ne peut justifier la privation de liberté.

B.21.2. La Cour observe que le respect des conditions et modalités précitées est soumis à un contrôle juridictionnel, exercé par la chambre du conseil du tribunal correctionnel, selon les modalités déterminées par les articles 71 et suivants de la loi du 15 décembre 1980.

B.21.3. En vertu de l'article 72, alinéa 2, cette juridiction ne peut apprécier l'opportunité de la mesure privative de liberté, mais elle doit néanmoins vérifier la légalité de cette mesure, conformément aux exigences de l'article 5.4 de la Convention européenne des droits de l'homme en examinant si les trois conditions cumulatives rappelées en B.20 sont réunies.

B.22. Il résulte de ce qui précède que les articles 11, 22, 58 et 59 de la loi du 15 juillet 1996 ne violent pas les articles 10 et 11 de la Constitution dès lors que la prolongation éventuelle des mesures de détention ou de maintien en un lieu déterminé est subordonnée à des conditions strictes et à un contrôle juridictionnel.

B.23. Il y a lieu toutefois d'examiner si l'article 69, § 3, de la même loi résiste également au contrôle de constitutionnalité, en ce qu'il détermine la date d'entrée en vigueur de la limitation à un maximum de huit mois des mesures privatives de liberté, limitation prévue par les dispositions précitées de la loi du 15 juillet 1996.

L'article 69, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, reporte en effet à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1998 la date d'entrée en vigueur de cette limitation. En différant ainsi la date d'entrée en vigueur de cette limitation, l'article 69, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 juillet 1996 rend possible les prolongations successives, par périodes de deux mois, des mesures de détention ou de maintien en un lieu déterminé, la durée totale de privation de liberté pouvant dès lors atteindre plus de douze mois, eu égard à la date d'entrée en vigueur (16 décembre 1996) des articles 11, 22, 58 et 59 autorisant lesdites prolongations.

B.24. En ce qu'il admet le principe de prolongations illimitées en nombre des mesures de détention ou de maintien en un lieu déterminé d'étrangers, l'article 69, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, constitue une mesure qui ne peut être raisonnablement justifiée.

Elle constitue en effet une atteinte disproportionnée à la liberté individuelle, garantie par l'article 12 de la Constitution et par l'article 5 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.25. Il résulte de ce qui précède que l'article 69, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 juillet 1996 viole les articles 10 et 11 de la Constitution.

*En ce qui concerne l'article 60 de la loi du 15 juillet 1996*

B.26.1. L'article 60 insère dans la loi du 15 décembre 1980 un article 74/7, rédigé comme suit :

« Les services de police peuvent saisir un étranger qui n'est pas porteur des pièces d'identité ou des documents prévus par la loi et le soumettre à une mesure d'arrestation administrative, dans l'attente d'une décision du Ministre ou de son délégué. La durée de la privation de liberté ne peut dépasser vingt-quatre heures. »

B.26.2. Selon les parties requérantes, l'article 74/7 nouveau serait discriminatoire en ce qu'il prévoit, pour l'arrestation administrative d'un étranger, une durée maximale de vingt-quatre heures, alors que celle-ci est de douze heures en ce qui concerne les Belges, en vertu de l'article 34 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police.

B.27.1. Il ressort des travaux préparatoires de cette disposition que l'arrestation administrative d'une durée maximale de vingt-quatre heures qu'elle institue en ce qui concerne les étrangers a pour but de prolonger de douze heures la privation de liberté de douze heures au maximum autorisée, conformément à l'article 34 de la loi du 5 août 1992, pour le contrôle d'identité, afin de permettre aux autorités compétentes de décider l'éloignement de ces étrangers, si ce contrôle d'identité aboutit à un constat de situation irrégulière.

B.27.2. Cette différence de traitement par rapport aux Belges apparaît raisonnablement justifiée par le souci d'éviter que ne vivent dans la clandestinité les étrangers dont il apparaîtrait qu'ils sont en situation irrégulière et doivent être éloignés du territoire.

B.28. Il résulte de ce qui précède que l'article 60 de la loi du 15 juillet 1996 ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution.

*En ce qui concerne l'article 65 de la loi du 15 juillet 1996*

B.29. Le moyen est dirigé contre l'article 65 de la loi attaquée, qui modifie l'article 57, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale. Cette disposition violerait les articles 10, 11, 23 et 191 de la Constitution en ce qu'elle limite ou supprime le droit à l'aide sociale pour certaines catégories d'étrangers.

B.30. L'article 65 de la loi attaquée remplace, avec effet au 10 janvier 1997, l'article 57, § 2, de la loi organique des centres publics d'aide sociale. Cette disposition est depuis lors libellée comme suit :

« § 2. Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, la mission du centre public d'aide sociale se limite à l'octroi de l'aide médicale urgente, à l'égard d'un étranger qui séjourne illégalement dans le Royaume.

Le Roi peut déterminer ce qu'il y a lieu d'entendre par aide médicale urgente.

Un étranger qui s'est déclaré réfugié et a demandé à être reconnu comme tel, séjourne illégalement dans le Royaume lorsque la demande d'asile a été rejetée et qu'un ordre de quitter le territoire exécutoire a été notifié à l'étranger concerné.

L'aide sociale accordée à un étranger qui était en fait bénéficiaire au moment où un ordre de quitter le territoire exécutoire lui a été notifié, est arrêtée, à l'exception de l'aide médicale urgente, le jour où l'étranger quitte effectivement le territoire et, au plus tard, le jour de l'expiration du délai de l'ordre de quitter le territoire.

Il est dérogé aux dispositions de l'alinéa précédent pendant le délai strictement nécessaire pour permettre à l'étranger de quitter le territoire, pour autant qu'il ait signé une déclaration attestant son intention explicite de quitter le plus vite possible le territoire, sans que ce délai ne puisse en aucun cas excéder un mois.

La déclaration d'intention précitée ne peut être signée qu'une seule fois. Le centre informe sans retard le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, ainsi que la commune concernée, de la signature de la déclaration d'intention. »

B.31. Ainsi que la Cour l'a observé dans son arrêt n° 51/94 du 29 juin 1994, lorsqu'un Etat qui entend limiter l'immigration constate que les moyens qu'il emploie à cet effet ne sont pas efficaces, il n'est pas déraisonnable qu'il ne se reconnaisse pas les mêmes devoirs face aux besoins de ceux, d'une part, qui séjournent légalement sur son territoire (ses nationaux et certaines catégories d'étrangers), et des étrangers, d'autre part, qui s'y trouvent encore après avoir reçu l'ordre de quitter le territoire.

En disposant que celui qui a reçu un ordre définitif de quitter le territoire à une date déterminée ne recevra, s'il n'a pas obtenu l'aide sociale, à la seule exception de l'aide médicale urgente, le législateur avait utilisé, ainsi que l'a jugé la Cour dans son arrêt n° 51/94, un moyen dont les effets permettent d'atteindre l'objectif poursuivi, qui est d'inciter l'intéressé à obéir à l'ordre reçu. Ce moyen n'était pas disproportionné à cet objectif dès lors qu'il garantissait que l'intéressé qui souhaitait quitter le territoire de sa propre initiative et qui exprimait cette intention bénéficierait de l'aide sociale durant le délai, limité à un mois, « strictement nécessaire pour permettre à l'étranger de quitter le territoire », et de l'aide médicale urgente, sans délai.



B.32. Toutefois, dès lors que, pour mettre fin à des divergences d'interprétations, le législateur remplace le terme « définitif » par celui d'« exécutoire », l'étranger est privé de l'aide sociale même s'il a introduit un recours en annulation accompagné ou non d'une demande de suspension qui serait pendant devant le Conseil d'Etat.

B.33. Il appartient à la Cour d'examiner si une telle disposition n'est pas discriminatoire en ce qu'elle porte atteinte, au détriment d'une catégorie de personnes, au droit à l'aide sociale et au droit à l'exercice effectif d'un recours juridictionnel.

B.34. Les règles de procédure applicables devant le Conseil d'Etat permettent de rejeter à bref délai les demandes de suspension et les recours en annulation qui seraient manifestement irrecevables ou manifestement non fondés. (articles 12 à 15 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat; articles 93 et 94 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat). Une telle procédure permet de rejeter, dans un délai inférieur au délai prévu par les articles 11, 22, 58 et 59 de la loi du 15 juillet 1996, les recours qui auraient pour seul objectif de prolonger indûment le bénéfice de l'aide sociale.

B.35. Dès lors qu'il existe une procédure permettant de filtrer les recours dilatoires, il est excessif de prévoir, en outre, que sont privés du droit à l'aide sociale, tous les demandeurs d'asile dont la demande a été rejetée et qui ont reçu, pour ce motif, un ordre de quitter le territoire, alors qu'ils ont attaqué devant le Conseil d'Etat la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prise en application de l'article 63/3 de la loi ou celle de la Commission permanente de recours des réfugiés.

B.36. Etant donné la nature des principes en cause, la mesure attaquée apparaît comme apportant une limitation disproportionnée à l'exercice des droits fondamentaux mentionnés en B.33. Elle viole dès lors les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.37. Il y a lieu d'annuler, dans les troisième et quatrième alinéas du nouvel article 57, § 2, de la loi organique des centres publics d'aide sociale, le terme « exécutoire ».

Cette annulation a pour effet que l'article 57, § 2, doit s'interpréter comme ne s'appliquant pas à l'étranger qui a demandé à être reconnu comme réfugié, dont la demande a été rejetée et qui a reçu un ordre de quitter le territoire, tant que n'ont pas été tranchés les recours qu'il a introduits devant le Conseil d'Etat contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prise en application de l'article 63/3 de la loi ou contre la décision de la Commission permanente de recours des réfugiés.

Par ces motifs,

la Cour  
annule

— l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 3 de l'article 69 de la loi du 15 juillet 1996 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale;

— le terme « exécutoire » dans les alinéas 3 et 4 de l'article 57, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale modifié par l'article 65 de la loi précitée;

rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 22 avril 1998.

Le greffier,  
L. Potoms.

Le président,  
M. Melchior.

#### ARBITRAGEHOF

N. 98 — 1094

[C - 98/21177]

#### Arrest nr. 43/98 van 22 april 1998

Rolnummer 1073

*In zake* : het beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van de artikelen 6, 7, 11, 22, 55, 58, 59, 60, 65 en 69, § 3, van de wet van 15 juli 1996 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, ingesteld door de v.z.w. Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters H. Boel, P. Martens, J. Delruelle, G. De Baets, E. Cerehe, H. Coremans, A. Arts en R. Henneuse, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

##### I. Onderwerp van het beroep

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 24 maart 1997 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 25 maart 1997, hebben de v.z.w. Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, met maatschappelijke zetel te 1210 Brussel, Poststraat 37, de v.z.w. Ligue des droits de l'homme, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Watteestraat 6, en de v.z.w. Syndicat des avocats pour la démocratie, met maatschappelijke zetel te 1060 Brussel, Dejonckerstraat 51/16, beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging ingesteld van de artikelen 6, 7, 11, 22, 55, 58, 59, 60, 65 en 69, § 3, van de wet van 15 juli 1996 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 oktober 1996).

##### II. De rechtspleging

Bij beschikking van 25 maart 1997 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 5 mei 1997 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 7 mei 1997.

De Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 13 juni 1997 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 25 juni 1997 ter post aangetekende brieven.

De verzoekende partijen hebben een memorie van antwoord ingediend bij op 17 juli 1997 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 25 juni 1997 en 25 februari 1998 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 24 maart 1998 en 24 september 1998.

Bij beschikking van 21 januari 1998 heeft voorzitter M. Melchior de zaak voorgelegd aan het Hof in voltallige zitting.

Bij beschikking van dezelfde dag heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 11 februari 1998.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 22 januari 1998 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 11 februari 1998 :

— zijn verschenen :

. Mr. L. Walley en Mr. A. Schaus, advocaten bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partijen;

. Mr. P. Legros, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

— hebben de rechters-verslaggevers R. Henneuse en G. De Baets verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

### III. In rechte

— A —

#### *Wat de ontvankelijkheid betreft*

A.1.1. De Ministerraad betwist de ontvankelijkheid van het beroep. Naast het feit dat in het dossier de beslissing van de raad van bestuur van elk van de verenigingen zonder winstoogmerk om het beroep in te stellen, ontbreekt, wordt betwist dat de v.z.w. Syndicat des avocats pour la démocratie de in de wet van 27 juni 1921 op de verenigingen zonder winstoogmerk voorgeschreven formaliteiten in acht heeft genomen. Bovendien voldoet de voornoemde vereniging zonder winstoogmerk niet aan de voorwaarden die de rechtspraak van het Hof oplegt inzake de verdediging van een collectief belang door een vereniging zonder winstoogmerk.

A.1.2. De verzoekende partijen antwoorden dat het bewijs van de bekendmaking van hun statuten in het *Belgisch Staatsblad*, de beslissingen van de bevoegde organen om het beroep in te stellen alsmede, wat de v.z.w. Syndicat des avocats pour la démocratie betreft, het getuigschrift van de griffie van de burgerlijke rechtbank waaruit de neerlegging van de lijst van haar leden voor het jaar 1997 blijkt, aan de griffie van het Hof zijn overgezonden. Zowel in zoverre de betwiste bepalingen het gebruik der talen voor de inzake asiel bevoegde overheden regelen als in zoverre zij de mogelijkheden van beroep bij de raadkamer regelen voor de vreemdeling die aan de grens een asielaanvraag indient, raken zij het maatschappelijk doel van de derde verzoekende partij in verscheidene opzichten (punten 1, 2 en 3 van het maatschappelijk doel). Het Hof heeft bovendien reeds tweemaal (Arbitragehof, 4 maart 1993 en 14 juli 1994) beroepen ontvankelijk verklaard die door die vereniging zonder winstoogmerk waren ingesteld.

*Wat artikel 6 van de wet van 15 juli 1976 betreft, in zoverre het artikel 3, 3°, van de wet van 15 december 1980 vervangt*

A.2.1. Die bepaling verplicht de vreemdelingen die de grens overschrijden, met inbegrip van die welke houder zijn van een visum of ervan zijn vrijgesteld, de documenten voor te leggen ter staving van het doel van het voorgenumen verblijf en de verblijfsomstandigheden. Zij stelt tussen bepaalde vreemdelingen, enerzijds, en de Belgen en Europese onderdanen — die niet aan die verplichting zijn onderworpen —, anderzijds, een onevenredig en willekeurig verschil in behandeling in. Doordat zij aan de ambtenaren die met de grenscontrole zijn belast een willekeurige beoordelingsbevoegdheid laat, doet zij afbreuk aan de beginselen van rechtszekerheid en voorspelbaarheid van de wet.

A.2.2. Voor de Ministerraad is de ontoepasbaarheid van die bepaling op de Belgische burgers een rechtstreeks gevolg van artikel 3.2, van het Protocol nr. 4 bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens. De ontoepasbaarheid van het nieuwe artikel 3, 3°, van de wet van 15 december 1980 op de burgers van de Europese Unie en de Europese Economische Ruimte is een rechtstreeks gevolg van de door België bekrachtigde internationale verdragen, waaraan het land zich niet kan onttrekken. De voormelde bepaling is een rechtstreekse en verplichte toepassing van lid 1, c), in samenhang gelezen met lid 2 van artikel 5 van de Overeenkomst van 19 juni 1990 ter uitvoering van het akkoord van Schengen van 14 juni 1985.

A.2.3. In hun memorie van antwoord preciseren de verzoekende partijen hun middel. Dat heeft betrekking op het willekeurige en toevallige karakter van de redenen waarom de toegang tot het grondgebied kan worden geweigerd, dat des te duidelijker is wanneer de in het geding zijnde bepaling wordt vergeleken met de precieze bewoordingen gebruikt in artikel 3, 6°, van de wet van 15 december 1980, een bepaling in het kader waarvan aan de Minister zelf de beoordeling wordt overgelaten. In elk geval kan een internationale bepaling niet verantwoord worden dat in het Belgische recht een ongrondwettige bepaling wordt ingevoerd.

*Wat artikel 7 betreft, waarbij een artikel 3bis wordt ingevoegd in de wet van 15 december 1980*

A.3.1. Volgens de verzoekende partijen beperkt die bepaling in sterke mate de mogelijkheden van de vreemdeling om een tenlasteneming voor te leggen, en verzwaart zij daarbij de aansprakelijkheid van diegene die zich verbindt. Zij voert verscheidene discriminaties in onder de vreemdelingen, respectievelijk naar gelang van de hoedanigheid van natuurlijke persoon of rechtspersoon die hen ten laste neemt, naar gelang van de duur tijdens welke die persoon gemachtigd is in België te verblijven of naargelang zij tot een kort verblijf toegelaten vreemdelingen zijn of studenten.

A.3.2. Voor de Ministerraad is de uitsluiting van de rechtspersonen verantwoord door het feit dat, aangezien zij vaak « lege schelpen » vormen, zij geen enkele concrete garantie van tenlasteneming bieden en zij minder gemakkelijk aansprakelijk kunnen worden gesteld dan natuurlijke personen. De tweede aangevoerde discriminatie wordt verantwoord door de vereiste van een duurzame band met België, aangezien een solvabiliteitscontrole veel moeilijker uit te voeren is ten aanzien van een vreemdeling die niet in België verblijft. Wat het ingevoerde verschil in behandeling ten aanzien van de studenten betreft, genieten laatstgenoemden over het algemeen een beurs en is het doel van hun verblijf verschillend van dat van de tot een kort verblijf toegelaten vreemdelingen.

A.3.3. In hun memorie van antwoord beklemtonen de verzoekende partijen dat, wat het gemaakte onderscheid tussen de tot een kort verblijf toegelaten vreemdelingen en de buitenlandse studenten betreft, de solvabiliteitsvereisten veel strenger zouden moeten zijn voor laatstgenoemden, aangezien zij geacht worden gedurende verscheidene jaren ten laste te blijven van hun borgsteller; bovendien hebben zij niet noodzakelijkerwijze meer bestaansmiddelen dan een toerist of een zakenman.

*Wat artikel 11 betreft, in zoverre het artikel 7, 3°, van de wet van 15 december 1980 vervangt*

A.4.1. Voor de verzoekende partijen vervangt die bepaling voortaan het gebleken gevaar van de vreemdeling op het vlak van de openbare orde of de nationale veiligheid door een mogelijk gevaar. Zij voert onder de tot een verblijf in België toegelaten vreemdelingen een discriminatie in naargelang het al dan niet om een kort verblijf gaat. Een dergelijk systeem, dat tot willekeurige beslissingen dreigt te leiden, doet afbreuk aan de rechtszekerheid en de voorspelbaarheid van de wet, op een des te ernstiger manier daar het kan uitmonden in maatregelen met zeer zware gevolgen, namelijk de verwijdering van het grondgebied en de opsluiting.

Bovendien legde de Overeenkomst van 19 juni 1990 geenszins de verplichting op om de in het geding zijnde bepaling aan te nemen. Die bepaling betreft immers de verwijdering van het grondgebied, en niet de overschrijding van de grenzen of het vrije verkeer binnen die grenzen, die in de door de Ministerraad aangevoerde bepalingen worden bedoeld.

Zelfs in de veronderstelling dat de in het geding zijnde bepaling de uitvoering vormt van de Overeenkomst ter uitvoering van het akkoord van Schengen, volstaat dat bovendien niet om de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet te verantwoorden.

A.4.2. Voor de Ministerraad neemt die bepaling de voormelde Overeenkomst van 19 juni 1990 ter uitvoering van het akkoord van Schengen in acht, in het bijzonder de artikelen 5, leden 1 en 2, 19, 29 en 23 ervan. Hetzelfde criterium van mogelijk gevaar wordt overigens in artikel 34 van de wet op het politieambt gebruikt.

*Wat artikel 11 betreft, in zoverre het artikel 7, 2°, van de wet van 15 december 1980 wijzigt*

A.5.1. Door de duur te verlengen van de opsluiting die is vereist voor de gedwongen tenuitvoerlegging van een bevel om het grondgebied te verlaten — voordien een duur van twee maanden —, schendt de in het geding zijnde bepaling de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie. Zij ontsnapt aan de toepassingsfeer van de artikelen 5 en 18 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, doordat het nagestreefde doel er niet zozeer in bestaat de verwijderingen van het grondgebied te vergemakkelijken dan wel het illegale verblijf te ontmoedigen door het te bestraffen met een verkapte gevangenisstraf. De termijn van acht maanden kan niet worden beschouwd als redelijk en gaat, doordat hij afbreuk doet aan een fundamentele vrijheid, verder dan wat strikt noodzakelijk is. Er wordt opgemerkt dat, in tegenstelling tot de personen die van hun vrijheid zijn beroofd krachtens wetgevingen inzake politie en voorlopige hechtenis, de vreemdelingen op wie die maatregel kan worden toegepast, geen misdrijf hebben gepleegd, en zelfs niet noodzakelijkerwijze de wet op het verblijf hebben geschonden. Zelfs ten aanzien van de andere tijdens de parlementaire voorbereidingen aangevoerde doelstelling, namelijk de opgesloten vreemdeling ertoe aanzetten samen te werken met de Belgische en buitenlandse overheden met het oog op de organisatie van zijn terugzending, lijkt de maatregel niet evenredig met de praktische organisatie van een gedwongen verwijdering.

A.5.2. De Ministerraad verwijst naar de procedure van de voorlopige hechtenis en beklemtoont daarbij dat de personen die in voorlopige hechtenis worden genomen evenmin noodzakelijkerwijze een misdrijf hebben gepleegd noch de strafwet hebben geschonden. Er wordt opgemerkt dat het Hof in zijn arrest nr. 61/94 van 14 juli 1994 heeft geoordeeld dat het op zich niet verboden is een vreemdeling van zijn vrijheid te beroven teneinde hem te verwijderen; te dezen is de in het geding zijnde bepaling niet strijdig met die rechtspraak, met name doordat de termijn van acht maanden een maximumtermijn is en de verlenging van de oorspronkelijke termijn aan een gerechtelijke controle is onderworpen.

A.5.3. In hun memorie van antwoord merken de verzoekende partijen op dat de verschillende categorieën van personen die van hun vrijheid zijn beroofd (veroordeelden, personen in voorlopige hechtenis, geïnterneerden, in een inrichting geplaatste personen, administratief aangehouden personen — onder wie de vreemdelingen) vergelijkbare categorieën vormen.

*Wat artikel 22 betreft, dat artikel 29 van de wet van 15 december 1980 aanvult*

A.6.1. Naast de verwijzing naar de in A.5.1 uiteengezette argumentatie wordt opgemerkt dat, voor de uitgezette vreemdelingen, de opsluiting met het oog op de tenuitvoerlegging van een uitzettingsmaatregel, genomen om redenen van openbare orde, een dubbele straf vormt en vaak de periode van opsluiting krachtens een strafrechtelijke veroordeling verlengt, wat op zich discriminerend is.

A.6.2. De Ministerraad verwijst zijnerzijds naar de hiervoor in A.5.2 uiteengezette argumentatie.

*Wat artikel 55 betreft, dat artikel 74/4 van de wet van 15 december 1980 vervangt*

A.7.1. Die bepaling legt voortaan aan de vervoerders de verplichting op de vreemdeling terug te zenden en de kosten van terugzending te betalen, niet alleen wanneer de weigering van toegang tot het grondgebied gebaseerd is op het niet in het bezit zijn van de in artikel 2 vereiste documenten, maar ook wanneer die weigering gebaseerd is op artikel 3 van de wet, zelfs wanneer de vreemdeling in het bezit zou zijn van de voormelde documenten; die verplichting komt bij de financiële verplichtingen en de strafrechtelijke en administratieve boetes waarin de wet van 15 december 1980 reeds voorzigt. Artikel 55 voert aldus een discriminatie in onder de vervoerders — aangezien enkel diegenen die vreemdelingen vervoeren de financiële lasten dragen die bij die bepaling worden ingevoerd —, een discriminatie die onevenredig is ten aanzien van het nagestreefde doel (A.7.2) en die niet kan worden verantwoord door te verwijzen naar artikel 26.1.a), van de Overeenkomst van 19 juni 1990 (A.7.3).

A.7.2. De hiervoor vermelde discriminatie doet in de eerste plaats afbreuk aan het recht van de vervoerders om de juridische gevolgen van hun handelingen te voorzien; de nieuwe financiële verplichting die voortvloeit uit artikel 55 is immers het gevolg van een weigering van toegang tot het grondgebied gebaseerd op artikel 3 van de wet van 15 december 1980, een weigering die ze redelijkerwijze niet kunnen voorzien.

Vervolgens leidt dat systeem ertoe dat aan privé-personen — de vervoerders — bevoegdheden van de Staat inzake vreemdelingenpolitie worden toevertrouwd, met schending van het grondwettelijke beginsel volgens hetwelk de overheid ertoe gehouden is persoonlijk haar bevoegdheden uit te oefenen en die niet aan derden mag overlaten.

Artikel 55 brengt buitensporige gevolgen teweeg voor de buitenlandse passagiers, die het risico lopen niet langer ten laste te worden genomen door de vervoerders om redenen die ze onmogelijk kunnen kennen en die van de enkele beoordeling van de genoemde vervoerders afhangen; dat gevolg lijkt in het bijzonder dramatisch ten aanzien van de vluchtelingen, die genoodzaakt zijn hun land, waar ze het slachtoffer zijn van vervolgingen, te ontvluchten.

A.7.3. Wat de verantwoording betreft die wordt afgeleid uit artikel 26.1 van de Overeenkomst van 19 juni 1990, heeft die bepaling niet zulk een ruime draagwijdte als het in het geding zijnde artikel 55. Enerzijds, spreekt het zich niet uit over de tenlasteneming, door de vervoerder, van de kosten van terugzending, en, anderzijds, belast het hem met de enkele verplichting te controleren of de vreemdeling in het bezit is van de vereiste reisdocumenten. De andere internationale verdragen (betreffende de internationale burgerluchtvaart, het internationale maritieme vervoer en het internationale spoorwegvervoer) leggen de vervoerders eveneens slechts de verplichting op om de in het land van bestemming vereiste documenten te verifiëren.

Daaruit volgt dat de enkele verplichting die ten aanzien van de vervoerders kan worden verantwoord, gelet op de verschillende hiervoor vermelde internationale verdragen, betrekking heeft op de controle of de passagiers in het bezit zijn van de vereiste documenten; bijgevolg kan enkel de niet-naleving van die verplichting verantwoord worden dat de vervoerders financieel aansprakelijk worden gesteld.

A.8. Volgens de Ministerraad is het beroep tot vernietiging in de eerste plaats onontvankelijk wat die bepaling betreft, omdat zij geen afbreuk doet aan het maatschappelijk doel van de verzoekende verenigingen. Vervolgens wordt opgemerkt dat artikel 55 geen enkel onderscheid maakt onder de verschillende categorieën van vervoerders, aangezien zij allen — zowel de private als de openbare — door dat artikel worden geraakt. Hoe dan ook, zelfs in de veronderstelling dat het een onderscheid instelt, zou dat onderscheid vreemdelingen beogen die zich nog niet op het Belgische grondgebied bevinden, en die bijgevolg niet het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie genieten.

A.9. Wegens de met artikel 55 nagestreefde doelstelling, namelijk de migratiegolf af te remmen, raakt die bepaling rechtstreeks en op ongunstige wijze het maatschappelijk doel van de verzoekende verenigingen zonder winstoogmerk.

Het argument dat wordt afgeleid uit het feit dat de in artikel 55 bedoelde vreemdelingen niet het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie genieten, wordt betwist, aangezien het discriminatieverbod zowel krachtens de Grondwet als krachtens het internationaal recht wordt opgelegd, en het bijgevolg de vrijheid van de Staten op het vlak van toegang en verblijf van de vreemdelingen beperkt.

Zelfs in de veronderstelling dat het argument dat wordt afgeleid uit het feit dat geen verschil in behandeling wordt gemaakt onder de vervoerders, gegrond is, is er niettemin een verschil in behandeling ten nadele van de vervoerders, dat onverantwoord is, in zoverre het enkel te hunnen nadele afbreuk doet aan de beginselen van rechtszekerheid en voorspelbaarheid van de wet.

*Wat artikel 58 betreft, dat de paragrafen 3, 4 en 5 van artikel 74/5 van de wet van 15 december 1980 vervangt*

A.10.1. Die bepaling maakt het mogelijk asielzoekers vast te houden in een aan de grenzen gelegen plaats, momenteel het transitcentrum 127 te Zaventem, asielzoekers ten aanzien van wie een uitvoerbare beslissing tot weigering van toegang tot het grondgebied of een beslissing tot bevestiging van een dergelijke beslissing is genomen; de verlengingsmodaliteiten van die opsluiting zijn identiek met die waarin is voorzien in artikel 11, waarbij de verzoekende partij verwijst naar de in verband met artikel 11 uiteengezette argumentatie. Een dergelijke opsluiting kan een onmenselijke en vernederende behandeling vormen die is verboden bij artikel 3 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en is, wat kinderen betreft, strijdig met het Verdrag inzake de rechten van het kind.

A.10.2. De Ministerraad verwijst naar de in verband met artikel 11 uiteengezette argumentatie en betwist bovendien dat artikel 58 het voormelde artikel 3 van het Europees Verdrag schendt. Zowel krachtens de rechtspraak van het Hof als krachtens de rechtsleer, die een minimum aan ernstig lijden vereisen, kan de maatregel van verlenging van de opsluiting niet worden beschouwd als een foltering, een onmenselijke behandeling, een vernedering of een ernstige belediging.

A.10.3. In hun memorie van antwoord herinneren de verzoekende partijen eraan dat de voorzitter van de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel, in een beschikking van juni 1993, heeft geoordeeld dat de huisvestingsomstandigheden van de asielzoekers te Zaventem strijdig waren met het voormelde artikel 3.

*Wat artikel 59 betreft, dat de paragrafen 2, 3 en 4 van artikel 74/6 van de wet van 15 december 1980 vervangt*

A.11. Die bepaling maakt het mogelijk in een welbepaalde plaats vreemdelingen vast te houden die op onregelmatige wijze het grondgebied zijn binnengekomen, die een asielaanvraag hebben ingediend en ten aanzien van wie een uitvoerbare beslissing tot weigering van verblijf of een bevestigende beslissing is genomen, waarbij de vasthouding een maximumduur van acht maanden kan bereiken.

Zowel de verzoekende partijen als de Ministerraad verwijzen naar de hiervoor uiteengezette argumentatie in verband met artikel 58.

*Wat artikel 60 betreft, dat een artikel 74/7 invoegt in de wet van 15 december 1980*

A.12.1. Aangezien die bepaling zo kan worden geïnterpreteerd dat ze het de politieoverheden toestaat een vreemdeling die niet in het bezit is van de vereiste documenten gedurende vierentwintig uur op de post vast te houden, zelfs als hij zich in een regelmatige situatie zou bevinden, voert zij een discriminatie in ten opzichte van de Belgen: laatstgenoemden kunnen in die situatie immers slechts twaalf uur worden vastgehouden, krachtens artikel 34 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt. Dat verschil in behandeling kan niet worden verantwoord door het tijdens de parlementaire voorbereiding aangevoerde motief, namelijk aan de overheden de zorg laten om, naast de identiteitscontrole, over te gaan tot de onderzoeken die noodzakelijk zijn voor een eventuele verwijdering van de vreemdeling, waarbij een dergelijke verificatie niet meer tijd vergt dan wanneer ze betrekking heeft op een Belg.

A.12.2. Wat de interpretatie van artikel 60 betreft, preciseert de Ministerraad dat de administratieve aanhouding enkel kan worden overwogen ten aanzien van vreemdelingen die over geen enkel stuk beschikken waaruit hun identiteit blijkt. Ten gronde heeft die administratieve aanhouding een dubbele doelstelling: enerzijds, mogelijk maken dat de identiteit van de betrokken vreemdeling wordt onderzocht en, anderzijds, de Minister of diens gemachtigde toelaten om eventueel een verwijderingsmaatregel te nemen. Het is dat tweede element waarin de administratieve aanhouding van een vreemdeling met die van een Belg verschilt, aangezien tegen laatstgenoemde geen verwijderingsmaatregel zal worden genomen. Bovendien bepaalt artikel 60 dat de administratieve aanhouding slechts kan gebeuren in afwachting van een beslissing van de Minister of diens gemachtigde, zodat indien de onderzoeken tot de vaststelling leiden dat de aangehouden vreemdeling in een regelmatige situatie verkeert, een E.U.-burger of zelfs Belg is, hij aanstands opnieuw in vrijheid zal worden gesteld.

A.12.3. In hun memorie van antwoord vragen de verzoekende partijen aan de Ministerraad de draagwijdte van de bewoordingen « identiteitsstukken » en « houder » te preciseren en beklemtonen dat die interpretatiemoeilijkheden erop wijzen dat artikel 60 grote risico's van willekeurige toepassing inhoudt.

*Wat artikel 65 betreft, dat artikel 57, § 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wijzigt*

A.13.1. Krachtens die bepaling zullen de vreemdelingen met illegaal verblijf, los van de kennisgeving van een bevel om het grondgebied te verlaten of van het bestaan van een beroep dat tegen een dergelijk bevel is ingesteld, enkel nog recht hebben op dringende medische hulp.

A.13.2. Artikel 65 ontzegt de maatschappelijke dienstverlening aan de vreemdelingen met illegaal verblijf en de kandidaat-vluchtelingen ten aanzien van wie kennis is gegeven van een uitvoerbaar bevel en discrimineert zodoende die vreemdelingen ten aanzien van de Belgen en van de andere vreemdelingen.

Er wordt een verschil in behandeling gemaakt tussen de vreemdeling die reeds maatschappelijke dienstverlening genoot op het ogenblik waarop hem kennis wordt gegeven van een bevel om het grondgebied te verlaten en die welke zijn verzoek heeft ingediend terwijl hij in een toestand van illegaal verblijf verkeert: eerstgenoemde zal tot het verstrijken van de termijn om het grondgebied te verlaten maatschappelijke dienstverlening kunnen blijven genieten terwijl laatstgenoemde die niet zal kunnen genieten.

Dat verschil in behandeling schendt de artikelen 10, 11, 23 en 191 van de Grondwet. Artikel 23, dat aan eenieder het recht waarborgt een menswaardig leven te leiden, beschermt in punt 2° ervan « het recht op sociale zekerheid, bescherming van de gezondheid en sociale, geneeskundige en juridische bijstand ». Dat recht is geenszins ondergeschikt aan de wettigheid van het verblijf, althans tot het verstrijken van de termijn van een maatregel van

definitieve verwijdering. Wegens de precieze en onvoorwaardelijke formulering ervan, stelt artikel 23 een subjectief recht van onmiddellijke toepassing vast, dat voor eenieder geldt en dat op zijn minst een *standstill*-effect impliceert : het verbiedt negatieve maatregelen die van de huidige toestand zouden afwijken. Door afbreuk te doen aan dat fundamenteel recht, vormt artikel 65 een onevenredige maatregel ten aanzien van de door de wetgever nagestreefde doelstellingen, namelijk de uitgaven van de Staat verlichten en de illegale immigratie een halt toeroepen.

Door de vreemdeling die een beroep heeft ingesteld tegen een bevel om het grondgebied te verlaten, elk recht op andere maatschappelijke dienstverlening dan dringende medische hulp te ontzeggen, wordt ten slotte dat recht op beroep, dat is ingesteld bij de wet van 15 december 1980, door de in het geding zijnde bepaling uitgehold; zij voert bovendien onder de vreemdelingen een verschil in behandeling in dat is gebaseerd op het criterium van het vermogen, naargelang zij al dan niet de financiële middelen hebben om tijdens de duur van de procedure in hun behoeften te voorzien.

A.14. De Ministerraad onderstreept in de eerste plaats dat het Hof onbevoegd is om de inachtneming van artikel 23 van de Grondwet te controleren. Hij betwist vervolgens het feit dat die bepaling een subjectief recht van rechtstreekse toepassing zou vaststellen ten voordele van eenieder.

Uit het arrest van het Hof nr. 51/94 van 29 juni 1994 volgt bovendien dat het Hof het beginsel heeft aangenomen van een beperking van de maatschappelijke dienstverlening, zonder dat het hierbij van belang is of het bevel om het grondgebied te verlaten een definitief of enkel een uitvoerbaar karakter heeft.

Aangezien de beroepen voor de Raad van State geen opschortend effect hebben, bevindt de vreemdeling ten aanzien van wie een bevel om het grondgebied te verlaten wordt uitgevaardigd zich ten slotte in een even onzekere situatie als de vreemdeling aan wie kennis is gegeven van een definitief bevel om het grondgebied te verlaten; er is dus wat hen betreft geen verschillende situatie zoals die door de verzoekende partijen wordt aangevoerd.

A.15. In hun memorie van antwoord repliceren de verzoekende partijen op het argument dat is afgeleid uit de onbevoegdheid van het Hof, dat de schending van artikel 23 van de Grondwet niet afzonderlijk is aangevoerd, maar wel in samenhang met de artikelen 10, 11 en 191 van de Grondwet.

*Wat artikel 69, § 3, betreft*

A.16.1. Op basis van die bepaling treedt de beperking van de administratieve vrijheidsberoving tot een maximum van acht maanden pas in werking op 1 januari 1998. Daaruit volgt dat de vreemdelingen die van hun vrijheid zijn beroofd tussen 16 december 1996 (datum van inwerkingtreding van de wet) en 30 april 1997 (acht maanden vóór de datum van 1 januari 1998) een hechtenis van meer dan acht maanden, die tot meer dan twaalf maanden kan bedragen, zullen kunnen ondergaan. Er wordt *a fortiori* verwezen naar de argumentatie in verband met artikel 59. Bovendien wordt onderstreept dat een hechtenis zonder beperking van tijdsduur kan worden beschouwd als een schending van artikel 3 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, wat het onevenredige karakter van een dergelijke maatregel impliceert.

A.16.2. Voor de Ministerraad is dat middel onontvankelijk wegens ontstentenis van belang, in zoverre de gevolgen van de bekritiseerde overgangsbepaling op de dag van een mogelijke vernietiging uitgeput zullen zijn. Ter staving van de ontstentenis van belang wordt tevens het feit aangevoerd dat de verzoekende partijen niet de schorsing van die maatregel hebben gevorderd.

A.17. De verzoekende partijen analyseren in ondergeschikte orde het geval waarin het Hof zou oordelen dat de artikelen 6, 7, 3°, en 55 van de wet van 15 juli 1996 een opgelegde uitvoering vormen van de artikelen 5.1.c), 5.2, 5.1.e), 19, 20, 21, 23 en 26.1.a) van de Overeenkomst van 19 juni 1990 ter uitvoering van het akkoord van Schengen van 14 juni 1985. Die omstandigheid is niet pertinent in zoverre, zoals het Hof meermaals heeft opgemerkt, een internationaal verdrag een wetgever niet de toelating kan geven de in de nationale Grondwet gewaarborgde rechten en vrijheden te miskennen, waaronder het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie. Wanneer de bevoegde overheid een verdrag uitvoert dat geen rechtstreekse werking heeft, komt het haar toe ervoor te zorgen dat dat verdrag in werking wordt gesteld op een wijze die in overeenstemming is met de Grondwet teneinde in de interne rechtsorde geen ongrondwettige normen van wetgevende aard in te voeren; er wordt opgemerkt dat zulks *a fortiori* geldt wanneer de uitvoeringsnorm afbreuk doet aan ongrondwettige normen van wetgevende aard.

— B —

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid*

B.1. De Ministerraad betwist de ontvankelijkheid van het beroep. Afgezien van het ontbreken, in het dossier, van de beslissing van de raad van bestuur van elk van de verenigingen zonder winst oogmerk om het beroep in te stellen, wordt, wat betreft de v.z.w. Syndicat des avocats pour la démocratie, aangevoerd dat de bij de wet van 27 juni 1921 op de verenigingen zonder winst oogmerk voorgeschreven formaliteiten niet in acht zijn genomen. Die vereniging zonder winst oogmerk zou bovendien niet voldoen aan de voorwaarden waaraan de verdediging van een collectief belang door een vereniging zonder winst oogmerk is onderworpen.

B.2. Wat betreft de eerste exceptie, blijkt uit de stukken die door de verzoekende partijen aan het Hof zijn medegedeeld, enerzijds, dat de raad van bestuur van elk van hen de beslissing heeft genomen om dit beroep in te stellen en, anderzijds, dat de v.z.w. Syndicat des avocats pour la démocratie heeft voldaan aan de bij de wet van 27 juni 1921 op de verenigingen zonder winst oogmerk voorgeschreven formaliteiten.

B.3.1. Wat betreft de exceptie afgeleid uit de ontstentenis van belang van diezelfde vereniging zonder winst oogmerk, dient te worden opgemerkt dat, wanneer een vereniging zonder winst oogmerk zich op een collectief belang beroept, vereist is :

- dat haar maatschappelijk doel van bijzondere aard is en, derhalve, onderscheiden van het algemeen belang;
- dat dit belang niet tot de individuele belangen van de leden is beperkt;
- dat het maatschappelijk doel door de bestreden norm kan worden geraakt;
- dat dit maatschappelijk doel werkelijk wordt nagestreefd, wat moet blijken uit de concrete en duurzame werking van de vereniging.

B.3.2. De v.z.w. Syndicat des avocats pour la démocratie heeft met name tot doel :

« 1° de rechten van de verdediging te bevorderen en te waarborgen en daartoe zowel de advocaten als de andere burgers individuele, politieke, economische en sociale vrijheden en fysieke integriteit te verzekeren;

2° voor met name de meest noodlijdende burgers of slachtoffers van inbreuken op de mensenrechten de toegang tot het beste recht en een democratische, moderne en menselijke justitie te bevorderen en te waarborgen;

3° te ijveren voor de naleving van de openbare en individuele grondrechten en fundamentele vrijheden, met name tegen elk misbruik van de overheid en van elk gezag; ».

Die vereniging streeft een doelstelling na die niet met het algemeen belang noch met het individueel belang van haar leden samenvalt. Haar maatschappelijk doel wordt werkelijk nagestreefd, zoals blijkt uit de activiteiten die zij uitoefent. De bepalingen die zij aanvecht en die de vrijheid van bepaalde categorieën van vreemdelingen beperken, kunnen afbreuk doen aan de door haar vooropgestelde doelstellingen.

Zulks is echter niet het geval voor artikel 55 van de wet van 15 juli 1996, dat artikel 74/4 van de wet van 15 december 1980 door de volgende tekst vervangt :

« Art. 74/4. De openbare of private vervoerder die een passagier in het Rijk brengt die niet in het bezit is van de bij artikel 2 vereiste stukken of die zich bevindt in één van de andere in artikel 3 bedoelde gevallen, moet hem zonder verwijl vervoeren of laten vervoeren naar zijn land van oorsprong of naar elk ander land waar hij toegelaten wordt. De vervoerder is hoofdelijk aansprakelijk met de passagier voor de betaling van diens kosten van terugzending.

Indien de passagier niet in het bezit is van de bij artikel 2 vereiste stukken, is de openbare of private vervoerder bovendien hoofdelijk aansprakelijk met de passagier voor de betaling van diens kosten van huisvesting, verblijf en gezondheidszorgen. »

Die bepaling legt geen verplichtingen op aan de vreemdelingen zelf maar aan de ondernemingen die ze vervoeren. Die ondernemingen kunnen niet worden gerekend tot de personen voor wie de verzoekende vereniging zich tot doel heeft gesteld hun fundamentele rechten te verdedigen. Wellicht zou de voormelde bepaling tot gevolg kunnen hebben het gedrag van de vervoerders te wijzigen ten aanzien van de vreemdelingen die op hun diensten een beroep doen. Het betreft echter een mogelijk en onrechtstreeks gevolg dat niet kan volstaan om het belang van de verzoekende vereniging bij het bestrijden van een dergelijke bepaling te verantwoorden.

B.3.3. De v.z.w. Ligue des droits de l'homme heeft tot doel « het bestrijden van onrecht en elke willekeurige inbreuk op de rechten van een individu of een gemeenschap ».

De v.z.w. Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie heeft tot doel « de strijd tegen racisme, antisemitisme en xenofobie ».

Het maatschappelijk doel van die beide verenigingen verleent hun geen rechtstreeks belang om artikel 55 betreffende de vervoerders aan te vechten.

B.3.4. Daaruit volgt dat het beroep ontvankelijk is, behalve in zoverre het gericht is tegen artikel 55 van de wet van 15 juli 1996, dat artikel 74/4 van de wet van 15 december 1980 vervangt.

#### *Ten gronde*

*Wat artikel 6 van de wet van 15 juli 1996 betreft, dat artikel 3 van de wet van 15 december 1980 vervangt*

B.4.1. De verzoekende partijen beperken hun kritiek tot het enkele nieuwe artikel 3, 3°, dat bepaalt :

« Art. 3. Behoudens de in een internationaal verdrag of in de wet bepaalde afwijkingen, kan door de met de grenscontrole belaste overheden worden teruggedreven, de vreemdeling die zich in een van de volgende gevallen bevindt :

[...]

3° wanneer hij, zo nodig, geen documenten kan overleggen ter staving van het doel van het voorgenomen verblijf en de verblijfsomstandigheden;

[...] »

Die bepaling, waarbij de vreemdelingen ten aanzien van de Belgen en de Europese onderdanen verschillend worden behandeld, zou discriminerend zijn, doordat zij afbreuk zou doen aan de rechtszekerheid, wegens de ruime beoordelingsbevoegdheid die zij aan de bevoegde overheid overlaat.

B.4.2. Het bestreden artikel 6 heeft tot doel de voorwaarden te regelen waaronder een vreemdeling naar de grens van de Belgische Staat kan worden teruggedreven en waaronder hij in België kan verblijven.

Vermits aan de Belgen niet het recht kan worden ontnomen het grondgebied te betreden van de Staat waarvan zij onderdanen zijn (artikel 3.2 van het Protocol nr. 4 bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens), kunnen zij wegens die bijzondere rechtsbescherming niet onder de werkingssfeer van het bestreden artikel 6 vallen.

Vermits de Europese onderdanen en de personen die met hen zijn gelijkgesteld het recht genieten vrij op het grondgebied van de Lid-Staten te reizen en te verblijven (artikel 8 A van het E.G.-Verdrag), kunnen zij evenmin onder de werkingssfeer van het bestreden artikel 6 vallen. De niet-Europese vreemdelingen bevinden zich in een situatie die, wegens de bepalingen van die verdragen, niet met die van de Belgen en de Europeanen kan worden vergeleken.

B.4.3. Uit wat voorafgaat volgt dat het middel dat is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet door het nieuwe artikel 3, 3°, van de wet van 15 december 1980, niet gegrond is.

*Wat artikel 7 van de wet van 15 juli 1996 betreft*

B.5. Artikel 7 voegt in de wet van 15 december 1980 een artikel 3bis in, dat bepaalt :

« Onverminderd andere bepalingen van deze wet, kan het bewijs van voldoende middelen van bestaan worden geleverd door het overleggen van een attest van tenlasteneming, waarin een natuurlijke persoon die over voldoende middelen beschikt en die de Belgische nationaliteit bezit of die gemachtigd of toegelaten is om voor onbepaalde duur in België te verblijven, zich gedurende een termijn van twee jaar ten opzichte van de vreemdeling, de Belgische Staat en elk bevoegd openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, ertoe verbindt de kosten van gezondheidszorgen, verblijf en repatriëring van de vreemdeling te zijnen laste te nemen.

De persoon die de verbintenis tot tenlasteneming ondertekend heeft, is samen met de vreemdeling hoofdelijk aansprakelijk voor het betalen van diens kosten van gezondheidszorgen, verblijf en repatriëring.

De burgemeester, of zijn gemachtigde, van de gemeente waar de persoon die de verbintenis tot tenlasteneming ondertekend heeft, is ingeschreven in het bevolkingsregister of vreemdelingenregister, is ertoe gehouden de handtekening onder de verbintenis tot tenlasteneming te legaliseren, indien de voorwaarden tot het bekrachtigen van de handtekening vervuld zijn.

De burgemeester of zijn gemachtigde kan in een advies gericht aan de Minister of zijn gemachtigde aangeven of de persoon die de verbintenis tot tenlasteneming ondertekend heeft, over voldoende middelen beschikt. Dit advies is niet bindend.

De Koning bepaalt de voorwaarden waaraan de verbintenis tot tenlasteneming moet beantwoorden en bepaalt de nadere regels met betrekking tot de terugvordering van de sommen ten laste van de persoon die deze verbintenis ondertekend heeft.

De Koning kan bepalen in welke gevallen en onder welke voorwaarden de geldigheid van de verbintenis tot tenlasteneming afhankelijk is van de verplichting om een geldsom te storten in de Deposito- en Consignatiekas of om een bankgarantie te geven. »

B.6. Volgens de verzoekende partijen stelt die bepaling verscheidene discriminaties in onder vreemdelingen : in de eerste plaats, naargelang zij door een natuurlijke persoon of door een rechtspersoon ten laste worden genomen, vervolgens naar gelang van de duur waarvoor de natuurlijke persoon is gemachtigd om in België te verblijven en ten slotte naargelang de vreemdelingen ofwel tot een kort verblijf zijn toegelaten ofwel studenten zijn.

B.7. Uit het verzoekschrift en uit de memorie van antwoord blijkt dat de verzoekende partijen hun kritiek beperken tot drie elementen van het nieuwe artikel 3bis : de tenlasteneming moet uitsluitend uitgaan van een natuurlijke persoon, die persoon moet noodzakelijk Belg zijn of gemachtigd zijn om voor onbepaalde duur in België te verblijven, en de tenlasteneming geldt voor twee jaar, in tegenstelling tot de buitenlandse studenten, voor wie, krachtens artikel 60 van

de wet, de tenlasteneming voor « minstens één academiejaar » geldt. Het aldus beperkte onderwerp van het beroep impliceert dat enkel het eerste lid van het nieuwe artikel 3bis aan de toetsing van het Hof is onderworpen, en enkel in zoverre die bepaling de drie voormelde punten regelt.

B.8.1. Uit de parlementaire voorbereiding van die bepaling volgt dat de wetgever « een duidelijke wettelijke basis [wilde] verschaffen aan het gebruik van de verbintenis tot tenlasteneming buiten de situatie vermeld in artikel 60 van de wet en [...] willekeur bij de legalisatie van de handtekening [wilde] voorkomen » (*Gedr. St.*, Kamer, 1995-1996, nr. 364/1, p. 14).

B.8.2. Het staat aan de wetgever om te eisen dat de derde die verklaart dat hij een vreemdeling ten laste neemt een natuurlijke persoon is met Belgische nationaliteit of gemachtigd om voor onbeperkte duur in België te verblijven. Het is immers niet kennelijk onredelijk te oordelen dat ten aanzien van een persoon die aan die dubbele vereiste voldoet, beter kan worden gecontroleerd of hij de waarborgen inzake solvabiliteit biedt.

De wetgever vermag redelijkerwijze ervan uit te gaan dat het toestaan van een tenlasteneming door een rechtspersoon het risico inhoudt te leiden tot een concentratie van tenlastenemingen waardoor die niet meer zouden beantwoorden aan de door de wetgever nagestreefde doelstelling. De wettelijke vereiste van een tenlasteneming door een natuurlijke persoon sluit niet uit dat die persoon, in geval van inwerkingstelling van de waarborg, een tegemoetkoming van een rechtspersoon kan genieten.

B.9. In zoverre de in het geding zijnde bepaling de erin bedoelde vreemdelingen aan voorwaarden en modaliteiten van tenlasteneming onderwerpt die, in het bijzonder op het vlak van de duur ervan, verschillend zijn van die welke van toepassing zijn op de buitenlandse studenten bedoeld in artikel 60 van de wet van 15 december 1980, blijkt zij redelijkerwijze verantwoord te zijn. De vreemdelingen die in België wensen te studeren vertonen immers verscheidene bijzonderheden die kunnen verantwoorden dat zij verschillend worden behandeld : zij genieten vaak een studiebeurs, bovendien maakt de duur tijdens welke zij in België verblijven het mogelijk dat zij de uitoefening van een winstgevend activiteit kunnen overwegen die verenigbaar is met hun studie en ten slotte past hun toelating in België vaak in het kader van het beleid inzake ontwikkelingssamenwerking met het land waarvan ze afkomstig zijn.

B.10. Het middel is niet gegrond.

*Wat artikel 11 van de wet van 15 juli 1996 betreft*

B.11.1. Dat artikel 11 vervangt artikel 7 van de wet van 15 december 1980. Artikel 7 wordt voortaan gelezen als volgt :

« Onverminderd de meer voordelige bepalingen vervat in een internationaal verdrag, kan de Minister of zijn gemachtigde de vreemdeling die noch gemachtigd noch toegelaten is tot een verblijf van meer dan drie maanden in het Rijk of om er zich te vestigen, bevel geven het grondgebied vóór een bepaalde datum te verlaten :

1° wanneer hij in het Rijk verblijft zonder houder te zijn van de bij artikel 2 vereiste documenten;

2° wanneer hij langer in het Rijk verblijft dan de overeenkomstig artikel 6 bepaalde termijn of er niet in slaagt het bewijs te leveren dat deze termijn niet overschreden werd;

3° wanneer hij door zijn gedrag geacht wordt de openbare orde of de nationale veiligheid te kunnen schaden;

4° wanneer hij door de Minister, op eensluidend advies van de Commissie van advies voor vreemdelingen, geacht wordt de internationale betrekkingen van België of van een Staat die partij is bij een internationale overeenkomst betreffende de overschrijding van de buitengrenzen, die België bindt, te kunnen schaden;

5° wanneer hij, ter fine van weigering van toegang, gesignaleerd is, overeenkomstig artikel 3, 5°;

6° wanneer hij niet beschikt over voldoende middelen van bestaan, zowel voor de duur van het voorgenomen verblijf als voor de terugreis naar het land van oorsprong of voor de doorreis naar een derde Staat, waar zijn toelating is gewaarborgd, en niet in staat is deze middelen wettelijk te verwerven;

7° wanneer hij aangetast is door een der ziekten of gebreken opgesomd in de bijlage bij deze wet;

8° wanneer hij een beroepsbedrijvigheid als zelfstandige of in ondergeschikt verband uitoefent zonder in het bezit te zijn van de daartoe vereiste machtiging;

9° wanneer hij, met toepassing van de internationale overeenkomsten of akkoorden die België binden, door de overheden van de overeenkomstsluitende Staten, ter verwijdering van het grondgebied van deze Staten, aan de Belgische overheden wordt overgedragen;

10° wanneer hij, met toepassing van de internationale overeenkomsten of akkoorden die België binden, door de Belgische overheden aan de overheden van de overeenkomstsluitende Staten moet overgedragen worden;

11° wanneer hij sedert minder dan tien jaar uit het Rijk werd teruggewezen of uitgezet, zo de maatregel niet werd opgeschort of ingetrokken.

Zo de Minister of zijn gemachtigde het nodig acht, kan hij, in dezelfde gevallen, de vreemdeling zonder verwijl naar de grens doen terugleiden.

Te dien einde kan de vreemdeling opgesloten worden voor de tijd die strikt noodzakelijk is voor de uitvoering van de maatregel zonder dat de duur van de hechtenis twee maanden te boven mag gaan.

De Minister of zijn gemachtigde kan echter deze opsluiting telkens met een periode van twee maanden verlengen wanneer de nodige stappen om de vreemdeling te verwijderen worden genomen binnen zeven werkdagen na de opsluiting van de vreemdeling, wanneer zij worden voortgezet met de vereiste zorgvuldigheid en wanneer de effectieve verwijdering van deze laatste binnen een redelijke termijn nog steeds mogelijk is.

Na een verlenging kan de in het voorgaande lid bedoelde beslissing enkel door de Minister genomen worden.

Na acht maanden te zijn opgesloten, moet de vreemdeling in vrijheid worden gesteld. »

B.11.2. De verzoekende partijen betwisten artikel 11 op twee vlakken.

Enerzijds, bekritisieren zij het derde tot zesde lid van het nieuwe artikel 7 in verband met de duur van opsluiting en de mogelijke verlenging ervan : dat middel zal hierna worden onderzocht samen met de middelen die zijn gericht tegen bepalingen die hetzelfde onderwerp hebben en die zijn ingevoegd bij de artikelen 22, 58, 59 en 69 van de wet van 15 juli 1996.

Anderzijds, bekritisieren de verzoekende partijen het eerste lid, 3°, van het nieuwe artikel 7. Die bepaling zou, onder de vreemdelingen die tot een verblijf in België zijn toegelaten, diegenen discrimineren die tot een kort verblijf zijn toegelaten : door voor laatstgenoemden in een criterium van mogelijk gevaar te voorzien, zou die bepaling afbreuk doen aan de beginselen van rechtszekerheid en voorspelbaarheid van de wet.

B.12. Luidens het nieuwe artikel 7, eerste lid, 3°, kan tegen de vreemdeling die tot een kort verblijf in België is toegelaten een bevel om het grondgebied te verlaten worden uitgevaardigd wanneer « hij door zijn gedrag geacht wordt de openbare orde of de nationale veiligheid te kunnen schaden ». Krachtens artikel 20 van de wet daarentegen kan de vreemdeling die tot een verblijf van meer dan drie maanden is toegelaten enkel worden teruggewezen wanneer hij « de openbare orde of de veiligheid van het land heeft geschaad », terwijl de in België gevestigde vreemdeling enkel kan worden uitgezet wanneer hij « de openbare orde of de veiligheid van het land ernstig heeft geschaad ». Er wordt bijgevolg een verschil in behandeling gemaakt onder de vreemdelingen, aangezien enkel diegenen die tot het kort verblijf zijn toegelaten gedwongen kunnen worden het grondgebied te verlaten wanneer zij de openbare orde of de veiligheid van het land niet daadwerkelijk hebben geschaad.

B.13. Volgens de parlementaire voorbereiding van die bepaling strekte de voorgestelde wijziging ertoe de Belgische wetgeving in overeenstemming te brengen met de Overeenkomst ter uitvoering van het akkoord van Schengen; aldus is opgemerkt dat « uit de samenvoeging van de artikelen 5, § 1, e, 19, 20 en 21 van de Overeenkomst tot uitvoering van het Akkoord van Schengen, volgt dat de vreemdeling die beschouwd wordt als kunnende de openbare orde of de nationale veiligheid schaden, niet voor een kort verblijf in België mag verblijven » (*Gedr. St.*, Kamer, 1995-1996, nr. 364/1, p. 17).

B.14.1. Aangezien de openbare orde of de nationale veiligheid kunnen worden geraakt, kan de wetgever op wettige wijze oordelen dat de enkele bedreiging die op die belangen weegt een bevel om het grondgebied te verlaten kan verantwoorden. Wat de vreemdelingen betreft kon de wetgever bijgevolg bepalen dat een bevel om het grondgebied te verlaten kon worden uitgevaardigd tegen de vreemdeling met kort verblijf die, door zijn gedrag, wordt beschouwd als kunnende de openbare orde of de nationale veiligheid in het gedrang brengen.

B.14.2. Het verschil in behandeling dat de in het geding zijnde bepaling maakt ten opzichte van de vreemdelingen die tot een verblijf van meer dan drie maanden zijn toegelaten of die in België zijn gevestigd, welke, krachtens artikel 20, slechts kunnen worden teruggewezen of uitgezet in geval van daadwerkelijke verstoring van de openbare orde of de nationale veiligheid, blijkt niet kennelijk onredelijk te zijn. De wetgever heeft immers kunnen oordelen dat, wat de in de bestreden bepaling bedoelde vreemdelingen met kort verblijf betreft, hun minder hoge graad van integratie in de nationale gemeenschap in vergelijking met die van de vreemdelingen met een langer verblijf de bekritiseerde maatregel kon verantwoorden.

B.15. Het middel is niet gegrond.

*Wat de artikelen 11, 22, 58, 59 en 69 van de wet van 15 juli 1996 betreft*

B.16.1. Bij de artikelen 11, 22, 58 en 59 van de wet van 15 juli 1996 worden de artikelen 7, 29, 74/5, §§ 3 tot 5, en 74/6, §§ 2 tot 4, van de wet van 15 december 1980 al naar het geval vervangen of aangevuld.

Eenzijds, bepalen zij dat, al naar het geval, de vrijheidsberovende maatregel of de vasthouding in een welbepaalde plaats niet langer mag duren dan twee maanden.

Anderzijds, preciseren zij dat de Minister of diens gemachtigde die maatregel echter kan verlengen, per periode van twee maanden, voor zover de nodige stappen om de vreemdeling te verwijderen werden genomen binnen zeven werkdagen na de opsluiting van de vreemdeling of de maatregel van vasthouding in een welbepaalde plaats, zij werden voortgezet met de vereiste zorgvuldigheid en de effectieve verwijdering van de vreemdeling binnen een redelijke termijn nog steeds mogelijk is. Bovendien is bepaald dat, na een verlenging, tot de volgende verlengingen enkel door de Minister kan worden beslist. Tot slot voorzien de voormelde bepalingen van de wet van 15 juli 1996 erin dat, na acht maanden opsluiting of vasthouding in een welbepaalde plaats, de vreemdeling in vrijheid moet worden gesteld. Die beperking treedt krachtens artikel 69, § 3, van de wet van 15 juli 1996 pas in werking op 1 januari 1998, na de evaluatie waarin die bepaling voorziet.

B.16.2. De verzoekende partijen betwisten, in soortgelijke bewoordingen, die bepalingen in zoverre zij met elkaar gemeen hebben dat ze de voorwaarden preciseren waaronder, al naar het geval, de opsluiting van een vreemdeling of diens vasthouding in een welbepaalde plaats — met een oorspronkelijke maximumduur van twee maanden — kan worden verlengd. De verzoekende partijen oordelen in het bijzonder dat die voorwaarden discriminerend zijn, met name ten opzichte van de behandeling die personen die nochtans ervan worden verdacht misdrijven te hebben gepleegd, genieten krachtens de wet op de voorlopige hechtenis. Bovendien oordelen zij ook dat de termijn van acht maanden niet als redelijk kan worden beschouwd ten aanzien van artikel 5 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

B.17. De individuele vrijheid is in een democratische samenleving een fundamentele vrijheid die wordt gewaarborgd door artikel 12 van de Grondwet en artikel 5.1 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens. Een beperking daarop kan enkel worden aangebracht indien zij door een hoger belang wordt verantwoord en indien zij aan een wettig doel beantwoordt.

B.18. In zijn arrest nr. 61/94 heeft het Hof aanvaard dat de wetgever erin voorziet dat vrijheidsberovende maatregelen worden genomen van twee maanden tegen een vreemdeling die niet van een misdrijf wordt verdacht, wegens motieven die met name zijn afgeleid uit de termijn die te kort wordt bevonden (een maand) om een dossier te onderzoeken en uit de noodzaak te voorkomen dat personen die door de maatregel worden getroffen in de clandestiniteit zouden gaan leven.

Het Hof had rekening gehouden met het feit dat, zoals bleek uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 6 mei 1993, de maatregel tot vasthouding enkel zou kunnen worden genomen « indien deze strikt noodzakelijk en proportioneel » was (B.7.4) en het had het bestaan onderstreept van de jurisdictionele toetsing om het wettig karakter van de vasthouding te kunnen nagaan, in het licht van het nagestreefde doel, namelijk de effectieve verwijdering van het grondgebied te waarborgen (B.7.6).

B.19. Luidens artikel 5.1.f) van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens kan een vrijheidsberoving worden verantwoord « in geval van rechtmatige arrestatie of gevangenhouding van personen ten einde hen te beletten op onrechtmatige wijze het land binnen te komen, of indien tegen hen een uitwijzings- of uitleveringsprocedure hangende is ».

In alle gevallen beoogd door de hierboven vermelde bepalingen van de wet van 15 december 1980, zoals gewijzigd bij de wet van 15 juli 1996, gaat het om vreemdelingen die zich in een van de in artikel 5.1.f) van dat Verdrag bedoelde gevallen bevinden.

Of zij asiel hebben aangevraagd of niet, aan vreemdelingen die de door de wet vereiste toelating hebben verkregen het grondgebied te betreden of erop te verblijven, kan immers geen opsluiting of vasthouding op een bepaalde plaats op grond van de bestreden bepalingen worden opgelegd. Die maatregelen kunnen uitsluitend worden genomen ten opzichte van vreemdelingen aan wie de toegang tot of het verblijf op het grondgebied werd ontzegd.

De bij de aangevochten artikelen voorgeschreven vrijheidsberoving is geen strafmaatregel, maar een administratieve maatregel, die beoogt de effectieve verwijdering mogelijk te maken van vreemdelingen die het bevel hebben gekregen het grondgebied te verlaten.

B.20. De moeilijkheden die gepaard gaan met een effectieve verwijdering, die niet steeds kunnen worden opgelost binnen de beperkte periode van twee maanden, kunnen een verlenging van de maatregel van vrijheidsberoving vereisen.

Een dergelijke verlenging is krachtens de artikelen 11, 22, 58 en 59 slechts mogelijk wanneer aan de volgende drie voorwaarden is voldaan :

- 1) de nodige stappen om de vreemdeling te verwijderen moeten zijn genomen binnen zeven werkdagen;
- 2) die stappen moeten zijn voortgezet met de vereiste zorgvuldigheid;
- 3) een effectieve verwijdering van de vreemdeling binnen een redelijke termijn moet nog steeds mogelijk zijn.

Bovendien is bepaald dat enkel de Minister kan beslissen tot de verlenging van de opsluiting, met uitzondering van de eerste, waartoe door de Minister of zijn gemachtigde kan worden beslist.

Overigens bepalen de artikelen 11, 22, 58 en 59 van de wet van 15 juli 1996 dat de maximumduur van de hechtenis of de vasthouding in een welbepaalde plaats acht maanden bedraagt, een maximumtermijn waarna de vreemdeling in vrijheid moet worden gesteld.



B.21.1. Rekening houdend met het feit dat de vrijheidsberoving een beperking van een fundamentele vrijheid is, moeten de voormelde voorwaarden strikt worden geïnterpreteerd. Zij zijn cumulatief. De niet-medewerking van de vreemdeling kan de vrijheidsberoving niet verantwoorden.

B.21.2. Het Hof merkt op dat de inachtneming van de hiervoor vermelde voorwaarden en modaliteiten aan een gerechtelijke controle is onderworpen, uitgeoefend door de raadkamer van de correctionele rechtbank, volgens de in de artikelen 71 en volgende van de wet van 15 december 1980 vastgestelde modaliteiten.

B.21.3. Krachtens artikel 72, tweede lid, kan dat rechtscollege niet de opportuniteit van de vrijheidsberovende maatregel beoordelen, maar dient het niettemin de wettigheid van die maatregel na te gaan, overeenkomstig de vereisten van artikel 5.4 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, door te onderzoeken of aan de drie cumulatieve voorwaarden waaraan in B.20 is herinnerd is voldaan.

B.22. Uit wat voorafgaat volgt dat de artikelen 11, 22, 58 en 59 van de wet van 15 juli 1996 de artikelen 10 en 11 van de Grondwet niet schenden aangezien de mogelijke verlenging van de maatregelen van opsluiting of vasthouding in een welbepaalde plaats afhankelijk is gemaakt van strikte voorwaarden en van een jurisdictionele toetsing.

B.23. Er dient echter te worden onderzocht of artikel 69, § 3, van dezelfde wet eveneens de grondwettigheidstoetsing doorstaat, in zoverre het de datum van inwerkingtreding vaststelt van de beperking van de vrijheidsberovende maatregelen tot een maximum van acht maanden, beperking waarin is voorzien bij de hiervoor vermelde bepalingen van de wet van 15 juli 1996.

Artikel 69, § 3, eerste lid, stelt de datum van inwerkingtreding van die beperking immers uit tot 1 januari 1998. Door de datum van inwerkingtreding van die beperking aldus uit te stellen, maakt artikel 69, § 3, eerste lid, van de wet van 15 juli 1996 opeenvolgende verlengingen mogelijk, telkens met een periode van twee maanden, van de maatregelen van opsluiting of vasthouding in een welbepaalde plaats, waarbij de totale duur van vrijheidsberoving meer dan twaalf maanden kan bedragen, gelet op de datum van inwerkingtreding (16 december 1996) van de artikelen 11, 22, 58 en 59 waarbij de genoemde verlengingen worden toegestaan.

B.24. In zoverre artikel 69, § 3, eerste lid, het beginsel aanneemt dat het aantal verlengingen van de maatregelen waarbij vreemdelingen worden opgesloten of in een welbepaalde plaats worden vastgehouden, onbeperkt is, vormt het een maatregel die redelijkerwijze niet kan worden verantwoord. Hij doet immers op onevenredige wijze afbreuk aan de individuele vrijheid, die wordt gewaarborgd door artikel 12 van de Grondwet en door artikel 5 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

B.25. Uit wat voorafgaat volgt dat artikel 69, § 3, eerste lid, van de wet van 15 juli 1996 de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt.

*Wat artikel 60 van de wet van 15 juli 1996 betreft*

B.26.1. Artikel 60 voegt in de wet van 15 december 1980 een artikel 74/7 in, dat luidt als volgt :

« De politiediensten kunnen een vreemdeling die geen houder is van de bij de wet vereiste identiteitsstukken of documenten vatten en hem onderwerpen aan een maatregel van bestuurlijke aanhouding, in afwachting van een beslissing van de Minister of zijn gemachtigde. De vrijheidsbeneming mag niet langer dan vierentwintig uur duren. »

B.26.2. Volgens de verzoekende partijen zou het nieuwe artikel 74/7 discriminerend zijn in zoverre het voor de administratieve aanhouding van een vreemdeling een maximumduur van vierentwintig uur vaststelt, terwijl die duur twaalf uur bedraagt wat de Belgen betreft, krachtens artikel 34 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt.

B.27.1. Uit de parlementaire voorbereiding van die bepaling volgt dat de administratieve aanhouding met een maximumduur van vierentwintig uur die bij die bepaling voor de vreemdelingen wordt ingesteld tot doel heeft de toegestane vrijheidsberoving van maximum twaalf uur ter controle van de identiteit overeenkomstig artikel 34 van de wet van 5 augustus 1992, te verlengen met twaalf uur teneinde de bevoegde autoriteiten ertoe in staat te stellen tot de verwijdering van die vreemdelingen te beslissen indien die controle van de identiteit tot de vaststelling van een onregelmatige situatie leidt.

B.27.2. Die ten opzichte van de Belgen onderscheiden behandeling blijkt naar evenredigheid verantwoord door de zorg om te vermijden dat de vreemdelingen van wie zou blijken dat zij zich in een onregelmatige toestand bevinden en van het grondgebied moeten worden verwijderd, in de clandestiniteit gaan leven.

B.28. Uit wat voorafgaat blijkt dat artikel 60 van de wet van 15 juli 1996 de artikelen 10 en 11 van de Grondwet niet schendt.

*Wat artikel 65 van de wet van 15 juli 1996 betreft*

B.29. Het middel is gericht tegen artikel 65 van de bestreden wet, dat artikel 57, § 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wijzigt. Die bepaling zou de artikelen 10, 11, 23 en 191 van de Grondwet schenden doordat zij voor sommige categorieën van vreemdelingen het recht op maatschappelijke dienstverlening beperkt of afschaft.

B.30. Artikel 65 van de bestreden wet vervangt met ingang van 10 januari 1997 artikel 57, § 2, van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. Die bepaling luidt voortaan :

« § 2. In afwijking van de andere bepalingen van deze wet, is de taak van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn beperkt tot het verlenen van dringende medische hulp, wanneer het gaat om een vreemdeling die illegaal in het Rijk verblijft.

De Koning kan bepalen wat onder dringende medische hulp begrepen moet worden.

Een vreemdeling die zich vluchteling heeft verklaard en heeft gevraagd om als dusdanig te worden erkend, verblijft illegaal in het Rijk wanneer de asielaanvraag is geweigerd en aan de betrokken vreemdeling een uitvoerbaar bevel om het grondgebied te verlaten is betekend.

De maatschappelijke dienstverlening aan een vreemdeling die werkelijk steuntrekkende was op het ogenblik dat hem een uitvoerbaar bevel om het grondgebied te verlaten werd betekend, wordt, met uitzondering van de dringende medische hulpverlening, stopgezet de dag dat de vreemdeling daadwerkelijk het grondgebied verlaat, en ten laatste de dag van het verstrijken van het bevel om het grondgebied te verlaten.

Van het bepaalde in het voorgaande lid wordt afgeweken gedurende de termijn die strikt noodzakelijk is om de vreemdeling in staat te stellen het grondgebied te verlaten, voor zover hij een verklaring heeft ondertekend die zijn uitdrukkelijke intentie het grondgebied zo snel mogelijk te willen verlaten, weergeeft; deze termijn mag in geen geval een maand overschrijden.

De hierboven vermelde intentieverklaring kan slechts eenmaal worden ondertekend. Het centrum verwittigt zonder verwijl de Minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, evenals de betrokken gemeente, van de ondertekening van de intentieverklaring. »

B.31. Wanneer, zoals het Hof opmerkte in zijn arrest nr. 51/94 van 29 juni 1994, een Staat die de immigratie wil beperken, vaststelt dat de middelen die hij daartoe aanwendt niet doeltreffend zijn, is het niet onredelijk dat hij niet dezelfde verplichtingen op zich neemt ten aanzien van de noden van diegenen, enerzijds, die op wettige wijze op zijn grondgebied verblijven (zijn onderdanen en bepaalde categorieën van vreemdelingen), en van de vreemdelingen, anderzijds, die er zich nog bevinden na het bevel het grondgebied te verlaten te hebben ontvangen.

Door te bepalen dat degene die een definitief bevel heeft ontvangen het grondgebied vóór een bepaalde datum te verlaten, geen maatschappelijke dienstverlening meer zal ontvangen indien hij er niet op ingaat, met als enige uitzondering dringende medische hulp, heeft de wetgever, zoals het Hof in zijn arrest nr. 51/94 heeft geoordeeld, een middel aangewend waarvan de gevolgen het mogelijk maken het nagestreefde doel te bereiken, namelijk de betrokkene aan te sporen het ontvangen bevel op te volgen. Dat middel is niet onevenredig met die doelstelling vermits het aan de betrokkene die uit eigen beweging het grondgebied wenste te verlaten en die intentie ook uitdrukte de maatschappelijke dienstverlening waarborgt gedurende de termijn « die strikt noodzakelijk is om de vreemdeling in staat te stellen het grondgebied te verlaten », beperkt tot een maand, en de dringende medische hulp, onbeperkt in de tijd.

B.32. Evenwel, vermits de wetgever, om een einde te stellen aan uiteenlopende interpretaties, de term « definitief » door « uitvoerbaar » heeft vervangen, wordt de vreemdeling de maatschappelijke dienstverlening ontzegd, zelfs indien hij een beroep tot vernietiging — al dan niet samen met een vordering tot schorsing — heeft ingesteld dat hangende zou zijn bij de Raad van State.

B.33. Het staat aan het Hof te onderzoeken of een dergelijke bepaling niet discriminerend is in zoverre zij, ten nadele van een categorie van personen, inbreuk maakt op het recht op maatschappelijke dienstverlening en op het recht op het daadwerkelijk uitoefenen van een jurisdictioneel beroep.

B.34. De procedureregels die voor de Raad van State van toepassing zijn, maken het mogelijk op korte termijn de vorderingen tot schorsing en de beroepen tot vernietiging te verwerpen die kennelijk onontvankelijk of kennelijk niet gegrond zouden zijn (artikelen 12 tot 15 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State; artikelen 93 en 94 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State). Een dergelijke procedure maakt het mogelijk binnen een termijn die korter is dan die welke is bepaald in de artikelen 11, 22, 58 en 59 van de wet van 15 juli 1996, de beroepen te verwerpen die als enig doel zouden hebben het voordeel van de maatschappelijke dienstverlening onterecht te verlengen.

B.35. Aangezien er een procedure bestaat om de dilatoire beroepen weg te werken, is het overdreven daarnaast nog te bepalen dat het recht op maatschappelijke dienstverlening wordt ontnomen aan alle asielzoekers van wie de vordering werd verworpen en die om die reden een bevel hebben gekregen om het grondgebied te verlaten, terwijl zij de met toepassing van artikel 63/3 van de wet genomen beslissing van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of de beslissing van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen voor de Raad van State hebben aangevochten.

B.36. Gelet op de aard van de in het geding zijnde beginselen blijkt de aangevochten maatregel een onevenredige beperking in te houden van de uitoefening van de fundamentele rechten vermeld in B.33. Hij schendt derhalve de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.37. In het derde en het vierde lid van het nieuwe artikel 57, § 2, van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn dient het woord « uitvoerbaar » te worden vernietigd.

Die vernietiging heeft tot gevolg dat artikel 57, § 2, moet worden geïnterpreteerd als zijnde niet van toepassing op de vreemdeling die gevraagd heeft om als vluchteling te worden erkend, wiens verzoek is verworpen en die een bevel heeft gekregen het grondgebied te verlaten, zolang de beroepen die hij voor de Raad van State heeft ingesteld tegen de beslissing die de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen met toepassing van artikel 63/3 van de wet heeft genomen of tegen de beslissing van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen, niet zijn beslecht.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt

— het eerste lid van paragraaf 3 van artikel 69 van de wet van 15 juli 1996 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

— de term « uitvoerbaar » in het derde en het vierde lid van artikel 57, § 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd bij artikel 65 van de voormelde wet; verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 22 april 1998.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

#### SCHIEDSHOF

D. 98 — 1094

[C — 98/21177]

#### Urteil Nr. 43/98 vom 22. April 1998

Geschäftsverzeichnissnr. 1073

*In Sachen:* Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung der Artikel 6, 7, 11, 22, 55, 58, 59, 60, 65 und 69 § 3 des Gesetzes vom 15. Juli 1996 zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern und des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren, erhoben von der VoE Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern H. Boel, P. Martens, J. Delruelle, G. De Baets, E. Cerexhe, H. Coremans, A. Arts und R. Henneuse, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

#### I. Gegenstand der Klage

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 24. März 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 25. März 1997 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben die VoE Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, mit Vereinigungssitz in 1210 Brüssel, rue de la Poste 37, die VoE Ligue des droits de l'homme, mit Vereinigungssitz in 1000 Brüssel, rue Watteu 6, und die VoE Syndicat des avocats pour la démocratie, mit Vereinigungssitz in 1060 Brüssel, rue Dejoncker 51/16, Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung der Artikel 6, 7, 11, 22, 55, 58, 59, 60, 65 und 69 § 3 des Gesetzes vom 15. Juli 1996 zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern und des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 5. Oktober 1996).

## II. Verfahren

Durch Anordnung vom 25. März 1997 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 5. Mai 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 7. Mai 1997.

Der Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, hat mit am 13. Juni 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 25. Juni 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die klagenden Parteien haben mit am 17. Juli 1997 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnungen vom 25. Juni 1997 und 25. Februar 1998 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 24. März 1998 bzw. 24. September 1998 verlängert.

Durch Anordnung vom 21. Januar 1998 hat der Vorsitzende M. Melchior die Rechtssache dem vollzählig tagenden Hof vorgelegt.

Durch Anordnung vom selben Tag hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 11. Februar 1998 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 22. Januar 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 11. Februar 1998

— erschienen

. RA L. Walley und RÄin A. Schaus, in Brüssel zugelassen, für die klagenden Parteien,

. RA P. Legros, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

— haben die referierenden Richter R. Henneuse und G. De Baets Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

## III. In rechtlicher Beziehung

— A —

### *In bezug auf die Zulässigkeit*

A.1.1. Der Ministerrat ficht die Zulässigkeit der Klage an. Neben der Tatsache, daß in der Akte der Beschluß des Verwaltungsrates jeder einzelnen Vereinigung ohne Erwerbzweck zum Einreichen der Klage fehle, sei in Abrede zu stellen, daß die VoE Syndicat des avocats pour la démocratie die durch das Gesetz vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Erwerbzweck vorgeschriebenen Formalitäten eingehalten habe. Darüber hinaus erfülle die obengenannte Vereinigung ohne Erwerbzweck nicht die von der Rechtsprechung des Hofes für die Verteidigung eines kollektiven Interesses durch eine Vereinigung ohne Erwerbzweck vorgeschriebenen Bedingungen.

A.1.2. Die klagenden Parteien antworten, der Kanzlei des Hofes seien der Nachweis der Veröffentlichung ihrer Satzung im *Belgischen Staatsblatt*, die Beschlüsse der zuständigen Organe zum Einreichen der Klage sowie, bezüglich der VoE Syndicat des avocats pour la démocratie, die Bescheinigung der Kanzlei des Zivilgerichts zum Nachweis der Hinterlegung der Liste ihrer Mitglieder für das Jahr 1997 zugesandt worden. Sowohl insofern die angefochtenen Bestimmungen den Sprachgebrauch vor den in Asylfragen zuständigen Behörden regelten als auch insofern sie die Beschwerdemöglichkeiten vor der Ratskammer für Ausländer, die einen Asylantrag an der Grenze stellten, regelten, beträfen sie den Vereinigungszweck der dritten klagenden Partei in mehrfacher Hinsicht (Punkte 1, 2 und 3 des Vereinigungszwecks). Der Hof habe im übrigen zweimal (Schiedshof, 4. März 1993 und 14. Juli 1994) Klagen dieser Vereinigung ohne Erwerbzweck für zulässig erklärt.

*In bezug auf Artikel 6 des Gesetzes vom 15. Juli 1996, insofern er Artikel 3 Nr. 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ersetzt*

A.2.1. Diese Bestimmung verpflichte die Ausländer, die die Grenze überschritten, einschließlich diejenigen, die im Besitz eines Visums seien oder davon befreit seien, die Dokumente zur Rechtfertigung des Zwecks und der Bedingungen des geplanten Aufenthalts vorzulegen. Sie führe zwischen bestimmten Ausländern einerseits und den Belgiern und den europäischen Staatsbürgern andererseits — die nicht dieser Verpflichtung unterlägen — eine unterschiedliche Behandlung ein, die unverhältnismäßig und willkürlich sei. Insofern sie den mit der Grenzkontrolle beauftragten Beamten eine willkürliche Ermessensbefugnis überlasse, verletze sie die Grundsätze der Rechtssicherheit und der Vorhersehbarkeit des Gesetzes.

A.2.2. Für den Ministerrat sei die Nichtanwendbarkeit dieser Bestimmung auf belgische Staatsangehörige eine direkte Folge von Artikel 3 Absatz 2 des Protokolls Nr. 4 zur Europäischen Menschenrechtskonvention. Die Nichtanwendbarkeit des neuen Artikels 3 Nr. 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 auf die Staatsbürger der Europäischen Union und des Europäischen Wirtschaftsraumes sei ihrerseits eine direkte Folge der internationalen Verträge, die Belgien ratifiziert habe und denen es sich nicht entziehen könne. Die obengenannte Bestimmung sei eine direkte und verpflichtende Anwendung von Absatz 1 Buchstabe c, in Verbindung mit Absatz 2 von Artikel 5 des Übereinkommens vom 19. Juni 1990 zur Durchführung des Schengener Abkommens vom 14. Juni 1985.

A.2.3. In ihrem Erwidierungsschriftsatz erläutern die klagenden Parteien ihren Klagegrund. Dieser beziehe sich auf die willkürliche und zufällige Beschaffenheit der Gründe, aus denen die Einreise ins Staatsgebiet verweigert werden könne, die um so offenkundiger sei, wenn man die angefochtene Bestimmung mit dem präzisen Wortlaut von Artikel 3 Nr. 6 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 vergleiche, wobei im Rahmen dieser Bestimmung die Beurteilung dem Minister selbst überlassen werde. In jedem Fall könne eine internationale Bestimmung nicht die Einführung einer verfassungswidrigen Bestimmung ins belgische Recht rechtfertigen.

*In bezug auf Artikel 7, mit dem ein Artikel 3bis in das Gesetz vom 15. Dezember 1980 eingefügt wird*

A.3.1. Nach Darstellung der klagenden Parteien begrenze diese Bestimmung erheblich die Möglichkeit der Ausländer, eine Bescheinigung über die Kostenübernahme vorzulegen, und erschwere gleichzeitig die Haftung desjenigen, der sich dazu verpflichte. Sie führe verschiedene Diskriminierungen zwischen Ausländern ein, je nach der Eigenschaft der natürlichen oder juristischen Person, die ihre Kosten übernehme, nach der Dauer, für die es dieser Person erlaubt worden ist, sich in Belgien aufzuhalten, bzw. je nachdem, ob sie Ausländer, denen ein kurzer Aufenthalt gestattet sei, oder Studenten seien.

A.3.2. Nach Darstellung des Ministerrates sei der Ausschluß von Rechtspersonen durch die Tatsache gerechtfertigt, daß sie oft «leere Hülsen» darstellten und keinerlei konkrete Garantie für eine Kostenübernahme böten und daß ihre Haftung weniger leicht in Anspruch genommen werden könne als diejenige der natürlichen Personen. Die zweite vorgebliche Diskriminierung werde gerechtfertigt durch das Erfordernis einer dauerhaften Bindung zu Belgien, wobei eine Überprüfung der Zahlungsfähigkeit eines Ausländers ohne Aufenthaltsort in Belgien viel schwieriger durchzuführen sei. Was den Behandlungsunterschied in bezug auf Studenten betreffe, erhielten diese im allgemeinen ein Stipendium und sei der Zweck ihres Aufenthalts ein anderer als derjenige von Ausländern, denen ein kurzer Aufenthalt gestattet sei.

A.3.3. In ihrem Erwidierungsschriftsatz betonen die klagenden Parteien in bezug auf die Unterscheidung zwischen Ausländern, denen ein kurzer Aufenthalt gestattet sei, und ausländischen Studenten, daß die Erfordernisse der Zahlungsfähigkeit für letztere höher sein müßten, da man davon ausgehen müsse, daß ihre Kosten während mehrerer Jahre von ihrem Bürgen übernommen werden müßten; außerdem seien ihre Existenzmittel nicht notwendigerweise höher als die eines Touristen oder eines Geschäftsmannes.

*In bezug auf Artikel 11, insofern er Artikel 7 Nr. 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ersetzt*

A.4.1. Nach Auffassung der klagenden Parteien ersetze diese Bestimmung künftig die erwiesene Gefährlichkeit des Ausländers für die öffentliche Ordnung oder die nationale Sicherheit durch eine potentielle Gefährlichkeit. Sie bewirke eine Diskriminierung unter den Ausländern, denen der Aufenthalt in Belgien gestattet sei, je nachdem, ob es sich um einen kurzen Aufenthalt handle oder nicht. Ein solches System, das Gefahr laufe, zu willkürlichen Entscheidungen zu führen, beeinträchtige die Rechtssicherheit und die Vorhersehbarkeit des Gesetzes, was um so bedenklicher sei, da diese Beeinträchtigung zu Maßnahmen mit schwerwiegenden Folgen führen könne, nämlich das Entfernen aus dem Staatsgebiet und die Inhaftierung.

Im übrigen habe das Übereinkommen vom 19. Juni 1990 keineswegs die Annahme der angefochtenen Bestimmung vorgeschrieben. Letztere betreffe nämlich das Entfernen aus dem Staatsgebiet und nicht den Grenzübertritt oder die Freizügigkeit innerhalb der Grenzen, auf die sich die vom Ministerrat angeführten Bestimmungen bezögen.

Selbst in der Annahme, daß die angefochtene Bestimmung die Ausführung des Übereinkommens zur Durchführung des Schengener Abkommens darstelle, reiche dies nicht aus, um den Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung zu rechtfertigen.

A.4.2. Nach Auffassung des Ministerrates entspreche diese Bestimmung dem obengenannten Übereinkommen vom 19. Juni 1990 zur Durchführung des Schengener Abkommens, insbesondere der Artikel 5 Absätze 1 und 2, 19, 29 und 23. Im übrigen werde das gleiche Kriterium der möglichen Gefährlichkeit in Artikel 34 des Gesetzes über das Polizeiamt angewandt.

*In bezug auf Artikel 11, insofern er Artikel 7 Nr. 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 abändert*

A.5.1. Indem die angefochtene Bestimmung die Dauer der erforderlichen Inhaftierung zur Zwangsvollstreckung einer Anweisung zum Verlassen des Staatsgebietes — zuvor eine Dauer von zwei Monaten — verlängere, verstoße sie gegen die Grundsätze der Gleichheit und Nichtdiskriminierung. Sie liege außerhalb des Anwendungsbereichs der Artikel 5 und 18 der Europäischen Menschenrechtskonvention, insofern das angestrebte Ziel weniger darin bestehe, das Entfernen aus dem Staatsgebiet zu erleichtern, als vielmehr vom illegalen Aufenthalt abzuschrecken, indem dieser durch eine verkappte Haftstrafe geahndet werde. Die Frist von acht Monaten könne nicht als vernünftig angesehen werden und reiche, insofern sie gegen eine Grundfreiheit verstoße, über das strikt Notwendige hinaus. Es werde darauf verwiesen, daß im Gegensatz zu den Personen, denen aufgrund der Gesetzgebung über die Polizei und die Untersuchungshaft die Freiheit entzogen werde, die Ausländer, auf die diese Maßnahme Anwendung finden könne, keine Straftat begangen hätten und nicht notwendigerweise gegen das Aufenthaltsgesetz verstoßen hätten. Selbst in bezug auf das andere Ziel, das während der parlamentarischen Vorarbeiten angeführt worden sei, nämlich inhaftierte Ausländer dazu anhalten, mit den belgischen und ausländischen Behörden im Hinblick auf die Organisation ihrer Rückführung zusammenzuarbeiten, erweise sich, daß die Maßnahme nicht im Verhältnis zur praktischen Organisation einer Zwangsentfernung stehe.

A.5.2. Der Ministerrat nimmt Bezug auf das Verfahren der Untersuchungshaft und hebt hervor, daß die davon betroffenen Personen ebenfalls nicht notwendigerweise eine Straftat begangen oder gegen das Strafgesetz verstoßen hätten. Es sei darauf hinzuweisen, daß der Hof in seinem Urteil Nr. 61/94 vom 14. Juli 1994 den Standpunkt vertreten habe, es sei nicht an sich verboten, einem Ausländer seine Freiheit zu entziehen, um ihn zu entfernen; die im vorliegenden Fall angefochtene Bestimmung stehe nicht im Widerspruch zu dieser Rechtsprechung, insbesondere insofern die Frist von acht Monaten eine maximale Frist sei und die Verlängerung der ursprünglichen Frist einer gerichtlichen Kontrolle unterliege.

A.5.3. Die klagenden Parteien führen in ihrem Erwidierungsschriftsatz an, daß die verschiedenen Kategorien von Personen, denen die Freiheit entzogen werde (Verurteilte, Personen in Untersuchungshaft, Internierte, in einer Anstalt untergebrachte Personen, Personen in Verwaltungshaft — darunter Ausländer) vergleichbare Kategorien darstellten.

*In bezug auf Artikel 22, der Artikel 29 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ergänzt*

A.6.1. Außer dem Hinweis auf die unter A.5.1 dargelegte Argumentation wird angeführt, daß für die ausgewiesenen Ausländer die Inhaftierung im Hinblick auf die Vollstreckung einer Ausweisungsmaßnahme, die aus Gründen der öffentlichen Ordnung ergriffen worden sei, eine doppelte Strafe darstelle und oft die Dauer der aufgrund einer strafrechtlichen Verurteilung erlittenen Inhaftierung verlängere, was an sich diskriminierend sei.

A.6.2. Der Ministerrat verweist seinerseits auf die vorstehend unter A.5.2 dargelegte Argumentation.

*In bezug auf Artikel 55, der Artikel 74/4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ersetzt*

A.7.1. Diese Bestimmung verpflichte künftig die Transportunternehmer, die Rückführung durchzuführen und die Rückführungskosten zu zahlen, nicht nur wenn die Verweigerung der Einreise ins Staatsgebiet auf dem Nichtbesitz der durch Artikel 2 vorgeschriebenen Dokumente beruhe, sondern auch, wenn die Verweigerung auf Artikel 3 des Gesetzes beruhe, obschon der Ausländer im Besitz der obengenannten Dokumente wäre; diese Verpflichtung komme zu den finanziellen Verpflichtungen und den Geldstrafen und Ordnungsbußen hinzu, die bereits im Gesetz vom 15. Dezember 1980 vorgesehen gewesen seien. Artikel 55 schaffe somit eine Diskriminierung zwischen den Transportunternehmern — da nur diejenigen, die Ausländer beförderten, die durch diese Bestimmung eingeführten finanziellen Lasten ertragen müßten —, die unverhältnismäßig im Vergleich zum angestrebten Ziel sei (A.7.2) und nicht durch einen Hinweis auf Artikel 26 Absatz 1 Buchstabe a des Übereinkommens vom 19. Juni 1990 (A.7.3) gerechtfertigt werden könne.

A.7.2. Die vorstehend erwähnte Diskriminierung verstoße in erster Linie gegen das Recht der Transportunternehmer, die rechtlichen Folgen ihrer Handlungen vorherzusehen; die neue, sich aus Artikel 55 ergebende finanzielle Verpflichtung sei die Folge einer Verweigerung der Einreise ins Staatsgebiet auf der Grundlage von Artikel 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, und diese Verweigerung könnten sie nicht vernünftigerweise vorhersehen.

Sodann führe dieses System dazu, daß Privatpersonen — den Transportunternehmern — Befugnisse des Staates in bezug auf die Ausländerpolizei anvertraut würden, was gegen den Verfassungsgrundsatz verstoße, wonach die Obrigkeit verpflichtet sei, ihre Zuständigkeiten selbst auszuüben, und diese nicht an Dritte abgeben dürfe.

Schließlich bringe Artikel 55 übertriebene Auswirkungen für ausländische Passagiere mit sich, die Gefahr liefen, von den Transportunternehmern nicht mehr übernommen zu werden, aus Gründen, die man unmöglich kennen könne und die ausschließlich im Ermessen der besagten Transportunternehmer lägen; diese Auswirkung erscheine als besonders dramatisch gegenüber Flüchtlingen, die gezwungen seien, aus dem Land zu fliehen, in dem sie verfolgt würden.

A.7.3. Was die von Artikel 26 Absatz 1 des Übereinkommens vom 19. Juni 1990 abgeleitete Rechtfertigung betreffe, habe diese Bestimmung keine so große Tragweite wie der fragliche Artikel 55. Einerseits enthalte er keine Aussagen zur Übernahme der Rückführungskosten durch den Transportunternehmer und andererseits erlege er ihm nur die Verpflichtung auf, den Besitz der erforderlichen Reisedokumente zu prüfen. Die anderen internationalen Verträge (in bezug auf die internationale Zivilluftfahrt, den internationalen Seeverkehr und den internationalen Eisenbahnverkehr) verpflichteten die Transportunternehmer ebenfalls nur zur Überprüfung der im Bestimmungsland vorgeschriebenen Reisedokumente.

Folglich betreffe die einzige Verpflichtung, die seitens der Transportunternehmer in bezug auf die verschiedenen obengenannten internationalen Verträge gerechtfertigt werden könne, die Überprüfung, ob die Passagiere im Besitz der erforderlichen Dokumente seien; somit könne nur die Nichteinhaltung dieser Verpflichtung die Geltendmachung der finanziellen Haftung des Transportunternehmers rechtfertigen.

A.8. Nach Darstellung des Ministerrates sei die Nichtigkeitsklage zunächst unzulässig in bezug auf diese Bestimmung, da diese den Vereinigungszweck der klagenden Vereinigungen nicht beeinträchtige. Sodann sei darauf zu verweisen, daß Artikel 55 nicht zwischen den einzelnen Kategorien von — sowohl privatrechtlichen als auch öffentlich-rechtlichen — Transportunternehmern unterscheide, die von diesem Artikel betroffen seien. In jedem Fall würde, vorausgesetzt, eine Unterscheidung würde vorgenommen, diese sich auf die Ausländer beziehen, die sich noch nicht auf dem belgischen Staatsgebiet befänden und folglich nicht den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung in Anspruch nehmen könnten.

A.9. Aufgrund der Zielsetzung von Artikel 55, nämlich den Einwandererstrom einzuschränken, betreffe diese Bestimmung direkt und nachteilig den Vereinigungszweck der klagenden Vereinigungen ohne Erwerbszweck.

Das Argument, das aus der Tatsache abgeleitet werde, daß die in Artikel 55 genannten Ausländer nicht den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung in Anspruch nehmen könnten, sei anzufechten, weil das Diskriminierungsverbot sich sowohl aufgrund der Verfassung als auch aufgrund des internationalen Rechtes aufdränge und folglich die Freiheit der Staaten hinsichtlich des Zugangs und des Aufenthalts der Ausländer einschränke.

Was das aus dem Fehlen eines Behandlungsunterschieds zwischen den Transportunternehmern abgeleitete Argument betreffe, vorausgesetzt es sei begründet, bestehe dennoch ein Behandlungsunterschied zum Nachteil der Transportunternehmer, der ungerechtfertigt sei, insofern er zu ihrem alleinigen Nachteil die Grundsätze der Rechtssicherheit und der Vorhersehbarkeit des Gesetzes verletze.

*In bezug auf Artikel 58, der die Paragraphen 3, 4 und 5 von Artikel 74/5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ersetzt*

A.10.1. Diese Bestimmung erlaube es, Asylbewerber an einem Ort an den Grenzen festzuhalten, derzeit das Transitzentrum 127 in Zaventem, das heißt Asylbewerber, die Gegenstand eines vollstreckbaren Beschlusses zur Einreiseverweigerung oder eines vollstreckbaren Beschlusses zur Bestätigung eines solchen Beschlusses seien; die Modalitäten zur Verlängerung dieser Festhaltung seien identisch mit denjenigen, die in Artikel 11 vorgesehen seien, wobei die klagende Partei auf die in bezug auf Artikel 11 dargelegte Argumentation verweist. Eine solche Festhaltung könne eine unmenschliche und erniedrigende Behandlung darstellen, die durch Artikel 3 der Europäischen Menschenrechtskonvention verboten sei und, wenn es sich um Kinder handele, gegen das Übereinkommen über die Rechte des Kindes verstoße.

A.10.2. Der Ministerrat verweist auf die zu Artikel 11 dargelegte Argumentation und ficht auch an, daß Artikel 58 gegen den obengenannten Artikel 3 der Europäischen Konvention verstoße. Aufgrund der Rechtsprechung des Hofes sowie der Rechtslehre, die vom Leiden ein Mindestmaß an Schwere verlange, könne die Verlängerung der Festhaltung nicht als eine Folter, eine unmenschliche Behandlung, eine Erniedrigung oder eine schwere Demütigung angesehen werden.

A.10.3. In ihrem Erwidernsschriftsatz erinnern die klagenden Parteien daran, daß der Präsident des Gerichts erster Instanz Brüssel in einer Anordnung vom Juni 1993 den Standpunkt vertreten habe, daß die Bedingungen der Unterbringung der Asylbewerber in Zaventem gegen den obengenannten Artikel 3 verstießen.

*In bezug auf Artikel 59, der die Paragraphen 2, 3 und 4 von Artikel 74/6 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ersetzt*

A.11. Diese Bestimmung ermögliche es, Ausländer, die ordnungswidrigerweise das Staatsgebiet betreten hätten, die einen Asylantrag eingereicht hätten und Gegenstand eines vollstreckbaren Beschlusses zur Aufenthaltsverweigerung oder eines vollstreckbaren Beschlusses zur Bestätigung der Aufenthaltsverweigerung seien, an einem bestimmten Ort festzuhalten, wobei diese Festhaltung höchstens acht Tage dauern dürfe.

Sowohl die klagenden Parteien als auch der Ministerrat verweisen auf die oben zu Artikel 58 dargelegte Argumentation.

*In bezug auf Artikel 60, der einen Artikel 74/7 in das Gesetz vom 15. Dezember 1980 einfügt*

A.12.1. Insofern diese Bestimmung so ausgelegt werden könne, daß sie es den Polizeibehörden erlaube, an der Wache während vierundzwanzig Stunden einen Ausländer festzuhalten, der nicht im Besitz der vorgeschriebenen Dokumente sei, obschon er sich in einer ordnungsgemäßen Situation befinde, führe sie eine Diskriminierung im Vergleich zu den Belgiern ein; diese könnten nämlich in der gleichen Situation nur zwölf Stunden lang festgehalten werden, und zwar aufgrund von Artikel 34 des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt. Dieser Behandlungsunterschied könne nicht durch die während der parlamentarischen Vorarbeiten geäußerte Begründung gerechtfertigt werden, nämlich es den Behörden zu überlassen, zuzüglich zur Kontrolle der Personalien die für eine etwaige Entfernung des Ausländers erforderlichen Untersuchungen vorzunehmen, wobei diese Art der Überprüfung nicht mehr Zeit beanspruche, als wenn sie sich auf einen Belgier beziehe.

A.12.2. In bezug auf die Auslegung von Artikel 60 erläutert der Ministerrat, daß die administrative Festnahme nur in bezug auf die Ausländer, die über keinerlei Dokument zum Nachweis ihrer Personalien verfügten, ins Auge zu fassen sei. Was den Grund der Sache betreffe, diene diese administrative Festnahme einem doppelten Zweck — einerseits die Überprüfung der Personalien des betreffenden Ausländers ermöglichen und andererseits dem Minister oder seinem Beauftragten die Möglichkeit bieten, gegebenenfalls eine Entfernungsmaßnahme zu ergreifen. Das zweite Element unterscheide die administrative Festnahme eines Ausländers von derjenigen eines Belgiers, da letzterer nicht Gegenstand einer Entfernungsmaßnahme sein könne. Überdies sehe Artikel 60 vor, daß die administrative Festnahme nur in Erwartung eines Beschlusses des Ministers oder seines Beauftragten erfolgen könne, so daß der festgenommene Ausländer in dem Fall, wo die Überprüfungen zu der Feststellung führten, daß er sich in einer ordnungsgemäßen Lage befinde, daß er Staatsbürger der Union bzw. Belgier sei, sofort wieder auf freien Fuß gesetzt werde.

A.12.3. In ihrem Erwidernsschriftsatz fordern die klagenden Parteien den Ministerrat auf, die Tragweite der Begriffe «Ausweispapiere» und «besitzen» genauer zu umschreiben und unterstreichen sie, diese Auslegungsschwierigkeiten deuteten darauf hin, daß Artikel 60 erhebliche Gefahren der willkürlichen Auslegung in sich berge.

*In bezug auf Artikel 65, der Artikel 57 § 2 des Grundgesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren abändert*

A.13.1. Aufgrund dieser Bestimmung hätten die sich illegal aufhaltenden Ausländer, unabhängig von der Notifikation einer Anweisung zum Verlassen des Staatsgebietes oder der Erhebung einer Klage gegen eine solche Anweisung, nur noch Anspruch auf dringende medizinische Hilfe.

A.13.2. Artikel 65 entziehe den sich illegal aufhaltenden Ausländern und den Asylbewerbern, denen eine vollstreckbare Anweisung notifiziert worden sei, die Sozialhilfe und diskriminiere auf diese Weise diese Ausländer im Vergleich zu den Belgiern und den anderen Ausländern.

Es werde ein Behandlungsunterschied vorgenommen zwischen den Ausländern, die bereits zu dem Zeitpunkt, wo ihnen eine Anweisung zum Verlassen des Staatsgebietes zugestellt werde, Sozialhilfe erhielten und denjenigen, die ihren Antrag eingereicht hätten, während sie sich in einer Lage des illegalen Aufenthalts befänden; erstere könnten weiterhin Sozialhilfe erhalten bis zum Ablauf der Frist zum Verlassen des Staatsgebietes, während letztere keine erhalten könnten.

Dieser Behandlungsunterschied verstoße gegen die Artikel 10, 11, 23 und 191 der Verfassung. Artikel 23, der jedem das Recht zusichere, ein menschenwürdiges Leben zu führen, schütze in Nr. 2 «das Recht auf soziale Sicherheit, auf Gesundheitsschutz und auf sozialen, medizinischen und rechtlichen Beistand». Dieses Recht hänge in keiner Weise von der Gesetzlichkeit des Aufenthalts ab, zumindest bis zum Ablauf der Frist einer Maßnahme der endgültigen Entfernung. Aufgrund seiner präzisen und bedingungslosen Formulierung enthalte Artikel 23 ein subjektives Recht mit unmittelbarer Wirkung, das jeder Person zustehe und zumindest eine Stillhaltungswirkung beinhalte, denn es verbiete negative Maßnahmen, die von der aktuellen Situation abwichen. Indem Artikel 65 dieses Grundrecht verletze, stelle er eine unverhältnismäßige Maßnahme im Vergleich zur Zielsetzung des Gesetzgebers dar, die darin bestehe, die Staatsausgaben zu verringern und der illegalen Einwanderung Einhalt zu gebieten.

Schließlich entziehe die angefochtene Bestimmung, indem sie die Ausländer, die Klage gegen eine Anweisung zum Verlassen des Staatsgebietes eingereicht hätten, aller Ansprüche auf Sozialhilfe mit Ausnahme der dringenden medizinischen Hilfe beraube, diesem durch das Gesetz vom 15. Dezember 1980 eingeführten Recht seinen Sinn; sie führe außerdem einen Behandlungsunterschied unter Ausländern ein, der auf dem Kriterium des Vermögens beruhe, je nachdem, ob sie über die finanziellen Mittel zur Deckung ihres Bedarfs während der Dauer des Verfahrens verfügten oder nicht.

A.14. Der Ministerrat hebt zunächst hervor, daß der Hof nicht dafür zuständig sei, die Einhaltung von Artikel 23 der Verfassung zu kontrollieren. Er ficht es anschließend an, daß diese Bestimmung ein subjektives Recht mit unmittelbarer Wirkung zugunsten jeder Person erlasse.

Im übrigen gehe aus dem Urteil des Hofes Nr. 51/94 vom 29. Juni 1994 hervor, daß der Hof den Grundsatz einer Einschränkung der Sozialhilfe anerkannt habe, ohne daß diesbezüglich die Endgültigkeit oder lediglich die Vollstreckbarkeit der Anweisung zum Verlassen des Staatsgebietes von Bedeutung sei.

Schließlich befinde sich der Ausländer, an den eine Anweisung zum Verlassen des Staatsgebietes ergangen sei, aufgrund des Fehlens einer aufschiebenden Wirkung der Klagen vor dem Staatsrat in einer ebenso unsicheren Lage wie der Ausländer, dem eine endgültige Anweisung zum Verlassen des Staatsgebietes notifiziert worden sei; der von den klagenden Parteien angeführte Situationsunterschied bestehe also nicht.

A.15. In ihrem Erwidernsschriftsatz antworten die klagenden Parteien auf das von der Nichtzuständigkeit des Hofes abgeleitete Argument, daß der Verstoß gegen Artikel 23 der Verfassung nicht getrennt, sondern in Verbindung mit den Artikeln 10, 11 und 191 der Verfassung geltend gemacht werde.

*In bezug auf Artikel 69 § 3*

A.16.1. Auf der Grundlage dieser Bestimmung trete die Begrenzung der administrativen Festnahme auf höchstens acht Tage erst am 1. Januar 1998 in Kraft. Folglich könnten die Ausländer, denen zwischen dem 16. Dezember 1996 (Datum des Inkrafttretens des Gesetzes) und dem 30. April 1997 (acht Monate vor dem Datum des 1. Januar 1998) die Freiheit entzogen werde, mehr als acht Monate lang und bis zu zwölf Monate inhaftiert werden. *A fortiori* sei auf die Argumentation zu Artikel 59 zu verweisen. Außerdem sei hervorzuheben, daß eine Inhaftierung ohne zeitliche Begrenzung als Verstoß gegen Artikel 3 der Europäischen Menschenrechtskonvention angesehen werden könne, was die Unverhältnismäßigkeit einer solchen Maßnahme beinhalte.

A.16.2. Nach Auffassung des Ministerrates sei dieser Klagegrund wegen mangelnden Interesses unzulässig, insofern die Auswirkungen der angefochtenen Übergangsbestimmung am Tage einer etwaigen Nichtigerklärung erschöpft seien. Zur Unterstützung des Mangels an Interesse sei ebenfalls anzuführen, daß die klagenden Parteien nicht die einstweilige Aufhebung dieser Maßnahme beantragt hätten.

A.17. Hilfsweise analysieren die klagenden Parteien den Fall, in dem der Hof davon ausgehen würde, daß die Artikel 6, 7 Nr. 3 und 55 des Gesetzes vom 15. Juli 1996 eine auferlegte Ausführung der Artikel 5 Absatz 1 Buchstabe c, 5 Absatz 2, 5 Absatz 1 Buchstabe e, 19, 20, 21 und 23 und 26 Absatz 1 Buchstabe a des Übereinkommens vom 19. Juni 1990 zur Durchführung des Schengener Abkommens vom 14. Juni 1985 darstellten. Dieser Umstand sei irrelevant, insofern der Hof mehrfach bemerkt habe, daß ein internationaler Vertrag es einem Gesetzgeber nicht erlauben dürfe, die durch die nationale Verfassung garantierten Rechte und Freiheiten — darunter der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung — zu mißachten. Wenn die zuständige Behörde einen Vertrag ausführe, der keine unmittelbare Wirkung habe, obliege es ihr, diese Anwendung so zu gewährleisten, daß sie der Verfassung entspreche, damit keine verfassungswidrigen gesetzgeberischen Normen in die innerstaatliche Rechtsordnung eingeführt würden; es sei anzumerken, daß dies *a fortiori* ebenfalls gelte, wenn die Ausführungsnorm verfassungswidrige gesetzgeberische Normen verletze.

— B —

*In bezug auf die Zulässigkeit*

B.1. Der Ministerrat stellt die Zulässigkeit der Klage in Abrede. Außer dem Umstand, daß die Entscheidung des Verwaltungsrates der einzelnen Vereinigungen ohne Erwerbsszweck zum Einreichen der Klage in der Akte fehlt, wird in bezug auf die VoE Syndicat des avocats pour la démocratie die Nichtbeachtung der durch das Gesetz vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Erwerbsszweck vorgeschriebenen Formalitäten angeführt. Außerdem soll diese Vereinigung ohne Erwerbsszweck nicht die Bedingungen erfüllen, denen die Verteidigung eines kollektiven Interesses durch eine Vereinigung ohne Erwerbsszweck unterliegt.

B.2. In bezug auf die erste Einrede geht aus den Unterlagen, die dem Hof durch die klagenden Parteien zugesandt wurden, einerseits hervor, daß der Verwaltungsrat einer jeden von ihnen den Beschluß gefaßt hat, die vorliegende Klage einzureichen und daß andererseits die VoE Syndicat des avocats pour la démocratie die durch das Gesetz vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Erwerbsszweck vorgeschriebenen Formalitäten eingehalten hat.

B.3.1. In bezug auf die aus dem mangelndem Interesse derselben Vereinigung ohne Erwerbsszweck abgeleitete Einrede ist anzumerken, daß in dem Fall, wo eine Vereinigung ohne Erwerbsszweck sich auf ein kollektives Interesse beruft, folgende Voraussetzungen erfüllt sein müssen:

- Der Vereinigungszweck muß besonderer Art sein und sich somit vom allgemeinen Interesse unterscheiden.
- Dieses Interesse darf sich nicht auf die individuellen Interessen der Mitglieder beschränken.

— Die angefochtene Rechtsnorm muß den Vereinigungszweck beeinträchtigen können.  
 — Dieser Vereinigungszweck muß tatsächlich erstrebt werden, was aus den konkreten und dauerhaften Tätigkeiten der Vereinigung hervorgehen soll.

B.3.2. Die VoE Syndicat des avocats pour la démocratie hat insbesondere zum Zweck:

«1° die Rechte der Verteidigung zu fördern und zu gewährleisten und dazu sowohl den Rechtsanwälten als auch den übrigen Bürgern die individuellen, politischen, wirtschaftlichen und sozialen Freiheiten und die körperliche Unversehrtheit zu sichern;

2° für insbesondere die notdürftigsten Bürger oder Opfer von Antastungen der Menschenrechte den Zugang zum bestmöglichen Recht und zu einer demokratischen, modernen und humanen Justiz zu fördern und zu gewährleisten;

3° die Beachtung der öffentlichen und individuellen Grundrechte und -freiheiten zu erstreben und namentlich jeden Mißbrauch seitens der Obrigkeit und seitens jeder Gewalt zu bekämpfen;».

Diese Vereinigung verfolgt eine Zielsetzung, die sich nicht mit dem allgemeinen Interesse und auch nicht mit den individuellen Interessen ihrer Mitglieder deckt. Ihr Vereinigungszweck wird tatsächlich verfolgt, was die von ihr ausgeübten Tätigkeiten belegen. Die von ihr angefochtenen Bestimmungen, die die Freiheit gewisser Kategorien von Ausländern einschränken, können die Zielsetzung, die sie sich vorgenommen hat, beeinträchtigen.

Dies trifft jedoch nicht für Artikel 55 des Gesetzes vom 15. Juli 1996 zu, der Artikel 74/4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 durch folgenden Text ersetzt:

«Art. 74/4. Der öffentlich- oder privatrechtliche Transportunternehmer, der einen Passagier, der nicht im Besitz der aufgrund von Artikel 2 erforderlichen Dokumente ist oder sich in einem der anderen in Artikel 3 erwähnten Fälle befindet, ins Königreich gebracht hat, muß ihn unverzüglich in das Land, aus dem er kommt, oder in jedes andere Land, wo er zugelassen werden kann, befördern oder befördern lassen. Er haftet gesamtschuldnerisch mit dem Passagier für die Bestreitung der Kosten für dessen Rückführung.

Sofern der Passagier nicht im Besitz der aufgrund von Artikel 2 erforderlichen Dokumente ist, haftet der öffentlich- oder privatrechtliche Transportunternehmer außerdem gesamtschuldnerisch mit dem Passagier für die Bestreitung der Kosten für dessen Beherbergung, Aufenthalt und Gesundheitspflege.»

Diese Bestimmung erlegt nicht den Ausländern selbst, sondern den Unternehmen, die sie befördern, Verpflichtungen auf. Diese Unternehmen können nicht zu den Personen gezählt werden, deren Verteidigung der Grundrechte die klagende Vereinigung sich zum Ziel gesetzt hat. Sicherlich könnte die obengenannte Bestimmung dazu führen, das Verhalten der Transportunternehmer gegenüber den Ausländern, die ihre Dienste in Anspruch nehmen, zu ändern. Doch es handelt sich hierbei nur um eine indirekte Auswirkung, die nicht ausreichen kann, um das Interesse der klagenden Vereinigung zur Anfechtung einer solchen Bestimmung zu rechtfertigen.

B.3.3. Die VoE Ligue des droits de l'homme bezweckt «die Bekämpfung des Unrechtes und jeder willkürlichen Antastung der Rechte eines Einzelnen oder einer Gemeinschaft».

Die VoE Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie bezweckt «die Bekämpfung von Rassismus, Antisemitismus und Fremdenhaß».

Der Vereinigungszweck dieser beiden Vereinigungen verleiht ihnen kein direktes Interesse, um Artikel 55, der die Transportunternehmer betrifft, anzufechten.

B.3.4. Daraus ergibt sich, daß die Klage zulässig ist, außer insofern sie gegen Artikel 55 des Gesetzes vom 15. Juli 1996, der Artikel 74/4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ersetzt, gerichtet ist.

*Zur Hauptsache*

*In bezug auf Artikel 6 des Gesetzes vom 15. Juli 1996, der Artikel 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ersetzt*

B.4.1. Die klagenden Parteien beschränken ihre Kritik auf den neuen Artikel 3 Nr. 3, der besagt:

«Art. 3. Außer bei Abweichungen, die durch einen internationalen Vertrag oder durch Gesetz bestimmt sind, können die mit der Grenzkontrolle beauftragten Behörden den Ausländer, der sich in einem der folgenden Fälle befindet, abweisen:

[...]

3. wenn er gegebenenfalls die Dokumente zur Rechtfertigung des Zwecks und der Bedingungen des geplanten Aufenthalts nicht vorlegen kann,

[...]

Diese Bestimmung, die die Ausländer unterschiedlich behandelt im Vergleich zu den Belgiern und den europäischen Staatsbürgern, soll diskriminierend sein, insofern sie durch die breite Ermessensbefugnis, die sie der zuständigen Behörde einräumt, die Rechtssicherheit beeinträchtigen würde.

B.4.2. Gegenstand des angefochtenen Artikels 6 ist es, die Bedingungen für die Abweisung eines Ausländers an den Grenzen des belgischen Staates und die Bedingungen seines Aufenthalts in Belgien zu regeln.

Da den Belgiern nicht das Recht entzogen werden darf, in das Hoheitsgebiet des Staates einzureisen, dessen Staatsangehörige sie sind (Artikel 3 Absatz 2 des Protokolls Nr. 4 zur Europäischen Menschenrechtskonvention), können sie aufgrund dieses besonderen Rechtsschutzes nicht in den Anwendungsbereich des angefochtenen Artikels 6 fallen.

Da die europäischen Staatsbürger und die diesen gleichgestellten Personen das Recht genießen, sich frei in den Mitgliedstaaten zu bewegen und aufzuhalten (Artikel 8 A des EG-Vertrags), können sie genausowenig in den Anwendungsbereich des angefochtenen Artikels 6 fallen. Die außereuropäischen Ausländer befinden sich in einer Lage, die aufgrund der Bestimmungen dieser Verträge nicht mit derjenigen der Belgier und der Europäer verglichen werden kann.

B.4.3. Aus den obigen Darlegungen ergibt sich, daß der aus dem Verstoß des neuen Artikels 3 Nr. 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung abgeleitete Klagegrund unbegründet ist.

*In bezug auf Artikel 7 des Gesetzes vom 15. Juli 1996*

B.5. Artikel 7 fügt in das Gesetz vom 15. Dezember 1980 einen Artikel *3bis* ein, der besagt:

«Unbeschadet anderer Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes kann der Nachweis für das Ausreichen der Existenzmittel durch Vorlage einer Bescheinigung über die Kostenübernahme erbracht werden, in der eine natürliche Person, die über genügende Mittel verfügt und die belgische Staatsangehörigkeit besitzt oder der erlaubt oder gestattet ist, sich für unbeschränkte Dauer in Belgien aufzuhalten, sich gegenüber dem Ausländer, dem belgischen Staat und jedem zuständigen öffentlichen Sozialhilfezentrum verpflichtet, während zweier Jahre die Kosten für Gesundheitspflege, Aufenthalt und Rückführung des Ausländers zu übernehmen.

Der Unterzeichner der Verpflichtung zur Kostenübernahme ist mit dem Ausländer gesamtschuldnerisch verantwortlich für die Zahlung der Kosten für Gesundheitspflege, Aufenthalt und Rückführung des letzteren.

Der Bürgermeister der Gemeinde, in deren Bevölkerungs- oder Fremdenregister der Unterzeichner der Verpflichtung zur Kostenübernahme eingetragen ist, oder sein Beauftragter ist verpflichtet, die Unterschrift unter der Verpflichtung zur Kostenübernahme zu legalisieren, sofern die Bedingungen für die Beglaubigung der Unterschrift erfüllt sind.

Der Bürgermeister oder sein Beauftragter kann in einer an den Minister oder seinen Beauftragten gerichteten Stellungnahme angeben, ob der Unterzeichner der Verpflichtung zur Kostenübernahme über genügende Mittel verfügt. Diese Stellungnahme ist nicht zwingend.

Der König bestimmt die Bedingungen, denen die Verpflichtung zur Kostenübernahme entsprechen muß, und die Modalitäten der Beitreibung der Beträge zu Lasten des Unterzeichners dieser Verpflichtung.

Der König kann bestimmen, in welchen Fällen und unter welchen Bedingungen die Gültigkeit der Verpflichtung zur Kostenübernahme von der Zahlung eines Betrags bei der Hinterlegungs- und Konsignationskasse oder von der Leistung einer Bankgarantie abhängig gemacht wird.»

B.6. Nach Darstellung der klagenden Parteien führt diese Bestimmung mehrere Diskriminierungen zwischen Ausländern ein, und zwar zunächst je nachdem, ob eine natürliche oder juristische Person für sie aufkommt, sodann je nach der Dauer, für die es der natürlichen Person erlaubt ist, sich in Belgien aufzuhalten, und schließlich je nachdem, ob den Ausländern ein kurzer Aufenthalt gestattet ist, oder aber ob sie Studenten sind.

B.7. Aus der Klageschrift und dem Erwidierungsschriftsatz geht hervor, daß die klagenden Parteien ihre Kritik auf drei Elemente des neuen Artikels 3bis beschränken: Die Kostenübernahme muß ausschließlich von einer natürlichen Person ausgehen, diese muß zwingend Belgier sein oder es muß ihr erlaubt sein, sich für unbestimmte Dauer in Belgien aufzuhalten, und die Kostenübernahme gilt für zwei Jahre, im Unterschied zu den ausländischen Studenten, für die aufgrund von Artikel 60 des Gesetzes die Kostenübernahme für «mindestens ein akademisches Jahr» gilt. Der somit begrenzte Gegenstand der Klage beinhaltet, daß nur Absatz 1 des neuen Artikels 3bis der Prüfung durch den Hof unterbreitet wird, und dies insofern diese Bestimmung die drei obengenannten Punkte regelt.

B.8.1. Aus den Vorarbeiten zu dieser Bestimmung geht hervor, daß der Gesetzgeber die Absicht hatte, «für die Anwendung der Verpflichtung zur Kostenübernahme eine deutliche gesetzliche Grundlage zu bieten außerhalb der in Artikel 60 des Gesetzes vorgesehenen Situation, und [...] Willkür bei der Beglaubigung der Unterschrift zu vermeiden» (*Parl. Dok., Kammer, 1995-1996, Nr. 364/1, S. 14*).

B.8.2. Es obliegt dem Gesetzgeber zu verlangen, daß die Drittperson, die erklärt, die Kosten eines Ausländers zu übernehmen, entweder eine natürliche Person mit belgischer Staatsangehörigkeit ist oder daß es ihr erlaubt ist, sich für unbestimmte Dauer in Belgien aufzuhalten. Es ist nämlich nicht offensichtlich unvernünftig, davon auszugehen, daß eine Person, die diese doppelte Anforderung erfüllt, sich besser für die Kontrolle der Garantien der Zahlungsfähigkeit eignet.

Der Gesetzgeber kann vernünftigerweise annehmen, daß die Kostenübernahme durch eine juristische Person die Gefahr birgt, zu einer Konzentration von Kostenübernahmen zu gelangen, die darauf hinauslaufen würde, daß diese nicht mehr der vom Gesetzgeber verfolgten Zielsetzung entsprächen. Das gesetzliche Erfordernis einer Kostenübernahme durch eine natürliche Person schließt nicht aus, daß diese Person im Falle der Inanspruchnahme der Garantie in den Genuß der Beteiligung einer juristischen Person gelangen kann.

B.9. Insofern die angefochtene Bestimmung die Ausländer, auf die sie sich bezieht, unterschiedlichen Bedingungen und Modalitäten der Kostenübernahme unterwirft, insbesondere hinsichtlich der Dauer, im Vergleich zu den in Artikel 60 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 genannten ausländischen Studenten, erweist sie sich als vernünftig gerechtfertigt. Ausländer, die in Belgien zu studieren wünschen, weisen nämlich verschiedene Besonderheiten auf, die eine unterschiedliche Behandlung rechtfertigen können, denn sie erhalten häufig ein Stipendium, die Dauer ihres Aufenthalts in Belgien bietet die Möglichkeit, daß ihrerseits die Ausübung einer mit ihrem Studium zu vereinbarenden Erwerbstätigkeit ins Auge gefaßt werden kann, und schließlich ist ihre Aufnahme in Belgien oft Bestandteil der Politik der Entwicklungszusammenarbeit mit dem Land, dessen Staatsbürgerschaft sie besitzen.

B.10. Der Klagegrund ist unbegründet.

*In bezug auf Artikel 11 des Gesetzes vom 15. Juli 1996*

B.11.1. Dieser Artikel 11 ersetzt Artikel 7 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980. Artikel 7 lautet nunmehr wie folgt:  
«Unbeschadet günstigerer Bestimmungen eines internationalen Vertrags kann der Minister oder sein Beauftragter den Ausländer, dem es weder erlaubt noch gestattet ist, sich länger als drei Monate im Königreich aufzuhalten oder sich dort niederzulassen, anweisen, das Staatsgebiet vor einem bestimmten Datum zu verlassen:

1. wenn er im Königreich verbleibt, ohne Inhaber der aufgrund von Artikel 2 erforderlichen Dokumente zu sein,
2. wenn er über die gemäß Artikel 6 festgelegte Frist hinaus im Königreich verbleibt oder nicht nachweisen kann, daß diese Frist nicht überschritten ist,
3. wenn aufgrund seines Verhaltens davon ausgegangen wird, daß er die öffentliche Ordnung oder die nationale Sicherheit beeinträchtigen könnte,
4. wenn der Minister nach gleichlautender Stellungnahme der Beratenden Kommission für Ausländer der Ansicht ist, daß er die internationalen Beziehungen Belgiens oder eines Vertragsstaates eines Belgien bindenden internationalen Abkommens über die Überschreitung der Außengrenzen beeinträchtigen könnte,
5. wenn er gemäß Artikel 3 Nr. 5 zur Einreiseverweigerung ausgeschrieben ist,
6. wenn er sowohl für die Dauer des geplanten Aufenthalts als für die Rückkehr ins Ursprungsland oder für die Durchreise bei einer Reise in einen Drittstaat, in dem seine Aufnahme gewährleistet ist, nicht über genügende Existenzmittel verfügt und nicht in der Lage ist, sich diese Mittel auf gesetzlichem Wege zu verschaffen,
7. wenn er an einer der Krankheiten oder an einem der Gebrechen leidet, die in der Anlage zum vorliegenden Gesetz aufgezählt sind,
8. wenn er eine Berufstätigkeit als Selbständiger oder als Untergebener ausübt, ohne im Besitz der dazu erforderlichen Erlaubnis zu sein,
9. wenn die Behörden der Vertragsstaaten ihn in Anwendung der Belgien bindenden internationalen Abkommen oder Übereinkommen den belgischen Behörden übergeben, damit er aus dem Staatsgebiet dieser Staaten entfernt wird,
10. wenn die belgischen Behörden ihn in Anwendung der Belgien bindenden internationalen Abkommen oder Übereinkommen den Behörden der Vertragsstaaten übergeben müssen,
11. wenn er vor weniger als zehn Jahren aus dem Königreich zurückgewiesen oder ausgewiesen worden ist, sofern die Maßnahme nicht ausgesetzt oder rückgängig gemacht worden ist.

Wenn der Minister oder sein Beauftragter es für nötig erachtet, kann er in denselben Fällen den Ausländer unverzüglich zur Grenze zurückbringen lassen.

Zu diesem Zweck kann der Ausländer während der Zeit, die für die Ausführung der Maßnahme unbedingt notwendig ist, inhaftiert werden, ohne daß die Dauer der Haft zwei Monate überschreiten darf.

Der Minister oder sein Beauftragter kann diese Haft jedoch um Zeiträume von jeweils zwei Monaten verlängern, wenn die nötigen Schritte zur Entfernung des Ausländers binnen sieben Werktagen nach Inhaftierung des Ausländers unternommen worden sind, wenn sie mit der erforderlichen Sorgfalt fortgeführt werden und wenn die effektive Entfernung des Ausländers binnen einer annehmbaren Frist immer noch möglich ist.

Nach einer Verlängerung kann der im vorhergehenden Absatz erwähnte Beschluß nur noch vom Minister gefaßt werden.

Nach acht Monaten Haft muß der Ausländer freigelassen werden.»



B.11.2. Die klagenden Parteien fechten Artikel 11 auf zwei Ebenen an.

Einerseits üben sie Kritik an den Absätzen 3 bis 6 des neuen Artikels 7 über die Dauer der Inhaftierung und deren eventuelle Verlängerung; dieser Klagegrund wird nachstehend mit denjenigen geprüft, die gegen die Bestimmungen mit dem gleichen Gegenstand gerichtet sind, welche durch die Artikel 22, 58, 59 und 69 des Gesetzes vom 15. Juli 1996 eingefügt wurden.

Andererseits üben die klagenden Parteien Kritik an Absatz 1 Nr. 3 des neuen Artikels 7. Diese Bestimmung soll unter den Ausländern, denen es gestattet ist, sich in Belgien aufzuhalten, diejenigen diskriminieren, denen ein kurzer Aufenthalt gestattet ist. Indem für letztere ein Kriterium der potentiellen Gefährlichkeit vorgesehen ist, würde diese Bestimmung die Grundsätze der Rechtssicherheit und der Vorhersehbarkeit des Gesetzes verletzen.

B.12. Gemäß dem neuen Artikel 7 Absatz 1 Nr. 3 kann ein Ausländer, dem ein kurzer Aufenthalt in Belgien gestattet ist, angewiesen werden, das Staatsgebiet zu verlassen, wenn «aufgrund seines Verhaltens davon ausgegangen wird, daß er die öffentliche Ordnung oder die nationale Sicherheit beeinträchtigen könnte». Aufgrund von Artikel 20 des Gesetzes kann ein Ausländer, dem ein Aufenthalt von mehr als drei Monaten gestattet wurde, hingegen nur dann zurückgewiesen werden, wenn er «der öffentlichen Ordnung oder der nationalen Sicherheit geschadet hat», während ein in Belgien niedergelassener Ausländer nur dann ausgewiesen werden kann, wenn er «der öffentlichen Ordnung oder der nationalen Sicherheit ernsthaft geschadet hat». Es wird also ein Behandlungsunterschied zwischen Ausländern vorgenommen, wobei nur diejenigen, denen ein kurzer Aufenthalt gestattet wurde, gezwungen werden können, das Staatsgebiet zu verlassen, ohne daß sie tatsächlich der öffentlichen Ordnung oder der nationalen Sicherheit geschadet haben.

B.13. Gemäß den Vorarbeiten zu dieser Bestimmung zielte die vorgeschlagene Abänderung darauf ab, die belgische Gesetzgebung mit dem Übereinkommen zur Durchführung des Schengener Abkommens in Einklang zu bringen; so wurde bemerkt, daß» aus der Verbindung der Artikel 5 Absatz 1 Buchstabe e, 19, 20 und 21 des Übereinkommens zur Durchführung des Schengener Abkommens hervorgeht, daß ein Ausländer, bei dem davon ausgegangen wird, daß er die öffentliche Ordnung oder die nationale Sicherheit gefährden kann, sich nicht für kurze Zeit in Belgien aufhalten darf» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1995-1996, Nr. 364/1, S. 17).

B.14.1. Sobald die öffentliche Ordnung oder die nationale Sicherheit beeinträchtigt zu werden droht, kann der Gesetzgeber rechtmäßig davon ausgehen, daß bereits die Bedrohung dieser Interessen eine Anweisung zum Verlassen des Staatsgebietes rechtfertigen kann. In bezug auf Ausländer konnte der Gesetzgeber folglich vorsehen, daß eine Anweisung zum Verlassen des Staatsgebietes an Ausländer mit kurzem Aufenthalt ergehen konnte, die durch ihr Verhalten Anlaß zu der Annahme geben, daß sie die öffentliche Ordnung oder die nationale Sicherheit gefährden könnten.

B.14.2. Der Behandlungsunterschied, der durch die angefochtene Bestimmung im Verhältnis zu den Ausländern vorgenommen wird, denen ein Aufenthalt von mehr als drei Monaten gestattet wurde oder die in Belgien niedergelassen sind und die aufgrund von Artikel 20 nur im Falle eines tatsächlichen Verstoßes gegen die öffentliche Ordnung oder die nationale Sicherheit zurückgewiesen bzw. ausgewiesen werden können, erweist sich nicht als eindeutig unvernünftig. Der Gesetzgeber konnte nämlich davon ausgehen, daß bei Ausländern mit kurzem Aufenthalt, auf die sich die angefochtene Bestimmung bezieht, ihre weniger starke Integration in die nationale Gemeinschaft im Verhältnis zu derjenigen der Ausländer mit längerem Aufenthalt die angefochtene Maßnahme rechtfertigen konnte.

B.15. Der Klagegrund ist unbegründet.

*In bezug auf die Artikel 11, 22, 58, 59 und 69 des Gesetzes vom 15. Juli 1996*

B.16.1. Die Artikel 11, 22, 58 und 59 des Gesetzes vom 15. Juli 1996 ersetzen bzw. ergänzen die Artikel 7, 29, 74/5 §§ 3 bis 5 und 74/6 §§ 2 bis 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980.

Einerseits sehen sie vor, daß die Maßnahme der Freiheitsentziehung bzw. der Festhaltung an einem bestimmten Ort nicht länger als zwei Monate dauern darf.

Andererseits erläutern sie, daß der Minister oder sein Beauftragter diese Maßnahme jedoch um Zeitspannen von jeweils zwei Monaten verlängern kann, wenn die nötigen Schritte zur Entfernung des Ausländers innerhalb von sieben Werktagen nach dem Beginn der Inhaftierung oder der Festhaltung an einem bestimmten Ort unternommen worden sind, sie mit der erforderlichen Sorgfalt fortgeführt werden und die effektive Entfernung des Ausländers binnen einer annehmbaren Frist immer noch möglich ist. Außerdem ist vorgesehen, daß nach einer Verlängerung die darauffolgenden Verlängerungen nur durch den Minister beschlossen werden dürfen. Schließlich sehen die obengenannten Bestimmungen des Gesetzes vom 15. Juli 1996 vor, daß der Ausländer nach acht Monaten Haft bzw. Festhaltung an einem bestimmten Ort freigelassen werden muß. Diese Einschränkung tritt jedoch aufgrund von Artikel 69 § 3 des Gesetzes vom 15. Juli 1996 erst am 1. Januar 1998 nach der durch diese Bestimmung vorgesehenen Bewertung in Kraft.

B.16.2. Die klagenden Parteien fechten in ähnlichem Wortlaut diese Bestimmungen an, insofern ihnen gemeinsam ist, daß sie die Bedingungen beschreiben, unter denen je nach Fall die Inhaftierung eines Ausländers oder seine Festhaltung an einem bestimmten Ort — während einer ursprünglichen Höchstdauer von zwei Monaten — verlängert werden kann. Die klagenden Parteien sind insbesondere der Auffassung, daß diese Bedingungen diskriminierend sind, vor allem gegenüber den Bedingungen, unter denen durch das Gesetz über die Untersuchungshaft Personen behandelt werden, die dennoch in Verdacht stehen, eine Straftat begangen zu haben. Im übrigen sind sie auch der Meinung, daß die Frist von acht Monaten nicht als vernünftig im Verhältnis zu Artikel 5 der Europäischen Menschenrechtskonvention angesehen werden kann.

B.17. Die individuelle Freiheit stellt in einer demokratischen Gesellschaft eine Grundfreiheit dar, die durch Artikel 12 der Verfassung und Artikel 5 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistet wird. Sie darf nur dann eingeschränkt werden, wenn dies durch ein übergeordnetes Interesse gerechtfertigt ist und einem rechtmäßigen Ziel entspricht.

B.18. In seinem Urteil Nr. 61/94 hat der Hof angenommen, daß der Gesetzgeber vorsieht, daß Maßnahmen des Freiheitsentzugs von zwei Monaten gegenüber einem Ausländer, der nicht einer Straftat verdächtigt wird, ergriffen werden, dies mit einer Begründung, die insbesondere aus der für zu kurz befundenen Frist (ein Monat) zur Untersuchung einer Akte und aus der Notwendigkeit zu verhindern, daß die von der Maßnahme betroffenen Personen untertauchen, abgeleitet ist.

Der Hof hatte berücksichtigt, daß, so wie es in den Vorarbeiten zum Gesetz vom 6. Mai 1993 erläutert worden war, die Maßnahme der Festhaltung nur ergriffen werden könnte, «wenn sie unbedingt notwendig ist und im Verhältnis steht» (B.7.4), und er hatte das Vorhandensein der gerichtlichen Kontrolle hervorgehoben, die eine Überprüfung der Gesetzlichkeit der Festhaltung im Lichte der angestrebten Zielsetzung, nämlich die tatsächliche Entfernung vom Staatsgebiet zu gewährleisten, ermöglicht (B.7.6).

B.19. Gemäß Artikel 5 Absatz 1 Buchstabe f der Europäischen Menschenrechtskonvention kann ein Freiheitsentzug gerechtfertigt werden, «wenn [der Betroffene] rechtmäßig festgenommen worden ist oder in Haft gehalten wird, weil er daran gehindert werden soll, unberechtigt in das Staatsgebiet einzudringen oder weil er von einem gegen ihn schwebenden Ausweisungs- oder Auslieferungsverfahren betroffen ist».

Alle Fälle, die in den obengenannten Bestimmungen des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in der durch das Gesetz vom 15. Juli 1996 abgeänderten Fassung vorgesehen sind, betreffen Ausländer, die sich in einer der in Artikel 5 Absatz 1 Buchstabe f des besagten Übereinkommens vorgesehenen Situationen befinden.

In der Tat kann den Ausländern, ob sie Asyl beantragt haben oder nicht, wenn ihnen die gesetzlich vorgeschriebene Genehmigung zum Eintritt in das oder zum Aufenthalt auf dem Staatsgebiet erteilt wurde, eine Inhaftierung oder eine Festhaltung an einem bestimmten Ort nicht aufgrund der angefochtenen Bestimmungen auferlegt werden. Diese Maßnahmen können nur gegenüber Ausländern ergriffen werden, denen die Einreise ins Staatsgebiet oder der Aufenthalt darauf verweigert worden ist.

Der in den angefochtenen Artikeln vorgesehene Freiheitsentzug stellt keine Strafmaßnahme, sondern eine Verwaltungsmaßnahme dar, die dazu dient, die effektive Entfernung von Ausländern, die eine Anweisung zum Verlassen des Staatsgebietes erhalten haben, zu ermöglichen.

B.20. Die mit der effektiven Entfernung verbundenen Schwierigkeiten, die nicht immer innerhalb der begrenzten Zeitspanne von zwei Monaten gelöst werden können, können die Verlängerung der Maßnahme des Freiheitsentzugs erfordern.

Eine solche Verlängerung ist aufgrund der Artikel 11, 22, 58 und 59 nur möglich, wenn die drei folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1) Die nötigen Schritte zur Entfernung des Ausländers müssen binnen sieben Werktagen unternommen worden sein.

2) Diese Schritte müssen mit der erforderlichen Sorgfalt fortgeführt werden.

3) Die effektive Entfernung des Ausländers muß binnen einer annehmbaren Frist immer noch möglich sein.

Außerdem ist vorgesehen, daß die Verlängerung der Inhaftierung nur durch den Minister beschlossen werden kann, mit Ausnahme der ersten, die der Minister oder sein Beauftragter beschließen kann.

Außerdem sehen die Artikel 11, 22, 58 und 59 des Gesetzes vom 15. Juli 1996 vor, daß die Höchstdauer der Inhaftierung bzw. der Festhaltung an einem bestimmten Ort acht Monate beträgt und daß der Ausländer nach dieser maximalen Frist freigelassen werden muß.

B.21.1. Unter Berücksichtigung dessen, daß der Freiheitsentzug eine Einschränkung einer Grundfreiheit ist, sind die obengenannten Bedingungen streng auszulegen. Sie sind kumulativ. Der Mangel an Mitarbeit des Ausländers darf den Freiheitsentzug nicht rechtfertigen.

B.21.2. Der Hof bemerkt, daß die Einhaltung der obengenannten Bedingungen und Modalitäten einer gerichtlichen Kontrolle unterliegt, die gemäß den durch die Artikel 71 ff. des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 festgelegten Modalitäten durch die Ratskammer des Strafgerichts ausgeübt wird.

B.21.3. Aufgrund von Artikel 72 Absatz 2 kann dieses Rechtsprechungsorgan nicht die Zweckmäßigkeit der freiheitsentziehenden Maßnahme beurteilen, doch es muß die Gesetzmäßigkeit dieser Maßnahme gemäß den Erfordernissen von Artikel 5 Absatz 4 der Europäischen Menschenrechtskonvention überprüfen und dabei feststellen, ob die unter B.20 in Erinnerung gerufenen drei kumulativen Bedingungen erfüllt sind.

B.22. Aus den obigen Darlegungen ergibt sich, daß die Artikel 11, 22, 58 und 59 des Gesetzes vom 15. Juli 1996 nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen, da die etwaige Verlängerung der Maßnahmen der Inhaftierung oder der Festhaltung an einem bestimmten Ort strengen Bedingungen und einer gerichtlichen Kontrolle unterliegt.

B.23. Es ist jedoch zu prüfen, ob Artikel 69 § 3 desselben Gesetzes ebenfalls der Verfassungsmäßigkeitsprüfung standhält, insofern er das Datum des Inkrafttretens der Beschränkung der freiheitsentziehenden Maßnahmen auf höchstens acht Monate festlegt, wobei diese Einschränkung in den obengenannten Bestimmungen des Gesetzes vom 15. Juli 1996 vorgesehen ist.

Artikel 69 § 3 Absatz 1 verschiebt das Datum des Inkrafttretens dieser Beschränkung nämlich auf den 1. Januar 1998. Indem das Datum des Inkrafttretens dieser Beschränkung somit hinausgeschoben wird, ermöglicht Artikel 69 § 3 Absatz 1 des Gesetzes vom 15. Juli 1996 aufeinanderfolgende Verlängerungen der Maßnahmen der Inhaftierung oder der Festhaltung an einem bestimmten Ort um Zeitspannen von jeweils zwei Monaten, so daß die Gesamtdauer des Freiheitsentzugs somit mehr als zwölf Monate erreichen kann, angesichts des Datums des Inkrafttretens (16. Dezember 1996) der Artikel 11, 22, 58 und 59, die die besagten Verlängerungen erlauben.

B.24. Insofern Artikel 69 § 3 Absatz 1 den Grundsatz einer unbegrenzten Zahl von Verlängerungen der Maßnahmen der Inhaftierung von Ausländern oder der Festhaltung an einem bestimmten Ort anerkennt, stellt er eine Maßnahme dar, die nicht vernünftig zu rechtfertigen ist. Diese Maßnahme stellt nämlich eine unverhältnismäßige Beeinträchtigung der individuellen Freiheit dar, die durch Artikel 12 der Verfassung und durch Artikel 5 der Europäischen Menschenrechtskonvention garantiert wird.

B.25. Aus den obigen Darlegungen ergibt sich, daß Artikel 69 § 3 Absatz 1 des Gesetzes vom 15. Juli 1996 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstößt.

*In bezug auf Artikel 60 des Gesetzes vom 15. Juli 1996*

B.26.1. Artikel 60 fügt in das Gesetz vom 15. Dezember 1980 einen Artikel 74/7 ein, der wie folgt lautet:

«Die Polizeidienste können in Erwartung eines Beschlusses des Ministers oder seines Beauftragten einen Ausländer, der die durch das Gesetz vorgesehenen Ausweispapiere oder Dokumente nicht besitzt, fassen und ihn einer Maßnahme der administrativen Festnahme unterwerfen. Die Dauer der Freiheitsentziehung darf vierundzwanzig Stunden nicht überschreiten.»

B.26.2. Nach Darstellung der klagenden Parteien sei der neue Artikel 74/7 diskriminierend, insofern er für die administrative Festnahme eines Ausländers eine Höchstdauer von vierundzwanzig Stunden vorsieht, während diese für Belgier aufgrund von Artikel 34 des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt zwölf Stunden beträgt.

B.27.1. Aus den Vorarbeiten zu dieser Bestimmung geht hervor, daß die dadurch für Ausländer eingeführte administrative Festnahme mit einer Höchstdauer von vierundzwanzig Stunden dazu dient, den gemäß Artikel 34 des Gesetzes vom 5. August 1992 für die Kontrolle der Personalien zugelassenen Freiheitsentzug von höchstens zwölf Stunden um zwölf Stunden zu verlängern, damit die zuständigen Behörden die Möglichkeit erhalten, über die Entfernung dieser Ausländer zu entscheiden, wenn diese Kontrolle der Personalien zur Feststellung einer regelwidrigen Situation führt.

B.27.2. Dieser Behandlungsunterschied im Verhältnis zu den Belgiern erweist sich als in angemessener Weise gerechtfertigt durch die Sorge, zu vermeiden, daß die Ausländer, bei denen sich herausstellt, daß sie sich in einer regelwidrigen Situation befinden und daß sie vom Staatsgebiet entfernt werden müssen, untertauchen.

B.28. Aus den obigen Darlegungen ergibt sich, daß Artikel 60 des Gesetzes vom 15. Juli 1996 nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstößt.

*In bezug auf Artikel 65 des Gesetzes vom 15. Juli 1996*

B.29. Der Klagegrund richtet sich gegen Artikel 65 des angefochtenen Gesetzes, der Artikel 57 § 2 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren abändert. Diese Bestimmung verstößt angeblich gegen die Artikel 10, 11, 23 und 191 der Verfassung, insofern sie das Recht auf Sozialhilfe für bestimmte Kategorien von Ausländern einschränkt oder abschafft.

B.30. Artikel 65 des angefochtenen Gesetzes ersetzt mit Wirkung vom 10. Januar 1997 Artikel 57 § 2 des Grundlagengesetzes über die öffentlichen Sozialhilfezentren. Diese Bestimmung lautet seither wie folgt:

«§ 2. In Abweichung von den anderen Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes beschränkt sich die Aufgabe des öffentlichen Sozialhilfezentrums gegenüber einem Ausländer, der sich illegal im Königreich aufhält, auf die Gewährung dringender medizinischer Hilfe.

Der König kann bestimmen, was unter dringender medizinischer Hilfe zu verstehen ist.

Ein Ausländer, der sich als Flüchtling gemeldet und die Anerkennung als solcher beantragt hat, hält sich illegal im Königreich auf, wenn der Asylantrag abgelehnt und dem betreffenden Ausländer eine vollstreckbare Anweisung, das Staatsgebiet zu verlassen, notifiziert worden ist.

Sozialhilfe zugunsten eines Ausländers, der zum Zeitpunkt, wo ihm eine vollstreckbare Anweisung, das Staatsgebiet zu verlassen, notifiziert wird, tatsächlich Empfänger ist, wird mit Ausnahme der dringenden medizinischen Hilfe am Tag eingestellt, an dem der Ausländer das Staatsgebiet effektiv verläßt, und spätestens am Tag, an dem die Frist der Anweisung, das Staatsgebiet zu verlassen, abläuft.

Von den Bestimmungen des vorhergehenden Absatzes wird während der Frist abgewichen, die unbedingt notwendig ist, damit der Ausländer das Staatsgebiet verlassen kann, sofern er eine Erklärung zur Bestätigung seiner ausdrücklichen Absicht, das Staatsgebiet möglichst schnell zu verlassen, unterschrieben hat; diese Frist darf auf keinen Fall einen Monat überschreiten.

Obenerwähnte Absichtserklärung kann nur einmal unterschrieben werden. Das Zentrum setzt unverzüglich den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Einreise ins Staatsgebiet, der Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern gehören, und die betreffende Gemeinde von der Unterzeichnung der Absichtserklärung in Kenntnis.»

B.31. Wenn ein Staat, der die Einwanderung einzuschränken gedenkt, feststellt, daß die von ihm zu diesem Zweck eingesetzten Mittel nicht wirksam sind, ist es, so wie der Hof in seinem Urteil Nr. 51/94 vom 29. Juni 1994 bemerkt hat, nicht unvernünftig, daß er sich nicht die gleichen Aufgaben auferlegt gegenüber den Bedürfnissen einerseits derjenigen, die sich gesetzlich auf seinem Staatsgebiet aufhalten (seine Staatsangehörigen und gewisse Kategorien von Ausländern), und andererseits jener Ausländer, die sich noch dort befinden, nachdem sie die Anweisung zum Verlassen des Staatsgebietes erhalten haben.

Indem der Gesetzgeber verfügt, daß derjenige, der eine endgültige Anweisung, das Staatsgebiet vor einem bestimmten Datum zu verlassen, erhalten hat, keine Sozialhilfe mehr empfängt, wenn er der Anweisung nicht Folge geleistet hat, ausgenommen die dringende medizinische Hilfe, hat er, so wie der Hof in seinem Urteil Nr. 51/94 befunden hat, ein Mittel angewandt, dessen Auswirkungen es ermöglichen, das angestrebte Ziel zu erreichen, nämlich den Betroffenen zur Befolgung der erhaltenen Anweisung anzuhalten. Dieses Mittel ist nicht unverhältnismäßig im Vergleich zu dieser Zielsetzung, insofern es gewährleistet, daß der Betroffene, der das Staatsgebiet aus eigener Initiative zu verlassen wünschte und der diese Absicht äußerte, während dieser auf einen Monat begrenzten Zeitspanne, «die unbedingt notwendig ist, damit der Ausländer das Staatsgebiet verlassen kann», Sozialhilfe und unbefristet dringende medizinische Hilfe erhalten würde.

B.32. Da der Gesetzgeber den Begriff «endgültig» durch «vollstreckbar» ersetzt, um unterschiedlichen Auslegungen ein Ende zu setzen, wird dem Ausländer jedoch die Sozialhilfe entzogen, selbst wenn er eine Nichtigkeitsklage eingereicht hat, die von einem Aussetzungsantrag begleitet ist oder nicht und die vor dem Staatsrat anhängig ist.

B.33. Es obliegt dem Hof zu prüfen, ob eine solche Bestimmung nicht diskriminierend ist, insofern sie zum Nachteil einer Kategorie von Personen das Recht auf Sozialhilfe und das Recht auf tatsächliche Erhebung einer gerichtlichen Klage beeinträchtigt.

B.34. Die vor dem Staatsrat anwendbaren Verfahrensregeln ermöglichen es, kurzfristig die offensichtlich unzulässigen oder offensichtlich unbegründeten Aussetzungsanträge und Nichtigkeitsklagen abzuweisen (Artikel 12 bis 15 des königlichen Erlasses vom 5. Dezember 1991 zur Festlegung des Verfahrens der einstweiligen Entscheidung vor dem Staatsrat; Artikel 93 und 94 des Erlasses des Regenten vom 23. August 1948 zur Festlegung des Verfahrens vor der Verwaltungsabteilung des Staatsrates). Durch ein solches Verfahren können innerhalb einer Frist, die kürzer ist als die in den Artikeln 11, 22, 58 und 59 des Gesetzes vom 15. Juli 1996 vorgesehene Frist, Klagen abgewiesen werden, die lediglich eine unzulässige Verlängerung des Anspruchs auf Sozialhilfe bezwecken.

B.35. Da ein Verfahren besteht, durch das Verschleppungsklagen herausgefiltert werden können, ist es übertrieben, außerdem vorzusehen, daß alle Asylbewerber, deren Antrag abgewiesen wurde und die aus diesem Grund eine Anweisung zum Verlassen des Staatsgebietes erhalten haben, vom Anspruch auf Sozialhilfe ausgeschlossen werden, obschon sie vor dem Staatsrat Klage gegen den in Anwendung von Artikel 63/3 des Gesetzes gefaßten Beschluß des Generalkommissars für Flüchtlinge und Staatenlose oder gegen denjenigen des Ständigen Widerspruchsausschusses für Flüchtlinge erhoben haben.

B.36. Angesichts der Beschaffenheit der einschlägigen Grundsätze erweist sich, daß die angefochtene Maßnahme eine unverhältnismäßige Einschränkung der Ausübung der in B.33 erwähnten Grundrechte darstellt. Sie verstößt folglich gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

B.37. In den Absätzen 3 und 4 des neuen Artikels 57 § 2 des Grundlagengesetzes über die öffentlichen Sozialhilfezentren ist das Wort «vollstreckbar» für nichtig zu erklären.

Diese Nichtigerklärung hat zur Folge, daß Artikel 57 § 2 so auszulegen ist, daß er nicht auf Ausländer Anwendung findet, die ihre Anerkennung als Flüchtling beantragt haben, deren Antrag abgewiesen wurde und die eine Anweisung zum Verlassen des Staatsgebietes erhalten haben, solange nicht über die Klagen entschieden worden ist, die sie vor dem Staatsrat gegen den in Anwendung von Artikel 63/3 des Gesetzes gefaßten Beschluß des Generalkommissars für Flüchtlinge und Staatenlose oder gegen den Beschluß des Ständigen Widerspruchsausschusses für Flüchtlinge erhoben haben.

Aus diesen Gründen:

Der Hof  
erklärt

— Absatz 1 von Paragraph 3 von Artikel 69 des Gesetzes vom 15. Juli 1996 zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern und des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren,

— das Wort «vollstreckbar» in den Absätzen 3 und 4 von Artikel 57 § 2 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, abgeändert durch Artikel 65 des vorgenannten Gesetzes,

für nichtig;

weist die Klage im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 22. April 1998.

Der Kanzler,  
L. Potoms.

Der Vorsitzende,  
M. Melchior.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 98 — 1095

[98/22019]

22 DECEMBER 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 februari 1997 inzake de algemene voedingsmiddelenhygiëne

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, inzonderheid op de artikelen 2, 3, 3°, a), vervangen door de wet van 22 maart 1989, 11, § 4, toegevoegd door de wet van 9 februari 1994 en 20, § 1;

Gelet op de richtlijn 89/437/EEG van de Raad van 20 juni 1989 inzake hygiëne- en gezondheidsvraagstukken bij de bereiding en het in de handel brengen van eiproducten, gewijzigd door de richtlijn 91/684/EEG van 19 december 1991;

Gelet op de richtlijn 96/3/EG van de Commissie van 26 januari 1996 inzake een afwijking van enkele bepalingen van Richtlijn 93/43/EEG van de Raad inzake levensmiddelenhygiëne voor het bulkvervoer van vloeibare oliën en vetten over zee;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 februari 1997 inzake de algemene voedingsmiddelenhygiëne;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat de voorgescreven omzettingstermijnen van de voornoemde richtlijnen 89/437/EEG en 96/3/EG verstreken zijn waardoor het risico bestaat dat de Europese Commissie een gemotiveerd advies met betrekking tot de overtreding van het Verdrag uitbrengt en dat de betrokken beroepssectoren in een situatie van oneerlijke concurrentie ten opzichte van andere Lid-Staten van de Europese Unie zullen gebracht worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In de bijlage van het koninklijk besluit van 7 februari 1997 inzake de algemene voedingsmiddelenhygiëne worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de volgende bepalingen worden aan punt 1 van het voorwoord toegevoegd :

« Hoofdstuk 8 is van toepassing op bulkvervoer van bepaalde voedingsmiddelen.

Hoofdstuk 9 is van toepassing in inrichtingen die eieren in de schaal gebruiken voor de fabricage van andere voedingsmiddelen, maar die geen eiproductenfabrikant zijn in de zin van het koninklijk besluit van 31 december 1992 betreffende de fabricage en het in de handel brengen van eiproducten. »;

2° de hoofdstukken 8 en 9, die in de bijlage van dit besluit voorkomen, worden na hoofdstuk 7 van punt I toegevoegd;

3° punt IV van de bijlage van dit besluit wordt na punt III toegevoegd.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 december 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,  
M. COLLA

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 98 — 1095

[98/22019]

22 DECEMBRE 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 février 1997 relatif à l'hygiène générale des denrées alimentaires

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 janvier 1997 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, notamment les articles 2, 3, 3°, a), remplacé par la loi du 22 mars 1989, 11, § 4, ajouté par la loi du 9 février 1994, et 20, § 1er;

Vu la directive 89/437/CEE du Conseil du 20 juin 1989 concernant les problèmes d'ordre hygiénique et sanitaire relatifs à la production et à la mise sur le marché des ovoproduits, modifiée par la directive 91/684/CEE du 19 décembre 1991;

Vu la directive 96/3/CE de la Commission du 26 janvier 1996 instituant une dérogation en ce qui concerne le transport par mer d'huiles et de graisses liquides en vrac, à certaines dispositions de la directive 93/43/CEE du Conseil relative à l'hygiène des denrées alimentaires;

Vu l'arrêté royal du 7 février 1997 relatif à l'hygiène générale des denrées alimentaires;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et la loi du 4 juillet 1989 et la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que les délais de transposition prescrits par les directives 89/437/CEE et 96/3/CE sont dépassés, ce qui risque d'entraîner un avis motivé de la Commission européenne pour infraction aux dispositions du Traité et de mettre les professionnels concernés en situation de concurrence déloyale par rapport aux autres pays membres de l'Union européenne;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'annexe de l'arrêté royal du 7 février 1997 relatif à l'hygiène générale des denrées alimentaires, les modifications suivantes sont apportées.

1° les dispositions suivantes sont ajoutées au point 1 de la préface :

« Le chapitre 8 s'applique au transport en vrac de certaines denrées alimentaires.

Le chapitre 9 s'applique aux établissements qui utilisent des œufs en coquilles pour la fabrication d'autres denrées alimentaires, mais qui ne sont pas des fabricants d'ovoproduits au sens de l'arrêté royal du 31 décembre 1992 relatif à la production et à la mise dans le commerce des ovoproduits. »;

2° les chapitres 8 et 9 figurant à l'annexe du présent arrêté sont insérés après le chapitre 7 du point I;

3° le point IV figurant à l'annexe du présent arrêté est ajouté après le point III.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Le Ministre de la Santé publique et des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,  
M. COLLA

## Bijlage

## HOOFDSTUK 8

## Specifieke hygiëne-eisen betreffende het bulkvervoer van bepaalde voedingsmiddelen

8.1. In afwijking van hoofdstuk 3, punt 3.6.2., 2e lid, wordt het bulkvervoer in zeeschepen van vloeibare oliën of vetten, die zullen worden bewerkt en zijn bestemd of waarschijnlijk zullen worden gebruikt voor menselijke consumptie, toegestaan in tanks die niet uitsluitend zijn voorbehouden aan het vervoer van voedingsmiddelen mits aan de volgende voorwaarden wordt voldaan :

a) wanneer de oliën of vetten in een roestvrij stalen tank, of in een tank met epoxyhars of in een technisch equivalent beklede tank worden vervoerd, moet de laatste lading, die in de tank is vervoerd, een voedingsmiddel zijn of voorkomen op de in punt IV opgenomen lijst van aanvaardbare vorige ladingen;

b) wanneer de oliën of vetten worden vervoerd in een andere tank dan bedoeld in punt a), moeten de drie laatste ladingen, die in de tank zijn vervoerd, voedingsmiddelen zijn of voorkomen op de in punt IV opgenomen lijst van aanvaardbare vorige ladingen.

8.2. In afwijking van hoofdstuk 3, punt 3.6.2., 2de lid, wordt het bulkvervoer in zeeschepen van vloeibare oliën of vetten, die niet verder zullen worden bewerkt en bestemd zijn of waarschijnlijk zullen worden gebruikt voor menselijke consumptie, toegestaan in tanks die niet uitsluitend voor het vervoer van voedingsmiddelen worden gebruikt, mits aan de volgende voorwaarden wordt voldaan :

a) de tank moet van roestvrij staal zijn vervaardigd of met epoxyhars of met een technisch equivalent zijn bekleed;

en

b) de drie laatste ladingen die in de tank zijn vervoerd, moeten voedingsmiddelen zijn geweest.

8.3. De kapitein van het zeeschip, dat in bulk tanks vloeibare oliën en vetten vervoert, die bestemd zijn of waarschijnlijk zullen worden gebruikt voor menselijke consumptie, moet over nauwkeurige schriftelijke bewijzen beschikken betreffende de doeltreffendheid van het tussen deze ladingen uitgevoerde schoonmaakproces.

Wanneer de lading is overgeslagen, moet de kapitein van het ontvangende schip naast de voorafgaande vermelde bewijzen over nauwkeurige schriftelijke bewijzen beschikken dat het bulkvervoer van de vloeibare oliën of vetten tijdens het vorige vervoer aan de punten 8.1. en 8.2. vermelde bepalingen voldeed en over de doeltreffendheid van het tussen deze ladingen op het andere schip uitgevoerde schoonmaakproces.

Op verzoek moet de kapitein van het schip de voorgaande omschreven documentatie aan de toezichthoudende ambtenaren verstrekken.

## HOOFDSTUK 9

## Specifieke hygiëne-eisen in bepaalde inrichtingen die eieren in de schaal gebruiken voor de fabricage van andere voedingsmiddelen

9.1. Eieren, die worden gebruikt, moeten aan de bepalingen van Verordening (EEG) nr. 1907/90 van de Raad van 26 juni 1990 betreffende bepaalde handelsnormen voor eieren en de uitvoeringsbepalingen ervan voldoen.

9.2. a) Alleen niet-bebroede eieren, die geschikt zijn voor menselijke consumptie, mogen worden gebruikt; de schaal van deze eieren moet volledig ontwikkeld zijn en mag geen gebreken vertonen;

b) in afwijking van het bepaalde onder a) mogen gebarsten eieren worden gebruikt mits aan de volgende voorwaarden wordt voldaan :

— deze eieren moeten rechtstreeks door de pakstations of de productiebedrijven worden geleverd,

— ze moeten zo snel mogelijk worden gebroken en dan een behandeling ondergaan die de biologische contaminatie vernietigt tot een aanvaardbaar niveau voor de veiligheid van de voedingsmiddelen.

9.3. Eieren die ongeschikt zijn voor menselijke consumptie, moeten verwijderd en onmiddellijk gedenatureerd worden zodat zij niet opnieuw voor menselijke consumptie kunnen worden gebruikt.

9.4. Indien nodig, moeten de behandelingen met de eieren zelf, bij voorbeeld het breken, worden uitgevoerd in een lokaal dat apart is van de andere fabricagelokalen.

9.5. Indien nodig, bij voorbeeld wanneer de eieren vuil zijn, moeten zij worden schoongemaakt en ontsmet voordat ze verder worden verwerkt. Bij het schoonmaken en het ontsmetten moet elk gevaar voor verontreiniging of aantasting van de ei-inhoud worden voorkomen. De schalen moeten voldoende droog zijn voordat de eieren worden verwerkt, zodat de ei-inhoud niet met vochtresten kan worden bevuild.

9.6. Andere eieren dan die van kippen, kalkoenen en parelhoenders, moeten afzonderlijk worden behandeld en verwerkt. Alle apparatuur moet worden schoongemaakt en ontsmet wanneer terug met de verwerking van eieren van kippen, kalkoenen of parelhoenders wordt begonnen.

9.7. Het breken van de eieren moet, ongeacht de daarbij gebruikte methode, zo gebeuren dat verontreiniging van de ei-inhoud zoveel mogelijk wordt voorkomen. Daartoe mag de ei-inhoud niet worden verkregen door centrifugering of persing van de eieren, noch door centrifugering van de lege schalen om het resterende eiwit eruit te halen. De hoeveelheid resten van schalen of vliezen in het product moet zo klein mogelijk worden gehouden, en mag niet groter zijn dan de in punt 9.9. aangegeven hoeveelheid.

9.8. Indien de ei-inhoud niet onmiddellijk na het breken wordt behandeld, moet deze worden bewaard ofwel diepgevroren bij ten hoogste  $-18^{\circ}\text{C}$ , ofwel bevroren bij ten hoogste  $-12^{\circ}\text{C}$ , ofwel gekoeld bij ten hoogste  $+4^{\circ}\text{C}$ . De bewaartijd bij  $+4^{\circ}\text{C}$  mag niet meer dan 48 uur bedragen.

9.9. De inhoud van de eieren na het breken moet aan de volgende criteria voldoen voordat deze wordt verwerkt :

a) microbiologische criteria die van toepassing zijn indien geen verdere behandeling wordt toegepast, die de biologische contaminatie vernietigt en/of vermindert, en die, indien nodig, van toepassing zijn in de andere gevallen :

— salmonella : afwezig in 25 g of ml;

— Aërobe mesofiele bacteriën :  $M = 10^6$  in 1 g of 1 ml;

— E. Coli :  $M = 10^4$  in 1 g of 1 ml;

— Stafylococcus aureus : afwezigheid in 1 g.

M is de grenswaarde voor het kiemgetal. Het resultaat wordt als onbevredigend beschouwd indien voor één of meer bemonsteringseenheden het kiemgetal gelijk is aan of groter is dan M.

## b) Andere criteria

- om te garanderen dat geen bebroede of ontaarde eieren werden aangewend als grondstof mag het gehalte aan Beta-hydroxy-boterzuur niet hoger zijn dan 10 mg/kg, berekend op de droge stof;
- het melkzuurgehalte mag niet hoger zijn dan 1000 mg/kg, berekend op de droge stof;
- het barnsteenzuurgehalte mag niet hoger zijn dan 25 mg/kg, berekend op de droge stof;
- de hoeveelheid resten van schalen, vliezen en eventuele andere deeltjes mag niet hoger zijn dan 100 mg/kg.

## IV. LIJST VAN AANVAARDBARE VORIGE LADINGEN VERMELD IN PUNT 8.1.1.

Stof	CAS-nr.
Azijnzuur (ethaanzuur, methaancarbonsuur)	64-19-7
Aceton (dimethylketon, propaan-2-on)	67-64-1
Zure oliën en vetzuurdestillaten (uit plantaardige oliën en vetten en/of mengsels daarvan en dierlijke en mariene oliën en vetten)	
Ammoniumhydroxide (ammonia, ammoniakoplossing)	1336-21-6
Dierlijke, mariene en plantaardige oliën, en vetten (met uitzondering van cashewnotedopolie en ruwe tallolie)	
Bijenwas	8012-89-3
Benzylalcohol (uitsluitend NF en p.a.)	100-51-6
Butylacetaat (n-, sec-, tert-butylacetaat)	123-86-4
	105-46-4
	540-88-5
	10043-52-4
Calciumchloride-oplossing	
Calciumlignosulfonaat	
Candelillawas	8006-44-8
Carnaubawas	8015-86-9
Cyclohexaan (hexamethyleen, hexanafteen, hexahydrobenzeen)	110-82-7
Cyclohexanol (hexahydrofenol)	108-93-0
Geëpoxideerde sojaolie (minimaal 7 % oxiraan-zuurstof)	8013-07-8
Ethanol (ethylalcohol)	64-17-5
Ethylacetaat (azijnzure ethylester)	141-78-6
2-Ethylacetaat-1-ol (2-ethylhexylalcohol)	104-76-7
Vetzuren :	
Boterzuur (n-boterzuur, butaanzuur, propaan-carbonsuur)	107-92-6
Valeriaanzuur (n-pentaanzuur)	109-52-4
Capronzuur (n-hexaanzuur)	142-62-1
Heptaanzuur (n-heptaanzuur)	111-14-8
Caprylzuur (n-octaanzuur)	124-07-2
Pelargonzuur (n-nonaanzuur)	112-05-0
Caprinezuur (n-decaanzuur)	334-48-5
Laurinezuur (n-dodecaanzuur)	143-07-7
Lauroleïnezuur (dodeceenzuur)	4998-71-4
Myristinezuur (n-tetradecaanzuur)	544-63-8
Myristoleïnezuur (tetradecenzuur)	544-64-9
Palmitinezuur (n-hexadecaanzuur)	57-10-3
Palmitoleïnezuur (cis-hexadec-9-eenzuur)	373-49-9
Stearinezuur (n-octadecaanzuur)	57-11-4
Ricinolzuur (cis-12-hydroxyoctadec-9-eenzuur; castoroliezuur)	141-22-0
Oliezuur (n-octadecenzuur)	112-80-1
Linolzuur (octadeca-9,12-dieenzuur)	60-33-3
Linoleenzuur (octadeca-9,12,15-trieenzuur)	463-40-1
Arachidonzuur (icosaanzuur)	506-30-9
Beheenzuur (docosaanzuur)	112-85-6
Erucazuur (cis-docos-13-eenzuur)	112-86-7
Vet-alcoholen (natuurlijke alcoholen)	
Butylalcohol (butaan-1-ol)	71-36-3
Hexylalcohol (hexaan-1-ol)	11-27-3
Heptylalcohol (heptaan-1-ol)	110-70-6
Octylalcohol (octaan-1-ol)	111-87-5
Nonylalcohol (nonaan-1-ol)	143-08-8
Decylalcohol (decaan-1-ol)	112-301
Laurylalcohol (dodecylalcohol, dodecaan-1-ol)	112-53-8
Tridecylalcohol (tridecaan-1-ol)	27458-92-0
Tetradecylalcohol (tetradecaan-1-ol)	112-72-1
Hexadecylalcohol (hexadecaan-1-ol, cetylalcohol)	36653-82-4
Octadecylalcohol (octadecaan-1-ol, stearylalcohol)	112-95-5
Oleylalcohol (cis-octadec-9-enol)	143-28-2
Lauryl-myristylalcohol (mengsel C12/C14)	
Cetyl-stearylalcohol (mengsel C16/C18)	
Vetzuuresters : esters die ontstaan bij de reactie van een van bovengenoemde vetzuren met een van bovengenoemde vette alcoholen zoals butylmyristaat, oleylpalmitaat of cetylsteeraat	
Vetzuur — methylesters	
Methylauraat (methyl-dodecanaat)	111-82-0

Stof	CAS-nr.
Methylpalmitaat (methylhexadecanaat)	112-39-0
Methylstearaat (methyloctadecanaat)	112-61-8
Methyloleaat (methyloctadecanaat)	112-62-9
Mierenzuur (methaanzuur, waterstofcarbonzuur)	64-18-6
Glycerine (glycerol)	56-81-5
Glycolen	
Butaandiol — (1,3-butyleenglycol; butaan-1,3-diol; 1,4-butyleenglycol; butaan-1,4-diol; 2,3-butyleenglycol; butaan-2,3-diol, butyleenglycol)	107-88-0 110-63-4 513-85-9
Polypropyleenglycol — (molekuulgewicht hoger dan 400)	25322-69-4
propyleenglycol — (1,2 propyleenglycol; propaan-1,2-diol; 1,2-dihydroxypropaan; monopro-pyleenglycol; methylglycol)	57-55-6
1,3-Propyleenglycol — (trimethyleenglycol; propaan-1,3-diol)	504-63-2
n-Heptaan	142-82-5
n-Hexaan (technisch zuiver)	110-54-3 64742-49-0
Isobutanol (2-methylpropaan-1-ol)	78-83-1
Isobutylacetaat	110-19-0
Isodecanol (isodecylalcohol)	25339-17-7
Isononanol (isononylalcohol)	27458-94-2
Isooctanol (isooctylalcohol)	26952-21-6
Isopropanol (isopropylalcohol, IPA)	67-63-0
Limoneen (dipenteen)	138-86-3
Magnesiumchloride-oplossing	7786-30-3
Methanol (methylalcohol)	67-56-1
Methylethylketon (butanon)	78-93-3
Methylisobutylketon (4-methylpentaan-2-on)	108-10-1
Methyl-tert-butylether (MTBE)	1634-04-4
Mikrosilica	7631-86-9
Melasse	57-50-1
Montaanwas	8002-53-7
Nonaan	111-84-2
Paraffine (voedingsmiddelenkwaliteit)	
Pentaan	109-66-0
Fosforzuur (orthofosforzuur)	7664-38-2
Drinkwater is alleen als vorige lading aanvaardbaar wanneer de onmiddellijk daaraan voorafgaande lading op deze lijst voorkomt.	
Kaliumhydroxide (kaliloog)	13010-58-3
n-Propylacetaat	109-60-4
Natriumhydroxide (natronloog)	1310-73-2
Sorbitol (D-sorbitol; D-sorbiet; D-glucitol)	50-70-4
Zwavelzuur	7664-93-9
Ureumammoniumnitraat-oplossing (UAN)	
Wijnmoer (vinasse, argol, ruwe wijnsteen, ruwe kaliumbitartraat)	868-14-4

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 22 december 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,  
M. COLLA

Annexe

#### CHAPITRE 8

##### Exigences spécifiques d'hygiène pour le transport en vrac de certaines denrées alimentaires

8.1. Par dérogation au 2e paragraphe du point 3.6.2. du chapitre 3, le transport par navires de mer d'huiles ou de graisses liquides en vrac qui doivent être traitées, et qui sont destinées ou susceptibles de servir à l'alimentation humaine, est autorisé dans des réceptacles non exclusivement réservés au transport de denrées alimentaires, à condition que :

a) lorsque l'huile ou la graisse est transportée dans un réceptacle en acier inoxydable, ou dans un réceptacle revêtu d'une résine époxy ou d'un équivalent technique, la dernière cargaison transportée ait été une denrée alimentaire, ou une cargaison de la liste des cargaisons précédentes autorisées figurant au point IV.

b) lorsque l'huile ou la graisse est transportée dans un réceptacle en matériau autre que ceux visés au point a), les trois dernières cargaisons aient été des denrées alimentaires, ou des cargaisons de la liste de cargaisons précédentes autorisées figurant au point IV.

8.2. Par dérogation au 2e paragraphe du point 3.6.2. du chapitre 3, le transport par navires de mer d'huiles ou de graisses liquides en vrac ne nécessitant plus aucun traitement et destinées à ou susceptibles de servir à l'alimentation humaine est autorisé dans des réceptacles non exclusivement réservés au transport des denrées alimentaires, à condition que :

a) le réceptacle soit en acier inoxydable ou revêtu d'une résine époxy ou d'un équivalent technique et que,

b) les trois dernières cargaisons transportées dans le réceptacle aient été des denrées alimentaires.

8.3. Le capitaine du navire de mer transportant des huiles ou graisses liquides en vrac destinées à ou susceptibles de servir à l'alimentation humaine doit conserver des preuves écrites précises de la nature des trois dernières cargaisons transportées dans les réceptacles concernés et de l'efficacité du procédé de nettoyage mis en œuvre entre ces cargaisons.

Lorsque la cargaison a été transbordée, outre les preuves visées ci-dessus, le capitaine du navire récepteur doit conserver des preuves écrites précises attestant que le transport précédent de l'huile ou de la graisse liquide en vrac a été conforme aux dispositions des points 8.1. et 8.2., et que le procédé de nettoyage employé entre les cargaisons sur le précédent navire a été efficacement mis en œuvre.

Sur demande, le capitaine du navire doit présenter les preuves écrites visées ci-dessus aux fonctionnaires chargés de la surveillance.

#### CHAPITRE 9

##### Exigences spécifiques d'hygiène dans certains établissements qui utilisent des œufs en coquille pour la fabrication d'autres denrées alimentaires

9.1. Les œufs utilisés doivent satisfaire aux dispositions du règlement (CEE) n° 1907/90 du Conseil du 26 juin 1990 concernant certaines normes de commercialisation applicables aux œufs et aux dispositions communautaires fixant les modalités d'application de ce règlement.

9.2. a) Seuls peuvent être utilisés des œufs non incubés propres à la consommation humaine; leurs coquilles doivent être entièrement développées et ne pas présenter de défauts.

b) Par dérogation au point a), les œufs fêlés peuvent être utilisés aux conditions suivantes :

- ils doivent être livrés directement par les centres d'emballage ou l'exploitation de production des œufs,
- ils doivent être cassés aussi rapidement que possible et subir ensuite un traitement qui détruit la contamination biologique jusqu'à un niveau acceptable pour la sécurité des denrées alimentaires.

9.3. Les œufs qui sont impropres à la consommation humaine doivent être enlevés et dénaturés immédiatement de manière à ne pas pouvoir être réutilisés pour la consommation humaine.

9.4. Si nécessaire, les manipulations relatives au œufs, par exemple le cassage, doivent être effectuées dans un local séparé des autres locaux de fabrication.

9.5. Si nécessaire, par exemple en cas de souillure, les œufs doivent être nettoyés et désinfectés avant d'être transformés. Les opérations de nettoyage ou de désinfection doivent se dérouler de manière à éviter la contamination ou l'altération du contenu des œufs. Les coquilles doivent être suffisamment sèches avant que les œufs ne soient transformés, de manière notamment à éviter que des résidus d'eau de nettoyage ne souillent le contenu des œufs.

9.6. Les œufs autres que ceux de poule, de dinde et de pintade doivent être manipulés et transformés séparément. Les équipements qui ont été utilisés pour ces autres œufs doivent être nettoyés et désinfectés avant de reprendre toute autre opération de fabrication.

9.7. Le cassage des œufs, quelle que soit la méthode appliquée, doit être effectué de manière à éviter dans toute la mesure du possible la contamination du contenu des œufs. A cet effet, le contenu des œufs ne peut pas être obtenu par centrifugation ou écrasement des œufs, ni par la centrifugation des coquilles vides pour en obtenir le restant des blancs d'œufs. La présence de restes de coquilles ou de membranes dans le produit doit être limitée le plus possible et ne doit pas dépasser la quantité visée au point 9.9.

9.8. Si le contenu des œufs n'est pas transformé immédiatement après le cassage, il doit être conservé soit à l'état surgelé à - 18 °C, soit à l'état congelé à - 12 °C maximum, soit à l'état réfrigéré à + 4 °C maximum. La durée de conservation à l'état réfrigéré ne doit pas dépasser quarante-huit heures.

9.9. Le contenu des œufs après cassage doit satisfaire aux critères suivants avant leur transformation :

a) critères microbiologiques applicables en l'absence de traitement ultérieur de réduction et/ou de destruction de la contamination biologique, et applicables également dans les autres cas si nécessaire :

- Salmonelles : absence dans 25 grammes ou millilitres,
- Bactéries aérobies mésophiles :  $M = 10^6$  dans 1 gramme ou 1 millilitre,
- Eschérichia Coli ou Coliformes thermotolérants :  $M = 10^4$  dans 1 gramme ou 1 millilitre,
- Staphylococcus aureus : absence dans 1 gramme,

M étant la valeur limite du nombre de bactéries. Le résultat est considéré comme insatisfaisant si une ou plusieurs unités d'échantillonnage ont un nombre de bactéries égal ou supérieur à M.

b) Autres critères :

- afin de garantir que la matière première est exempte d'œufs couvés, la concentration en acide Bêta-hydroxybutyrique ne peut pas dépasser 10 milligrammes par kilogramme de matière sèche;
- la teneur en acide lactique ne doit pas dépasser 1 000 milligrammes par kilogramme de matière sèche;
- la teneur en acide succinique ne doit pas dépasser 25 milligrammes par kilogramme de matière sèche;
- la quantité de résidus de coquilles, de membranes d'œufs et d'autres particules éventuelles ne doit pas dépasser 100 milligrammes par kilogramme.

#### IV. LISTE DES CARGAISONS PRECEDENTES AUTORISÉES VISEES AU POINT 8.1. ET 8.2. DU CHAPITRE 8

Substance	Numéro CAS
Acide acétique (acide éthanóique, esprit de vinaigre, acide méthane-carboxylique)	64-19-7
Acétone — propanone	67-64-1
Huiles acides et distillats d'acides gras obtenus à partir d'huiles végétales et/ou de mélanges de ces huiles, ainsi qu'à partir d'huiles et de graisses d'origine animale et marine.	
Hydroxyde d'ammonium [hydrate d'amminium; (solution d'ammoniaque)	1336-21-6
Huiles et graisses d'origine animale, marine et végétale (sauf l'huile d'acajou et le <i>tall oil</i> brut)	
Cire d'abeilles	8012-89-3
Alcool benzylique (uniquement NF et réactifs purs)	100-51-6
Acétates de butyle (n-, sec-, ter-)	123-86-4
	105-46-4
	540-88-5



Substance	Numéro CAS
Chlorure de calcium	10043-52-4
Lignosulfonate de calcium	
Cire de candelilla	8006-44-8
Cire de carnauba (cire du Brésil)	8015-86-9
Cyclohexane (hexaméthylène, hexanaphtène, hexahydrobenzène)	110-82-7
Cyclohexanol (hexahydrophénol)	108-93-0
Huile de soja époxydée (teneur minimale en oxiranne 7 %)	8013-07-8
Ethanol (alcool éthylique)	64-17-5
Acétate d'éthyle (éther acétique)	141-78-6
2-éthylhexane	104-76-7
Acides gras :	
Acide butyrique (acide n-butyrique, acide butanoïque, acide éthacétique)	107-92-6
Acide valérique (acide n-pentanoïque, acide valérianique)	109-52-4
Acide caproïque (acide n-hexanoïque)	142-62-1
Acide heptanoïque (acide n-heptylique)	111-14-8
Acide caprylique (acide n-octanoïque)	124-07-2
Acide nonanoïque (acide perlagonique)	112-05-0
Acide désanoïque (acide caprique)	334-48-5
Acide laurique (acide n-dodécanoïque)	143-07-7
Acide lauréoléique	4998-71-4
Acide myristique (acide n-tétradécanoïque)	544-63-8
Acide myristolique (acide n-tétradécanoïque)	544-64-9
Acide palmitique (acide n-hexadécanoïque)	57-10-3
Acide palmitoléique (acide cis-9-hexadécénoïque)	373-49-9
Acide stéarique (acide octadécanoïque)	57-11-4
Acide ricinoléique (cis 12-hydroxy octadec-9; acide d'huile de ricin)	141-22-0
Acide oléique (acide n-octadécénoïque)	112-80-1
Acide linoléique (acide octadiène-9, 12-oïque)	60-33-3
Acide linoléique (acide octadécatriène-9, 12, 15-oïque)	463-40-1
Acide arachidique (acide éicosanique)	506-30-9
Acide docosanoïque (acide béhénique)	112-85-6
Acide érucique (acide cis-docosène 13-oïque)	112-86-7
Alcools gras — alcools naturels	
Alcool butylique (butane 1-ol)	71-36-3
Alcool hexylique (1-hexanol)	111-27-3
Alcool enanthylique (1-heptanol; alcool heptylique)	110-70-6
Alcool caprylique (octane-1-ol)	111-87-5
Alcool nonylique (nonane-1-ol; alcool perlagonique)	143-08-8
Alcool décyléique (décane-1-ol)	112-30-1
Alcool laurylique (dodécane-1-ol)	112-53-8
Alcool tridécyléique (tridécane-1-ol)	27458-92-0
Alcool myristylique (tétradécane-1-ol)	112-72-1
Alcool cétylique (hexadécane-1-ol; alcool n-hexadécyléique; alcool éthalique)	36653-82-4
Alcool stéarylique (octadécane-1-ol)	112-95-5
Alcool oléylique (octadécane-1-ol)	143-28-2
Alcool laurylmyristylique (mélange C 12-C 14)	
Alcool cétylstéarylique (mélange C 16-C 18)	
Esters d'acides gras — tous ester formé par la combinaison d'un des acides gras de la liste ci-dessus avec un des alcools gras de cette même liste, comme par exemple le myristate de butyle, le palmitate d'oléyle et le stéarate de cétyle	.
Acides gras — esters de méthyle	
Laurate de méthyle (dodécanoate de méthyle)	111-82-0
Palmitate de méthyle (hexadécanoate de méthyle)	112-39-0
Stéarate de méthyle (octadécanoate de méthyle)	112-61-8
Oléate de méthyle (octadécanoate de méthyle)	112-62-9
Acide formique (acide méthanoïque)	64-18-6
Glycérine	56-81-5
Glycols	
Butanediol (butane-1,3-diol; butane-1,4-diol; butane-2,3-diol; butylène-1,3-glycol; butylène-1,4-glycol; butylène-2,3-glycol)	107-88-0 110-63-4 513-85-9
Polypropylène glycol (poids moléculaire supérieur à 400)	25322-69-4
Propylène (propylène-1,2-glycol; propane-1,2-diol; dihydroxy-1,2-propane; monopropylène-glycol)	57-55-6
Propylène-1,3-glycol (triméthylène-glycol; propane-1,3-diol)	504-63-2
n-heptane	142-82-5
n-hexane (qualités techniques)	110-54-3 64742-49-0
2-méthylpropane-1-ol	78-83-1
Acétate d'isobutyle	110-19-0
Alcool isodécyléique	25339-17-7

Substance	Numéro CAS
Alcool isononylique	27458-94-2
Alcool isooclylique	26952-21-6
Alcool isopropylique	67-63-0
Limonène (dipentène)	138-86-3
Chlorure de magnésium	7786-30-3
Méthanol (alcool méthylique)	67-56-1
Méthyléthylcétone (2-butanone)	78-93-3
Méthylisobutylcétone (4-méthylpentane-2-one)	108-10-1
Oxyde de tert-butyle et de méthyle (MTBE)	1634-04-4
Dioxyde de silicium	7631-86-9
Mélasses (saccharose)	57-50-1
Cire de lignite	8002-83-7
Nonane	111-84-2
Paraffine (qualité alimentaire)	
Pentane	109-66-0
Acide phosphorique (acide orthophosphorique)	7664-38-2
Eau potable acceptable si la cargaison immédiatement précédente figure sur la présente liste	
Hydroxyde de potassium (potasse caustique)	13010-58-3
Acétate de propyle	109-60-4
Hydroxyde de sodium (soude caustique)	1310-73-2
Sorbitol (d-glucitol; alcool hexahydrique)	50-70-4
Acide sulfurique	7664-93-9
Solution de nitrate d'ammonium et d'urée	
Lies de vin (vinasse, tartre brut, crème de tartre, hydrogénotartrate de potassium, bitartrate de potassium)	868-14-4

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 22 décembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,  
M. COLLA



N. 98 — 1096

[S - C - 22215]

**4 MAART 1998. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 mei 1991 tot uitvoering van de artikelen 47, 56septies, 62, § 3 en 63 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders en van artikel 96 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, inzonderheid op de artikelen 47 en 63, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990 en op artikel 56septies, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 4 juli 1996 en gewijzigd bij de wet van 22 december 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 1991 tot uitvoering van de artikelen 47, 56septies, 62, § 3 en 63 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders en van artikel 96 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen;

Gelet op het advies van de Nationale Hoge Raad voor gehandicapten, gegeven op 5 april 1995;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers, gegeven op 26 november 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financien, gegeven op 9 juli 1997;

F. 98 — 1096

[S - C - 22215]

**4 MARS 1998. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 mai 1991 portant exécution des articles 47, 56septies, 62, § 3 et 63 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et de l'article 96 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment les articles 47 et 63, modifiés par la loi du 29 décembre 1990 et l'article 56septies, alinéa 2, inséré par la loi du 4 juillet 1996 et modifié par la loi du 22 décembre 1989;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 1991 portant exécution des articles 47, 56septies, 62, § 3 et 63 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et de l'article 96 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales;

Vu l'avis du Conseil supérieur national des handicapés, donné le 5 avril 1995;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, donné le 26 novembre 1996;

Vu l'avis de l'inspection des Finances, donné le 9 juillet 1997;

Gelet op het advies van de Raad van State;  
Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het opschrift van het koninklijk besluit van 3 mei 1991 tot uitvoering van de artikelen 47, 56septies, 62, § 3 en 63 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders en van artikel 96 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen wordt vervangen door het volgende opschrift :

"Koninklijk Besluit van 3 mei 1991 tot uitvoering van de artikelen 47, 56septies en 63 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders en van artikel 96 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen".

**Art. 2.** In de artikelen 5, eerste lid en 9, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden ", 62, § 3" geschrapt.

**Art. 3.** In artikel 6, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "van de samengeordende wetten, de zelfredzaamheid bedoeld in artikel 47 van de samengeordende wetten en de ongeschiktheid van de ouder of van de persoon bedoeld in artikel 62, § 3, eerste lid, 1°, c en tweede lid van de samengeordende wetten" vervangen door de woorden "van de samengeordende wetten en de zelfredzaamheid bedoeld in artikel 47 van de samengeordende wetten".

**Art. 4.** In artikel 13, § 3, a), van hetzelfde besluit worden de woorden "artikel 62, §§ 2 en 3," vervangen door de woorden "artikel 62, § 2".

**Art. 5.** In artikel 17, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt opgeheven;

2° In het derde lid wordt het woord "eveneens" vervangen door het woord "nochtans".

**Art. 6.** In bijlage 1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° nummer 89 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"89. Spraakstoornis gecombineerd met doofheid.

art. 548 a) : het maximum van het artikel wordt toegekend voor spraakmoeilijkheden die het gevolg zijn van een gehoordaling voor het ontwikkelen van de spraak. Deze zal later worden gewaardeerd in functie van :

- de articulatie;
- de actieve spraak;
- het passief begrijpen op basis van logopedische verslagen.

De gehoordaling wordt geëvalueerd volgens nummer 128 van deze lijst."

2° nummer 128 wordt vervangen door volgende bepaling :

"128. Aangeboren of verworven aandoeningen van het oor.

art. 710, 711 : onestetische letsels.

art. 712 : De tonale liminaire audiometrie wordt uitgevoerd met en zonder prothesen. De ongeschiktheidsgraad is gelijk aan het rekenkundig gemiddelde van de invaliditeitspercentages op de tabel van het gemiddelde tonaal verlies voor elk van deze audiogrammen.

art. 713: de vocale audiometrie wordt gedaan met prothesen. Wanneer ze onmogelijk is omwille van een onvoldoende perceptie van het woord, dient het maximum van het artikel (10 pct.) te worden toegekend.

art. 718 tot 721."

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 1, 2, 3, 4 en 5 die uitwerking hebben met ingang van 30 april 1996.

**Art. 8.** Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 maart 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

Vu l'avis du Conseil d'Etat;  
Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'intitulé de l'arrêté royal du 3 mai 1991 portant exécution des articles 47, 56septies, 62, § 3 et 63 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et de l'article 96 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales est remplacé par l'intitulé suivant :

"Arrêté Royal du 3 mai 1991 portant exécution des articles 47, 56septies et 63 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et de l'article 96 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales".

**Art. 2.** Aux articles 5, alinéa 1er, et 9, alinéa 1er, du même arrêté, les mots ",62, § 3" sont supprimés.

**Art. 3.** A l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup> du même arrêté, les mots "des lois coordonnées, l'autonomie visée à l'article 47 des lois coordonnées et l'incapacité du parent ou de la personne visée à l'article 62, § 3, alinéas 1<sup>er</sup>, 1°, c) et 2, des lois coordonnées," sont remplacés par les mots "des lois coordonnées et l'autonomie visée à l'article 47 des lois coordonnées".

**Art. 4.** Dans l'article 13, § 3, a), du même arrêté, les mots "l'article 62, §§ 2 et 3," sont remplacés par les mots "l'article 62, § 2".

**Art. 5.** A l'article 17, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est abrogé;

2° à l'alinéa 3, le mot "également" est remplacé par le mot "toutefois".

**Art. 6.** A l'annexe 1 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le numéro 89 est remplacé par la disposition suivante :

"89. Troubles du langage associés à une surdité.

art. 548 a) : le maximum de l'article est accordé pour les troubles du langage consécutifs à une déficience auditive avant le développement du langage. Celui-ci sera apprécié ultérieurement en fonction :

- de l'articulation;
  - du langage actif;
  - de la compréhension passive, sur base des rapports logopédiques.
- La déficience auditive est évaluée selon le numéro 128 de cette liste."

2° le numéro 128 est remplacé par la disposition suivante :

"128. Pathologies congénitales ou acquises de l'oreille.

art. 710, 711 : pour lésions inesthétiques.

art. 712 : l'audiométrie tonale liminaire est effectuée avec et sans prothèses. Le taux d'incapacité égale la moyenne arithmétique des pourcentages d'incapacité du tableau de la perte tonale moyenne pour chacun des audiogrammes.

art. 713 : l'audiométrie vocale est pratiquée avec prothèses. Lorsqu'elle est impossible en raison d'une perception insuffisante de la parole, le maximum de l'article (10 %) doit être accordé.

art. 718 tot 721."

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 1er, 2, 3, 4 et 5 qui produisent leurs effets le 30 avril 1996.

**Art. 8.** Notre Ministre des Affaires sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mars 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. DE GALAN

N. 98 — 1097

[C - 98/22240]

**19 JANUARI 1998. — Verordening tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen**

Het Comité van de Verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering,

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 22, 11°;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, inzonderheid op het artikel 9ter, § 1, 1°, 2° en 10°;

Na daarover te hebben beraadslaagd in zijn vergadering van 19 januari 1998,

Besluit :

**Artikel 1.** De bijlage 79 van het koninklijk besluit van 24 december 1963, houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, zoals tot nog toe gewijzigd, wordt vervangen door de bijgaande bijlage.

**Art. 2.** Deze verordening treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op die waarin zij is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 19 januari 1998.

De leidend ambtenaar,  
F. Praet.

De voorzitter,  
D. Sauer

F. 98 — 1097

[C - 98/22240]

**19 JANVIER 1998. — Règlement modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités**

Le Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité,

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 22, 11°;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, notamment l'article 9ter, § 1<sup>er</sup>, 1°, 2° et 10°;

Après en avoir délibéré au cours de sa réunion du 19 janvier 1998,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'annexe 79 de l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, tel que modifié à ce jour, est remplacée par l'annexe ci-jointe.

**Art. 2.** Le présent règlement entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, 19 janvier 1998.

Le fonctionnaire dirigeant,  
F. Praet

Le président,  
D. Sauer

Bijlage 79

*Onder gesloten omslag toe te sturen naar de adviserend geneesheer*

**VERPLEEGKUNDIGE VERZORGING — EVALUATIESCHAAL**

— tot staving van de aanvraag tot forfaitair honorarium per verzorgingsdag (1)

— tot kennisgeving van toiletverzorging (1)

*Identificatiegegevens rechthebbende*

*Identificatiegegevens gerechtigde  
(invullen of kleeftbriefje V.I. aanbrengen)*

Naam en voornaam : .....  
 Adres : .....  
 Geboortedatum : .....  
 Inschrijvingsnr. V.I. : .....  
 Ondergetekende, ..... ingeschreven

op de lijst der verpleegkundigen van het R.I.Z.I.V., onder het nummer :

verklaart dat de fysieke afhankelijkheid van de rechthebbende, conform met de nomenclatuur van de verpleegkundige zorgen, als volgt kan worden omschreven :

Evaluatieschaal

criterium	Score	1	2	3	4
Wassen		kan zichzelf helemaal wassen zonder enige hulp	heeft gedeeltelijke hulp nodig om zich te wassen onder de gordel	heeft gedeeltelijke hulp nodig om zich te wassen zowel boven als onder de gordel	moet volledig worden geholpen om zich te wassen zowel boven als onder de gordel
Kleden		kan zich helemaal aan- en uitkleden zonder enige hulp	heeft gedeeltelijke hulp nodig om zich te kleden onder de gordel (zonder rekening te houden met veters)	heeft gedeeltelijke hulp nodig om zich te kleden zowel boven als onder de gordel	moet volledig worden geholpen om zich te kleden zowel boven als onder de gordel



déclare que, conformément à la nomenclature des soins infirmiers, la dépendance physique du bénéficiaire peut être décrite comme suit :

Echelle d'évaluation

Critère	Score	1	2	3	4
Se laver		peut complètement se laver sans aucune aide	a besoin d'une aide partielle pour se laver sous la ceinture	a besoin d'une aide partielle pour se laver tant au-dessus qu'en dessous de la ceinture	doit être entièrement aidé pour se laver tant au-dessus qu'en dessous de la ceinture
S'habiller		peut complètement s'habiller et se déshabiller sans aucune aide	a besoin d'une aide partielle pour s'habiller sous la ceinture (sans tenir compte des lacets)	a besoin d'une aide partielle pour s'habiller tant au-dessus qu'en dessous de la ceinture	doit être entièrement aidé pour s'habiller tant au-dessus qu'en dessous de la ceinture
Se déplacer		peut se lever et se déplacer de façon entièrement indépendante, sans aide mécanique, ni aide de tiers	peut se lever de sa chaise ou de son lit de façon indépendante, mais utilise des auxiliaires mécaniques pour se déplacer de façon autonome (béquilles, chaise roulante)	a absolument besoin de l'aide de tiers pour se lever et se déplacer	est grabataire ou en chaise roulante et dépend entièrement des autres pour se déplacer
Aller à la toilette		peut aller seul à la toilette ou s'essuyer	a besoin de l'aide partielle de tiers pour aller à la toilette ou s'essuyer	doit être entièrement aidé pour aller à la toilette ou s'essuyer	ne peut aller à la toilette ni sur une chaise percée
Continence		est continent pour les urines et les selles	est incontinent accidentellement pour les urines ou les selles (sonde vésicale ou anus artificiel compris)	est incontinent pour les urines (y compris exercices de miction)	est incontinent pour les urines et les selles
Manger		peut manger et boire seul	a besoin d'une aide préalable pour manger ou boire	a besoin d'une aide partielle pendant qu'il mange ou boit	le patient est totalement dépendant pour manger et boire

et donne connaissance au médecin-conseil qu'il/elle commence les soins chez le bénéficiaire :

en date du .....  
 pendant une période de ..... *semaine/mois* (1)  
 à raison de ..... *jours de soins par semaine*  
 ..... *toilette(s) par jour/par semaines* (1)  
 ..... *visites par jour* (3)

Ces soins ont été prescrits (2) par le médecin traitant suivant :

nom ....., n° I.N.A.M.I. :

Cette demande est *une première demande / une prolongation / une modification* (1).

Centre de jour (4) : .....

Sur base de l'échelle d'évaluation reprise ci-dessus, le *forfait A / forfait B / forfait C* (1) est demandé, des soins de toilette sont notifiés (1)

Le certificat médical établi par le médecin traitant, conformément au modèle fixé par le Comité de l'assurance soins de santé, permettant de considérer le bénéficiaire comme désorienté dans le temps et l'espace est/n'est pas (1) joint (Article 8, § 6, de la nomenclature).

Le praticien de l'art infirmier,  
 (date, nom et signature)

(1) Biffer la mention inutile.

(2) La prescription est à conserver par le praticien de l'art infirmier durant trois ans à partir du début du traitement.

(3) En cas de demande d'un forfait C.

(4) Le cas échéant indiquer l'adresse.

Vu pour être annexé au règlement du 19 janvier 1998 modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

Le fonctionnaire dirigeant,  
 F. Praet.

Le président,  
 D. Dauer.

## MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 98 — 1098

[98/07075]

**17 MAART 1998.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 februari 1993 tot vaststelling van de bezoldigingsregelen toepasselijk op de personeelsleden, die in de Bondsrepubliek Duitsland bij overeenkomst volgens Belgisch recht werden aangeworven door de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap en die getroffen worden door de maatregelen betreffende de herstructurering van de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, zoals zij werd gewijzigd;

Gelet op de wet van 10 april 1973 houdende oprichting van de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap, zoals zij werd gewijzigd;

Gelet op de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 oktober 1978 tot vaststelling van het statuut van het personeel van de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 mei 1980 tot vaststelling van de bezoldigingsregelen toepasselijk op sommige Belgische personeelsleden van de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap, die bij overeenkomst worden aangeworven, inzonderheid op artikel 1, zoals het werd gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 februari 1993 tot bepaling van de bijkomende of specifieke opdrachten in de besturen en andere diensten van de ministeries en in sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 februari 1993 tot vaststelling van de bezoldigingsregelen toepasselijk op de personeelsleden, die in de Bondsrepubliek Duitsland bij overeenkomst volgens Belgisch recht werden aangeworven door de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap en die getroffen worden door de maatregelen betreffende de herstructurering van de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland, inzonderheid op artikel 6, zoals het werd gewijzigd door de koninklijke besluiten van 30 december 1993, 29 maart 1995, 19 juni 1996 en 24 oktober 1997;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 16 januari 1998;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 16 januari 1998;

Gelet op het protocol van 15 maart 1995 waarin de conclusies van de onderhandelingen gevoerd in het Sectorcomité XIV zijn vermeld;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, eerste lid, zoals het werd gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is om dringend voor 1997 de sociale begeleidingsmaatregelen te bepalen voor de personeelsleden die onder dit besluit vallen en die getroffen worden door de maatregelen betreffende de herstructurering van de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 6 van het koninklijk besluit van 8 februari 1993 tot vaststelling van de bezoldigingsregelen toepasselijk op de personeelsleden, die in de Bondsrepubliek Duitsland bij overeenkomst volgens Belgisch recht werden aangeworven door de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap en die getroffen worden door de maatregelen betreffende de herstructurering van de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland, worden de woorden « 31 december 1992 » vervangen door de woorden « 31 december 1997 ».

## MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

F. 98 — 1098

[98/07075]

**17 MARS 1998.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 février 1993 fixant les règles pécuniaires applicables aux membres du personnel, engagés par contrat de droit belge par l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire en République Fédérale d'Allemagne et soumis aux mesures de restructuration des Forces Belges en République Fédérale d'Allemagne

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, telle qu'elle a été modifiée;

Vu la loi du 10 avril 1973 portant création de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire telle qu'elle a été modifiée;

Vu la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique;

Vu l'arrêté royal du 3 octobre 1978 fixant le statut du personnel de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire;

Vu l'arrêté royal du 16 mai 1980 fixant les règles pécuniaires applicables à certains membres du personnel belge de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire engagés par contrat notamment l'article 1<sup>er</sup>, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 10 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> février 1993 déterminant les tâches auxiliaires ou spécifiques dans les administrations et autres services des ministères ainsi que dans certains organismes d'intérêt public;

Vu l'arrêté royal du 8 février 1993 fixant les règles pécuniaires applicables aux membres du personnel, engagés par contrat de droit belge par l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire en République Fédérale d'Allemagne et soumis aux mesures de restructuration des Forces Belges en République Fédérale d'Allemagne, notamment l'article 6, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 30 décembre 1993, 29 mars 1995, 19 juin 1996 et 24 octobre 1997;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 16 janvier 1998;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 16 janvier 1998;

Vu le protocole du 15 mars 1995 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation au sein du Comité de secteur XIV;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe d'établir d'urgence pour 1997 les mesures sociales d'accompagnement des membres du personnel visés par le présent arrêté et tombant sous le champ d'application des mesures relatives à la restructuration des Forces Belges en République Fédérale d'Allemagne;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 6 de l'arrêté royal du 8 février 1993 fixant les règles pécuniaires applicables aux membres du personnel, engagés par contrat de droit belge par l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire en République Fédérale d'Allemagne et soumis aux mesures de restructuration des Forces Belges en République Fédérale d'Allemagne, les mots, « 31 décembre 1992 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 1997 ».

**Art. 2.** Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 maart 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,  
J.-P. PONCELET

**Art. 2.** Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 mars 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale  
J.-P. PONCELET

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

N. 98 — 1099

[S - C - 98/02050]

**16 APRIL 1998. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van de artikelen 37, § 1, en 38, § 6, van de arbeidswet van 16 maart 1971**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de arbeidswet van 16 maart 1971, inzonderheid op de artikelen 37, § 1, en 38, § 6, ingevoegd bij de wet van 17 februari 1997;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, inzonderheid op artikel 19bis, ingevoegd bij de wet van 6 juli 1989;

Gelet op de wet van 17 februari 1997 betreffende de nachtarbeid;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juli 1985, 7 oktober 1987, 29 mei 1989, 2 juni 1989, 2 augustus 1990, 31 oktober 1990, 10 september 1991, 18 november 1991, 25 mei 1992, 10 april 1995, 25 september 1995, 20 oktober 1995 en 16 september 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 maart 1998;

Gelet op het protocol nr. 100/3 van 6 april 1998 van het gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de noodzaak om de continuïteit te verzekeren van de nachtdiensten die verricht worden in de inrichtingen die een industriële of commerciële activiteit uitoefenen of door instellingen die geneeskundige, profylactische of hygiënische verzorging verlenen, door de afwijkingen van het verbod op nachtarbeid uit te breiden tot bepaalde situaties waar deze instellingen mee geconfronteerd worden en door de arbeidsregelingen met nachtprestaties zoals zij die toepassen geldig te verklaren.

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Dit besluit is toepasselijk op de overheidsinstellingen die binnen het toepassingsgebied vallen van hoofdstuk III, afdeling II, van de arbeidswet van 16 maart 1971 zoals bepaald bij de artikelen 1 en 3 van diezelfde wet.

HOOFDSTUK II

*Afwijkingen op het verbod op nachtarbeid ter uitvoering van artikel 37, § 1, van de arbeidswet van 16 maart 1971*

**Art. 2.** Er mag nachtarbeid worden verricht voor zover de aard van de werken of de activiteit dit rechtvaardigt, in de volgende gevallen :

- 1° voor het uitvoeren van arbeid in opeenvolgende ploegen;
- 2° voor het uitvoeren van werken waarvoor een permanente noodzakelijkheid wordt geacht;
- 3° in bedrijven waar de verwerkte stoffen zeer snel kunnen ontaarden.

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 98 — 1099

[S - C - 98/02050]

**16 AVRIL 1998. — Arrêté royal portant exécution des articles 37, § 1<sup>er</sup>, et 38, § 6, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1971 sur le travail, notamment les articles 37, § 1<sup>er</sup>, et 38, § 6, insérés par la loi du 17 février 1997;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment l'article 19bis, inséré par la loi du 6 juillet 1989;

Vu la loi du 17 février 1997 relative au travail de nuit;

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, modifié par les arrêtés royaux des 17 juillet 1985, 7 octobre 1987, 29 mai 1989, 2 juin 1989, 2 août 1990, 31 octobre 1990, 10 septembre 1991, 18 novembre 1991, 25 mai 1992, 10 avril 1995, 25 septembre 1995, 20 octobre 1995 et 16 septembre 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 mars 1998;

Vu le protocole n° 100/3 du 6 avril 1998 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par la nécessité d'assurer la continuité des services de nuit effectués au sein des établissements exerçant une activité industrielle ou commerciale ou par des établissements dispensant des soins de santé, de prophylaxie ou d'hygiène en étendant les dérogations à l'interdiction du travail de nuit à certaines situations rencontrées par ces établissements et en validant les régimes de travail comportant des prestations de nuit qu'ils pratiquent;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté est applicable aux établissements publics qui entrent dans le champ d'application du chapitre III, section II de la loi du 16 mars 1971 sur le travail tel que déterminé par les articles 1<sup>er</sup> et 3 de cette même loi.

CHAPITRE II

*Dérogations à l'interdiction du travail de nuit en exécution de l'article 37, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail*

**Art. 2.** Il peut être travaillé la nuit, pour autant que la nature des travaux ou de l'activité le justifie, dans les cas suivants :

- 1° pour l'exécution de travaux organisés en équipes successives;
- 2° pour des travaux pour lesquels une permanence est jugée nécessaire;
- 3° dans les entreprises où les matières mises en oeuvre sont susceptibles d'altération rapide.



HOOFDSTUK III. — *Procédure van invoeren van een arbeidsregeling met nachtprestaties ter uitvoering van artikel 38, § 6, van de arbeidswet van 16 maart 1971*

**Art. 3.** De in artikel 1 bedoelde instellingen die de arbeidsregelingen met nachtprestaties op de datum van de inwerkingtreding van de wet van 17 februari 1997 betreffende de nachtarbeid werkelijk toepassen, worden geacht deze regelingen geldig op die datum ingevoerd te hebben.

**Art. 4.** In de in artikel 1 vermelde instellingen maken de bepalingen die een arbeidsregeling wijzigen of regelen welke nachtprestaties bevat na de datum van inwerkingtreding van de wet van 17 februari 1997 betreffende de nachtarbeid, van rechtswege wezenlijk deel uit van het arbeidsreglement zodra de bevoegde overheid ze uitgevaardigd heeft. Nochtans moet er over de bepalingen die niet aan onderhandeling of overleg onderworpen zijn krachtens de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, vooraf overlegd zijn in de zin van diezelfde wet.

Dit artikel is niet van toepassing op de autonome overheidsbedrijven die beoogd worden door de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

**Art. 5.** Dit besluit heeft uitvoering met ingang van 8 april 1998.

**Art. 6.** Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 16 april 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

De Minister van Ambtenarenzaken,  
A. FLAHAUT

CHAPITRE III. — *Procédure d'introduction d'un régime de travail comportant des prestations de nuit en exécution de l'article 38, § 6, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail*

**Art. 3.** Les établissements visés à l'article 1er qui appliquent réellement des régimes de travail comportant des prestations de nuit à la date d'entrée en vigueur de la loi du 17 février 1997 relative au travail de nuit sont réputés avoir valablement introduit ces régimes à cette date.

**Art. 4.** Dans les établissements visés à l'article 1er, les dispositions introduisant ou modifiant un régime de travail comportant des prestations de nuit après la date d'entrée en vigueur de la loi du 17 février 1997 relative au travail de nuit font de plein droit partie intégrante du règlement de travail dès que l'autorité compétente les a prises. Toutefois, les dispositions qui ne sont pas soumises à une négociation ou à une concertation en vertu de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités doivent préalablement faire l'objet d'une concertation au sens même de cette même loi.

Le présent article n'est pas applicable aux entreprises publiques autonomes visées par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets le 8 avril 1998.

**Art. 6.** Nos Ministres et Nos Secrétaires d'État sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 16 avril 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

Le Ministre de la Fonction publique,  
A. FLAHAUT

N. 98 — 1100

[S - C - 98/02055]

**16 APRIL 1998.** — **Koninklijk besluit betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, ten gunste van de personeelsleden van diverse openbare instellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, inzonderheid op artikel 1, vervangen bij de wet van 20 december 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 juni 1970 betreffende de schadevergoeding, ten gunste van de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 juni 1971, 13 juli 1971, 29 mei 1972, 15 juli 1972, 17 oktober 1972, 13 juni 1975, 29 maart 1976, 18 juni 1976, 25 maart 1977, 8 april 1977, 2 juni 1977, 8 december 1977, 30 december 1977, 21 augustus 1980, 9 juni 1981, 16 december 1981, 26 mei 1982, 2 maart 1984, 14 juli 1987, 13 augustus 1990, 18 september 1992, 14 mei 1993, 2 juni 1993, 13 december 1993, 15 april 1994, 13 maart 1995, 25 oktober 1995 en 24 september 1997;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 augustus 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 5 november 1997;

Gelet op het protocol nr. 98/4 van 19 maart 1998 van het Gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989;

F. 98 — 1100

[S - C - 98/02055]

**16 AVRIL 1998.** — **Arrêté royal relatif à la réparation des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail, en faveur des membres du personnel de divers organismes publics dépendant de la Région de Bruxelles-Capitale**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, notamment l'article 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 20 décembre 1995;

Vu l'arrêté royal du 12 juin 1970 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel des organismes d'intérêt public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail, notamment l'article 2, modifié par les arrêtés royaux des 9 juin 1971, 13 juillet 1971, 29 mai 1972, 15 juillet 1972, 17 octobre 1972, 13 juin 1975, 29 mars 1976, 18 juin 1976, 25 mars 1977, 8 avril 1977, 2 juin 1977, 8 décembre 1977, 30 décembre 1977, 21 août 1980, 9 juin 1981, 16 décembre 1981, 26 mai 1982, 2 mars 1984, 14 juillet 1987, 13 août 1990, 18 septembre 1992, 14 mai 1993, 2 juin 1993, 13 décembre 1993, 15 avril 1994, 13 mars 1995, 25 octobre 1995 et 24 septembre 1997;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 août 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 5 novembre 1997;

Vu le protocole n°98/4 du 19 mars 1998 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid die gemotiveerd wordt door het feit dat de rechten van de ambtenaren van de openbare instellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dienen te worden gevrijwaard en dat de wet van 3 juli 1967 op de schadevergoeding voor arbeidsongevallen en beroepsziekten in de overheidssector zo spoedig mogelijk op hen moet worden toegepast;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 juni 1970 betreffende de schadevergoeding, ten gunste van de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 juni 1971, 13 juli 1971, 29 mei 1972, 15 juli 1972, 17 oktober 1972, 13 juni 1975, 29 maart 1976, 18 juni 1976, 25 maart 1977, 8 april 1977, 2 juni 1977, 8 december 1977, 30 december 1977, 21 augustus 1980, 9 juni 1981, 16 december 1981, 26 mei 1982, 2 maart 1984, 14 juli 1987, 13 augustus 1990, 18 september 1992, 14 mei 1993, 2 juni 1993, 13 december 1993, 15 april 1994, 13 maart 1995, 25 oktober 1995 en 24 september 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1°) in punt 7°, worden de woorden "en de N.V. Zeekanaal en Haveninrichtingen van Brussel" geschrapt;

2°) punt 11° wordt geschrapt;

3°) het artikel wordt aangevuld met de volgende punten:

« 47° het Centrum voor Informatica voor het Brussels Gewest;

48° het Brussels Instituut voor Milieubeheer;

49° het Gewestelijk Agentschap voor netheid;

50° de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp;

51° de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij;

52° de Brusselse Gewestelijke Dienst voor arbeidsbemiddeling;

53° de Gewestelijke vennootschap van de haven van Brussel. »

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 3.** Onze Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 16 april 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,  
A. FLAHAUT

Vu l'urgence motivée par la circonstance qu'il y a lieu de préserver les droits des agents des organismes publics de la Région de Bruxelles-Capitale et de leur rendre applicable la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public dans les délais les plus brefs;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 12 juin 1970 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel des organismes d'intérêt public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail, modifié par les arrêtés royaux des 9 juin 1971, 13 juillet 1971, 29 mai 1972, 15 juillet 1972, 17 octobre 1972, 13 juin 1975, 29 mars 1976, 18 juin 1976, 25 mars 1977, 8 avril 1977, 2 juin 1977, 8 décembre 1977, 30 décembre 1977, 21 août 1980, 9 juin 1981, 16 décembre 1981, 26 mai 1982, 2 mars 1984, 14 juillet 1987, 13 août 1990, 18 septembre 1992, 14 mai 1993, 2 juin 1993, 13 décembre 1993, 15 avril 1994, 13 mars 1995, 25 octobre 1995 et 24 septembre 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1°) "dans le point 7°, les mots "et la S.A. du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles" sont supprimés;

2°) le point 11° est supprimé;

3°) l'article est complété par les points suivants :

« 47° le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise;

48° l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement;

49° l'Agence régionale pour la propreté;

50° le Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale;

51° la Société du logement de la Région bruxelloise;

52° l'Office régional bruxellois de l'Emploi;

53° la Société régionale du Port de Bruxelles. »

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 16 avril 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,  
A. FLAHAUT

N. 98 — 1101

[98/02052]

**8 APRIL 1998.** — Ministerieel besluit tot wijziging van: 1° het ministerieel besluit van 14 juli 1997 tot aanwijzing of erkenning van de assessoren en van de plaatsvervangende assessoren in, en tot aanwijzing van de griffiers-rapporteurs en van de plaatsvervangende griffiers-rapporteurs bij de Interdepartementale Raad van Beroep; 2° het ministerieel besluit van 14 juli 1997 betreffende de samenstelling van de Commissie voor beroep inzake verlof, beschikbaarheid en afwezigheid

De Minister van Ambtenarenzaken,

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 84, §§ 1, 4 en 5, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969, 1 augustus 1975, 21 januari 1987, 12 november 1990, 21 november 1991, 4 maart 1993, bij de wet van 22 juli 1993 en bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verlopen toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, inzonderheid op artikel 2bis, § 1, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 november 1981 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 augustus 1987 en bij de wet van 22 juli 1993;

F. 98 — 1101

[98/02052]

**8 AVRIL 1998.** — Arrêté ministériel modifiant : 1° l'arrêté ministériel du 14 juillet 1997 désignant ou agréant les assesseurs et les assesseurs suppléants, et désignant les greffiers-rapporteurs et les greffiers-rapporteurs suppléants pour la Chambre de Recours interdépartementale; 2° l'arrêté ministériel du 14 juillet 1997 relatif à la composition de la Commission des recours en matière de congés, de disponibilité et d'absences

Le Ministre de la Fonction publique,

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 84, §§ 1er, 4 et 5, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969, 1er août 1975, 21 janvier 1987, 12 novembre 1990, 21 novembre 1991, 4 mars 1993, par la loi du 22 juillet 1993 et par l'arrêté royal du 31 mars 1995;

Vu l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenue personnelle, notamment l'article 2bis, § 1er, inséré par l'arrêté royal du 16 novembre 1981 et modifié par l'arrêté royal du 26 août 1987 et par la loi du 22 juillet 1993;

Gelet op het ministerieel besluit van 14 juli 1997 tot aanwijzing of erkenning van de assessoren en van de plaatsvervangende assessoren in, en tot aanwijzing van de griffiers-rapporteurs en van de plaatsvervangende griffiers-rapporteurs bij de Interdepartementale Raad van Beroep;

Gelet op het ministerieel besluit van 14 juli 1997 betreffende de samenstelling van de Commissie voor beroep inzake verlof, beschikbaarheid en afwezigheid, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 19 september 1997,

Besluit :

**Artikel 1.** De artikelen 5 en 6 van het ministerieel besluit van 14 juli 1997 tot aanwijzing of erkenning van de assessoren en van de plaatsvervangende assessoren in, en tot aanwijzing van de griffiers-rapporteurs en van de plaatsvervangende griffiers-rapporteurs bij de Interdepartementale Raad van Beroep worden vervangen door de volgende bepalingen :

"Art. 5. Zijn respectievelijk aangewezen tot griffier-rapporteur en plaatsvervangende griffier-rapporteur bij de Nederlandstalige afdeling van de Interdepartementale Raad van Beroep, de heren Frank Borrenbergen en Theo Straetmans, beiden adjunct-adviseur bij het Ministerie van Ambtenarenzaken.

Art. 6. Zijn respectievelijk aangewezen tot griffier-rapporteur en plaatsvervangende griffier-rapporteur bij de Franstalige afdeling van de Interdepartementale Raad van Beroep, de heer Robert Franckson, adjunct-adviseur en Mevr. Sylvette Biérel, bestuurschef, beiden bij het Ministerie van Ambtenarenzaken."

**Art. 2.** Artikel 8 van het ministerieel besluit van 14 juli 1997 betreffende de samenstelling van de Commissie voor beroep inzake verlof, beschikbaarheid en afwezigheid wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 8. Worden respectievelijk aangewezen tot secretaris en plaatsvervangende secretaris bij de Nederlandstalige afdeling van de Commissie, de heren Frank Borrenbergen en Theo Straetmans, beiden adjunct-adviseur bij het Ministerie van Ambtenarenzaken."

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 1998.

Brussel, 8 april 1998.

A. FLAHAUT

Vu l'arrêté ministériel du 14 juillet 1997 désignant ou agréant les assesseurs et les assesseurs suppléants, et désignant les greffiers-rapporteurs et les greffiers-rapporteurs suppléants pour la Chambre de Recours interdépartementale;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juillet 1997 relatif à la composition de la Commission des recours en matière de congés, de disponibilité et d'absences, modifié par l'arrêté ministériel du 19 septembre 1997,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les articles 5 et 6 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1997 désignant ou agréant les assesseurs et les assesseurs suppléants, et désignant les greffiers-rapporteurs et les greffiers-rapporteurs suppléants pour la Chambre de Recours interdépartementale sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Art. 5. Sont respectivement désignés en qualité de greffier-rapporteur et de greffier-rapporteur suppléant à la section d'expression néerlandaise de la Chambre de Recours interdépartementale, MM. Frank Borrenbergen et Theo Straetmans, tous deux conseiller adjoint au Ministère de la Fonction publique.

Art. 6. Sont respectivement désignés en qualité de greffier-rapporteur et de greffier-rapporteur suppléant à la section d'expression française de la Chambre de Recours interdépartementale, M. Robert Franckson, conseiller adjoint et Mme Sylvette Biérel, chef administratif, tous deux au Ministère de la Fonction publique."

**Art. 2.** L'article 8 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1997 relatif à la composition de la Commission des recours en matière de congés, de disponibilité et d'absences est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 8. Sont respectivement désignés en qualité de secrétaire et de secrétaire suppléant auprès de la section néerlandaise de la Commission, MM. Frank Borrenbergen et Theo Straetmans, tous deux conseiller adjoint au Ministère de la Fonction publique."

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er mars 1998.

Bruxelles, le 8 avril 1998.

A. FLAHAUT

## GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

#### MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 1102

[C - 98/35447]

**24 MAART 1998.** — Besluit van de Vlaamse regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 8 juli 1997 betreffende de omvang van de voortgezette lerarenopleidingen in de hogescholen van de Vlaamse Gemeenschap

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 13 juli 1994 betreffende de hogescholen in de Vlaamse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 40ter, ingevoegd bij het decreet van 16 april 1996;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 8 juli 1997 betreffende de omvang van de voortgezette lerarenopleidingen in de hogescholen van de Vlaamse Gemeenschap;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 30 januari 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Vlaamse regering, op 3 februari 1998, betreffende de aanvraag om advies bij de Raad van State binnen een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 10 maart 1998 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In het besluit van de Vlaamse regering van 8 juli 1997 betreffende de omvang van de voortgezette lerarenopleidingen in de hogescholen van de Vlaamse Gemeenschap wordt een artikel *1bis* toegevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. *1bis*. In afwijking van artikel 1, 2°, is voor het academiejaar 1996-1997 de minimumomvang van de voortgezette lerarenopleiding lager onderwijs voor kleuteronderwijzers(essen) gelijk aan 60 studiepunten. »

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde besluit wordt het woord "1997" vervangen door het woord "1996".

**Art. 3.** De Vlaamse minister, bevoegd voor het onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 maart 1998.

De minister-president van de Vlaamse regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

—————  
TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 98 — 1102

[C - 98/35447]

**24 MARS 1998. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 juillet 1997 relatif au volume des formations continues des enseignants dans les instituts supérieurs en Communauté flamande**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 13 juillet 1994 relatif aux instituts supérieurs en Communauté flamande, notamment l'article 40ter inséré par le décret du 16 avril 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 juillet 1997 relatif au volume des formations continues des enseignants dans les instituts supérieurs en Communauté flamande;

Vu l'accord du Ministre flamand compétent pour le budget, donné le 30 janvier 1998;

Vu la délibération du Gouvernement flamand du 3 février 1998, relative à la demande d'avis auprès du Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 10 mars 1998, en application de l'article 84, premier alinéa, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 juillet 1997 relatif au volume des formations continues des enseignants dans les instituts supérieurs en Communauté flamande, il est inséré un article *1bis*, libellé comme suit :

« Art *1bis*. Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, 2°, le volume minimum de la formation continue des enseignants "enseignement primaire" pour instituteurs(trices) préscolaires est égal à 60 unités d'études pour l'année académique 1996-1997. »

**Art. 2.** A l'article 2 du même arrêté, le mot "1997" est remplacé par le mot "1996".

**Art. 3.** Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 mars 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

---

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

—————  
MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 1103

[S - C - 98/27278]

**2 AVRIL 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux modalités de perception des amendes administratives applicables en vertu de l'article 48 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment l'article 48;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 décembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 décembre 1997;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne est désigné pour recevoir un exemplaire des procès-verbaux visés à l'article 6 de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales telle que visée par l'article 48 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets pour être applicable aux infractions visées par cette disposition.

Ce même fonctionnaire ou, lorsque celui-ci est empêché, le fonctionnaire titulaire d'un grade au moins de rang A3 qui le remplace, est désigné pour infliger l'amende administrative visée à l'article 4 de la loi visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 2.** L'amende administrative doit être acquittée dans le délai de trois mois à compter du jour de la notification de la décision infligeant l'amende administrative.

**Art. 3.** L'amende administrative est acquittée par versement ou virement au compte du Ministère de la Région wallonne - Division de la Trésorerie - au moyen des formules jointes à la décision infligeant l'amende administrative.

**Art. 4.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 avril 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 1103

[S - C - 98/27278]

**2. APRIL 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Modalitäten der Erhebung der administrativen Geldstrafen, die aufgrund des Artikels 48 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle zur Anwendung kommen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere des Artikels 48;

Aufgrund des am 3. Dezember 1997 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 24. Dezember 1997 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

**Artikel 1** - Der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region wird dafür bestimmt, ein Exemplar der Protokolle zu erhalten im Sinne des Artikels 6 des Gesetzes vom 30. Juni 1971 über die administrativen Geldstrafen, die im Falle der Übertretung gewisser Sozialgesetze zur Anwendung kommen, so wie es in Artikel 48 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnt wird, um auf die von dieser Bestimmung betroffenen Übertretungen Anwendung zu finden.

Derselbe Beamte oder, falls dieser verhindert ist, der ihn ersetzende Beamte, der mindestens den Rang A3 einnimmt, wird für die Auferlegung der in Artikel 4 des in Absatz 1 erwähnten Gesetzes angeführten administrativen Geldstrafe bestimmt.

**Art. 2** - Die administrative Geldstrafe muß innerhalb von drei Monaten ab dem Tag der Zustellung des Beschlusses zur Erhebung der administrativen Geldstrafe gezahlt werden.

**Art. 3** - Die administrative Geldstrafe wird per Einzahlung oder Überweisung auf das Konto des Ministeriums der Wallonischen Region - Abteilung Finanzverwaltung - mittels der dem Beschluß zur Auferlegung der administrativen Geldstrafe beigefügten Formulare gezahlt.

**Art. 4** - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. April 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 1103

[S - C - 98/27278]

**2 APRIL 1998. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de wijze van inning van de administratieve geldboeten die opgelegd worden krachtens artikel 48 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op artikel 48;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 december 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 24 december 1997;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

**Artikel 1.** Een exemplaar van de processen-verbaal waarvan sprake in artikel 6 van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten, zoals bedoeld in artikel 48 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, moet aan de directeur-generaal van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest worden overgemaakt in het kader van de bestraffing van de in bovenvermelde beschikking bedoelde inbreuken.

Dezelfde ambtenaar wordt aangewezen om de administratieve geldboete op te leggen waarvan sprake in artikel 4 van de in het eerste lid bedoelde wet. Als hij verhinderd is, wordt hij vervangen door een ambtenaar van minstens rang A3.

**Art. 2.** De administratieve geldboete moet worden betaald binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de betekening van de beslissing waarbij ze werd opgelegd.

**Art. 3.** Het bedrag van de administratieve geldboete moet gestort of overgeschreven worden op de rekening van het Ministerie van het Waalse Gewest - Afdeling Thesaurie - d.m.v. het formulier dat bij de beslissing gaat.

**Art. 4.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 april 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN



F. 98 — 1104

[S - C - 98/27279]

**2 AVRIL 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon  
allouant une indemnité kilométrique aux représentants du Gouvernement wallon  
au sein des agences immobilières sociales**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, notamment l'article 87;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 1998 modifiant l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juillet 1993 portant création des agences immobilières sociales, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 mars 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'une participation régulière de représentants de la Région aux réunions des organes de gestion des agences immobilières sociales;

Considérant qu'il convient de permettre sans délais aux représentants de la Région dans les agences immobilières sociales de percevoir des indemnités kilométriques;

Sur proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Une indemnité kilométrique est accordée à chaque représentant du Gouvernement wallon au sein des agences immobilières sociales pour chaque participation aux réunions des organes de gestion au sein de celles-ci. Ils sont autorisés à utiliser leur voiture personnelle dans les conditions énoncées à l'article 13 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

**Art. 2.** En dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, l'indemnité kilométrique n'est accordée aux fonctionnaires du Ministère de la Région wallonne, du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports et des pararégonaux que pour autant que les réunions visées aient lieu en dehors des heures de service et en sus des prestations normales.

**Art. 3.** Les déclarations de créances sont établies et transmises à l'administration suivant les modalités fixées par le Ministre.

**Art. 4.** Les dépenses visées à l'article 1<sup>er</sup> sont imputées à charge de l'article 12.02 du programme 4 de la division organique 15 du budget de la Région wallonne pour l'année 1998.

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1998.  
Namur, le 2 avril 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Économie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

D. 98 — 1104

[S - C - 98/27279]

**2. APRIL 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung  
zur Gewährung einer Kilometerentschädigung an die Vertreter der Wallonischen Regierung  
innerhalb der Agenturen für soziale Wohnungen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988, insbesondere des Artikels 87;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung in Sachen Fahrtkosten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Juli 1993 zur Errichtung von Agenturen für soziale Wohnungen, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 1996;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996;

Aufgrund des am 13. März 1998 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß eine regelmäßige Teilnahme der Vertreter der Region an den Versammlungen der Geschäftsführungsorgane der Agenturen für soziale Wohnungen notwendig ist;

In Erwägung der Notwendigkeit, den Vertretern der Region in den Agenturen für soziale Wohnungen die Möglichkeit zu geben, Kilometerentschädigungen zu erhalten;

Auf Vorschlag des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Beschließt:

**Artikel 1** - Es wird jedem Vertreter der Wallonischen Regierung innerhalb der Agenturen für soziale Wohnungen für jede Teilnahme an den Versammlungen ihrer Geschäftsführungsorgane eine Kilometerentschädigung gewährt. Es wird ihnen erlaubt, unter den in Artikel 13 des Königlichen Erlasses vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung in Sachen Fahrtkosten erwähnten Bedingungen ihren Privatwagen zu benutzen.

**Art. 2** - In Abweichung von Artikel 1 wird die Kilometerentschädigung den Beamten des Ministeriums der Wallonischen Region, des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen oder der pararegionalen Einrichtungen nur dann gewährt, wenn die erwähnten Versammlungen außerhalb der Dienststunden und zusätzlich zu den normalen Dienstleistungen stattfinden.

**Art. 3** - Die Forderungsmeldungen werden nach den vom Minister festgelegten Modalitäten aufgestellt und der Verwaltung übermittelt.

**Art. 4** - Die in Artikel 1 erwähnten Ausgaben gehen zu Lasten von Artikel 12.02 des Programms 4 des Organisationsbereichs 15 des Haushalts der Wallonischen Region für 1998.

**Art. 5** - Der vorliegende Erlaß wird am 1. Januar 1998 wirksam.  
Namur, den 2. April 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX

## VERTALING

N. 98 — 1104

[S - C - 98/27279]

**2 APRIL 1998. — Besluit van de Waalse Regering  
tot toekenning van een kilometervergoeding aan de vertegenwoordigers van de Waalse Regering  
binnen de agentschappen voor sociale huisvesting**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 87;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 1998 tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 juli 1993 tot oprichting van agentschappen voor sociale huisvesting, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 maart 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de vertegenwoordigers van het Gewest regelmatig vergaderingen van de beheersorganen van de agentschappen voor sociale huisvesting moeten bijwonen;

Overwegende dat zo spoedig mogelijk een kilometervergoeding moet worden verleend aan de vertegenwoordigers van het Gewest binnen de agentschappen voor sociale huisvesting;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

**Artikel 1.** Er wordt een kilometervergoeding verleend aan de vertegenwoordigers van de Waalse Regering binnen de agentschappen voor sociale huisvesting telkens als ze een vergadering van de beheersorganen binnen deze agentschappen bijwonen. Ze mogen gebruik maken van hun eigen wagen onder de voorwaarden bedoeld in artikel 13 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

**Art. 2.** In afwijking van artikel 1 genieten de ambtenaren van het Ministerie van het Waalse Gewest, het Ministerie van Uitrustingen en Vervoer en de pararegionale instellingen de kilometervergoeding slechts voor vergaderingen buiten de diensturen en bovenop de gewone dienstverstrekkings.

**Art. 3.** De aangiften van schuldvorderingen moeten opgemaakt worden en bij het bestuur ingediend worden volgens de door de Minister bepaalde regels.

**Art. 4.** De in artikel 1 bedoelde uitgaven worden aangerekend op artikel 12.02 van programma 04, organisatie-afdeling 15, van de begroting van het Waalse Gewest voor het jaar 1998.

**Art. 5.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1998.

Namen, 2 april 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON  
De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

[S - C - 98/15070]

**23 MAART 1998. — Koninklijk besluit  
houdende de benoeming van Adviseurs  
voor de Buitenlandse Handel**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 11 april 1984 houdende statuut van de Adviseurs voor de Buitenlandse Handel, gewijzigd door het koninklijk besluit van 4 juni 1997;

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,  
DU COMMERCE EXTERIEUR  
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

[S - C - 98/15070]

**23 MARS 1998. — Arrêté royal  
portant nomination de Conseillers  
du Commerce extérieur**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 11 avril 1984 portant statut des Conseillers du Commerce extérieur, modifié par l'arrêté royal du 4 juin 1997;



Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Worden benoemd tot Adviseur voor de Buitenlandse Handel de personen waarvan de naam volgt :

De heer ARIFIN, Egon, president director van P.T. Arya Sada Perkasa te Jakarta, Indonesië.

De heer BADOUX, Alain, general manager van General Power Controls Pty. Ltd. te Sydney, Australië.

De heer BAMBANG SATRYA, Donald, president director van P.T. Quasa Andhika te Jakarta, Indonesië.

De heer BASSIL, François, voorzitter, directeur-generaal van de N.V. Byblos Bank te Beiroet, Libanon.

De heer BAUDON, André, chairman of the board and chief executive Officer van Socfin US. Inc. te New York, Verenigde Staten van Amerika.

De heer BAUWENS, Jan, directeur internationale betrekkingen van de N.V. Nafinco te Genève, Zwitserland.

De heer BEERTEN, Roger, voorzitter van de raad van beheer van de N.V. Sociedade de Engenharia Construções e representações te Lissabon, Portugal.

De heer BLUMENTHAL, Michel, directeur-generaal voor Europa, Afrika en Midden Oosten van de N.V. FMC Europe.

De heer BOMHALS, Willy, commercieel adviseur van de N.V. ME Construct.

De heer BOURSUIT, Jean, head representative in Turkey van de N.V. Generale Bank te Istanbul, Turkije.

De heer BRUYNINCKX, Joseph, executive director van AMI Zambia Ltd. te Lusaka, Zambia.

De heer CASIER, Dominique, hoofdvertegenwoordiger van de N.V. Generale Bank te Beijing, Volksrepubliek China.

De heer CATRY, Albert, zaakvoerder van de B.V.B.A. OSU International.

De heer CHANG, Jung Hoon, international vice-president for the Asia Pacific region van de N.V. Janssen Korea Limited te Seoel, Republiek Korea.

De heer CHUA, Rogelio, chief executive officer van de Commercial International Bank te Pasig City, Filippijnen.

De heer CLAESSENS, Thierry, afgevaardigd bestuurder, voorzitter van het directiecomité van de B.V.B.A. Banque commerciale du Congo te Kinshasa, Democratische republiek Congo.

De heer CLOSET, Michel, zaakvoerder van de B.V.B.A. MC Food Service.

De heer CROCHON, Jules, directeur van de V.Z.W. Fabrimetal te Johannesburg, Zuid-Afrika.

De heer CROUSE, André, marketing manager van het gemeentebezuur te Port Elizabeth, Zuid-Afrika.

De heer CRUYSBERGHS, Rudiger, afgevaardigd bestuurder van de N.V. Stabilpress International en van de N.V. Tranito.

De heer DAMSEAUX, William, voorzitter, directeur-generaal van de B.V.B.A. Orgaman te Kinshasa, Democratische republiek Congo.

De heer DE BLEECKER, Laurent, bestuurder van de N.V. Laurent.

De heer DE JAEGERE, Alain, leaf accounts executive van Zimbabwe Leaf tobacco company PTY Ltd. te Harare, Zimbabwe.

De heer DE KESEL, Herman, vennoot van Tasa International te Palo Alto, Verenigde Staten van Amerika.

De heer DEKKERS, Edward, voorzitter van Dekkers International Inc. te New York, Verenigde Staten van Amerika.

De heer DE KNOOP, Michel, afgevaardigd bestuurder van Union de Banques Congolaises S.A.R.L. te Kinshasa, Democratische republiek Congo.

De heer DELVAUX, Luc, directeur-generaal van het internationaal departement van de N.V. Generale Bank.

De heer de NIL, Etienne, general manager for United Kingdom and Ireland van de N.V. Sabena te Londen, Groot-Brittannië.

De heer DE PATOUL, Dominique, vice president communications van de N.V. Sabena.

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sont nommés Conseiller du Commerce extérieur les personnes dont le nom suit :

M. ARIFIN, Egon, president director de P.T. Arya Sada Perkasa à Jakarta, Indonésie.

M. BADOUX, Alain, general manager de General Power Controls Pty. Ltd. à Sydney, Australie.

M. BAMBANG SATRYA, Donald, president director de P.T. Quasa Andhika à Jakarta, Indonésie.

M. BASSIL, François, président, directeur général de la S.A. Byblos Bank à Beyrouth, Liban.

M. BAUDON, André, chairman of the board and chief executive officer de Socfin US. Inc. à New York, Etats-Unis d'Amérique.

M. BAUWENS, Jan, directeur relations internationales de la S.A. Nafinco à Genève, Suisse.

M. BEERTEN, Roger, président du conseil d'administration de la S.A. Sociedade de Engenharia Construções e representações à Lisbonne, Portugal.

M. BLUMENTHAL, Michel, directeur général pour l'Europe, l'Afrique et le Moyen Orient de la S.A. FMC Europe.

M. BOMHALS, Willy, conseiller commercial de la S.A. ME Construct.

M. BOURSUIT, Jean, head representative in Turkey de la S.A. Générale de Banque à Istanbul, Turquie.

M. BRUYNINCKX, Joseph, executive director de AMI Zambia Ltd. à Lusaka, Zambie.

M. CASIER, Dominique, représentant en chef de la S.A. Générale de Banque à Beijing, République Populaire de Chine.

M. CATRY, Albert, gérant de la S.P.R.L. OSU International.

M. CHANG, Jung Hoon, international vice-president for the Asia Pacific région de la S.A. Janssen Korea Limited à Séoul, République de Corée.

M. CHUA, Rogelio, chief executive officer de la Commercial International Bank à Pasig City, Philippines.

M. CLAESSENS, Thierry, administrateur délégué, président du comité de direction de la S.P.R.L. Banque commerciale du Congo à Kinshasa, République démocratique du Congo.

M. CLOSET, Michel, gérant de la S.P.R.L. MC Food Service.

M. CROCHON, Jules, directeur de l'A.S.B.L. Fabrimetal à Johannesburg, Afrique du Sud.

M. CROUSE, André, marketing manager de l'administration communale à Port Elizabeth, Afrique du Sud.

M. CRUYSBERGHS, Rudiger, administrateur délégué de la S.A. Stabilpress International et de la S.A. Tranito.

M. DAMSEAUX, William, président, directeur général de la S.P.R.L. Orgaman à Kinshasa, République démocratique du Congo.

M. DE BLEECKER, Laurent, administrateur de la S.A. Laurent.

M. DE JAEGERE, Alain, leaf accounts executive de la Zimbabwe Leaf tobacco company PTY Ltd. à Harare, Zimbabwe.

M. DE KESEL, Herman, associé de Tasa International à Palo Alto, Etats-Unis d'Amérique.

M. DEKKERS, Edward, président de Dekkers International Inc. à New York, Etats-Unis d'Amérique.

M. DE KNOOP, Michel, administrateur délégué de l'Union de Banques Congolaises S.A.R.L. à Kinshasa, République démocratique du Congo.

M. DELVAUX, Luc, directeur général du département international de la S.A. Générale de Banque.

M. de NIL, Etienne, general manager for United Kingdom and Ireland de la S.A. Sabena à Londres, Grande Bretagne.

M. DE PATOUL, Dominique, vice-président communications de la S.A. Sabena.

De heer DERSIN, Pierre, afdelingshoofd van de N.V. Gec-Alsthom Transport te Parijs, Frankrijk.

De heer DEXTERS, Jean-Pierre, chief representative officer van de N.V. Bank Brussel Lambert te Sandton, Zuid-Afrika.

De heer DE POTTER, Pierre, manager van de N.V. BMS Micro-Nutrients.

De heer D'HONDT, Edwin, afgevaardigd bestuurder van de N.V. Asseurop.

De heer DIERCKXSENS, Frederik, directeur-generaal van S.G.M.C. (Group) Co. Limited te Bangkok, Thailand.

De heer DIERICK, Tony, zaakvoerder van de C.V.B.A. Dierick & Partners.

De heer DIEUSAERT, Antoon, afgevaardigd bestuurder van de N.V. BASF Antwerpen.

De heer DRUOT, Roland, directeur van het agentschap van de N.V. ASLK, voorzitter van de Belgisch-Luxemburgse Kamer van Koophandel in Catalonië te Barcelona, Spanje.

De heer ELIO, Alvaro, directeur-generaal van de N.V. Generale Bank te Madrid, Spanje.

De heer DUPONT, André, directeur-generaal van de N.V. Istanbul Mümessillik te Istanbul, Turkije.

De heer ERGO, Pascal, afgevaardigd bestuurder van de B.V.B.A. West Export Import Company te Bratislava, Slowakije.

De heer EVRARD, Michel, advocaat van het Hof van Parijs te Parijs, Frankrijk.

De heer FABRY, Christian, bestuurder van de B.V.B.A. Seibex te Sion, Zwitserland.

De heer FLAMMANG, Benoît, voorzitter van BenInvest Corporation en onder-voorzitter van de Belgisch-Amerikaanse Kamer van Koophandel in de Verenigde Staten te New York, Verenigde Staten van Amerika.

De heer FLAMME, Robert, managing director van Hamon-B. Grimm Ltd. te Bangkok, Thailand.

De heer FONTAINE, Christian, onder-voorzitter van de raad van beheer van de N.V. Acec Argentina te Buenos Aires, Argentinië.

De heer FOUREZ, Gaëtan, zaakvoerder van de B.V.B.A. FZ Invest.

De heer FREROTTE, Paul, voorzitter van de raad van beheer en hoofd van de directie van de N.V. Redma Associés Limitée te Sainte-Adèle, Canada.

De heer FUGLESANG, Hans Peter, directeur van Fuglesang Limited AS te Oslo, Noorwegen.

De heer GENTON, Paul, managing director van Airport Council International Fund te Genève, Zwitserland.

De heer GESANG, Mauricio, voorzitter van de N.V. Bogeco, van de N.V. Cockerill Mechanical Industries Argentina en ondervoorzitter van de N.V. Transurb Argentina te Buenos Aires, Argentinië.

De heer GJBELS, Pierre, erevoorzitter van de N.V. Produits d'Usines Métallurgiques te Reims, Frankrijk.

De heer GHEYSEN, Georges, verkoopdirecteur van de B.V.B.A. Gheysen Textiler te Kopenhagen, Denemarken.

De heer GLORIEUX, André, consultant te Sainte-Adèle, Canada.

De heer HEMMELER, Daniel, lid van het directiecomité van de N.V. Cantrade, Ormond, Burrus te Genève, Zwitserland.

De heer HOFFMANN, Georges, vennoot van Smith, Gambrell & Russell L.L.C. te Atlanta, Verenigde Staten van Amerika.

De heer HOFKENS, Willy, afdelingsdirecteur van de N.V. Kredietbank te Hong Kong, Volksrepubliek China.

De heer HORLAI, Patrick, directeur-generaal van de N.V. Generale Bank.

De heer HOYOS, Bernardo, directeur van de B.V.B.A. Hobac te Santa Fe de Bogota, Columbia.

De heer HUYSMANS, Herwig, hoofd van de Internationale afdeling van de N.V. Cera Investment Bank.

Mevrouw JAMOULLE, Catherine, verkoopdirecteur van Chocofolies Inc. te Montreal, Canada.

De heer KABBEDIJK, Wouter, directeur voor Catalonië en de Balearen van de N.V. Sabena te Barcelona, Spanje.

De heer KAPANCI, Cem, voorzitter, directeur-generaal van de N.V. Kapanci Mümessillik-Ticaret te Istanbul, Turkije.

M. DERSIN, Pierre, chef de département de la S.A. Gec-Alsthom Transport à Paris, France.

M. DEXTERS, Jean-Pierre, chief representative officer de la S.A. Banque Bruxelles Lambert à Sandton, Afrique du Sud.

M. DE POTTER, Pierre, manager de la S.A. BMS Micro-Nutrients.

M. D'HONDT, Edwin, administrateur délégué de la S.A. Asseurop.

M. DIERCKXSENS, Frederik, directeur général de S.G.M.C. (Group) Co. Limited à Bangkok, Thaïlande.

M. DIERICK, Tony, gérant de la C.V.B.A. Dierick & Partners.

M. DIEUSAERT, Antoon, administrateur délégué de la S.A. BASF Antwerpen.

M. DRUOT, Roland, directeur du bureau de représentation de la S.A. CGER, président de la Chambre de Commerce belgo-luxembourgeoise en Catalogne à Barcelone, Espagne.

M. ELIO, Alvaro, directeur général de la S.A. Générale de Banque à Madrid, Espagne.

M. DUPONT, André, directeur général de la S.A. Istanbul Mümessillik à Istanbul, Turquie.

M. ERGO, Pascal, administrateur délégué de la S.P.R.L. West Export Import Company à Bratislava, Slovaquie.

M. EVRARD, Michel, avocat à la Cour de Paris à Paris, France.

M. FABRY, Christian, administrateur de la S.P.R.L. Seibex à Sion, Suisse.

M. FLAMMANG, Benoît, président de BenInvest Corporation et vice-président de la Chambre de Commerce belgo-américaine aux Etats-Unis à New York, Etats-Unis d'Amérique.

M. FLAMME, Robert, managing director de Hamon-B. Grimm Ltd. à Bangkok, Thaïlande.

M. FONTAINE, Christian, vice-président du conseil d'administration de la S.A. Acec Argentina à Buenos Aires, Argentine.

M. FOUREZ, Gaëtan, gérant de la S.P.R.L. FZ Invest.

M. FREROTTE, Paul, président du conseil d'administration et chef de la direction de la S.A. Redma Associés Limitée à Sainte-Adèle, Canada.

M. FUGLESANG, Hans Peter, directeur de Fuglesang Limited AS à Oslo, Norvège.

M. GENTON, Paul, managing director du Airport Council International Fund à Genève, Suisse.

M. GESANG, Mauricio, président de la S.A. Bogeco, de la S.A. Cockerill Mechanical Industries Argentina et vice-président de la S.A. Transurb Argentina à Buenos Aires, Argentine.

M. GJBELS, Pierre, président honoraire de la S.A. Produits d'Usines Métallurgiques à Reims, France.

M. GHEYSEN, Georges, directeur de vente de la S.P.R.L. Gheysen Textiler à Copenhague, Danemark.

M. GLORIEUX, André, consultant à Sainte-Adèle, Canada.

M. HEMMELER, Daniel, membre du comité de direction de la S.A. Cantrade, Ormond, Burrus à Genève, Suisse.

M. HOFFMANN, Georges, associé de Smith, Gambrell & Russell L.L.C. à Atlanta, Etats-Unis d'Amérique.

M. HOFKENS, Willy, directeur de département de la S.A. Kredietbank à Hong Kong, République populaire de Chine.

M. HORLAI, Patrick, directeur général de la S.A. Générale de Banque.

M. HOYOS, Bernardo, directeur de la S.P.R.L. Hobac à Santa Fe de Bogota, Colombie.

M. HUYSMANS, Herwig, chef du département international de la S.A. Cera Investment Bank.

Mme JAMOULLE, Catherine, directeur de vente de Chocofolies Inc. à Montréal, Canada.

M. KABBEDIJK, Wouter, directeur pour la Catalogne et les Baléares de la S.A. Sabena à Barcelone, Espagne.

M. KAPANCI, Cem, président, directeur général de la S.A. Kapanci Mümessillik-Ticaret à Istanbul, Turquie.

De heer KESTEMONT, Joseph, regional general manager Asia Pacific van de N.V. Bank Brussels Lambert te Singapore, Singapore.

De heer KIM, Yong Tae, standing advisor van de V.Z.W. Assiport te Seoel, Zuid-Korea.

De heer KONINGS, Pierre, senior vice-president and general manager van de N.V. Kredietbank te New York, Verenigde Staten van Amerika.

Mevrouw KOTELAWALA, Sicille, directeur van de groep Ceylinco te Colombo, Sri Lanka.

De heer KOTSCHOUBEY, Pierre, managing director van G.D.C. Hauliers (Zambia) Ltd. te Lusaka, Zambia.

De heer KWANTEN, Luc, directeur-eigenaar van Big Apple LTC Consulting Inc.

De heer LANDUYT, Georges, ondervoorzitter van de V.Z.W. Intradec.

De heer LETAYF, Joseph, consultant.

De heer LINDEKENS, John, vice-president for North America van de N.V. Sabena te New York, Verenigde Staten van Amerika.

De heer LINTACKER, Marcel, voorzitter van de raad van beheer, directeur-generaal van de N.V. Globe Import & Export te Lima, Peru.

Mevrouw MAEREMANS, Dominique, executive director van de Belgian Luxembourg Chamber of Commerce in Great Britain Inc. te Londen, Groot-Brittannië.

De heer MARTAYAN, Vartan, director presidente van Marimbo S.A. de C.V. en Margall S.A. de C.V. te Santa Tecla, El Salvador.

De heer MISSON, Jean, adviseur van de N.V. Sipef.

De heer MOCQUET, Georges, zaakvoerder van "Georges Mocquet Consultants" te Rijsel, Frankrijk.

De heer MOREL, Christiaan, vice-president van de N.V. Alcatel Alsthom.

De heer MORELLE, Marc, internationaal consultant van de N.V. DGS International.

De heer PEREZ DIEZ, Eladio, voorzitter, directeur-generaal van de N.V. Tractebel Espana te Madrid, Spanje.

De heer PHILIPS, Guy, general manager Far East van de N.V. Sabena te Tokyo, Japan.

De heer PICAVET, Hubert, geschäftsführer van UCB Chemie GmbH te Leuna, Duitsland.

De heer PIERRET, Martin, directeur-generaal van de B.V.B.A. China-Ma Trading & Consultancy.

De heer PONCELET, Charles-Claude, voorzitter West-Henegouwen van de "Club des Exportateurs du Hainaut".

De heer PONTHOT, Marcel, projectleider van Agreuo/Hoechst-Schering GmbH te Frankfurt am Main, Duitsland.

De heer PUHLMANN, Klaus, directeur bij de Dresdner Bank AG te Berlijn, Duitsland.

De heer QUAHEYHAEGENS, John, general manager Asia & Pacific van de N.V. Alcatel Bell.

De heer ROBBE, Marcel, directeur-generaal voor Italië en Malta van de N.V. Sabena te Milaan, Italië.

De heer ROSSEEL, Willy, afgevaardigd bestuurder van de N.V. Indumat.

De heer SAELS, Guy, vennoot-zaakvoerder van de B.V.B.A. Asco te Lubumbashi, Democratische republiek Congo.

De heer SCHINKELS, Etienne, zaakvoerder van de B.V.B.A. Schinkels en Co.

De heer SCHREIBER, Alain, president, chief executive officer van Vical Inc. te San Diego, Verenigde Staten van Amerika.

De heer SERVAIS, Richard, algemeen vertegenwoordiger voor Frankrijk, Spanje en Portugal van de Nationale Maatschappij van de Belgische Spoorwegen te Parijs, Frankrijk.

De heer SERVAIS, Robert, voorzitter van de N.V. Eurolamine Trading International.

De heer STEVERLYNCK, Jo, zaakvoerder van de B.V.B.A. Demias.

De heer STICHELBAUT, Luc, algemeen directeur van de C.V. Indika.

De heer STOCK, William, marketing consultant van de N.V. Dredging International te Quito, Ecuador.

M. KESTEMONT, Joseph, regional general manager Asia Pacific de la S.A. Bank Brussels Lambert à Singapour, Singapour.

M. KIM, Yong Tae, standing advisor de l'A.S.B.L. Assiport à Séoul, Corée du Sud.

M. KONINGS, Pierre, senior vice president and general manager de la S.A. Kredietbank à New York, Etats-Unis d'Amérique.

Mme KOTELAWALA, Sicille, directeur du groupe Ceylinco à Colombo, Sri Lanka.

M. KOTSCHOUBEY, Pierre, managing director du G.D.C. Hauliers (Zambia) Ltd. à Lusaka, Zambie.

M. KWANTEN, Luc, propriétaire-directeur de Big Apple LTC Consulting Inc.

M. LANDUYT, Georges, vice-président de l'A.S.B.L. Intradec.

M. LETAYF, Joseph, consultant.

M. LINDEKENS, John, vice-president for North America de la S.A. Sabena à New York, Etats-Unis d'Amérique.

M. LINTACKER, Marcel, président du conseil d'administration, directeur général de la S.A. Globe Import & Export à Lima, Pérou.

Mme. MAEREMANS, Dominique, executive director de la Belgian Luxembourg Chamber of Commerce in Great Britain Inc. à Londres, Grande-Bretagne.

M. MARTAYAN, Vartan, director presidente de Marimbo S.A. de C.V. et Margall S.A. de C.V. à Santa Tecla, El Salvador.

M. MISSON, Jean, conseiller de la S.A. Sipef.

M. MOCQUET, Georges, dirigeant de "Georges Mocquet Consultants" à Lille, France.

M. MOREL, Christiaan, vice-président de la S.A. Alcatel Alsthom.

M. MORELLE, Marc, consultant international de la S.A. DGS International.

M. PEREZ DIEZ, Eladio, président, directeur général de la S.A. Tractebel Espana à Madrid, Espagne.

M. PHILIPS, Guy, general manager Far East de la S.A. Sabena à Tokyo, Japon.

M. PICAVET, Hubert, geschäftsführer de UCB Chemie GmbH à Leuna, Allemagne.

M. PIERRET, Martin, directeur général de la S.P.R.L. China-Ma Trading & Consultancy.

M. PONCELET, Charles-Claude, président Hainaut Occidental du Club des Exportateurs du Hainaut.

M. PONTHOT, Marcel, chef de projet de Agreuo/Hoechst-Schering GmbH à Francfort sur Main, Allemagne.

M. PUHLMANN, Klaus, directeur à la Dresdner Bank AG à Berlin, Allemagne.

M. QUAHEYHAEGENS, John, general manager Asia & Pacific de la S.A. Alcatel Bell.

M. ROBBE, Marcel, directeur général pour l'Italie et Malte de la S.A. Sabena à Milan, Italie.

M. ROSSEEL, Willy, administrateur délégué de la S.A. Indumat.

M. SAELS, Guy, associé-gérant de la S.P.R.L. Asco à Lubumbashi, République démocratique du Congo.

M. SCHINKELS, Etienne, gérant de la S.P.R.L. "Schinkels en Co".

M. SCHREIBER, Alain, president, chief executive officer de Vical Inc. à San Diego, Etats-Unis d'Amérique.

M. SERVAIS, Richard, représentant général pour la France, l'Espagne et le Portugal de la Société Nationale des Chemins de Fer belges à Paris, France.

M. SERVAIS, Robert, président de la S. A. Eurolamine Trading International.

M. STEVERLYNCK, Jo, gérant de la S.P.R.L. Demias.

M. STICHELBAUT, Luc, directeur général de la S.C. Indika.

M. STOCK, William, marketing consultant de la S.A. Dredging International à Quito, Equateur.

De heer THEYS, Georges, directeur-generaal voor Frankrijk en Italië van de N.V. Solvay te Milaan, Italië.

De heer TOULEMONDE, Jérôme, directeur van het internationaal departement industrie en diensten van de Chambre de Commerce de Lille Métropole te Rijsel, Frankrijk.

De heer TRUJILLO RIOS, Andrés, directeur-generaal van de N.V. Bank Brussel Lambert te Madrid, Spanje.

De heer VAN CROMBRUGGE, Werner, voorzitter van Sagentra Trade Corporation (Pty) Ltd. te Johannesburg, Zuid-Afrika.

De heer VANDENBROELE, Hugo, directeur van de N.V. Agfa Gevaert Argentina te Florencio Varela, Argentinië.

De heer VANDER CRUYSSSEN, Maurits, voorzitter van Pacific Evergreen Industries Ltd. te West Vancouver, Canada.

De heer VANDERGEETEN, Michel, afgevaardigd bestuurder van de N.V. Vandergeeten.

De heer VANDOORNE, Eric, afgevaardigd bestuurder van de N.V. Pardevo.

De heer VAN HAVER, Geert, general manager van China Bekaert Steelcord Company Ltd. te Shanghai, Volksrepubliek China.

De heer VAN HOUTRYVE, Christian, senior vice-president van Dupont-Dalat Corporation in Livermore, Verenigde Staten van Amerika.

De heer VAN KERKHOVE, Gilbert, resident director van de N.V. Gec Alsthom te Shanghai, Volksrepubliek China.

De heer van MARCKE de LUMMEN, Philippe, president, chief executive officer van Tractebel Energy Marketing Inc. te Houston, Verenigde Staten van Amerika.

Mevrouw van PRAET d'AMERLOO, Dominique, bestuurder van de N.V. Cokeries d'Anderlues en van de N.V. Ducarme.

De heer VAN RAFELGHEM, Louis, voorzitter van de Belgian American Association te Gaithersburg, Verenigde Staten van Amerika.

De heer VAN RANSBEECK, Remy, directeur-generaal van de Federatie van Belgische Transporteurs.

De heer VAN SCHENDEL, Eric, directeur-generaal van de B.V.B.A. Exxus te Santa Fe de Bogota, Columbia.

De heer VIN, Jean-Pierre, consultant te Kuala Lumpur, Maleisië.

De heer VINCKE, François, secretaris-generaal van de N.V. Petrofina.

De heer VISEUR, Thierry, regional manager Africa & Asia van de N.V. Sabena.

Baron WAUTERS, Luc, bestuurder van de N.V. Petrofina te Londen, Groot-Brittannië.

De heer WOLF, Jean-Pierre, corporate vice-president van Electro-Test Inc. te Danville, Verenigde Staten van Amerika.

**Art. 2.** De eretitel van Adviseur voor de Buitenlandse Handel wordt toegekend aan de persoon waarvan de naam volgt :

De heer SMETS, Alain, voormalig directeur van de N.V. Sabena.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 4.** Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 maart 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel,  
Ph. MAYSTADT

M. THEYS, Georges, directeur général pour la France et l'Italie de la S.A. Solvay à Milan, Italie.

M. TOULEMONDE, Jérôme, directeur département international - industrie et services de la Chambre de Commerce de Lille Métropole à Lille, France.

M. TRUJILLO RIOS, Andrés, directeur général de la S.A. Banque Bruxelles Lambert à Madrid, Espagne.

M. VAN CROMBRUGGE, Werner, président de Sagentra Trade Corporation (Pty) Ltd. à Johannesburg, Afrique du Sud.

M. VANDENBROELE, Hugo, directeur de la S.A. Agfa Gevaert Argentina à Florencio Varela, Argentine.

M. VANDER CRUYSSSEN, Maurits, président de Pacific Evergreen Industries Ltd. à West Vancouver, Canada.

M. VANDERGEETEN, Michel, administrateur délégué de la S.A. Vandergeeten.

M. VANDOORNE, Eric, administrateur délégué de la S.A. Pardevo.

M. VAN HAVER, Geert, general manager de China Bekaert Steelcord Company Ltd. à Shanghai, République populaire de Chine.

M. VAN HOUTRYVE, Christian, senior vice-president de Dupont-Dalat Corporation à Livermore, Etats-Unis d'Amérique.

M. VAN KERKHOVE, Gilbert, resident director de la S.A. Gec Alsthom à Shanghai, République populaire de Chine.

M. van MARCKE de LUMMEN, Philippe, president, chief executive officer de Tractebel Energy Marketing Inc. à Houston, Etats-Unis d'Amérique.

Mme van PRAET d'AMERLOO, Dominique, administrateur de la S.A. Cokeries d'Anderlues et de la S.A. Ducarme.

M. VAN RAFELGHEM, Louis, président du Belgian American Association à Gaithersburg, Etats-Unis d'Amérique.

M. VAN RANSBEECK, Remy, directeur général de la Fédération des Transporteurs belges.

M. VAN SCHENDEL, Eric, directeur général de la S.P.R.L. Exxus à Santa Fe de Bogota, Colombie.

M. VIN, Jean-Pierre, consultant à Kuala Lumpur, Malaisie.

M. VINCKE, François, secrétaire général de la S.A. Petrofina.

M. VISEUR, Thierry, regional manager Africa & Asia de la S.A. Sabena.

Baron WAUTERS, Luc, administrateur de la S.A. Petrofina à Londres, Grande Bretagne.

M. WOLF, Jean-Pierre, corporate vice-president d'Electro-Test Inc. à Danville, Etats-Unis d'Amérique.

**Art. 2.** Le titre de Conseiller honoraire du Commerce extérieur est conféré à la personne dont le nom suit :

M. SMETS, Alain, ancien directeur de la S.A. Sabena.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 mars 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des Finances et du Commerce extérieur,  
Ph. MAYSTADT

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 98/27275]

**Pouvoirs locaux**

Un arrêté du Conseil d'Etat n° 71.731 du 11 février 1998, Section d'Administration, VIe Chambre, annule l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 déclarant recevable mais non fondé le recours introduit le 23 juillet 1997 par M. Jean-Marie Glibert, agent communal, contre la délibération du 29 mai 1997 du conseil communal de Jemeppe-sur-Sambre lui infligeant la sanction disciplinaire de la démission d'office à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1997.

Un arrêté ministériel du 7 avril 1998 annule les décisions du bureau exécutif de la société coopérative à responsabilité limitée « Intercommunale d'incendie de Liège et environs » prises lors de sa séance du 12 janvier 1998 infligeant une peine disciplinaire d'un jour de suspension avec privation de traitement respectivement à M. Franco Fabbro et à M. Claude Lambert.

Un arrêté ministériel du 8 avril 1998 approuve la modification de l'article 3 des statuts telle qu'adoptée par les associés de la société coopérative « L'Association liégeoise du Gaz », en séance de l'assemblée générale extraordinaire du 16 décembre 1997.

PROVINCE DE LUXEMBOURG. — Un arrêté ministériel du 8 avril 1998 approuve la résolution du 19 février 1998 par laquelle le conseil provincial du Luxembourg adopte, pour l'exercice 1998, la modification budgétaire n° 1 extraordinaire, la deuxième série de modifications budgétaires et les opérations effectuées aux articles 104/121/01-12 et 121/121/01-12.

COURT-SAINT-ETIENNE. — Un arrêté ministériel du 8 avril 1998 déclare recevable mais non fondé le recours introduit par le conseil communal de Court-Saint-Etienne du 17 février 1998 à l'encontre de l'arrêté du 29 janvier 1998 par lequel la députation permanente du conseil provincial du Brabant wallon refuse d'approuver la délibération dudit conseil communal du 18 décembre 1997 ajoutant dans le statut pécuniaire du personnel communal un article supplémentaire au chapitre VIII - Dispositions transitoires, à savoir : « Article 65. A titre personnel et à la date d'entrée du présent statut, les agents titulaires de l'échelle 1.58 se voient affectés l'échelle d'intégration D 9 ».

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

[C - 98/27277]

**2 AVRIL 1998. — Arrêté ministériel relatif à l'expropriation de biens immeubles à Lierneux**

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>, X, 1°;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment l'article 5;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1996 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 3;

Vu les arrêtés ministériels du 3 mars 1995 et du 16 juin 1995 relatifs aux expropriations à réaliser sur le territoire de la commune de Lierneux suivant les indications respectivement des plans n<sup>os</sup> E/651/152.I.0046a et E/651/152.I.0081;

Considérant la décision de Monsieur le Ministre de ne pas poursuivre les expropriations transmise au bourgmestre de Lierneux le 12 septembre 1996,

Arrête :

**Article unique.** Les arrêtés ministériels du 3 mars 1995 et du 16 juin 1995 relatifs aux expropriations à réaliser sur le territoire de la commune de Lierneux suivant les indications respectivement des plans n<sup>os</sup> E/651/152.I.0046a et E/651/152.I.0081 sont abrogés.

Namur, le 2 avril 1998.

M. LEBRUN

[S - C - 98/27276]

**2 AVRIL 1998. — Arrêté ministériel relatif à l'expropriation de biens immeubles à Ohey (Perwez et Haillot)**

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>, X, 1<sup>o</sup>;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment l'article 5;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique, poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1996 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 3;

Vu la loi du 29 juillet 1991 et attendu que le présent arrêté ministériel est motivé :

a) Considérant qu'il est d'utilité publique de moderniser la section de la N698 entre les cumulées 9,375 et 11,380;

b) Considérant que le but de ces expropriations est d'augmenter la sécurité des usagers de la voirie à cet endroit;

c) Considérant que le système d'évacuation des eaux y est déficient;

d) Considérant l'augmentation du trafic à cet endroit,

Arrête :

**Article unique.** Il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession des immeubles nécessaires à la modernisation, par la Région wallonne, de la N698 section Perwez-Haillot sur le territoire de la commune de Ohey figurés par une teinte jaune aux plans n<sup>os</sup> FG9/698/1847/E1A et E2C, ci-annexés, visés par le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports.

En conséquence, la procédure en expropriation des immeubles précités sera poursuivie, conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 et leur occupation en location conformément aux alinéas 2 et suivants de l'article 13 de la loi du 9 août 1955.

Namur, le 2 avril 1998.

M. LEBRUN

**TABLEAU DES EMPRISES**

N° du plan	Cadastré			Lieu-dit	Noms, prénoms, adresse des propriétaires	Nature de la parcelle	Contenance totale			Revenu cadastral	Superficie bâtie à acquérir		
	S <sup>on</sup>	N°	Matrice				ha	a	ca		ha	a	ca
1	B/2	284k	522		SCHMIDT-DORVAL Hans, Josef Roonstrasse 11 5100 Aachen	Maison	00	21	00	-	00	00	06
2	B/2	284l	825		MOYERSON Béatrice épse DE SMET d'OLBECKE rue du Village 8 5352 Ohey DE SMET D'OLBECKE Bri- gitte, épse DE VOGHEL rue de la Vignette 232 1160 Auderghem DE SMET D'OLBECKE Baudoin, époux GOURLEZ de la MOTTE Isabelle rue de l'Égalité 26 1040 Bruxelles DE SMET D'OLBECKE Bénito, époux de HEMP- TINNE Nathalie avenue Albertyn 52, 1200 Bruxelles	Maison	00	20	50	-	00	00	23
3	B/2	285k	635		MORSA-CLAEYS Albert avenue du Roi Albert 113, 4102 Seraing	Maison	00	06	70	-	00	00	26
4	B/2	287a	635		IDEM	Pâturage	00	44	60	-	00	00	28
5	B/2	288e	654		THIANGE Roger rue du Village 6, 5352 Ohey	Maison	00	23	05	-	00	00	21
6	A/2	140f	79		Domaine de la Fabrique d'Église de la Paroisse Saint-Lambert à Ohey (Perwez) rue Saint-Martin 5, 5354 Ohey	Maison	00	34	80	-	00	01	07
7	A/2	145g	773		LEDOUX-RICHARD Fer- nand, Hubert rue Curé Binet 14, 5352 Ohey	Maison	00	07	94	-	00	01	37

N° du plan	Cadastré			Lieu-dit	Noms, prénoms, adresse des propriétaires	Nature de la parcelle	Contenance totale			Revenu cadastral	Superficie bâtie à acquérir		
	S <sup>on</sup>	N°	Matrice				ha	a	ca		ha	a	ca
8	A/2	145h	773		IDEM	Terre	00	11	94	-	00	01	89
9	A/2	174g2	673		GREGOIRE Jean, Théophile et LENEFFE Lucienne, Marie rue du Village 5, 5352 Ohey	Chemin	00	04	94	-	00	06	10
10	B/2	296d2	657		GROYNNE - STRUVAY Léonce, Ernest rue du Village 5, 5352 Ohey	Pâturage	00	25	15	-	00	00	95
11	B/2	297b	657		IDEM	Pâturage	00	36	00	-	00	03	06
12	A/2	175b	657		IDEM	Pâturage	00	12	50	-	00	01	26
13	A/2	176b	748		MALGAUD - PINON Thierry avenue Léopold Wiener 125 1170 Bruxelles THEYS - VAN DIEGHEM Vve Joseph, Anna rue du Centre 99, 5530 Yvoir THEYS Viviane, Jacqueline rue du Centre 50, 5530 Yvoir BURTON Michel, Léon chaussée de Dinant 733, 5100 Jambes	Pâturage	01	06	17	-	00	04	02
14	A/2	177f	712		LIBION Joseph, Henri rue Chesbrin 45, 5352 Ohey	Terre	02	84	70	-	00	00	54
15	A/2	177g	712		IDEM	Pâturage	00	78	30	-	00	03	77
16	A/2	177e	535		MELOT - RAVET Vve Auguste, Renée rue du Moulin 223, 5350 Ohey MELOT Jules, Jean avenue Reine Astrid 7, 5000 Namur	Pâturage	01	88	80	-	00	09	18
17	A/2	178a	535		IDEM	Pâturage	00	47	30	-	00	01	23
18	B/2	298d	573		DUCHESNE-TILIEUX Pierre, Ely chemin de Nalonsart 13, 4500 Huy	Terre	00	46	90	-	00	05	96
19	B/2	299a	573		IDEM	Terre	00	46	65	-	00	01	63
20	B/2	300c	573		IDEM	Terre	00	72	70	-	00	02	11
21	B/2	301	834		TIMMERMANS Théo, Joseph Epx KALLEN Brigitte, Marie rue Grande Ruelle 11, 4530 Villers-le-Bouillet KALLEN Brigitte, Marie Epse TIMMERMANS Théo, Joseph rue Grande Ruelle 11, 4530 Villers-le-Bouillet	Pâturage	01	51	20	-	00	04	17
22	B/2	351a	556		DEPAYE - DAWANCE Guy, Fernand rue du Village 43, 5352 Ohey	Pâturage	01	64	00	-	00	03	56
23	A/2	179	586		TAULET - MASSINON Jean, Joseph chaussée de Saint-Ghislain 207 7950 Chièvres	Terre	00	39	60	-	00	06	11
<b>TOTAL</b>											<b>00</b>	<b>59</b>	<b>02</b>

Le plan n° FG9/698/1847/E1<sup>A</sup> peut être consulté auprès de la Direction des Routes de Namur - D131 - avenue Gouverneur Bovesse 37, 5100 Jambes.

TABLEAU DES EMPRISES

N° du plan	Cadastré			Lieu-dit	Noms, prénoms, adresse des propriétaires	Nature de la parcelle	Contenance totale			Revenu cadastral	Superficie bâtie à acquérir		
	S <sup>on</sup>	N°	Matrice				ha	a	ca		ha	a	ca
1	C	270	1620		TAULET - MASSINON Jean, Joseph chaussée de St Ghislain 207, 7950 Chièvres	Terre	00	30	10	-	00	03	23
2	C	269d	2395		RAMELOT Maria, Ghe avenue des Thermes 70, 4050 Chaudfontaine	Terre	00	50	00	-	00	01	94
3	C	273	1912		DE BAERE - SIMON Carlos, Léon rue de Matagne 14, 5351 Ohey	Terre	00	23	80	-	00	02	58
4	C	271	1379		HENNUY - DEPAYE Vve Albert, Jeanne avenue de la Croix-Rouge 1, 4500 Huy	Terre	01	93	50	-	00	01	86
5	C	272	1742		MARION - RESIMONT Franz, Gustave rue de Reppe 127, 5350 Ohey	Terre	00	45	20	-	00	05	39
6	C	285	1742		IDEM	Terre	00	10	10	-	00	02	44
7	C	321	1742		IDEM	Terre	01	81	80	-	00	02	78
8	C	320b	1742		IDEM	Terre	00	20	40	-	00	01	25
9	C	320c	1712		D'HERCK - NOTRE-DAME André, Roger Gistelhofstraat 32, 8920 Langemark Poelkapelle	Pâturage	00	19	15	-	00	01	54
10	C	284a	1751		DEPOORTER - VAN-CRAEYNEST Roland, Robert rue du Pont de Jallet 62, 5351 Ohey	Pâturage	00	96	90	-	00	06	44
11	C	287a	1912		DE BAERE - SIMON Carlos, Léon rue de Matagne 14, 5351 Ohey	Pâturage	00	56	50	-	00	02	10
12	C	289e	1396		STREEL - ANTOINE Georges, Léon rue stocus 61c, 5351 Ohey	Pâturage	00	28	50	-	00	02	39
13	C	289d	1396		IDEM	Pâturage	00	67	50	-	00	03	51
<b>TOTAL</b>											<b>00</b>	<b>37</b>	<b>45</b>

Le plan n° FG9/698/1847/E2<sup>C</sup> peut être consulté auprès de la Direction des Routes de Namur - D131 - avenue Gouverneur Bovesse 37, 5100 Jambes.

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 98/31216]

#### 6 AVRIL 1998. — Ministerieel besluit tot benoeming van de leden van de Artistieke Commissie van de Vervoersinfrastructuur

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Verkeer,

Gelet op het ministerieel besluit van 24 april 1990 houdende oprichting van de Artistieke Commissie van de Vervoersinfrastructuur, gewijzigd bij ministerieel besluiten van 13 juni 1996 en 21 november 1996;

Gelet op het ministerieel besluit van 25 oktober 1996 tot benoeming van de leden van de Artistieke Commissie van de Vervoersinfrastructuur, gewijzigd bij besluit van 27 maart 1997;

### MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 98/31216]

#### 6 AVRIL 1998. — Arrêté ministériel portant nomination des membres de la Commission artistique des Infrastructures de Déplacement

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Communications et Travaux publics,

Vu l'arrêté ministériel du 24 avril 1990 portant création de la Commission artistique des Infrastructures de Déplacement, modifié par les arrêtés ministériels des 13 juin 1996 et 21 novembre 1996;

Vu l'arrêté ministériel du 25 octobre 1996 portant nomination des membres de la Commission artistique des Infrastructures de Déplacement modifié par l'arrêté du 27 mars 1997;



Overwegende de noodzaak om drie leden van deze Commissie te vervangen,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 107<sup>quater</sup> van de Grondwet.

**Art. 2.** Artikel 2 van het ministerieel besluit van 25 oktober 1996 tot benoeming van de leden van de Artistieke Commissie van de Vervoersinfrastructuren wordt opgeheven en vervangen door de volgende bepaling :

« Worden benoemd tot lid van de Artistieke Commissie van de Vervoersinfrastructuren :

Op voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Verkeer en Openbare Werken :

als voorzitter, mevr. G. Brys-Schatan, woonachtig Alphonse XIII-laan 67, te 1180 Brussel;

als ondervoorzitter, de heer H. Liebaers, woonachtig Sobieskilaan 44, te 1020 Brussel.

Als leden :

De heer G. Verheulpen, woonachtig Viooltjeslaan 20, te 1970 Wezembeek-Oppem;

Mevr. C. Jodogne, woonachtig Ernest Cambierlaan 147, te 1030 Brussel;

Mevr. Ch. Bonne, woonachtig Emile Jacqmainlaan 99, te 1000 Brussel;

de heer W. Elias, woonachtig V.U.B. - Sociale en Culturele Agogiek - Faculteit psychologie en opvoedkunde - Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Op voordracht van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Ruimtelijke Ordening :

Mevr. W. Kao, woonachtig Generaal de Gaullelaan 60, te 1050 Brussel.

Op voordracht van de Staatssecretaris van Openbare Werken :

Mevr. S. Preud-homme, woonachtig Commandant Lothairelaan 70, te 1040 Brussel;

de heer S. du Chastel, woonachtig Middelburgstraat 70, te 1170 Brussel;

de heer M. Pasternak, woonachtig Waterlooosesteenweg 1141, te 1180 Brussel;

de heer G. Bral, woonachtig Karperstraat 16, te 1000 Brussel.

Op voordracht van het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Mevr. N. D'huart, woonachtig Generaal de Gaullelaan 51, te 1005 Brussel.

Op voordracht van het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie :

de heer W. Moens, woonachtig Grondwetstraat 1, te 1080 Brussel.

Op voordracht van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Monumenten en Landschappen :

de heer Pesleux, woonachtig Tenboschstraat 114, te 1050 Brussel.

De secretaris is mevr. M. Conter, woonachtig Vooruitgangstraat 80/1, te 1030 Brussel.

De administratieve adviseur is De heer D. de Bournonville, woonachtig Bijenlaan 4, te 1000 Brussel. »

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt.

Brussel, 6 april 1998.

De Minister van Ruimtelijke Ordening,  
Openbare Werken en Vervoer,  
H. HASQUIN

De Staatssecretaris van Openbare Werken,  
E. ANDRE

Considérant la nécessité de procéder au remplacement de trois membres de cette commission,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 107<sup>quater</sup> de la Constitution.

**Art. 2.** L'article 2 de l'arrêté ministériel du 25 octobre 1996 portant nomination des membres de la Commission artistique des Infrastructures de Déplacement est abrogé et est remplacé par la disposition suivante :

« Sont nommés en tant que membres de la Commission artistique des Infrastructures de Déplacement :

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Communications et des Travaux publics :

comme présidente, Mme G. Brys-Schatan, domiciliée avenue Alphonse XIII 67, à 1180 Bruxelles;

comme vice-président, M. H. Liebaers, domicilié avenue Sobieski 44, à 1020 Bruxelles.

Comme membres :

G. Verheulpen, domicilié avenue des Violettes 20, à 1970 Wezembeek-Oppem;

Mme C. Jodogne, domiciliée avenue Ernest Cambier 147, à 1030 Bruxelles;

Mme Ch. Bonne, domiciliée boulevard Emile Jacqmain 99, à 1000 Bruxelles;

W. Elias, domicilié V.U.B. - « Sociale & Culturele Agogiek - Faculteit psychologie & Opvoedkunde » - Pleinlaan 2, à 1050 Brussel.

Sur proposition du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale ayant en charge l'Urbanisme et l'Aménagement du Territoire :

Mme W. Kao, domiciliée avenue Général de Gaulle 60, à 1050 Bruxelles.

Sur proposition du Secrétaire d'Etat ayant les travaux publics dans ses attributions :

Mme S. Preud-homme, domiciliée avenue Commandant Lothaire 70, à 1040 Bruxelles;

M S. du Chastel, domicilié rue Middelbourg 70, à 1170 Bruxelles;

M. M. Pasternak, domicilié chaussée de Waterloo 1141, à 1180 Bruxelles;

M. G. Bral, domicilié rue de la Carpe 16, à 1000 Bruxelles.

Sur proposition du Collège de la Commission Communautaire Française :

Mme N. d'Huart domiciliée avenue Général de Gaulle, 51 à 1050 Bruxelles.

Sur proposition du Collège de la Commission Communautaire Flamande :

M. W. Moens, domicilié avenue de la Constitution 1, à 1080 Bruxelles.

Sur proposition du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Monuments et des Sites :

M. Pesleux, domicilié rue Tenbosch 114, à 1050 Bruxelles.

La secrétaire désignée est Mme M. Conter, domiciliée rue du Progrès 80/1, bte 1, à 1030 Bruxelles.

Le Conseiller Administratif est Monsieur D. de Bournonville, domicilié avenue des Abeilles 4, à 1000 Bruxelles. »

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 6 avril 1998.

Le Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire,  
des Communications et des Travaux Publics,  
H. HASQUIN

Le Secrétaire d'Etat chargé des Travaux Publics,  
E. ANDRE

## OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

VAST SECRETARIAAT  
VOOR WERVING VAN HET RIJKSPERSONEEL

[97/08373]

Samenstelling van een wervingsreserve van mannelijke en vrouwelijke Nederlandstalige adjunct-controleurs (rang 10) bij een fiscaal bestuur van het Ministerie van Financiën (ANG97019). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd :

1. Desoete, Sofie, Torhout
2. Snoeck, Inge, Assenede
3. Van Sinay, Annelies, Lede
4. Debels, Sylvie, Aalbeke-Kortrijk
5. Latoir, Kris, Lede
6. Jossels, Kirsten, Bonheiden
7. Robrecht, Peter, Steenokkerzeel
8. Vansevenant, Miranda, Lokeren
9. Cobbaert, Ann, Brugge
10. Grietens, Herman, Herent
11. Wuytens, Nadine, Hasselt
12. Braes, Sabine, Berchem
13. Vanstraelen, Anne, Machelen (Brab.)
14. Van Eynde, Kurt, Putte
15. Baeyens, Walter, Kasterlee
16. Soetaert, Nathalie, Wevelgem
17. Bassez, Karoline, Beernem
18. Caerels, Jozef, Torhout
19. Mees, Luc, Kessel-Lo
20. Van Britsom, Sandy, Merksem-Antwerpen
21. Lauvrys, Peter, Poederlee
22. Longueville, Stefan, Maldegem
23. Schreurs, Gunter, Opoeteren
24. Vernaillen, Ann, Aalst
25. De Coninck, Pascal, Ninove
26. Coenen, Bert, Heusden-Zolder
27. Hermans, Joost, Aarschot
28. Bossuyt, Kathleen, Zottegem
29. Vanduffel, Mieke, Houthalen-Helchteren

30. Coppieters, Els, Gent
31. Bruyneel, Lieven, Affligem
32. Van Everbroeck, Veerle, Nazareth
33. Bottu, Kitty, Sint-Truiden
34. Somers, Marleen, Geraardsbergen
35. Stevens, Kristien, Opwijk
36. Seldeslachts, Sven, Wilsele
37. De Vriendt, Gregor, Asse
38. Hermans, Els, Affligem
39. Vranckx, Caroline, Kampenhout
40. De Visch, Stefaan, Koksijde
41. Mielnicki, Ann, Lokeren
42. Vandaele, Nancy, Sint-Denijs-Westrem
43. Van Liedekerke, Isabelle, Zottegem
44. Suetens, Vanessa, Deurne
45. Willems, Erica, Hever
46. Welleman, Lieven, Kerksken
47. Vanherpe, Geert, Leuven
48. Charlier, Christophe, Overijse
49. Beke, Bart, Aalst
50. Van Brabant, Anja, Elsene
51. Gyssens, Serge, Jette
52. Bernaards, Peter, Genk
53. Van Den Haute, Isabel, Lede
54. Billiet, Kris, Lierde
55. Vaeyens, Wouter, Affligem
56. Swinnen, Tom, Antwerpen
57. Vanbiervliet, Danny, Kortrijk
58. Matthys, Nicky, Asse

SECRETARIAT PERMANENT  
DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL DE L'ETAT

[97/08373]

Constitution d'une réserve de recrutement de contrôleurs adjoints d'administration fiscale (rang 10), masculins et féminins, d'expression néerlandaise, pour le Ministère des Finances (ANG97019). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

59. Vanroye, Isabelle, Kuurne
60. De Pauw, Veerle, Liedekerke
61. Janssen, Kathleen, Alken
62. Schollaert, Veerle, Bambrugge
63. Slegers, Kristine, Oud-Turnhout
64. Vroom, Jan, Kalmthout
65. De Ridder, Patrick, Zele
66. Rens, Werner, Rumst
67. Goossens, Johan, Zandbergen
68. Joseph, Hein, Torhout
69. Potargent, Luc, Antwerpen
70. De Haes, Ronny, Aarschot
71. Van Ransbeke, Johan, Buggenhout
72. Hoogstijns, Linda, Neerpelt
73. De Schryver, Rika, Liedekerke
74. Vandembroucke, Frank, Heule
75. Santon, Conny, Melsele
76. Merckx, Myriam, Lebbeke
77. Van Avermaet, An, Lokeren
78. Lenaerts, Nikolaas, Antwerpen
79. Letems, Mireille, Hasselt
80. Nolens, Olivier, Hasselt
81. Mostaert, Kris, Denderleeuw
82. De Leeuw, Gino, Herzele
83. De Pril, Katrien, Schendelbeke
84. Van Camp, Annick, Heist-op-den-Berg
85. De Pril, Els, Zottegem
86. Bauwens, Véronique, Torhout

## MINISTERIE VAN FINANCIEN

[98/03214]

Administratie van de BTW, registratie en domeinen  
(Vervreemding van onroerende domeingoeederen)

Bekendmakingen gedaan in uitvoering der wet van 31 mei 1923

Het Waalse Gewest is voornemens uit de hand te verkopen :

Gemeente La Bruyère — 1<sup>e</sup> divisie — Emines

Perceel grond, gekadastraerd sectie B, nr. 374 A3, groot 10 a 20 ca (lot 3), grenzende aan Henrard, Charles; Roger, Claude; Mevr. weduwe Roger, Ferdinand en het Waalse Gewest.

Het goed is in een woongebied gelegen en is vrij van gebruik.

Prijs : F 20 000, buiten de kosten (12,5 % registratie + F 5 000 voorraad voor zegels en overschrijving).

Eventuele bezwaren en hogere aanbiedingen dienen binnen een maand van onderhavig bericht overgemaakt aan het Aankoopcomité te Namen, avenue de Stassart 10 (tel. : 081/72 76 90).

## MINISTERE DES FINANCES

[98/03214]

Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines  
(Aliénation d'immeubles domaniaux)

Publications faites en exécution de la loi du 31 mai 1923

La Région wallonne se propose de vendre de gré à gré :

Commune de La Bruyère — 1<sup>re</sup> division — Emines

Parcelle de terrain cadastrée section B, n° 374 A3, d'une contenance de 10 a 20 ca (lot 3), joignant Henrard, Charles; Roger, Claude; Mme Veuve Roger, Ferdinand et la Région wallonne.

Le bien est situé en zone d'habitat et libre d'occupation.

Prix : F 20 000, outre les frais (12,5 % du prix pour enregistrement + F 5 000 provision pour timbres fiscaux et transcription hypothécaire).

Les réclamations et les offres supérieures éventuelles doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'Aquisition à Namur, avenue de Stassart 10 (tel. : 081/72 76 90).

Het Waalse Gewest is voornemens uit de hand te verkopen :

Gemeente Walcourt — 10<sup>e</sup> divisie — Somzée

Overschot van de N5, gekadastraerd sectie B, zonder nummer, groot 45 ca, palende aan Hancq, Patricia, de gemeente Walcourt en het Waals Ministerie van Uitrustingen en Vervoer.

Het goed is in een woongebied gelegen en is vrij van gebruik.

Prij : F 11 000, buiten de kosten (12,5 % registratie + F 5 000 voorraad voor zegels en overschrijving).

Eventuele bezwaren en hogere aanbiedingen dienen binnen een maand van onderhavig bericht overgemaakt aan het Aankoopcomité te Namen, avenue de Stassart 10 (tel. : 081/72 76 90).

[98/03217]

*Bekendmaking gedaan in uitvoering der wet van 31 mei 1923, gewijzigd door de programmawet van 6 juli 1989*

Het Waalse Gewest is voornemens uit de hand te verkopen :

Gemeente Bernissart (vroeger Ville-Pommerœul)

Een bos met een oppervlakte van 1 ha 47 a 30 ca, gelegen « chaussée de Belle-Vue », gekadastraerd of vroeger gekadastraerd 4<sup>e</sup> afdeling, sectie B, nr. 29 V5, voor 1 ha 17 a 68 ca, en nr. 29 W5 voor 35 a 16 ca, palend of gepaald hebbende aan de genoemde « chaussée de Belle-Vue », aan het Waalse Gewest (A16) en aan de weg « chemin de Condé ».

Prijs : F 800 000, buiten de kosten.

Gewestspan : deel in bosgebied met landschappelijke waarde en deel in woongebied met landelijk karakter.

Eventuele bezwaren of hogere aanbiedingen dienen binnen een maand van dit bericht overgemaakt aan het Aankoopcomité te Bergen, digue des Peupliers 71 (tel. : 065/31 83 31).

Verwijzing : V.51059/5.

[97/53583]

#### Administratie van de BTW, registratie en domeinen

*Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek*

#### Erfloze nalatenschap van Moreau, Alphonsine Juliette Ghislaine

Moreau, Alphonsine Juliette Ghislaine, geboren te Doornik op 13 oktober 1902, wonende te Doornik, chaussée de Renaix 26, is overleden te Doornik op 1 augustus 1996, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitting van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Doornik, bij beschikking van 2 oktober 1997, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Bergen, 22 oktober 1997.

De gewestelijke adjunct-directeur van de registratie,  
F. Faignard.

(53583)

[97/53584]

#### Erfloze nalatenschap van Leleu, Sylvain

Leleu, Sylvain, weduwnaar van Roland, Marie-Madeleine, geboren te Antoing op 18 december 1913, wonende te Doornik, rue des Brasseurs 244, is overleden te Doornik op 1 februari 1995, zonder bekende erfopvolger na te laten.

La Région wallonne se propose de vendre de gré à gré :

Commune de Walcourt — 10<sup>e</sup> division — Somzée

Excédent de la N5 cadastré section B, sans numéro, d'une contenance de 45 ca, joignant Hancq, Patricia; la commune et le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

Le bien est situé en zone d'habitat à caractère rural et libre d'occupation.

Prix : F 11 000, outre les frais (12,5 % du prix pour enregistrement + F 5 000 provision pour timbres fiscaux et transcription hypothécaire).

Les réclamations et les offres supérieures éventuelles doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'Acquisition à Namur, avenue de Stassart 10 (tel. : 081/72 76 90).

[98/03217]

*Publication faite en exécution de la loi du 31 mai 1923, modifiée par la loi du 6 juillet 1989*

La Région wallonne se propose de vendre de gré à gré :

Commune de Bernissart (ex-Ville-Pommerœul)

Un bois d'une superficie totale d'1 ha 47 a 30 ca, sis chaussée de Belle-Vue, cadastré ou l'ayant été 4<sup>e</sup> division, section B, numéro 29 V5, pour 1 ha 17 a 68 ca et numéro 29 W5, pour 35 a 16 ca, tenant ou ayant tenu à ladite chaussée de Belle-Vue; à la Région wallonne (A16) et au « chemin de Condé ».

Prix : F 800 000, outre les frais.

Plan de secteur : partie zone forestière d'intérêt paysager et partie zone d'habitat à caractère rural.

Les réclamations éventuelles ou les offres plus élevées doivent être adressées dans le mois du présent avis, au Comité d'Acquisition à Mons, digue des Peupliers 71 (tel. : 065/31 83 31).

Référence : V.51059/5.

[97/53583]

#### Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines

*Publications prescrites par l'article 770 du Code civil*

#### Succession en déshérence de Moreau, Alphonsine Juliette Ghislaine

Moreau, Alphonsine Juliette Ghislaine, née à Tournai le 13 octobre 1902, domiciliée à Tournai, chaussée de Renaix 26, décédée à Tournai le 1<sup>er</sup> août 1996, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Tournai a, par ordonnance du 2 octobre 1997, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Mons, le 22 octobre 1997.

Le directeur régional adjoint de l'enregistrement,  
F. Faignard.

(53583)

[97/53584]

#### Succession en déshérence de Leleu, Sylvain

Leleu, Sylvain, veuf Roland, Marie-Madeleine, né à Antoing le 18 décembre 1913, domicilié à Tournai, rue des Brasseurs 244, est décédé à Tournai le 1<sup>er</sup> février 1995, sans laisser de successeur connu.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Doornik, bij beschikking van 2 oktober 1997, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Bergen, 22 oktober 1997.

De gewestelijke adjunt directeur van de registratie,  
F. Faignard.

(53584)

[97/53585]

#### Erfloze nalatenschap van Jozef Joannes Cornelius Wouters

Jozef Joannes Cornelius Wouters, ongehuwd, geboren te Borgerhout op 9 oktober 1927, wonende te Antwerpen (district Borgerhout), Hof ter Lo 9, bus 55, is overleden te Antwerpen op 27 augustus 1995, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Antwerpen, bij vonnis van 10 oktober 1997, de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Antwerpen, 22 oktober 1997.

Voor de gewestelijke directeur, de directeur  
G. Matthijs.

(53585)

[97/53586]

#### Erfloze nalatenschap van Anna Rolland

Anna Rolland, weduwe van Henri Hoebeeck, geboren te Lahuec (Frankrijk) op 18 juni 1925, wonende te Edegem, Laureysstraat 2/2, is overleden te Antwerpen (district Wilrijk) op 20 september 1996, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Antwerpen, bij vonnis van 10 oktober 1997, de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Antwerpen, 22 oktober 1997.

Voor de gewestelijke directeur, de directeur,  
G. Matthijs.

(53586)

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Tournai a, par ordonnance du 2 octobre 1997, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Mons, le 22 octobre 1997.

Le directeur régional adjoint de l'enregistrement,  
F. Faignard.

(53584)

[97/53585]

#### Succession en déshérence de Jozef Joannes Cornelius Wouters

Jozef Joannes Cornelius Wouters, célibataire, né à Borgerhout le 9 octobre 1927, domicilié à Anvers (district Borgerhout), Hof ter Lo 9, bte 55, est décédé à Anvers le 27 août 1995, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance d'Anvers a, par jugement du 10 octobre 1997, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du Code civil.

Anvers, le 22 octobre 1997.

Pour le directeur régional de l'enregistrement, le directeur,  
G. Matthijs.

(53585)

[97/53586]

#### Succession en déshérence de Anna Rolland

Anna Rolland, veuve de Henri Hoebeeck, née à Lahuec (France) le 18 juin 1925, domiciliée à Edegem, Laureysstraat 2/2, est décédée à Anvers (district Wilrijk) le 20 septembre 1996, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance d'Anvers a, par jugement du 10 octobre 1997, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du Code civil.

Anvers, le 22 octobre 1997.

Pour le directeur régional de l'enregistrement, le directeur,  
G. Matthijs.

(53586)

### MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[98/08946]

#### Controledienst voor de Verzekeringen

#### Inschrijving als hypotheekonderneming overeenkomstig de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet

Bij beslissing van de Controledienst voor de Verzekeringen van 20 april 1998 worden ingeschreven als hypotheekonderneming:

- « Occhiolino », naamloze vennootschap, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Handelsstraat 123, te 1000 Brussel;
- « Home Loan Invest », naamloze vennootschap, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Havenlaan 2, te 1080 Brussel;
- « WK Credit », naamloze vennootschap, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Markt 2, te 8790 Waregem;
- « Vlaamse Maatschappij voor Hypothecair Krediet, naamloze vennootschap, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Diestsesteenweg 87, te 3270 Scherpenheuvel;
- « Nationale Maatschappij voor Hypothecair Krediet, naamloze vennootschap, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Diestsesteenweg 87, te 3270 Scherpenheuvel.

### MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[98/08946]

#### Office de Contrôle des Assurances

#### Inscription comme entreprise hypothécaire conformément à la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire

Par décision de l'Office de Contrôle des Assurances du 20 avril 1998 sont inscrites comme entreprise hypothécaire:

- « Occhiolino », société anonyme, dont le siège social est situé rue du Commerce 123, à 1000 Bruxelles;
- « Home Loan Invest », société anonyme, dont le siège social est situé avenue du Port 2, à 1080 Bruxelles;
- « WK Credit », société anonyme, dont le siège social est situé Markt 2, à 8790 Waregem;
- « Vlaamse Maatschappij voor Hypothecair Krediet » société anonyme, dont le siège social est situé Diestsesteenweg 87, à 3270 Scherpenheuvel;
- « Nationale Maatschappij voor Hypothecair Krediet », société anonyme, dont le siège social est situé Diestsesteenweg 87, à 3270 Scherpenheuvel.

(8946)

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

[C - 98/23007]

**Maatschappijen van onderlinge bijstand  
Ziekenfondsen en landsbonden van ziekenfondsen  
Goedkeuring van statutenwijzigingen**

In toepassing van artikel 11, § 1, lid 1, van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, heeft de Minister van Sociale Zaken goedgekeurd :

1. de wijziging aan het artikel 46 van de statuten van het ziekenfonds "Christelijke Mutualiteit van het Arrondissement Turnhout" (105), gevestigd te Turnhout, alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de algemene vergadering van 30 januari 1998;

2. de wijzigingen aan de artikelen 54, 55, 56, 58, 59, 60, 62, 63, 64 en 71 van de statuten van het ziekenfonds "Christelijke Mutualiteit van het Arrondissement Aalst" (117), gevestigd te Aalst, beslist door de algemene vergadering van 20 januari 1998;

3. de wijzigingen aan de artikelen 5, 6, 10 tot en met 18, 20 tot en met 24, 26, 32, 33, 34 (behalve het voor de samenstelling van de raad van bestuur vastgelegde plafond van 30% voor de personen bezoldigd door het ziekenfonds en/of door één van de verenigingen, opgenomen in dit artikel), 35 en 38 van de statuten van het ziekenfonds "Fédération des Mutualités socialistes du Centre et de Soignies" (316), gevestigd te La Hestre, beslist door de algemene vergadering van 19 december 1997;

4. de wijzigingen aan de artikelen 42, 46, 47, 49 en 50 van de statuten van het ziekenfonds "Liberale Mutualiteit Provincie Antwerpen" (401), gevestigd te Antwerpen, beslist door de algemene vergadering van 22 januari 1998;

5. de nieuwe statuten van het ziekenfonds "Onafhankelijk Ziekenfonds Vlaanderen" (526), gevestigd te Gent, beslist door de algemene vergadering van 29 november 1997.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

[C - 98/23007]

**Sociétés mutualistes  
Mutualités et unions nationales de mutualités  
Approbation de modifications statutaires**

En application de l'article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, le Ministre des Affaires sociales a approuvé :

1. la modification de l'article 46 des statuts de la mutualité "Christelijke Mutualiteit van het Arrondissement Turnhout" (105), établie à Turnhout, ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale le 30 janvier 1998;

2. les modifications des articles 54, 55, 56, 58, 59, 60, 62, 63, 64 et 71 des statuts de la mutualité "Christelijke Mutualiteit van het Arrondissement Aalst" (117), établie à Aalst, décidées par l'assemblée générale le 20 janvier 1998;

3. les modifications des articles 5, 6, 10 à 18 inclus, 20 à 24 inclus, 26, 32, 33, 34 (sauf le plafond de 30% de personnes rémunérées par la mutualité et/ou par une des associations énumérées à cet article, fixé pour la composition du conseil d'administration), 35 et 38 des statuts de la mutualité "Fédération des Mutualités socialistes du Centre et de Soignies" (316), établie à La Hestre, décidées par l'assemblée générale le 19 décembre 1997;

4. les modifications des articles 42, 46, 47, 49 et 50 des statuts de la mutualité "Liberale Mutualiteit Provincie Antwerpen" (401), établie à Antwerpen, décidées par l'assemblée générale le 22 janvier 1998;

5. les nouveaux statuts de la mutualité "Onafhankelijk Ziekenfonds Vlaanderen" (526), établie à Gent, décidés par l'assemblée générale le 29 novembre 1997.

**WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN  
PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS**

**Wetgevende Kamers — Chambres législatives**

**BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

[S - C - 98/19381]

**Openbare commissievergaderingen**

Dagorde

Woensdag 29 april 1998, om 10 uur

Verenigde Commissies van het Adviescomité voor Europese Aangelegenheden, van de Commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen, de Middenstand en de Landbouw, van de Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en van de Commissie voor de Financiën en de Begroting

Uiteenzetting door de heer Maystadt, Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel en de heer Derycke, Minister van Buitenlandse Zaken, over de komende speciale EMU-Raad op 1, 2 en 3 mei 1998. — Gedachtewisseling.

Gemeenschappelijke vergadering met de overeenkomstige commissies van de Senaat.

Woensdag 29 april 1998, om 10 en om 14 uur

Commissie voor de Infrastructuur,  
het Verkeer en de Overheidsbedrijven

1. Vraag van de heer Bart Laeremans tot de Eerste Minister, over "de uitbreiding van de Europese Unie en de toenemende europeanisering van Brussel".

(Het antwoord zal worden verstrekt door de Minister van Ambtenarenzaken.)

**CHAMBRE DES REPRESENTANTS DE BELGIQUE**

[S - C - 98/19381]

**Réunions publiques des commissions**

Ordre du jour

Mercredi 29 avril 1998, à 10 heures

Commissions réunies du Comité d'Avis chargé de Questions européennes, de la Commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture, de la Commission des Relations extérieures et de la Commission des Finances et du Budget

Exposé de M. Maystadt, Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur, et M. Derycke, Ministre des Affaires étrangères, concernant le prochain Conseil spécial UEM des 1<sup>er</sup>, 2 et 3 mai 1998. — Echange de vues.

Réunion commune avec les commissions analogues du Sénat.

Mercredi 29 avril 1998, à 10 et à 14 heures

Commission de l'Infrastructure,  
des Communications et des Entreprises publiques

1. Question de M. Bart Laeremans au Premier Ministre, sur "l'élargissement de l'Union européenne et l'europeanisation croissante de Bruxelles".

(La réponse sera donnée par le Ministre de la Fonction publique.)

2. Wetsontwerp tot bekrachtiging van het koninklijk besluit van 2 april 1998 tot hervorming van de beheersstructuren van de luchthaven Brussel-Nationaal, genomen met toepassing van de wet van 19 december 1997 tot rationalisering van het beheer van de luchthaven Brussel-Nationaal. — In te dienen door de Regering.

Woensdag 29 april 1998, om 10 u. 15 m

Commissie voor de Landsverdediging

1. Samengevoegde interpellatie en vraag :

— Interpellatie nr. 1849 van de heer Alfons Borginon tot de Minister van Landsverdediging, over "de verkrachting van de taalverhouding 60N/40F in de staf en de diensten van het Eurokorps te Straatsburg".

— Vraag van de heer Jan Eeman tot de Minister van Landsverdediging, over "de taalverhoudingen bij de Belgische afvaardiging in het hoofdkwartier van het Eurokorps te Straatsburg".

2. Vraag van de heer Hubert Brouns tot de Minister van Landsverdediging, over "het militair domein Brustem en Beringen".

3. Wetsontwerp waarbij sommige militairen die slachtoffer zijn van lichamelijke schade overkomen tijdens een actie buiten het nationale grondgebied gelijkgesteld worden met oorlogsinvaliden.

4. Samengevoegde wetsontwerpen :

— Wetsontwerp betreffende de veiligheidsmachtigingen.

Amendementen van de heer Moerman en cs., de heer Delathouwer en cs., van de Regering en van de heer Spinnewyn.

— Wetsontwerp tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen.

Amendementen van de heer Delathouwer en cs. en de heer Van Erps. (Voortzetting.)

(Rapporteur : de heer Jan Van Erps.)

Donderdag 30 april 1998, van 10 u. 30 m. tot 12 uur

Gedachtewisseling met officieren-stagiairs van de Hogere Stafcourse (Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie) over het Nationaal Debat.

Woensdag 29 april 1998

Commissie voor de Binnenlandse Zaken,  
de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt

Om 10 u. 15 m. :

1. Wetsontwerp betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten.

(Goedkeuring van het verslag van de heer Pieter De Crem.)

2. Vraag van de heer Joos Wauters tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "de kerntransporten uit Nederland".

3. Vraag van de heer Thierry Detienne tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "de activiteiten van bepaalde detectivescholen".

4. Vraag van de heer José Canon tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "de tussenkomst van de gemeentepolitie bij de beveiliging van geldtransporten".

5. Vraag van de heer José Canon tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "de beveiliging van het openbaar vervoer in de streek van Charleroi".

Om 14 uur :

6. Interpellatie nr. 1856 van de heer Jean-Paul Moerman tot de Minister van Binnenlandse Zaken en tot de Minister van Justitie, over "de buurtinformatienetwerken (B.I.N.)".

7. Samengevoegde wetsvoorstellen :

— Wetsvoorstel (de heren Louis Michel, Louis Vanvelthoven, Mevr. Pierrette Cahay-André, de heren Claude Eerdekens en Luc Willems) tot wijziging van de artikelen 318 tot 323 van de nieuwe gemeentewet betreffende de gemeentelijke volksraadpleging.

Amendementen van de heren Tavernier cs. en Vanpoucke.

— Wetsvoorstel (de heren Louis Michel, Louis Vanvelthoven, Mevr. Pierrette Cahay-André, de heren Claude Eerdekens en Luc Willems) tot wijziging van de artikelen 140-1 tot 140-6 van de provinciewet.

Amendement van de heer Tavernier cs.

(Voortzetting.)

(Rapporteur : de heer Daniël Vanpoucke.)

8. Wetsvoorstel (de heren Claude Eerdekens en Charles Janssens) tot aanvulling van de artikelen 15bis en 25 van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.

2. Projet de loi portant confirmation de l'arrêté royal du 2 avril 1998 portant réforme des structures de gestion de l'aéroport de Bruxelles-National pris en application de la loi du 19 décembre 1997 visant à rationaliser la gestion de l'aéroport de Bruxelles-National. — A déposer par le Gouvernement.

Mercredi 29 avril 1998, à 10 h 15 m

Commission de la Défense nationale

1. Interpellation et question jointes :

— Interpellation n° 1849 de M. Alfons Borginon au Ministre de la Défense nationale, sur "le non-respect de la clef de répartition linguistique 60N/40F au sein de l'état-major et des services de l'Eurocorps à Strasbourg".

— Question de M. Jan Eeman au Ministre de la Défense nationale, sur "la répartition linguistique de la délégation belge auprès de l'Eurocorps à Strasbourg".

2. Question de M. Hubert Brouns au Ministre de la Défense nationale, sur "le domaine militaire de Brustem et Beringen".

3. Projet de loi assimilant à des invalides de guerre certains militaires victimes d'un dommage physique survenu au cours d'une action se déroulant en dehors du territoire national.

4. Projets de loi joints :

— Projet de loi relatif aux habilitations de sécurité.

Amendements de M. Moerman et consorts, de M. Delathouwer et consorts, du Gouvernement et de M. Spinnewyn.

— Projet de loi portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations de sécurité.

Amendements de M. Delathouwer et consorts et de M. Van Erps.

(Continuation.)

(Rapporteur : M. Jan Van Erps.)

Jeudi 30 avril 1998, de 10 h 30 m à 12 heures

Echange de vues avec les officiers stagiaires du Cours supérieur d'Etat-Major (Institut royal supérieur de Défense) sur le Débat national.

Mercredi 29 avril 1998

Commission de l'Intérieur,  
des Affaires générales et de la Fonction publique

A 10 h 15 m :

1. Projet de loi relatif aux radiocommunications des services de secours et de sécurité.

(Approbation du rapport de M. Pieter De Crem.)

2. Question de M. Joos Wauters au Ministre de l'Intérieur, sur "les transports nucléaires en provenance des Pays-Bas".

3. Question de M. Thierry Detienne au Ministre de l'Intérieur, sur "les activités de certaines écoles de détectives".

4. Question de M. José Canon au Ministre de l'Intérieur, sur "l'intervention de la police communale en matière de sécurité des transports de fonds".

5. Question de M. José Canon au Ministre de l'Intérieur, sur "la sécurité des transports en commun dans la région de Charleroi".

A 14 heures :

6. Interpellation n° 1856 de M. Jean-Paul Moerman au Ministre de l'Intérieur et au Ministre de la Justice, sur "les réseaux d'information de quartier (RIQ)".

7. Propositions de loi jointes :

— Proposition de loi (MM. Louis Michel, Louis Vanvelthoven, Mme Pierrette Cahay-André, MM. Claude Eerdekens et Luc Willems) modifiant les articles 318 à 323 de la nouvelle loi communale, relatifs à la consultation populaire communale.

Amendements de MM. Tavernier et consorts et Vanpoucke.

— Proposition de loi (MM. Louis Michel, Louis Vanvelthoven, Mme Pierrette Cahay-André, MM. Claude Eerdekens et Luc Willems) modifiant les articles 140-1 à 140-6 de la loi provinciale.

Amendement de M. Tavernier et consorts.

(Continuation.)

(Rapporteur : M. Daniël Vanpoucke.)

8. Proposition de loi (MM. Claude Eerdekens et Charles Janssens) complétant les articles 15bis et 25 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

9. Wetsvoorstel (de heren Jean-Jacques Viseur en Olivier Deleuze) tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, met het oog op de financiële bestrijding van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden.

10. Wetsontwerp tot wijziging van artikel 120bis van de nieuwe gemeentewet en tot invoeging van een artikel 50bis in de provinciewet van 30 april 1836, strekkende tot een evenwichtige aanwezigheid van vrouwen en mannen in de gemeentelijke en provinciale adviesraden. — Overgezonden door de Senaat.

11. Wetsontwerp tot wijziging van artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966.

Woensdag 29 april 1998, om 14 u. 30 m.

Commissie voor de Sociale Zaken

1. Regeling der werkzaamheden.
2. Vraag van de heer Luc Goutry tot de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van Gelijke Kansen voor mannen en vrouwen, over "de opleiding van opvoeder in dienstverband (B1 of B2) - sociale promotie".
3. Vraag van de heer Jaak Van den Broeck tot de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van Gelijke Kansen voor mannen en vrouwen, over "de werkloosheid versus het tekort aan gekwalificeerde arbeiders".
4. Vraag van Mevr. Annemie Van de Casteele tot de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van Gelijke Kansen voor mannen en vrouwen, over "zwartwerk".
5. Samengevoegde vragen :
  - Vraag van Mevr. Annemie Van de Casteele tot de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van Gelijke Kansen voor mannen en vrouwen, over "de door de Europese Commissie gevraagde terugvordering van Maribelsteun".
  - Vraag van de heer Joos Wauters tot de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van Gelijke Kansen voor mannen en vrouwen, over "de terugvordering van Maribel".
6. Gedachtewisseling met de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van Gelijke Kansen voor mannen en vrouwen over het Belgisch Verslag met betrekking tot de uitwerking van de Richtsnoeren van de Raad van de Europese Unie inzake werkgelegenheid (art. 128 EG-Verdrag).

Donderdag 30 april 1998, om 12 u. 30 m.

Commissie

belast met de problemen inzake handels- en economisch recht

1. Wetsontwerp tot wijziging van artikel 190quinquies van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935. (Stemmingen.)  
(Rapporteur : de heer Willems.)  
Amendementen van de heer Landuyt en van de Regering.
2. Wetsontwerpen betreffende de certificatie van effecten uitgegeven door handelsvennootschappen.  
(Voortzetting.)
3. Wetsontwerp tot wijziging van artikel 631 van het Gerechtelijk Wetboek en van de artikelen 5, 6 en 7 van de wet van 17 juli 1997 betreffende het gerechtelijk akkoord. — Overgezonden door de Senaat.
4. Wetsvoorstel (de heer Luc Willems) tot wijziging, wat het strafbeding en de moratoire interest betreft, van het Burgerlijk Wetboek.  
(Rapporteur : de heer Pierre Lano.)
5. Wetsvoorstel (de heer Luc Willems) tot wijziging van artikel 3 van de wet van 13 april 1995 betreffende de handelsagentuurovereenkomst.

Donderdag 30 april 1998, om 14 uur

Subcommissie belast met het onderzoek

van de wetsontwerpen tot regeling van het notarisambt

- Wetsontwerpen houdende wijziging van de wet van 25 ventôse, jaar XI tot regeling van het notarisambt.  
(Voortzetting.)  
(Rapporteur : de heer Servais Verherstraeten.)  
Amendementen van de Regering en van de heren Van Hoorebeke, Verherstraeten en Barzin.

9. Proposition de loi (MM. Jean-Jacques Viseur et Olivier Deleuze) modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, en vue de sanctionner financièrement certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie.

10. Projet de loi modifiant l'article 120bis de la nouvelle loi communale et insérant un article 50bis dans la loi provinciale du 30 avril 1836, en vue de promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les conseils consultatifs communaux et provinciaux. Transmis par le Sénat.

11. Projet de loi modifiant l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

Mercredi 29 avril 1998, à 14 h 30 m

Commission des Affaires sociales

1. Ordre des travaux.
2. Question de M. Luc Goutry à la Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'Égalité des chances entre hommes et femmes, sur "la formation des éducateurs en fonction (B1 ou B2) - promotion sociale".
3. Question de M. Jaak Van den Broeck à la Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'Égalité des chances entre hommes et femmes, sur "le chômage et le manque de travailleurs qualifiés".
4. Question de Mme Annemie Van de Casteele à la Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'Égalité des chances entre hommes et femmes, sur "le travail au noir".
5. Questions jointes :
  - Question de Mme Annemie Van de Casteele à la Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'Égalité des chances entre hommes et femmes, sur "la récupération des aides Maribel demandée par la Commission européenne".
  - Question de M. Joos Wauters à la la Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'Égalité des chances entre hommes et femmes, sur "le remboursement des aides Maribel".
6. Echange de vues avec la Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'Égalité des chances entre hommes et femmes, sur le rapport belge relatif à la mise en œuvre des Lignes directrices du Conseil de l'Union européenne en matière d'emploi (art. 128 du Traité CE).

Jeudi 30 avril 1998, à 12 h 30 m

Commission

chargée des problèmes de droit commercial et économique

1. Projet de loi modifiant l'article 190quinquies des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935.  
(Votes.)  
(Rapporteur : M. Luc Willems.)  
Amendements de M. Landuyt et du Gouvernement.
2. Projets de loi relatifs à la certification de titres émis par des sociétés commerciales.  
(Continuation.)
3. Projet de loi modifiant l'article 631 du Code judiciaire et les articles 5, 6 et 7 de la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire. — Transmis par le Sénat.
4. Proposition de loi (M. Luc Willems) modifiant le Code civil en ce qui concerne la clause pénale et les intérêts moratoires.  
(Rapporteur : M. Pierre Lano.)
5. Proposition de loi (M. Luc Willems) modifiant l'article 3 de la loi du 13 avril 1995 relative au contrat d'agence commerciale.

Jeudi 30 avril 1998, à 14 heures

Sous-Commission chargée de l'examen

des projets de loi contenant l'organisation du notariat

- Projets de loi modifiant la loi du 25 ventôse, an XI contenant organisation du notariat.  
(Continuation.)  
(Rapporteur : M. Servais Verherstraeten.)  
Amendements du Gouvernement et de MM. Van Hoorebeke, Verherstraeten et Barzin.

## WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

### PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN

Faculté des sciences

Le recteur de l'Université catholique de Louvain fait savoir que Mme Isabelle Belanger défendra publiquement sa dissertation pour l'obtention du grade de docteur en sciences le vendredi 8 mai 1998, à 14 h 30 m, local Lavo 51, bâtiment Lavoisier, à Louvain-la-Neuve.

Titre de la dissertation : « Effet d'une déformation hétérogène sur un ensemble mécaniquement anisotrope : le cas du massif cambrien de Rocroi (Ardenne franco-belge) », et une thèse annexe. (19376)

Le recteur de l'Université catholique de Louvain fait savoir que M. Samir Naim défendra publiquement sa dissertation pour l'obtention du grade de docteur en sciences le vendredi 15 mai 1998, à 15 heures, en l'auditoire Charles de la Vallée Poussin, bâtiment M. de Hemptinne, à Louvain-la-Neuve.

Titre de la dissertation : « Double résonance infrarouge-micro-onde sous champ électrique et spectroscopie des isotopomères de l'oxysulfure de carbone », et une thèse annexe. (19377)

KATHOLIEKE UNIVERSITEIT BRUSSEL

Faculteit letteren en wijsbegeerte  
Afdeling taal- en letterkunde : Germaanse talen

Aan de Katholieke Universiteit Brussel promoveert op dinsdag 12 mei 1998, om 14 uur, in de aula van de K.U.Brussel, Vrijheidslaan 17, 1081 Brussel, Mevr. Lieve De Wachter, geboren te Aalst op 11 juni 1966, en wonende te 3001 Heverlee, Celestijnenlaan 28, tot doctor in de letteren en wijsbegeerte, taal- en letterkunde : Germaanse talen, op een proefschrift getiteld : « Een literair-historisch onderzoek naar de effecten van ontleningen op de compositie en de zinging van de « Roman van Heinric en Margriete van Limborch », en een bijgevoegde stelling. (19378)

### Aankondigingen – Annonces

VENNOOTSCHAPPEN – SOCIETES

**Transfosac, société anonyme,**  
rue du Nouveau Monde 80, 7060 Soignies

R.C. Mons 123646 – T.V.A. 444.295.632

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 mai 1998, à 15 heures. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport du conseil d'administration et des comptes annuels. 2. Adoption des comptes annuels au 31 décembre 1997. 3. Affectation des résultats sociaux. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Elections statutaires. 6. Divers. (8782)

**Transmartin, société anonyme,**  
route de Coe 50, 4980 Trois-Ponts

R.C. Verviers 59096 – T.V.A. 433.221.893

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 mai 1998, à 15 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 1997.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers. (8783)

**Transports internationaux Iwan Dejardin, société anonyme,**  
rue Peltzer de Clermont 96, 4800 Verviers

R.C. Verviers 7355 – T.V.A. 402.325.811

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 mai 1998, à 10 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1997.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers. (8784)

**Sobelpap, société anonyme,**  
rue du Nouveau Monde 80, 7060 Soignies

R.C. Mons 123645 – T.V.A. 444.295.830

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 mai 1998, à 15 h 30 m. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport du conseil d'administration et des comptes annuels. 2. Adoption des comptes annuels au 31 décembre 1997. 3. Affectation des résultats sociaux. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Elections statutaires. 6. Divers. (8785)

**Nivelles Motors, société anonyme,**  
à 1400 Nivelles

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 8 mai 1998, à 11 h 30 m, au siège social, Faubourg de Mons 68-70, 1400 Nivelles. — Ordre du jour : 1. Rapports des administrateurs. 2. Approbation des bilan et compte de résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Nominations statutaires éventuelles. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer à l'article 31 des statuts. (8786)

**Pirlot, société anonyme,**  
rue de Combattants 70, 6140 Fontaine-l'Evêque

R.C. Charleroi 63610 – T.V.A. 401.729.161

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 mai 1998, à 15 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers. (8787)



**Plan Service, société anonyme,  
boulevard Paul Janson 72-74, 6000 Charleroi**

R.C. Charleroi 87 – T.V.A. 425.295.213

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 mai 1998, à 14 heures. — Ordre du jour : Approbation du bilan et compte de résultats au 31 décembre 1997. Approbation du rapport du conseil d'administration et du rapport de gestion. Décharge à l'administrateur-délégué. Décharge aux administrateurs. Affectation du résultat. Divers. (8788)

**PQR Assist, société anonyme,  
rue du Cerf 200, 1330 Rixensart**

R.C. Nivelles 82464 – T.V.A. 458.793.073

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire, que se tiendra au siège social, rue de Cerf 200, à 1330 Rixensart, le vendredi 8 mai 1998, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion.
2. Examen des comptes arrêtés au 31 décembre 1997.
3. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1997.
4. Affectation du résultat.
5. Décharge aux administrateurs pour l'exercice écoulé.
6. Divers.

Pour y assister, MM. les actionnaires sont priés de se conformer aux statuts. (8789)

**Risbart, société anonyme,  
avenue Gribaumont 87, 1200 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 597008

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 mai 1998, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers.

Se conformer aux statuts pour le dépôt des titres. (8790)

**Salaisons de la Semois, société anonyme,  
route du Croisé 11, 6831 Noirefontaine**

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 mai 1998, à 10 heures.

Ordre du jour :

1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997. 2. Affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Démissions et nominations d'administrateurs. 5. Divers. (8791)

**Security Risk Management, société anonyme,  
chaussée de La Hulpe 110, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 589109 – T.V.A. 454.375.219

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, chaussée de La Hulpe 110, à 1000 Bruxelles, le vendredi 8 mai 1998, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Démissions, nominations des administrateurs. 5. Divers.

Pour assister à l'assemblée, MM. les actionnaires sont priés de se conformer au prescrit de l'article 21 des statuts de la société. (8792)

**Sefec, société anonyme,  
chemin Royal 35, 7090 Braine-le-Comte**

R.C. Mons 113604 – T.V.A. 431.065.030

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 mai 1998, à 10 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (8793)

**Meubles Willy Vander Elst, société anonyme,  
chaussée d'Helmet 225-231, 1030 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 423191 – T.V.A. 419.923.292

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 mai 1998, à 15 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (8794)

**Kavemare, société anonyme,  
avenue des Bouvreuils 16, 1301 Bierges**

R.C. Nivelles 62531

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 mai 1998, à 17 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport annuel du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997. 3. Affectation des résultats sociaux. 4. Décharge aux administrateurs de leur mandat durant l'exercice 1997. 5. Démissions et nominations statutaires. 6. Divers.

Les actionnaires sont priés de se conformer aux statuts. (8795)

**La Maison dans les Arbres, société anonyme,  
avenue van Becelaere 111, 1170 Bruxelles**

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 mai 1998, à 18 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations éventuelles. 6. Divers. (8796)

**Etablissements Richard Flamant, société anonyme,  
chaussée de Bastogne 58, 6640 Vaux-sur-Sûre (Sibret)**

R.C. Neufchâteau 16953 – T.V.A. 432.961.280

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 mai 1998, à 18 heures, avec l'ordre du jour suivant :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (8797)

**Forest-Metals-Vorst, société anonyme,  
chaussée de Neerstalle 164, 1190 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 440967 – T.V.A. 422.577.827

Assemblée générale ordinaire au siège social, le 8 mai 1998, à 14 heures. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport du conseil d'administration et du commissaire-réviseur ainsi que des comptes annuels. 2. Adoption des comptes annuels au 31 décembre 1997. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 5. Divers. (8798)

**Getralux, société anonyme,  
rue Saint-Denis 105, 1190 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 397005 – T.V.A. 415.738.040

L'assemblée générale annuelle se réunira le 8 mai 1998, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997 et affectation du résultat. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. Pour assister, se conformer à l'article 27 des statuts. (8799)

**Immo Saulchoy, société anonyme,  
chemin du Cornet 70, 7060 Soignies**

R.C. Mons 116837

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 mai 1998, à 14 h 30 m. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (8800)

**Immo Albert, société anonyme,  
chemin du Cornet 70, 7060 Soignies**

R.C. Mons 129610

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 mai 1998, à 15 h 30 m. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (8801)

**Immo Brasseur, société anonyme,  
chemin du Cornet 70, 7060 Soignies**

R.C. Mons 565

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 mai 1998, à 17 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (8802)

**Immo Chaussée, société anonyme,  
chemin du Cornet 70, 7060 Soignies**

R.C. Mons 116839

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 mai 1998, à 16 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (8803)

**Immo Clerbois, société anonyme,  
chemin du Cornet 70, 7060 Soignies**

R.C. Mons 116838

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 mai 1998, à 15 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (8804)

**Immo Fer, société anonyme,  
chemin du Cornet 70, 7060 Soignies**

R.C. Mons 134367

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 mai 1998, à 17 h 30 m. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (8805)

**Immo Neuve, société anonyme,  
chemin du Cornet 70, 7060 Soignies**

R.C. Mons 424

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 mai 1998, à 16 h 30 m. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Renouvellement du conseil d'administration. 6. Divers. (8806)

**Immobilier Baumanco, société anonyme,  
rue des Bayards 22-24, 4000 Liège**

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 8 mai 1998, à 15 heures, au siège social.

Ordre du jour :

Rapport de gestion du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997. Décharge aux administrateurs. Affectation des résultats. Divers.

Dépôt des titres au siège social cinq jours francs avant l'assemblée générale. (8807)

**Installations électriques du Borinage, société anonyme,  
chaussée du Roeulx 9, à 7000 Mons**

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 8 mai 1998, à 15 heures, au siège social.

Ordre du jour : 1. Rapport de gestion sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 1997 et rapport du commissaire-réviseur. 2. Approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 1997. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur.

Se conformer aux statuts pour le dépôt des titres. (8808)

**Construbat, société anonyme,  
Port du Val, rue du Pont du Val, 4100 Seraing**

R.C. Liège 135253 – T.V.A. 420.139.365

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 mai 1998, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (8809)

**D.G., société anonyme,  
chaussée de Tournai 141, 7740 Pecq**

R.C. Tournai 72673

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 mai 1998, à 17 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (8810)

**Deba, société anonyme,  
rue du Nouveau Monde 80, 7060 Soignies**

R.C. Mons 123643 – T.V.A. 444.295.434

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 mai 1998, à 14 h 30 m. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport du conseil d'administration et des comptes annuels. 2. Adoption des comptes annuels au 31 décembre 1997. 3. Affectation des résultats sociaux. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Elections statutaires. 6. Divers. (8811)

**Droit et Diffusion, société anonyme,  
avenue de Boetendael 72, 1180 Bruxelles**

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 mai 1998, à 16 heures.

Ordre du jour :

1. Examen et approbation du rapport de gestion. 2. Examen et approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Démissions, nominations. 6. Divers.

Il y a lieu de se conformer aux statuts. (8812)

**Bengali, société anonyme,  
avenue Adolphe Lacomblé 59-61, 1030 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 598243 — NN 456.557.224

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra au siège social, le vendredi 8 mai 1998, à 11 heures, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Lecture du rapport du conseil d'administration.
2. Adoption des comptes annuels au 31 décembre 1997.
3. Approbation des résultats sociaux.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers. (8813)

**Assenmaker Outi-Pres, société anonyme,  
chemin du Vicinal 5, 4190 Werbomont**

R.C. Huy 27655 – T.V.A. 403.909.978

Assemblée générale ordinaire le 8 mai 1998, à 17 heures, au siège social.

Ordre du jour : Rapport de gestion. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997. Affectation du résultat. Décharges légales.

Dépôt des titres : cinq jours francs avant l'assemblée, au siège social. (8814)

**Ateliers Guillaume Van Roy, société anonyme,  
avenue de la Verrerie 21-23a, 1190 Bruxelles**

Assemblée générale ordinaire au siège social, le 8 mai 1998, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Lecture des rapports du conseil d'administration et du commissaire-réviseur, ainsi que des comptes annuels. 2. Adoption des comptes annuels au 31 décembre 1997. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 5. Divers. (8815)

**Atelier d'Architecture Gauthoye-Berhaut, société anonyme,  
à 4053 Embourg**

Assemblée générale ordinaire du 8 mai 1998, à 18 heures, au siège social, Bois Libert 31, à 4053 Embourg. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration pour l'exercice écoulé. 2. Examen des comptes annuels 1997 et approbation de ceux-ci. 3. Affectation du résultat des comptes annuels 1997. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (8816)

**Batibaum, société anonyme,  
rue des Bayards 22-24, 4000 Liège**

R.C. Liège 182440 — NN 449.060.411

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 mai 1998, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Lecture du rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels, arrêtés au 31 décembre 1997. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (8817)

**« Young Belgium Aviation », société anonyme,  
rue des Champs du Bois 41, 1421 Ophain**

R.C. Nivelles 70787 – T.V.A. 447.225.428

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 8 mai 1998, à 9 heures, à Hoeilaart, Nilleveldstraat 36. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations statutaires. 6. Divers. Se conformer aux statuts. (8818)

**DBM Synergy, société anonyme,  
rue Potaerdegat 22-24, 1080 Bruxelles**

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 8 mai 1998, à 16 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport aux administrateurs. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (8819)

**Garage Quevrain, société anonyme, à 5101 Erpent**

—  
L'assemblée générale ordinaire se réunira le 8 mai 1998, à 15 heures, au siège social, chaussée de Marche 555, 5101 Erpent. — Ordre du jour : 1. Rapport des administrateurs. 2. Approbation du bilan et du compte de résultats. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Renouvellement mandats administrateurs. 6. Divers. (8820)

**Braco, société anonyme,  
rue Ferme Bordeau 20, 1470 Bousval**

R.C. Nivelles 48141 – T.V.A. 423.661.356  
—

Assemblée générale annuelle au siège social de la société, le 8 mai 1998, à 9 h 30 m. — Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration et du commissaire. Approbation des comptes annuels, clôturés au 31 décembre 1997. Affectation du résultat. Décharge. Nominations. Divers. Pour assister à l'assemblée générale, tout actionnaire doit se conformer à l'article 29 des statuts. (8821)

**Pompes funèbres Moreaux & fils, société anonyme,  
avenue Roosevelt 131, à 5060 Sambreville (Tamines)**

R.C. Namur 50555  
—

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 8 mai 1998, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1997. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nomination nouvel administrateur. 6. Divers. (8822)

**« C.L.T.H. Invest », société anonyme,  
avenue des Villas 28, 1060 Bruxelles**

—  
L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 8 mai 1998, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations statutaires. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (8823)

**Delzelle, société anonyme,  
chaussée de Mons 93, 7090 Braine-le-Comte**

R.C. Mons 130824 – T.V.A. 445.999.169  
—

Assemblée générale ordinaire le 8 mai 1988, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et comptes des résultats. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (8824)

**Siclinvest, société anonyme,  
boulevard du Souverain 207, bte 3, 1160 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 570218  
—

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 12 mai 1998, à 16 heures, rue du Merlo 1, 1180 Bruxelles, avec l'ordre du jour suivant : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Rapport de contrôle du commissaire-réviseur. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 5. Rémunération du conseil d'administration. 6. Divers. (8825)

**Thermo-Technique, société anonyme,  
rue de la Lys 21, 7500 Tournai**

R.C. Tournai 56322 – T.V.A. 420.447.785  
—

MM. les actionnaires sont priés d'assister à une assemblée générale extraordinaire le vendredi 8 mai 1998, à 11 heures au siège social, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. a) Rapport du conseil d'administration contenant la justification détaillée de la modification de l'objet social proposée ci-dessous, avec, en annexe, un état résumant la situation active et passive de la société arrêté au 28 février 1998.

b) Rapport du commissaire-réviseur sur cet état.

c) Proposition de refondre le texte de l'objet social et d'étendre cet objet pour y inclure l'achat, la vente, l'importation, l'exportation, la fabrication par elle-même ou à façon, l'installation et la mise en œuvre de tout produit lié à l'isolation, la protection ignifuge et l'étanchéité, de tous produits de peinture anti-feu ainsi que la réalisation de tous travaux de traitement ou d'application liés à la protection ignifuge et, plus généralement, la vente et l'application, sous toutes ses formes, de tous produits de peinture industrielle au grand public, ainsi que l'exercice de l'activité sociale tant en Belgique qu'à l'étranger et tant pour compte propre que pour compte de tiers.

2. Modification consécutive de l'article 3 des statuts.

3. Adoption d'un nouveau texte des statuts, sans modification des éléments fondamentaux de ceux-ci, pour les abrégés et les adapter à la législation actuelle, et notamment : suppression de la teneur des articles 7, 10, 28, 29 et des dispositions statutaires d'ordre interne et transitoires, périmés ou qui reproduisent la loi, suppression de l'obligation de dépôt des titres avant l'assemblée, introduction de la possibilité de voter par correspondance, de la possibilité pour le conseil d'administration de prendre certaines décisions par consentement unanime des administrateurs exprimé par écrit, élection de domicile, référence au droit commun, et adaptation de la numérotation.

4. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions à prendre sur les objets qui précèdent.

Le texte complet des modifications aux statuts peut être obtenu au siège de la société, sur simple demande de MM. les actionnaires.

Pour pouvoir assister à cette assemblée, MM. les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 25 des statuts.

Les dépôts des titres au porteur doivent être effectués pour le 30 avril 1998, au plus tard, au siège social. (8826) Le conseil d'administration.

**Thermo-Technique, société anonyme,  
rue de la Lys 21, 7500 Tournai**

R.C. Tournai 56322 – T.V.A. 420.447.785  
—

MM. les actionnaires sont priés d'assister à une assemblée générale extraordinaire le vendredi 8 mai 1998, à 11 h 30 m, au siège social, en vue de délibérer sur l'objet du jour suivant :

1. Etablissement d'une version authentique des statuts en néerlandais.

2. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions à prendre sur les objets qui précèdent.

Le texte complet des modifications aux statuts peut être obtenu au siège de la société, sur simple demande de MM. les actionnaires.

Pour pouvoir assister à cette assemblée, MM. les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 25 des statuts.

Les dépôts des titres au porteur doivent être effectués pour le 30 avril 1998, au plus tard, au siège social. (8827) Le conseil d'administration.

**Thermo-Technique, naamloze vennootschap,  
rue de la Lys 21, 7500 Doornik**

H.R. Doornik 56322 — BTW 420.447.785

De heren aandeelhouders worden verzocht aan een buitengewone algemene vergadering deel te nemen op vrijdag 8 mei 1998, om 11 u. 30 m., op de maatschappelijke zetel om over de volgende agenda te beraadslagen :

1. Opmaak van een authentiek vertaalde tekst van de statuten in het Nederlands.

2. Aan de raad van bestuur toe te vertrouwen bevoegdheden ter uitvoering van de in het kader van de voorafgaande voorwerpen te nemen besluiten.

De volledige tekst van de wijzigingen aan de statuten kan ter zetel van de vennootschap bekomen worden op eenvoudige aanvraag van de heren aandeelhouders.

Om aan deze vergadering te kunnen deelnemen worden de heren aandeelhouders verzocht zich naar artikel 25 van de statuten te schikken.

De neerleggingen van de bewijzen aan toonder moeten uitgevoerd worden voor 30 april 1998 ten laatste op de maatschappelijke zetel. (8827) De raad van bestuur.

**Technique Electrique Industrielle,  
en abrégé : « T.E.I. », société anonyme,  
rue de la Lys 21, 7500 Tournai**

R.C. Tournai 71701 — T.V.A. 441.391.372

MM. les actionnaires sont priés d'assister à une assemblée générale extraordinaire le vendredi 8 mai 1998, à 12 heures, au siège social, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Adoption d'un nouveau texte des statuts, sans modification des éléments fondamentaux de ceux-ci, pour les abrégés et les adapter à la législation actuelle, et notamment : suppression de la teneur des articles 1<sup>er</sup>, alinéa 2; 4, alinéas 2 et 3; 5, alinéas 3 à 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11; 12, alinéas 2, 14, 15; 20, alinéas 8 à 10, 25, 29, 31; 32, alinéas 3, 36, 37, 42, périmés ou qui reproduisent la loi, introduction de la possibilité de voter par correspondance, de la possibilité pour le conseil d'administration de prendre certaines décisions par consentement unanime des administrateurs exprimé par écrit, et adaptation de la numérotation.

2. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions à prendre sur les objets qui précèdent.

Le texte complet des modifications aux statuts peut être obtenu au siège de la société, sur simple demande de MM. les actionnaires. (8828) Le conseil d'administration.

**Technique Electrique Industrielle,  
en abrégé : « T.E.I. », société anonyme,  
rue de la Lys 21, 7500 Tournai**

R.C. Tournai 71701 — T.V.A. 441.391.372

MM. les actionnaires sont priés d'assister à une assemblée générale extraordinaire le vendredi 8 mai 1998, à 12 h 30 m., au siège social, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Etablissement d'une version authentique des statuts et néerlandais.
2. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration.

Le texte complet des modifications aux statuts peut être obtenu au siège social de la société, sur simple demande de MM. les actionnaires. (8829) Le conseil d'administration.

**Technique Electrique Industrielle,  
afgekort : « T.E.I. », naamloze vennootschap,  
rue de la Lys 21, 7500 Doornik**

H.R. Doornik 71701 — BTW 441.391.372

De heren aandeelhouders worden verzocht aan een buitengewone algemene vergadering deel te nemen op vrijdag 8 mei 1998, om 12 u. 30 m., op de maatschappelijke zetel, om over de volgende agenda te beraadslagen :

1. Opmaak van een authentiek vertaalde tekst van de statuten in het Nederlands.

2. Aan de raad van bestuur toe te vertrouwen bevoegdheden.

De volledige tekst van die wijzigingen aan de statuten kan op de zetel van de vennootschap bekomen worden op eenvoudige aanvraag van de heren aandeelhouders. (8829) De raad van bestuur.

**Codire, société anonyme,  
à 1000 Bruxelles, boulevard E. Jacquain 162, bte 15**

R.C. Bruxelles 431049

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 8 mai 1998, à 11 h 30 m, au siège social avec l'ordre du jour :

1. Rapports des administrateurs. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Délibération en vertu de l'article 103 des L.C.S.C. 6. Proposition de mise en liquidation de la société. 7. Divers. (8830)

**Van Dijck, naamloze vennootschap,  
Astridplein 8A, 2280 Grobbendonk**

H.R. Turnhout 74435 — BTW 452.760.366

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 8 mei 1998, te 20 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (8831)

**Vecoplast, naamloze vennootschap,  
Gaardenierseweg 77, bus 11, 9000 Gent**

H.R. Gent 166119 — BTW 447.924.323

Algemene vergadering in de zetel van de vennootschap op vrijdag 8 mei 1998, om 18 uur. — Agenda : Jaarverslag. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997. Statutaire kwijting. Statutaire herkiezingen. Diverse. Zich schikken naar de statutaire bepalingen. (8832)

**Vieren & C°, commanditaire vennootschap op aandelen,  
te Oostende, Kapellestraat 26**

H.R. Oostende 49055 — NN 448.189.290

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering die zal gehouden worden in de zetel van de vennootschap, op vrijdag 8 mei 1998, om 11 uur, met navolgende agenda : 1. Jaarverslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997. 3. Bestemming resultaat. 4. Goedkeuring wedde zaakvoerders. 5. Kwijting bestuurders. 6. Ontslag en benoeming. 7. Diversen. (8833)

**« Westwood Pro Cycling Team », naamloze vennootschap,  
Brechtsebaan 284, 2900 Schoten**

H.R. Antwerpen 275584 – BTW 440.135.520

De jaarvergadering zal gehouden worden op 8 mei 1998, te 10 uur, op de zetel. — Agenda : Verslag bestuurders. Bestemming resultaat. Goedkeuring jaarrekening. Kwijting van bestuur aan bestuurders. Ontslag en statutaire benoemingen. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (8834)

**ADM, naamloze vennootschap,  
Plein 10, 3700 Tongeren**

H.R. Tongeren 70262 – BTW 444.273.460

De gewone algemene vergadering van de aandeelhouders zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel te 3700 Tongeren, op vrijdag 8 mei 1998, om 19 uur.

Om aan de vergadering te kunnen deelnemen dient men zich te gedragen naar de voorschriften van de statuten.

Agenda :

1. Goedkeuring van de oproep van de algemene vergadering.
2. Rapport van de bestuursraad.
3. Lezing van de jaarrekeningen afgesloten per 31 december 1997.
4. Goedkeuring van de jaarrekeningen afgesloten per 31 december 1997 en verwerking van het resultaat per 31 december 1997.
5. Ontlasting te verlenen aan de bestuurders.
6. Statutaire benoemingen.
7. Varia. (8835) De raad van bestuur.

**Toandia, naamloze vennootschap,  
Tinnepotstraat 42, 9000 Gent**

H.R. Gent 15103 – BTW 430.175.006

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 8 mei 1998, te 17 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Benoeming bestuurders. 6. Varia. Zich richten naar de statuten. (8836)

**Sibra, naamloze vennootschap,  
Merelstraat 5, 3620 Lanaken**

H.R. Tongeren 67605 – BTW 437.992.117

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 8 mei 1998, te 18 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (8837)

**Never, burgerlijke vennootschap onder de vorm van  
een naamloze vennootschap, Blakmeers 27A, 1790 Affligem**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Brussel, nr. 774

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 8 mei 1998, te 10 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. (8838)

**Newport Consulting, naamloze vennootschap,  
Koningsstraat 215, 1210 Brussel**

H.R. Brussel 553949 – BTW 446.220.883

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden in de zetel van de vennootschap, op 8 mei 1998, te 11 uur, met navolgende agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Goedkeuring wedde bestuurders. 5. Kwijting aan bestuurders. 6. Ontslag en benoeming. 7. Varia. (8839)

**Lievens Invest Group, naamloze vennootschap,  
Koningsstraat 215, 1210 Brussel**

H.R. Brussel 473332 – BTW 427.718.629

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, op 8 mei 1998, om 14 uur, met navolgende agenda :

1. Jaarverslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997. 3. Bestemming resultaat. 4. Goedkeuring wedde bestuurders. 5. Kwijting bestuurders. 6. Ontslag en benoeming. 7. Diversen. (8840)

**Intrabo, naamloze vennootschap,  
Nijverheidsstraat 9, 3590 Hamont-Achel**

H.R. Hasselt 54115 – BTW 417.342.795

De algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 8 mei 1998, om 10 uur.

Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997. Bestemming resultaat. Kwijting aan bestuurders. Diversen. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken volgens de statuten. (8841)

**Jupiter, naamloze vennootschap,  
Liersesteenweg 381E, 2800 Mechelen**

H.R. Mechelen 61974 – BTW 416.008.452

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 8 mei 1998, te 18 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen vóór de vergadering. (8842)

**Eltepe Management, naamloze vennootschap,  
Blankenbergsesteenweg 31, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 298

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 8 mei 1998, te 20 uur. — Dagorde : 1. Verslag van bestuurders. 2. Goedkeuring der jaarrekeningen. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (8843)

**Emanso, naamloze vennootschap,  
Schaalbruggestraat 44, te 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 115396 – BTW 432.274.560

Jaarvergadering op de zetel, op 8 mei 1998, te 11 u. 30 m.

Dagorde :

1. Verslag van bestuurders. 2. Goedkeuring der jaarrekeningen.  
3. Aanwending van het resultaat. 4. Ontlasting aan bestuurders en  
accountant. 5. Varia. (8844)

**Belgian Sea Food Trading Group, naamloze vennootschap,  
Hanneusestraat 44, bus 2, 8370 Blankenberge**

H.R. Brugge 83768 – BTW 457.322.732

Jaarvergadering op 8 mei 1998, om 18 uur, op de zetel. — Agenda :  
1. Verslag bestuurraad. 2. Goedkeuring jaarrekening per  
31 december 1997. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders.  
5. Diversen. (8845)

**Denicol Motor Oils, naamloze vennootschap,  
Kromstraat 54, 2520 Ranst**

H.R. Antwerpen 255910 – BTW 430.568.350

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 8 mei 1998,  
te 17 uur.

Dagorde :

1. Verslag van bestuurders. 2. Goedkeuring der jaarrekeningen  
afgesloten op 31 december 1997. 3. Bestemming van het resultaat.  
4. Kwijting aan bestuurders. 5. Statutaire benoemingen. 6. Varia.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (8846)

**Aldekor, naamloze vennootschap,  
Ieperleedstraat 52, 8432 Middelkerke**

H.R. Oostende 40365 – BTW 427.140.191

De jaarvergadering zal gehouden worden ter studie van notaris  
Vanderheyde, te Oostende, Prinses Clementinaplein 64, op 8 mei 1998,  
te 15 uur. — Dagorde : 1. Nazicht verslag raad van bestuur. 2. Goed-  
keuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwij-  
ting aan de bestuurders. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Aanpassing  
statuten aan de nieuwe wetgeving. 7. Diversen. (8847)

**« Anciens Etablissements Lesage », naamloze vennootschap,  
1930 Zaventem**

H.R. Brussel 283831

De jaarvergadering zal gehouden worden, op de sociale zetel, Groen-  
straat 48, 1930 Zaventem, op 8 mei 1998, te 15 uur. — Dagorde :  
1. Verslagen van bestuurders. 2. Goedkeuring balans en resultatenre-  
kening. 3. Ontlasting te verlenen aan bestuurders. 4. Diversen. Om  
toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken volgens de  
statuten. (8848)

**Andre Saelens & zoon, naamloze vennootschap,  
Oostmolenstraat 28, te 9880 Aalter**

H.R. Gent 137081

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 8 mei 1998,  
te 18 uur.

Dagorde :

1. Verslag van bestuurders en commissaris. 2. Goedkeuring der jaar-  
rekeningen. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuur-  
ders. 5. Varia. (8849)

**Arnout, naamloze vennootschap,  
Oostendesteeweg 96, 8480 Ichtegem**

H.R. Oostende 17276 – BTW 412.587.223

Jaarvergadering op de zetel op 8 mei 1998, om 15 uur. — Dagorde :  
1. Kennisname van het verslag van de raad van bestuur. 2. Kennisname  
van het verslag van de commissaris-revisor. 3. Goedkeuring van de  
jaarrekening per 31 december 1997. 4. Bestemming van het resultaat.  
5. Kwijting aan de bestuurders. 6. Kwijting aan de commissaris-revisor.  
7. Varia. (8850)

**Artiflor, naamloze vennootschap,  
Nijverheidsstraat 9, 3930 Hamont-Achel**

H.R. Hasselt 54882 – BTW 419.821.047

De algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschap-  
pelijke zetel op 8 mei 1998, om 18 uur.

Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening  
per 31 december 1997. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders.  
5. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken volgens de  
statuten. (8851)

**Brainwave, naamloze vennootschap,  
Grote Steenweg 433, 2600 Berchem**

H.R. Antwerpen 308019 — NN 453.963.067

De jaarvergadering wordt gehouden op de zetel, op 8 mei 1998, te  
16 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeu-  
ring van de jaarrekening per 31 december 1997. 3. Bestemming van het  
resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de  
statuten. (8852)

**Distributiemacht, vereniging zonder winstoogmerk,  
Vijf Gezusterslaan 22, 2960 Brecht**

Jaarvergadering op de zetel, op 8 mei 1998, te 17 uur. — Dagorde :  
1. Goedkeuring verslag van de raad van bestuur aan de leden-  
vergadering. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per  
31 december 1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Decharge aan  
alle bestuurders. 5. Ontslag van bestuurder. (8853)

**Vlaams Steun- en Aktiekomitee, vereniging zonder winstoogmerk,  
Vijf Gezusterslaan 22, 2960 Brecht**

Jaarvergadering op de zetel, op 8 mei 1998, te 17 u. 30 m. —  
Dagorde : 1. Goedkeuring verslag van de raad van bestuur aan de  
ledenvergadering. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per  
31 december 1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Decharge aan  
alle bestuurders. 5. Ontslag van bestuurder. (8854)

**Vlaamse Fusievennootschap, naamloze vennootschap,  
Vijf Gezusterslaan 22, 2960 Brecht**

H.R. Antwerpen 299446 – BTW 450.981.308

Algemene aandeelhoudersvergadering bij de heer notaris Celis, Kasteelpleinstrat 59, 2000 Antwerpen, op 8 mei 1998, vanaf 15 uur.

Dagorde :

1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Decharge aan alle bestuurders.
4. Ontslag van bestuurder.
5. Benoeming van bestuurder.
6. Afschaffing van fractiewaarde der aandelen.

7A. Bij toepassing van art. 103 venn. w. wordt er beraadslaagd en een besluit genomen over het al dan niet voortzetten van de activiteiten van de vennootschap aangezien het nettoactief gedaald is tot minder dan de helft van het maatschappelijk kapitaal evenwel zonder dat het verlies gedaald is tot minder dan één vierde van het maatschappelijk kapitaal.

7B. Voorafgaandelijke kennisname van het verslag van de raad van bestuur, waarin maatregelen staan opgesomd die de raad van bestuur wenst te nemen tot herstel van de financiële toestand van de vennootschap.

8. Vermindering van het maatschappelijk kapitaal met BEF 22 102 000 ter aanzuivering van geleden verliezen zonder vernietiging van aandelen. Vaststelling aanrekening kapitaalvermindering.

9. Vernietiging van 3 353 eigen aandelen.

Vermindering van het kapitaal met BEF 3 353 000 door vernietiging van de eigen aandelen daar de vennootschap geen eigen aandelen op de balans wenst aan te houden.

Wijziging art. 5.

10. Toekenning van bevoegdheid aangaande de inkoop van eigen aandelen aan de raad van bestuur. Wijziging art. 8bis.

11. Wijziging eerste al. van art. 9 aangaande regeling minimum aantal bestuurders.

12. Wijziging voorlaatste al. art. 9 aangaande volmachten bestuurders.

13. Schrapping van « met een drie kwart meerderheid » in art. 14.

14. Toevoeging van « desgevallend » in de vierde al. van art. 16 tussen « Zij zal » en « de verslagen ».

15. Schrapping art. 21 vanaf al. twee aangaande boekhoudkundige stukken. (8855)

**Sidoco, naamloze vennootschap,  
Kluizensteenweg 1, 9000 Gent**

H.R. Gent 99724 – BTW 400.106.390

De jaarvergadering zal gehouden worden op 8 mei 1998, te 17 uur, op de zetel, met als dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Verslag van de commissaris-revisor.
3. Lezing en behandeling van de jaarrekening per 31 december 1997.
4. Goedkeuring van de verslagen en goedkeuring van de jaarrekening 1997.
5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en de commissaris-revisor. (8856)

**Van Hoorebeke & Zoon, naamloze vennootschap,  
Kluizensteenweg 1, 9000 Gent**

H.R. Gent 13200 – BTW 400.114.805

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 8 mei 1998, te 16 uur, met als dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.

2. Verslag van de commissaris-revisor.

3. Lezing en behandeling van de jaarrekening per 31 december 1997.

4. Goedkeuring van de verslagen en goedkeuring van de jaarrekening 1997.

5. Kwijting te geven aan de bestuurders en de commissaris-revisor. (8857)

**Ramquin, naamloze vennootschap,  
Aimé Liebartstraat 28, 8400 Oostende**

H.R. Oostende 45971 – BTW 439.972.303

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 8 mei 1998, te 20 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (8858)

**Vermeufina, naamloze vennootschap, in vereffening,  
Beversesteenweg 78, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 8198

Jaarvergadering in zetel van de vennootschap op 8 mei 1998, om 14 uur. — Agenda : Verslag van de vereffenaars. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997. Aanwending resultaat, wedde vereffenaar. Statutaire kwijting. Diverse. Zich schikken naar de statutaire bepalingen. (8859)

**Exquisite, naamloze vennootschap, in vereffening,  
Romeinse Put 95, te 2650 Edegem**

Jaarvergadering d.d. 8 mei 1998, om 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Bespreking toestand van de vereffening. (8860)

**Brouwerij Ten Broucke, naamloze vennootschap,  
Voskensstraat 50, 9500 Geraardsbergen**

H.R. Oudenaarde 58 — N.N. 433.556.247

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 8 mei 1998, te 19 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (8861)

**Buizemont, naamloze vennootschap,  
Voskensstraat 50, 9500 Geraardsbergen**

H.R. Oudenaarde 57 — N.N. 433.513.091

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 8 mei 1998, te 15 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (8862)



**Taxi Valentin, naamloze vennootschap,  
Industriestraat 4, 3560 Lummen**H.R. Hasselt 78212 – BTW 443.702.150  
—

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 8 mei 1998, te 20 uur. — Dagorde: 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Verlenging mandaten. 6. Varia. Zich gedragen naar de bepalingen van de statuten. (8863)

**Tuinbouw Van Der Linden, naamloze vennootschap,  
Voskensstraat 50, 9500 Geraardsbergen**H.R. Oudenaarde 40207 – BTW 454.640.780  
—

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 8 mei 1998, te 9 uur. — Dagorde: 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (8864)

**Société Immobilière de Woluwe, naamloze vennootschap,  
Brusselsesteenweg 511, 3090 Overijse**H.R. Brussel 586079  
—

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 7 mei 1998, te 15 uur.

Dagorde:

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (8865)

**Tremauto, naamloze vennootschap,  
Blarenberglaan 2b, 2800 Mechelen**H.R. Mechelen 73383 – BTW 449.356.458  
—

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 8 mei 1998, te 20 uur.

Dagorde:

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Lezing van jaarrekening afgesloten op 31 december 1997. 3. Goedkeuring van de jaarrekening en verwerking van de resultaten. 4. Kwijting aan de leden van de raad van bestuur. 5. Diversen. (8866)

**Résidence de Tilff, société anonyme,  
rue A. Neef 9, 4130 Tilff**R.C. Liège 165664 — NN 433.797.856  
—

Assemblée générale ordinaire le 18 mai 1998, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour: 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Lecture des comptes annuels. 3. Approbation des documents précités. 4. Décharge aux membres du conseil d'administration. 5. Affectation du résultat. 6. Divers. (8867)

**Alnair, société anonyme,  
avenue Van Overbeke 214, bte 183, 1083 Bruxelles**R.C. Bruxelles 473751 – T.V.A. 427.800.682  
—

Assemblée générale ordinaire le lundi 18 mai 1998, à 13 heures, au siège social. — Ordre du jour: 1. Rapport de gestion. 2. Examen et approbation des comptes annuels et de résultats arrêtés au 31 décembre 1997. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au siège social, cinq jours francs avant l'assemblée. (8868)

**Lausonste, société civile sous forme de société anonyme,  
avenue de la Toison d'Or 26, à 1050 Bruxelles**Registre des sociétés civiles  
ayant emprunté la forme commerciale, Bruxelles, n° 836  
NN 432.079.669  
—

Assemblée générale ordinaire le lundi 18 mai 1998, à 10 heures, au siège social. — Ordre du jour: 1. Rapport des administrateurs. 2. Approbation des bilans et comptes de résultats. 3. Décharge aux administrateurs. Dépôt des titres au siège social (8869)

**Art Exchange, société anonyme,  
rue Ernest Allard 21, 1000 Bruxelles**R.C. Bruxelles 513838 – T.V.A. 436.370.237  
—

Assemblée générale ordinaire le 18 mai 1998, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour: 1. Approbation et report de la date d'assemblée. 2. Rapport de gestion des administrateurs. 3. Examen et approbation des comptes annuels et de résultats. 4. Affectation des résultats. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Stratégie sociale. 7. Divers. (8870)

**Groupe Vesta, société anonyme,  
avenue Léon Debatty 18, bte 2, 1070 Bruxelles**R.C. Bruxelles 511652 – T.V.A. 435.781.210  
—

Assemblée générale ordinaire du 18 mai 1998, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour: 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997. 3. Décharge à donner aux administrateurs pour les opérations de l'exercice. 4. Affectation du résultat. 5. Renouvellement des mandats d'administrateurs. 6. Divers. (8871)

**Sunyata, société civile sous forme de société anonyme,  
rue Blavier 3A, 7190 Ecaussines**Registre des sociétés civiles  
ayant emprunté la forme commerciale, Mons, n° 566  
T.V.A. 458.396.660  
—

Assemblée générale ordinaire le 18 mai 1998, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour: 1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997. 2. Décharge aux administrateurs. 3. Répartition. 4. Divers. (8872)

**Eurobrokers Insurance Consultants S.A., société anonyme,  
chaussée de Waterloo 1335, bte 1, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 530079

L'assemblée générale ordinaire se tiendra au siège social le 8 mai 1998, à 17 heures. – Ordre du jour : 1. Approbation du report de la date d'assemblée. 2. Rapport du conseil d'administration. 3. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997. 4. Affectation des résultats. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Application de l'article 103 sur les lois coordonnées des sociétés. 7. Divers. Se conformer aux statuts. (8873)

**Viscobel S.A., société anonyme,  
rue Lulay 64, 4690 Glons**

R.C. Liège 194155 – T.V.A. 457.478.922

Assemblée générale ordinaire le vendredi 8 mai 1998, à 11 heures, au siège social. – Ordre du jour : 1. Approbation de la date reportée de cette assemblée. 2. Etablissements des règles d'évaluation. 3. Lecture du rapport de gestion. 4. Présentation du projet de bilan. 5. Approbation des comptes annuels et affectation du résultat. 6. Décharge des administrateurs. 7. Démissions et nominations d'administrateurs. 8. Divers. (8874)

**Electric, société anonyme, à 1070 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 5301 – T.V.A. 401.883.866

Assemblée générale ordinaire le 18 mai 1998, à 17 heures, au siège social, boulevard Poincaré 61. – Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Rapport du commissaire-réviseur. 3. Examen et approbation des comptes annuels, de résultats et leurs annexes arrêtés au 31 décembre 1997. 4. Approbation et affectation du résultat. 5. Décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur. 6. Nomination. 7. Divers. Dépôt des titres jusqu'au 11 mai 1998 (article 23 des statuts). (8875)

**Société anonyme Immobilière Degive,  
Grand-Route 299, 4400 Flémalle**

R.C. Liège 143170 – T.V.A. 423.834.471

Assemblée générale ordinaire le 18 mai 1998, à 10 heures, au siège social. – Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1997. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (8876)

**Electro Hainaut, société anonyme,  
Grand-Route de Jemappes 212, 7000 Mons**

R.C. Mons 79414 – T.V.A. 401.170.620

Assemblée générale ordinaire le 18 mai 1998, à 10 heures, au siège social. – Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration et du commissaire-réviseur. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997. 3. Décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur. 4. Nominations statutaires. 5. Divers. Dépôt des titres, cinq jours francs avant l'assemblée, au siège social. (8877)

**European Telematic Group S.A., société anonyme,  
place du Champ de Mars 2, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 553937 – T.V.A. 445.618.889

Assemblée générale ordinaire le 18 mai 1998, à 14 heures, au siège social. – Ordre du jour : 1. Lecture du rapport du conseil d'administration. 2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits clôturés au 31 décembre 1997. 3. Affectation à donner aux résultats sociaux. 4. Décharge à conférer au conseil d'administration. 5. Divers. Les titres devront être déposés à l'agence BBL, chaussée d'Alseberg 411, 1180 Bruxelles, pour le 14 mai 1998 au plus tard. (8878)

**Recticel, société anonyme**Siège social : Woluwe-Saint-Lambert (1200 Bruxelles),  
avenue des Pléiades 15

R.C. Bruxelles 578 – T.V.A. 405.666.668

Les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire de la société qui se tiendra à Bruxelles, au siège de la Société Générale de Belgique, rue Royale 30, le mardi 19 mai 1998, à 15 heures, avec l'ordre du jour suivant :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire-réviseur sur les comptes annuels de l'exercice 1997.

2. Proposition faisant l'objet de la première résolution :

Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997 et de l'affectation du résultat y effectué, à savoir :

Affectation à la réserve légale de BEF 15 269 226; attribution d'un dividende de BEF 283 650 672 aux 11 818 778 actions privilégiées payable à partir du 11 juin 1998 contre présentation du coupon nr. 4, soit par action privilégiée un dividende brut de BEF 24 à précompter de 25 %; tantièmes statutaires BEF 4 254 760; bénéfice à reporter BEF 4 607 111.

3. Proposition faisant l'objet de la deuxième résolution :

Décharge à accorder aux administrateurs.

4. Proposition faisant l'objet de la troisième résolution :

Décharge à accorder au commissaire-réviseur.

5. Proposition faisant l'objet de la quatrième résolution :

Election définitive de Mme Christine Morin-Postel, appelée aux fonctions d'administrateur par le conseil d'administration le 21 janvier 1998 pour succéder à M. Patrick Buffet, démissionnaire à la même date, dont le mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2003.

6. Proposition faisant l'objet de la cinquième résolution :

Réélection comme administrateur de M. Jean-Pierre Standaert. Le mandat de M. Standaert expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2004.

7. Proposition faisant l'objet de la sixième résolution :

Réélection en qualité d'administrateur de M. Alain Chaigneau. Le mandat de M. Chaigneau expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2004.

8. Proposition faisant l'objet de la septième résolution :

Décision de ne pas remplacer M. Marshall S. Cogan, administrateur, qui a démissionné le 10 novembre 1997 et de réduire de 14 à 13 le nombre des administrateurs.

9. Proposition faisant l'objet de la huitième résolution :

Réélection comme commissaire-réviseur pour un nouveau mandat de trois ans de la société Deloitte & Touche, réviseurs d'entreprises scc, dont le siège social est établi à 1040 Bruxelles, avenue de la Renaissance 20, représentée par M. Claude Pourbaix, réviseur d'entreprises, domicilié à Woluwe-Saint-Pierre, Clos Saint Georges 5 et/ou par M. Philippe Roelants, réviseur d'entreprises, domicilié à 3191 Boortmeerbeek (anciennement Hever-Schiplaken), Narcislaan 10.

Fixation des émoluments du commissaire-reviseur.

Pour pouvoir assister à cette assemblée ou s'y faire représenter, les actionnaires voudront bien se conformer aux dispositions des articles 31 et 32 des statuts.

Le dépôt des titres au porteur et les avis de présence à donner par les actionnaires en nom devront être faits au plus tard le mardi 12 mai 1998.

Les titres au porteur doivent être déposés au siège social de la société, aux sièges, succursales et agences des organismes financiers suivants :

Générale de Banque;

Banque Indosuez Belgique;

ING Bank (Belgium);

Kredietbank.

Sans préjudice des dispositions de l'article 74, § 2, alinéa 2, et § 3, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, les actionnaires qui souhaitent se faire représenter doivent faire usage des modèles de procuration tenus à leur disposition aux endroits précités et faire parvenir leurs procurations à la société au plus tard pour le mardi 12 mai 1998.

(8879)

Le conseil d'administration.

#### **Recticel, naamloze vennootschap**

Maatschappelijke zetel : Sint-Lambrechts-Woluwe (1200 Brussel),  
Plejadenlaan 15

H. R. Brussel 578 — BTW 405.666.668

De aandeelhouders worden uitgenodigd aanwezig te zijn op de jaarvergadering van de vennootschap die zal plaatsvinden te Brussel in de zetel van de Generale Maatschappij van België, Koningsstraat 30, op dinsdag 19 mei 1998, om 15 uur, met de volgende agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur en verslag van de commissaris-revisor over de jaarrekening van het boekjaar 1997.

2. Voorstel dat het voorwerp van het eerste besluit uitmaakt :

Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997 en van de daarin verrichte aanwending van het resultaat te weten :

Toevoeging van BEF 15 269 226 aan de wettelijke reserve; toekenning van een dividend van BEF 283 650 672 aan de 11 818 778 bevoorrechte aandelen betaalbaar vanaf 11 juni 1998 tegen afgifte van coupon nr. 4, hetzij per bevoorrecht aandeel een brutodividend van 24 BEF waarop 25 % in te houden roerende voorheffing; statutaire tantièmes BEF 4 254 760; over te dragen winst BEF 4 607 111.

3. Voorstel dat het voorwerp van het tweede besluit uitmaakt :

Decharge te verlenen aan de bestuurders.

4. Voorstel dat het voorwerp van het derde besluit uitmaakt :

Decharge te verlenen aan de commissaris-revisor.

5. Voorstel dat het voorwerp van het vierde besluit uitmaakt :

Definitieve benoeming van Mevr. Christine Morin-Postel, tot bestuurder aangesteld door de raad van bestuur op 21 januari 1998 om de heer Patrick Buffet op te volgen die per zelfde datum ontslag nam en wiens mandaat zal eindigen bij het uiteengaan van de jaarvergadering van 2003.

6. Voorstel dat het voorwerp van het vijfde besluit uitmaakt :

Herkiezing als bestuurder van de heer Jean-Pierre Standaert. Het mandaat van de heer Standaert zal eindigen na de jaarvergadering van 2004.

7. Voorstel dat het voorwerp van het zesde besluit uitmaakt :

Herkiezing als bestuurder van de heer Alain Chaigneau. Het mandaat van de heer Chaigneau zal eindigen na de jaarvergadering van 2004.

8. Voorstel dat het voorwerp van het zevende besluit uitmaakt :

Beslissing om de heer Marshall S. Cogan, bestuurder, die ontslag nam op 10 november 1997 niet te vervangen en het aantal van de bestuurders van 14 op 13 te brengen.

9. Voorstel dat het voorwerp van het achtste besluit uitmaakt :

Herkiezing als commissaris-revisor voor een nieuw mandaat van drie jaar, van de vennootschap Deloitte & Touche, bedrijfsrevisoren bcv, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is 1040 Brussel, Renaissancelaan 20, vertegenwoordigd door de heer Claude Pourbaix, bedrijfsrevisor, wonende te Sint-Pieters-Woluwe, Sint-Jorisgaarde 5 en/of door de heer Philippe Roelants, bedrijfsrevisor, wonende te 3191, Boortmeerbeek (voorheen Hever-Schiplaken), Narcislaan 10.

Vastlegging van de emolumenten van de commissaris-revisor.

Om deze vergadering te kunnen bijwonen of om er zich te laten vertegenwoordigen, dienen de aandeelhouders aan de artikelen 31 en 32 van de statuten te voldoen.

De neerlegging van effecten aan toonder en de presentiekennisgeving door de aandeelhouders op naam dienen te gebeuren ten laatste op dinsdag 12 mei 1998.

De effecten aan toonder moeten worden neergelegd op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, of op de zetel, in de filialen en de agentschappen van de volgende financiële instellingen :

Generale Bank;

Indosuez Bank België;

ING Bank (Belgium);

Kredietbank.

Onverminderd de beschikkingen van artikel 74, § 2, alinea 2, en § 3, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen moeten de aandeelhouders, die zich wensen te laten vertegenwoordigen, gebruik maken van de volmachtformulieren hun ter beschikking worden gesteld op de voormelde plaatsen en hun volmachten naar de vennootschap sturen ten laatste op dinsdag 12 mei 1998.

(8879)

De raad van bestuur.

#### **Icor, naamloze vennootschap, Sterrebeekstraat 176D, 1930 Zaventem**

H.R. Brussel 514161 – BTW 436.398.941

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op maandag 18 mei 1998, om 16 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekeningen afgesloten op 31 december 1997 en resultaatverdeling. 3. Decharge aan de bestuurders. Om de vergadering bij te wonen, zich schikken naar de statuten.

(8880)

De raad van bestuur.

#### **Daems Begrafenissen Crematies, naamloze vennootschap, Churchillaan 20, 2900 Schoten**

H.R. Antwerpen 191577 – BTW 412.561.388

Algemene vergadering op 18 mei 1998, om 17 uur, op de sociale zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997. 2. Jaarverslag. 3. Decharge aan de bestuurders. 4. Allerlei. (8881)

#### **De Keyser Expeditions, naamloze vennootschap, Antwerpen**

H.R. Antwerpen 109076 – BTW 404.520.880

Gewone algemene vergadering op de sociale zetel, Huidevetterstraat 38, op dinsdag 19 mei 1998, te 11 uur. — Dagorde : 1. Jaarverslag en verslag van de commissaris. 2. Goedkeuring der jaarrekeningen op 31 december 1997. 3. Winstverdeling. 4. Ontlasting aan bestuurders en commissaris-revisor. 5. Statutaire benoemingen. 6. Varia. Zich schikken volgens de bepalingen van de standregelen. (8882)

**Grossen, naamloze vennootschap,  
Rode Kruisstraat 32A, 9100 Sint-Niklaas**

H.R. Sint-Niklaas 26755 – BTW 407.869.657

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de gewone algemene vergadering die zal plaatshebben op de maatschappelijke zetel, op maandag 18 mei 1998, te 14 uur. — Dagorde : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaar- en resultatenrekeningen per 31 december 1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Ontlasting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Neerlegging der titels op de maatschappelijke zetel vijf volle dagen vóór de vergadering. (8883)

**R.E.N.O., naamloze vennootschap, Machelen (Diegem)**

H.R. Brussel 92420 – BTW 400.656.025

Algemene vergadering op 19 mei 1998, te 1 uur, op de maatschappelijke zetel, steenweg op Zaventem 154-162. — Dagorde : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur en verslag van de commissaris. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997. 3. Bestemming te geven aan het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en de commissaris-revisor. 5. Benoeming commissaris-revisor. 6. Diversen. (8884)

**« S.A. Western Steak Houses Europe N.V. »,  
en abrégé : « Sawest », société anonyme,  
place de Brouckère 15, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 340040 – T.V.A. 402.893.260

MM. les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra au siège social, le mardi 19 mai 1998, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et compte de résultats arrêtés au 31 décembre 1997. 3. Décharge à donner aux administrateurs. 4. Approbation des émoluments de l'administrateur-délégué et des administrateurs actifs. 5. Réélections et élections. 6. Divers. Pour être admis à l'assemblée, MM. les actionnaires sont priés de se conformer aux dispositions de l'article 23 des statuts. (8885)

**De Keyser Thornton, naamloze vennootschap, Antwerpen**

H.R. Antwerpen 1215 – BTW 404.520.979

Gewone algemene vergadering op de sociale zetel, Huidevetterstraat 38, op dinsdag 19 mei 1998, te 10 uur. — Dagorde : 1. Jaarverslag en verslag van de commissaris. 2. Goedkeuring der jaarrekeningen op 31 december 1997. 3. Decharge aan bestuurders en commissaris. 4. Statutaire benoemingen. 5. Varia. Zich schikken volgens de bepalingen van de standregelen. (8886)

**Roussel, naamloze vennootschap,  
Jagersdal 144, 1600 Sint-Pieters-Leeuw**

H.R. Brussel 3515 – BTW 400.914.658

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 8 mei 1998, om 10 uur, in het kantoor van notaris Van den Haute, te 1750 Lennik, Gustaaf Vandersteenstraat 6. — Agenda : 1. uitbreiding van het maatschappelijk doel :

c) De vennootschap kan eveneens alle bestuursopdrachten waarnemen in Belgische of buitenlandse bestaande of nog op te richten vennootschappen evenals het uitoefenen van opdrachten en functies in andere ondernemingen en vennootschappen.

d) Zij kan eveneens allerhande participaties verwerven in Belgische of buitenlandse vennootschappen, bestaand of nog op te richten, evenals de participaties beheren.

e) Het verwerven en beheer van onroerend en roerend vermogen voor eigen rekening evenals het beheer van haar likwiditeiten en het uitvoeren van allerlei operaties teneinde te trachten haar vermogen te vergroten.

Zij mag een belang nemen door inbreng, fusie, participatie, financiële tussenkomst, of anderszins, in alle bestaande of op te richten Belgische of buitenlandse ondernemingen of vennootschappen, waarvan het maatschappelijk doel identiek, analoog of konneks is met het hare, of van aard is de ontwikkeling ervan te vergemakkelijken.

Bovenvermelde opsomming is niet beperkend zodat de vennootschap alle handelingen mag stellen die op welke wijze ook kunnen bijdragen tot de verwezenlijking van haar maatschappelijk doel.

2. Ontslag en benoeming bestuurders. 3. Verplaatsing van de maatschappelijke zetel. 4. Bevoegdheden afgevaardigd bestuurders. 5. Aanpassing van de statuten aan diverse wetswijzigingen en coördinatie. 6. Diversen. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (8887)

**Beluga, naamloze vennootschap,  
Zwaanhoeklos 3C, 9090 Melle**

BTW 401.765.981

De raad van bestuur van Beluga N.V. heeft de eer haar aandeelhouders uit te nodigen tot het bijwonen van de gewone algemene vergadering die zal gehouden worden op vrijdag 8 mei 1998, om 14 u. 30 m., op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, met de volgende agenda en voorstellen tot besluit :

1. Bespreking van het jaarverslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissaris-revisor over de verrichtingen van het boekjaar afgesloten op 31 december 1997.

2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening en de geconsolideerde jaarrekening afgesloten op 31 december 1997 en bestemming van het resultaat.

Voorstel tot besluit : De vergadering keurt de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997 goed alsmede de ingesloten resultaatbestemming.

3. Kwijting aan de leden van de raad van bestuur en aan de commissaris-revisor.

Voorstel van besluit : De vergadering verleent bij afzonderlijke stemming kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor die gedurende het boekjaar 1997 in functie waren, voor hun verrichtingen tijdens dit boekjaar.

4. Varia.

Teneinde te kunnen deelnemen aan deze jaarvergadering worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar artikel 28 van de statuten. Houders van aandelen op naam dienen minstens drie werkdagen voorafgaand aan de jaarvergadering aan de raad van bestuur hun inzicht te kennen geven de jaarvergadering bij te wonen. De houders van aandelen aan toonder dienen minstens drie werkdagen voorafgaand aan de jaarvergadering hun aandelen neer te leggen op de zetel van de vennootschap of bij de agentschappen van de Bank van Roeselare of Corluy & Co N.V. Zij worden tot de jaarvergadering toegelaten op voorlegging van een attest van de vennootschap, van de bank of van de beleggingsvennootschap waaruit blijkt dat de aandelen werden neergelegd.

De aandeelhouders die zich laten vertegenwoordigen door een volmachtouder, al dan niet aandeelhouder, dienen hun volmacht schriftelijk, per brief of fax, te laten toekomen op de zetel van de vennootschap ten minste vier dagen vóór de vergadering. (8888)

De raad van bestuur.

**Etalstore, société anonyme,  
drève du Pureau 4B, 7580 Anvaing**

R.C. Tournai 66715

L'assemblée générale statutaire se réunira au siège social, le 13 mai 1998, à 10 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (8889)

**Naamloze Vennootschap A.C.F.,  
Visserij 92, 9000 Gent**

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 12 mei 1998, om 11 uur.

Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Benoemingen. 5. Varia. Om aan de vergadering deel te nemen, worden de aandeelhouders verzocht zich naar de onderrichtingen van de statuten te schikken. (8890)

**M.R.I., naamloze vennootschap,  
Vogelheide 24, 9052 Gent-Zwijnaarde**

H.R. Gent 150767

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de gewone algemene vergadering die zal gehouden worden op woensdag 13 mei 1998, om 11 u. 30 m., met de volgende dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Ontlasting aan bestuurders. 5. Statutaire benoemingen. 6. Inkoop van eigen aandelen. 7. Allerlei. Zich schikken naar de statuten. (8891)

**Multi Food, naamloze vennootschap,  
Conduitsteeg 1A, te 9000 Gent**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering welke zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op dinsdag 12 mei 1998, om 14 uur, met volgende agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten per 31 december 1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Diversen en rondvraag. 6. Ontslag en benoeming. 7. Bespreking al dan niet verderzetteren activiteit van de vennootschap, gezien de geleden verliezen het kapitaal aantasten (art. 103 & 104 van de SWHV).

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten.

(8892)

De raad van bestuur.

**Bernheim Comofi, société anonyme**

Siège social : rue du Trône 98, 1050 Bruxelles

R.C. Bruxelles 76580 – T.V.A. 403.231.968

*Assemblée générale ordinaire*

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 11 mai 1998, à 11 heures, dans les salons du Swissôtel, rue du Parnasse 19, à 1050 Bruxelles.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion de l'exercice 1997.
2. Rapports des commissaires-réviseurs sur l'exercice 1997.
3. Comptes annuels au 31 décembre 1997 et comptes consolidés au 31 décembre 1997. Le conseil propose à l'assemblée d'approuver ces comptes.
4. Affectations et prélèvements. Le conseil propose à l'assemblée de distribuer un dividende brut de F 100, soit un dividende net de F 75 par action ordinaire ou AFV privilégiée.

5. Décharge aux administrateurs. Le conseil propose à l'assemblée de leur donner décharge.

6. Décharge aux commissaires-réviseurs. Le conseil propose à l'assemblée de leur donner décharge.

7. Démissions. Nominations. Ratification. Le conseil propose à l'assemblée d'approuver ou de ratifier ces nominations.

8. Divers.

Pour être admis à cette assemblée, les actionnaires doivent, conformément à l'article 30 des statuts, déposer leurs titres au porteur trois (3) jours francs avant la date de cette assemblée, soit au siège social, soit aux guichets de :

la Banque Bruxelles Lambert;

la Banque Artesia.

(8893)

Le conseil d'administration.

**Bernheim Comofi, naamloze vennootschap**

Maatschappelijke zetel : Troonstraat 98, 1050 Brussel

H.R. Brussel 76580 – BTW 403.231.968

*Gewone algemene vergadering*

De aandeelhouders worden uitgenodigd de gewone algemene vergadering bij te wonen die zal plaatsvinden op 11 mei 1998, om 11 uur, in het Swissôtel, Parnassusstraat 19, te 1050 Brussel.

Agenda :

1. Beheersverslag voor het boekjaar 1997.
2. Verslagen van de commissarissen-revisoren voor het boekjaar 1997.
3. Jaarrekening per 31 december 1997 en geconsolideerde jaarrekening per 31 december 1997. De raad stelt de vergadering voor deze jaarrekeningen goed te keuren.
4. Resultaatverwerking. De raad stelt aan de vergadering voor een brutodividend van F 100, hetzij een netto-dividend van F 75 per gewoon aandeel en per bevoorrecht AFV aandeel, uit te keren.
5. Kwijting aan de bestuurders. De raad stelt aan de vergadering voor hen kwijting te geven.
6. Kwijting aan de commissarissen-revisoren. De raad stelt aan de vergadering voor hen kwijting te geven.
7. Ontslagen. Benoemingen. Bekrachtiging. De raad stelt aan de vergadering voor de benoemingen goed te keuren of te bekrachtigen.
8. Diversen.

Om deel te nemen aan deze vergadering dienen de aandeelhouders zich te schikken naar artikel 30 van de statuten, en hun effecten aan toonder te deponeren drie (3) dagen vóór de datum van deze vergadering, hetzij op de maatschappelijke zetel, hetzij aan de loketten van :

Bank Brussel Lambert;

Artesia Bank.

(8893)

De raad van bestuur.

**S.A. Nakajima, société anonyme,  
avenue du Manoir d'Anjou 75A, 1150 Woluwe-Saint-Pierre**

R.C. Bruxelles 498962

Les actionnaires sont convoqués à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le mercredi 6 mai 1998, à 17 heures, au siège social de la société.

Ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration sur les activités de l'exercice.
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1997.
3. Statuer sur la décharge à donner aux administrateurs.
4. Statuer sur l'affectation du résultat. (8894)

**Résidence Azur, société anonyme,  
route de Beaumont 493, 6030 Charleroi (Marchienne-au-Pont)**

R.C. Charleroi 179733

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 8 mai 1998, à 16 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers.

Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (8895)

**Société anonyme Van den Broeke-Lutosa,  
zone industrielle du Vieux Pont 5, 7900 Leuze-en-Hainaut**

R.C. Tournai 5399 – T.V.A. 418.162.347

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le vendredi 8 mai 1998, à 10 heures, à Zulte (Olsene), Oudenaardestraat 25.

Ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration et du commissaire-réviseur.
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1997.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur.
5. Renouvellement du mandat de commissaire-réviseur.
6. Nomination d'administrateurs.

Pour pouvoir assister à l'assemblée, les actionnaires sont priés, conformément à l'article 23 des statuts, de déposer leurs titres au porteur cinq jours francs avant l'assemblée au siège social. (8896) Le conseil d'administration.

**L'Economie populaire, société coopérative agréée, en abrégé : « EPC »**

Siège social : rue Edouard Dinot 32, à 5590 Ciney

R.C. Dinant 11

L'Economie Populaire, société coopérative agréée, invite ses coopérateurs à assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra à l'Euro Space Center, à Transinne, le 8 mai 1998, à 10 h 30 m, et qui délibérera sur l'ordre du jour suivant :

1. Rapport de gestion.
2. Rapport de contrôle.
3. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1997 et affectation du résultat.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Décharge au commissaire réviseur.
6. Nominations statutaires.
7. Divers. (8897)

**Corona-Lotus, naamloze vennootschap,  
Gentstraat 52, 9971 Lembeke**

H.R. Gent 11294 – BTW 401.030.860

De raad van bestuur heeft het genoegen de aandeelhouders van Corona-Lotus N.V. uit te nodigen tot de gewone algemene vergadering die zal gehouden worden op vrijdag 8 mei 1998, om 16 u. 30 m., op de maatschappelijke zetel van de vennootschap te Lembeke, Gentstraat 52, om over volgende agenda te beraadslagen :

1. Verslag van de raad van bestuur over het boekjaar 1997.

2. Verslag van de commissaris-revisor over het boekjaar 1997.

3. Goedkeuring van de statutaire jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.

Mededeling van de geconsolideerde jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.

Voorstel tot besluit : goedkeuring van de statutaire jaarrekening.

4. Winstverdeling.

Voorstel tot besluit : goedkeuring van de voorgestelde winstverdeling.

5. Kwijting aan de bestuurders en commissaris-revisor.

Voorstel tot besluit : de vergadering verleent bij afzonderlijke stemming kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.

6. Benoeming commissaris-revisor.

Voorstel tot besluit : Ernst & Young Bedrijfsrevisoren B.C.V., vertegenwoordigd door de heer Erik De Lembre, herbenoemen tot commissaris-revisor voor een duur van drie jaar en de voorgestelde bezoldiging aanvaarden.

7. Diversen.

De aandeelhouders die de algemene vergadering wensen bij te wonen, of wensen zich aldaar te laten vertegenwoordigen worden verzocht, overeenkomstig artikel 25 van de statuten, ten laatste op 30 april 1998, hun aandelen aan toonder en eventuele volmachten te deponeren bij één van de volgende instellingen :

Bank Degroof, Generale Bank, Bank Brussel Lambert, Kredietbank, Artesia Bank, Société Générale.

De aandeelhouders moeten drager zijn van het certificaat van neerlegging om op de vergadering toegelaten te worden.

Alleen volmachtformulieren die voldoen aan de wettelijke vereisten worden aanvaard; zij kunnen bekomen worden op de maatschappelijke zetel. (8898)

De raad van bestuur.

**Sales International, naamloze vennootschap,  
Taxandriastraat 33, 2170 Merksem**

H.R. Antwerpen 294154 – BTW 449.148.897

Rechtzetting voor de edities van 7 april 1998 en 21 april 1998. Gelieve te lezen dat de maatschappelijke zetel van de vennootschap gevestigd is : Taxandriastraat 33, te 2170 Merksem. (8899)

**Financière Patience-Beaujonc,  
en abrégé : « PB Finance », société anonyme, en liquidation**

Siège social : place des Marronniers 2, 4000 Liège (Glain)

R.C. Liège 99103

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires se tiendra au siège social, place des Marronniers 2, à 4000 Liège, le jeudi 7 mai 1998, à 15 heures, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Rapport du collège des liquidateurs.
2. Examen et approbation du bilan et du compte de résultats.

Proposition de décision : l'assemblée approuve le bilan et le compte de résultats arrêtés au 31 décembre 1997.

3. Décharge à donner aux liquidateurs.

Proposition de décision : l'assemblée donne décharge aux liquidateurs pour l'accomplissement de leur mandat du 1<sup>er</sup> janvier 1997 jusqu'au 31 décembre 1997.

4. Affectation des résultats de l'exercice 1997.

Proposition de décision : l'assemblée approuve le report à nouveau du résultat social.

## 5. Divers.

Pour pouvoir assister ou se faire représenter à cette assemblée, les propriétaires d'actions au porteur doivent déposer leurs actions pour le lundi 4 mai 1998 au plus tard au guichet de la B.B.L. ou au siège social. (8900)  
Le collège des liquidateurs.

**S.A. Mosane**

Siège social :

Centre Opéra, place de la République Française 41, 4000 Liège

Siège administratif :

boulevard E. Jacqmain 162, W.T.C., Tour 1, bte 1, 1000 Bruxelles

R.C. Liège 188629 – T.V.A. 401.638.002

Mmes et MM. les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire et à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendront le mercredi 13 mai 1998, à 15 heures au 27ème étage, W.T.C. Tour 1, boulevard Emile Jacqmain 162, 1000 Bruxelles.

## Ordre du jour :

A. Session ordinaire statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées ordinaires.

1. Rapport de gestion du conseil d'administration sur les comptes annuels et les comptes consolidés au 31 décembre 1997.

2. Rapport du commissaire-réviseur sur les comptes annuels et les comptes consolidés.

3. Proposition d'approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 1997, faisant ressortir un bénéfice de 244 320 681 BEF.

4. Proposition d'affectation du bénéfice disponible au terme de l'exercice :

Bénéfice de l'exercice	244 320 681 BEF
Prélèvements sur les réserves immunisées	3 214 912 BEF
Dotations à la réserve légale	— 12 378 780 BEF
Bénéfice disponible de l'exercice	235 158 813 BEF
Bénéfice reporté au terme de l'exercice précédent	36 504 508 BEF
Transfert de la réserve indisponible	973 487 BEF

Bénéfice reporté disponible au terme de l'exercice 37 477 995 BEF

Bénéfice disponible au terme de l'exercice 272 636 808 BEF

Rémunération du capital 160 510 130 BEF

Soit un dividende net de 82,5 BEF par action ordinaire et un dividende net de 93,5 BEF par action VVPR.

Report à nouveau 112 126 678 BEF

5. Proposition de donner décharge aux administrateurs pour leur gestion et au commissaire-reviseur pour sa mission de contrôle.

6. Nominations statutaires.

Proposition de renouveler pour un terme de trois ans, c'est-à-dire jusqu'à l'assemblée de 2001, les mandats des administrateurs suivants, venus à échéance.

MM. :

Yves Brasseur;

Jean Clamon;

Dominique Collinet;

Jean-Marie Delwart;

Jean-Marie Laurent Josi;

André-Joël Motte;

Jo Santino;

Pierre Scohier;

Philippe de Spoelberch;

Christian Varin;

Raymond Wibaux.

Proposition de renouveler le mandat du commissaire-réviseur, Delotte et Touche, réviseurs d'entreprises S.C.C., représentée par M. Michel Denayer, pour un terme de trois ans, c'est-à-dire jusqu'à l'assemblée de 2001.

B. Assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 70bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et relative à l'autorisation à donner à Mosane et à ses filiales en vue d'acquérir et de vendre des actions propres.

Proposition de renouveler l'autorisation donnée au conseil d'administration, pendant une durée de dix-huit mois à compter de la présente assemblée, d'acquérir et de vendre en bourse, 145 855 actions ordinaires ou VVPR et de fixer le prix maximum d'achat à BEF 5 600 par action et le prix minimum de vente à BEF 3 000 par action.

Proposition de renouveler l'autorisation, pendant une période de dix-huit mois à compter de la présente assemblée, relative aux acquisitions et cessions d'actions propres par voie d'achat, de vente ou d'échange réalisées par les sociétés filiales dans lesquelles Mosane détient la majorité des droits de vote, ce dans les limites d'intervention, en prix et nombre d'actions, autorisées en vertu de la résolution qui précède, et dans le respect de l'article 52quinquies des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

## C. Pouvoirs.

Proposition de donner tous pouvoirs au conseil d'administration aux fins de procéder à l'exécution des résolutions de l'assemblée générale.

Pour assister aux assemblées, Mmes et MM. les actionnaires sont priés, conformément aux statuts, de déposer leurs titres au porteur, cinq jours francs au moins avant la date des assemblées, c'est-à-dire le 11 mai 1998 au plus tard :

— soit au siège administratif, boulevard E. Jacqmain 162, W.T.C., Tour 1, 5ème étage, 1000 Bruxelles;

— soit au siège, succursales et agences des banques désignées ci-après :

Banque Artesia;

Générale de Banque.

Les actionnaires nominatifs doivent, dans le même délai, informer la société, par simple lettre missive, de leur intention d'assister aux assemblées en indiquant le nombre de titres pour lequel ils entendent prendre part au vote.

Les rapports visés aux points A 1 et 2 de l'ordre du jour sont à la disposition des actionnaires qui en font la demande au siège administratif de la société.

Ils sont adressés d'office aux actionnaires nominatifs et aux actionnaires ayant déposé des titres au porteur lors de la précédente assemblée générale.

(8947) Le conseil d'administration.

**Algemene Compensatiekas voor Werknemers,  
afgekort : ACVW-Kinderbijslagfonds,  
vereniging zonder wistgevend doel**

De algemene ledenvergadering zal plaatshebben op dinsdag 12 mei 1998, te 19 uur, in de zetel van de vereniging Sneeuwbeslaan 20, te 2610 Antwerpen-Wilrijk.

Dagorde : 1. Verslag dienstjaar 1997. 2. Goedkeuring der rekeningen en begroting. 3. Decharge aan de beheerders en commissaris. 4. Statuair benoemingen. 5. Allerlei. (8948)

**Audioprof, naamloze vennootschap,****Krijgsbaan 23, 2640 Mortsel**

H.R. Antwerpen 290042 — BTW 447.256.409

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering van 07/05/98 te 14.00 uur op de zetel van de maatschappij. — Dagorde : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1997. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de leden van de raad van bestuur en vaststelling vergoeding. 5. Ontslag en Benoeming. 6. Uitkering dividenden. Gelieve uw aandelen uiterlijk per 25/04/97 neer te leggen op de zetel van de vennootschap. (42310)

**De Pallet, naamloze vennootschap,  
Betekomsestraat 95, 3200 Aarschot**

H.R. Leuven 62242 — BTW 424.583.747

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 12/05/98 om 09.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Diversen. (42311)

**Denuit, société anonyme,  
rue de l'Arsenal 2, 6230 Pont-à-Celles**

R.C. Charleroi 138086

Assemblée générale ordinaire le 11/05/98 à 17.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1997. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Renouvellement du mandat des administrateurs. 6. Divers. (42312)

**Ets Bullman, société anonyme,  
rue de la Providence 17, 6030 Marchienne-au-Pont**

R.C. Charleroi 5608 — T.V.A. 401.702.536

MM les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 12/05/98 à 09.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels et comptes de résultats au 31/12/1997. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux statuts. (42313)

**Huverko, naamloze vennootschap,  
Kammenstraat 70 A1, 2000 Antwerpen 1**

H.R. Antwerpen 153458 — BTW 404.710.526

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 07/05/98 om 20.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting verlenen aan de leden van de raad van bestuur en vaststelling vergoeding. 5. Uitkering dividenden. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42314)

**Immobilière du Ronfay, société anonyme,  
rue de l'Aurore 1A, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 522997

Assemblée générale annuelle le vendredi 08/05/98 à 16 h, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1997. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Nominations statutaires. (42315)

**Inox Bedrijven, naamloze vennootschap,  
Henry Dunantlaan 15, bus 1, 1140 Brussel**

H.R. Brussel 470486 — BTW 427.125.642

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering die zal gehouden worden op 12/05/98 om 10.00 uur, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30/12/1997. 3. Goedkeuring bezoldiging bestuurders. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Kwijting verlenen aan de bestuurders. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42316)

**Immobilière Tervueren-Cinquantenaire,  
en abrégé : « I.T.C. », société anonyme,  
rue de l'Aurore 1A, 1000 Bruxelles**

Assemblée générale annuelle le 08/05/98 à 11 h. au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1997. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Nominations statutaires. (42317)

**Société financière de Matériel médical,  
en abrégé : « Sofimedi », société anonyme,  
à Uccle (1180 Bruxelles), rue Gatti de Gamond 254**

R.C. Bruxelles 3953 — T.V.A. 401.893.665

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 13/05/98 à 11 heures, au siège social à Uccle (1180 Bruxelles), rue Gatti de Gamond, 254. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion et rapport du Commissaire. 2. Examen et approbation des comptes annuels au 31/12/1997. Affectation du résultat. 3. Décharge aux administrateurs et au Commissaire. 4. Nomination d'un nouveau Commissaire et fixation de ses émoluments. Messieurs les actionnaires sont priés, conformément à l'article 29 des statuts, de déposer leurs titres au porteur ou certificats de dépôt de titres délivrés par une banque belge, six jours francs avant l'assemblée générale au siège social de la société. (42318)

Le conseil d'administration.

**ABR, naamloze vennootschap,  
Tenbroekstraat 27A, 1640 Sint-Genesius-Rode**

H.R. Brussel 522604

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering die zal gehouden worden op 9 mei 1998 om 16 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag der bestuurders.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997
3. Toewijzing resultaten.
4. Kwijting bestuurders
5. Rondvraag (73318)

**Acoustical Engineering, naamloze vennootschap,  
Mechelsesteenweg 277/19, 1800 Vilvoorde**

H.R. Mechelen 586268 — BTW 453.900.117

Jaarvergadering op 8 mei 1998 te 16 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (73319)

**Agensea, naamloze vennootschap,  
Tijdokstraat 14, 8380 Zeebrugge (Brugge)**

H.R. Brugge 72382 — BTW 441.789.765

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 9 mei 1998 te 16 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.



5. Statutaire benoemingen.

6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73320)

**Agro Invest Europe, naamloze vennootschap,  
Oudenaardestraat 113, bus 4, 9870 Zulte**

H.R. Gent 167617 — BTW 449.068.032

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 9 mei 1998 om 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei.

Zich richten aan de statuten. (73321)

**Akaplast, société anonyme,  
avenue du Marouset 2, 7090 Braine-le-Comte**

R.C. Bruxelles 125408 — T.V.A. 417.877.483

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 9 mai 1998 à 14 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport annuel du conseil des administrateurs.
2. L'approbation des comptes annuels.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge aux administrateurs sur l'exécution de leur mandat.
5. Nominations & démissions.
6. Varia. (73322)

**Ankrimo, naamloze vennootschap,  
Knaagreepstraat 8A, 8890 Moorslede**

H.R. Ieper 31836 — BTW 435.318.083

Jaarvergadering op de zetel van de vennootschap op 8 mei 1998 om 20 uur. — Agenda : 1. Lezing jaarverslag. 2. Bespreking jaarrekening per 31 december 1997. 3. Goedkeuring jaarrekening en bestemming van het resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. (73323)

**A.R.C., naamloze vennootschap,  
Wilgendreef 39, 8300 Knokke**

H.R. Brugge 80410 — BTW 431.047.808

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 8 mei 1998 te 17 uur, op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997 en aanwending van het resultaat.
2. Kwijting aan de bestuurders.
3. Ontslag en benoeming van bestuurders.
4. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten wat betreft het tijdig neerleggen van de aandelen. (73324)

**AVIP-CDM, naamloze vennootschap,  
Reutenbeek 11, 3090 Overijse**

H.R. Brussel 237510 — BTW 405.667.163

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op zaterdag 9 mei 1998 te 11 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Ontslag en herbenoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73325)

**Babycenter, naamloze vennootschap,  
Antwerpsesteenweg 474, 2390 Westmalle (Malle)**

H.R. Antwerpen 284050 — BTW 443.933.960

De heren aandeelhouders worden verzocht de gewone jaarlijkse vergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 8 mei 1998 te 14 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de accountant-revisor.
2. Goedkeuring van de balans en de resultatenrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Décharge te verlenen aan de bestuurders en aan de accountant-revisor.
5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73326)

**Firma Balcaen, naamloze vennootschap,  
Stijn Streuvelsstraat 17, 8570 Anzegem (Ingooigem)**

H.R. Kortrijk 37740 — BTW 405.387.744

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel op 8 mei 1998 om 16 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Varia. (73327)

**Balco Chemie Benelux, naamloze vennootschap,  
Hoogveld 87, 9200 Dendermonde**

H.R. Dendermonde 31095 — BTW 415.423.878

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 9 mei 1998 te 14 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.

4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73328)

**B.C. Management, naamloze vennootschap,  
Zwingelaarstraat 38, 8501 Heule**

H.R. Kortrijk 131256 — BTW 451.493.725

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 9 mei 1998 om 16 uur.

Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997.
2. Bestemming resultaat.
3. Kwijting bestuurders.
4. Ontslagen en benoemingen.
5. Rondvraag.

Zich schikken naar de statuten. (73329)

**Beauvoir, société anonyme,  
chaussée Romaine 5, 7041 Havay**

R.C. Mons 112700 — TVA 430.075.432

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 8 mai 1998 à 10 heures.

Ordre du jour :

- Lecture du rapport de gestion.
- Examen et approbation des bilan et compte de résultat arrêté au 31 décembre 1997.
- Approbation de l'affectation du résultat de l'exercice tel que présenté par le conseil d'administration.
- Décharge aux administrateurs de leur mandat 1997. (73330)

**Bergez Textiles, naamloze vennootschap,  
Grote Kaai 21, 9160 Lokeren**

H.R. Sint-Niklaas 33 — BTW 400.153.308

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 8 mei 1998 te 14.30 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten per 31 december 1997 en bestemming van het resultaat.
3. Kwijting aan bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen volgens artikel 19 der statuten. (73331)

**Bermag, naamloze vennootschap,  
Uitbreidingstraat 54, 2600 Berchem**

H.R. Antwerpen 209092

Jaarvergadering op 11 mei 1998 te 11 uur, op de zetel.

Dagorde :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997.
3. Kwijting aan bestuurders.
4. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht hun aandelen op de zetel neer te leggen, vijf werkdagen vóór de jaarvergadering. (73332)

**Victor Bernad E. Hijos, naamloze vennootschap,  
Zirkstraat 34, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 39647 — BTW 404.817.028

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 8 mei 1998 te 17 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73333)

**Besaco, naamloze vennootschap,  
Ophovenstraat 30, 3680 Maaseik (Neeroeteren)**

H.R. Tongeren 44065 — BTW 413.602.852

Uitnodiging tot de statutaire jaarvergadering op vrijdag 8 mei 1998 om 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Het jaarverslag;
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997;
3. Besluit nopens de resultaten;
4. Kwijting aan de bestuurders;
5. Uittredingen, benoemingen;
6. Varia.

Neerlegging van de aandelen op de maatschappelijke zetel. (73334) De raad van bestuur.

**Beukenlaan, naamloze vennootschap,  
Beukenlaan 2, 9971 Lembeke**

H.R. Gent 301 — BTW 437.826.524

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen op vrijdag 8 mei 1998 te 19 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1997. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Benoeming bestuurders. 6. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (73335)

**B.G. Invest, naamloze vennootschap,  
Heilig Hartlaan 3 (1e verdieping), 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 77409

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 8 mei 1998 te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73336)

**Bizarre Company, Horing 5, 9320 Meldert**

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarlijkse algemene vergadering welke zal gehouden worden op 9 mei 1998 te 10 uur op de maatschappelijke zetel.

## Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73337)

**Bot-Kill, naamloze vennootschap,  
Gasmeterstraat 1, 8300 Knokke-Heist**  
H.R. Brugge 66904 — BTW 433.771.033

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op zaterdag 9 mei 1998 om 9u, ten maatschappelijke zetel.

## Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Benoeming bestuurders.
6. Rondvraag. (73338)

**Berlaarse Bouwmaterialen en Betonwerken, naamloze vennootschap,  
Dorpstraat 43, 2590 Berlaar**

H.R. Mechelen 30959 — BTW 400.825.873

Jaarvergadering der aandeelhouders op zaterdag 9 mei 1998 om 16 uur, op de maatschappelijke zetel.

## Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening;
3. Bestemming der resultaten;
4. Kwijting bestuurders;
5. Ontslag en benoemingen;
6. Rondvraag.

De neerlegging der aandelen dient te gebeuren overeenkomstig artikel 15 der statuten. (73339)

**A. Brabants en zonen, naamloze vennootschap,  
Merksemsteenweg 225, 2100 Deurne**

H.R. Antwerpen 267739 — BTW 436.489.211

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 5 mei 1998 om 10 uur op de maatschappelijke zetel.

## Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Bestemming van de resultaten.
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73340)

**Sneldruk Bredero, naamloze vennootschap,  
Brusselsesteenweg 188, 9090 Melle**

H.R. Gent 149944 — BTW 433.462.019

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen die zal plaats hebben op 8 mei 1998 te 20 uur, ten maatschappelijke zetel, met volgende agenda :

1. Verslag artikel 60 Ven.W.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997
3. Kwijting aan de bestuurder
4. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73341)

**Home Breugel, naamloze vennootschap,  
Provinciebaan 84, 2230 Herselt**

H.R. Turnhout 67763

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 8 mei 1998 te 18 uur, ten maatschappelijke zetel.

## Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73342)

**Bures, naamloze vennootschap,  
Stationsstraat 45, 8730 Beernem**

Register van de burgerlijke vennootschappen  
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,  
Brugge, nr. 170

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 9 mei 1998 te 10 uur.

## Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

Voor wat het bijwonen van de vergadering betreft worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar de voorschriften van de statuten. (73343)

**Caninvest, naamloze vennootschap,  
Leuvensesteenweg 613, 1930 Zaventem**

H.R. Brussel 537441 — BTW 441.831.535

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering op 9 mei 1998 om 18 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda :  
1. Jaarverslag. 2. Bespreking jaarrekening. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Kwijting bestuurders. 5. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 6. Varia. Zich schikken naar de statuten. De raad van bestuur. (73344)

**Cartonnages Roland, naamloze vennootschap,  
Damstraat 46, 9850 Nevele**

H.R. Gent 142878 — BTW 428.097.721

De jaarvergadering heeft plaats op 9 mei 1998 om 10.30 uur ten maatschappelijke zetel, Damstraat 46, 9850 Nevele.

## Agenda :

1. Mededelingen conform art. 60 vennootschapswet.
2. Jaarverslag van de bestuurders.
3. Vergoeding van de bestuurders.
4. Goedkeuring van de jaarrekening.
5. Goedkeuring en bestemming van het resultaat.
6. Kwijting aan de raad van bestuur.
7. Herbenoeming bestuurders.
8. Rondvraag-varia.

Om de vergadering bij te wonen dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (73345)

**Vervoeruitbating Frans Ceulemans en Co, naamloze vennootschap,  
Dorpstraat 43, 2590 Berlaar**

H.R. Mechelen 30960 — BTW 400.829.338

Statutaire jaarvergadering der aandeelhouders op zaterdag 9 mei 1998 om 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

## Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris; 2. Goedkeuring van de jaarrekening; 3. Bestemming der resultaten; 4. Kwijting aan bestuurders en commissaris; 5. Ontslag en benoemingen; 6. Rondvraag.

De neerlegging der aandelen dient te gebeuren overeenkomstig artikel 15 der statuten. (73346)

**Aan-, Verkoop en Verhuring Ceulemans en zoon,  
naamloze vennootschap, Dorpstraat 43, 2590 Berlaar**

H.R. Mechelen 45631 — BTW 408.433.247

Jaarvergadering der aandeelhouders op zaterdag 9 mei 1998 om 16.30 uur op de maatschappelijke zetel.

## Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming der resultaten.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Ontslag en benoemingen.
6. Rondvraag.

De neerlegging der aandelen dient te gebeuren overeenkomstig de statuten. (73347)

**Immo Ceulemans, naamloze vennootschap,  
Smidtstraat 159, 2590 Berlaar**

H.R. Mechelen 59558

Statutaire jaarvergadering der aandeelhouders op zaterdag 9 mei 1998 om 17.30 uur op de maatschappelijke zetel.

## Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur; 2. Goedkeuring jaarrekening; 3. Bestemming der resultaten; 4. Kwijting bestuurders; 5. Ontslag en benoemingen; 6. Rondvraag.

Zich gedragen naar de statuten voor de toelating tot de vergadering. (73348)

**Chinoh, naamloze vennootschap,  
Vijfseweg 202, 8793 Waregem Sint-Eloois-Vijve**

H.R. Kortrijk 102518 — BTW 412.570.395

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 8 mei 1998 te 18 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1997. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (73349)

**Christabal, naamloze vennootschap,  
Liersesteenweg 234, 2590 Berlaar**

H.R. Mechelen 72939

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 9 mei 1998 te 14 uur.

## Agenda :

1. Verslag raad van bestuur; 2. Goedkeuring jaarrekening; 3. Bestemming der resultaten; 4. Kwijting bestuurders; 5. Ontslag en benoemingen; 6. Rondvraag.

Zich gedragen naar de statuten voor de toelating tot de vergadering. (73350)

**Centraal Kantoor voor Verzekeringen en Leningen,  
naamloze vennootschap, Koning Albertstraat 28, bus 6, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 53985

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op de zetel op 11 mei 1998 om 18 uur.

## Agenda :

1. Verslag van bestuurders. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Aanwending resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering zich schikken naar de statuten. (73351)

**Condominium, naamloze vennootschap,  
Dumortierlaan 129, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 56274

De jaarlijkse algemene vergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, Dumortierlaan 129 te Knokke-Heist op 9 mei 1998 om 11 uur.

## Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur ingevolge art. 60 van de vennootschapswet;
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening en resultaatsbestemming;
4. Kwijting aan de bestuurders;
5. Ontslagen en benoemingen;
6. Bepalen bedragen terug te betalen aan de aandeelhouders;
7. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering, moet men zich schikken naar de statutaire voorschriften. (73352)

**Continuga, naamloze vennootschap,  
te Heule, Stijn Streuvelslaan 73**

H.R. Kortrijk 94973 — BTW 418.420.485

De heren aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden ten zetel van de vennootschap, Stijn Streuvelslaan 73, te Heule, op vrijdag 8 mei 1998 te 12 uur.

## Agenda :

1. Verslag van de bestuurders en commissaris-revisor;
2. Goedkeuring der jaarrekening, resultatenrekening, jaarverslag en toelichting;
3. Kwijting aan de bestuurders en commissaris-revisor;
4. Statutaire benoemingen;
5. Rondvraag. (73353)

**Copidan, commanditaire vennootschap op aandelen,  
te 2275 Lille (Wechelderzande), Vlimmersebaan 132**

H.R. Turnhout 43467 — BTW 417.821.362

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal plaatshebben op de maatschappelijke zetel op 8 mei 1998 om 18 uur, met als agenda :

- verslag van de zaakvoerder;
- goedkeuring van de jaarrekening en de verlies- en winstrekening;
- bestemming van het resultaat;
- kwijting aan de zaakvoerder;
- varia. (73354) De zaakvoerder.

**Dafrico, naamloze vennootschap,  
Noordscheldeweg 1, 2050 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 287705 — BTW 445.925.430

De gewone algemene vergadering zal worden gehouden ten maatschappelijke zetel, Noordscheldeweg 1, 2050 Antwerpen op vrijdag 8 mei 1998 om 16 uur.

## Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Goedkeuring van de toegekende bezoldigingen en voordelen van alle aard.
5. Ontlasting aan de bestuurders en gedelegeerd bestuurder.
6. Herbenoeming van de huidige 3 bestuurders en de gedelegeerd bestuurder voor de volgende zes jaar.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73355)

**Garage Daniels, naamloze vennootschap,  
Rijksweg 648, 3630 Maasmechelen**

H.R. Tongeren 68602 — BTW 441.583.095

Jaarvergadering op 11 mei 1998 om 18 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. De raad van bestuur. (73356)

**Data-Info, naamloze vennootschap**

Maatschappelijke zetel : Ringlaan 11, 8520 Kuurne

H.R. Kortrijk 92805 — BTW 416.920.450

De aandeelhouders worden uitgenodigd om deel te nemen aan de jaarlijkse algemene vergadering die zal plaats vinden op zaterdag 9 mei 1998 om 11.00 uur te Kuurne, Ringlaan 11.

## Agenda :

1. Bespreking van de rapporten van de raad van bestuur.
2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening en bijlagen afgesloten per 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Verlening van kwijting aan de bestuurders.
5. Statutaire ontslagen en benoemingen.
6. Rondvraag.

Om aan de jaarlijkse algemene vergadering deel te nemen, worden de aandeelhouders verzocht - overeenkomstig artikel 26 der statuten - hun aandelen aan drager en certificaten van neerlegging van borgtochteffekten ten minste vijf vrije dagen voor deze vergadering te deponeren ten zetel van de vennootschap. (73357)

**Datelec, naamloze vennootschap,  
Grote Baan 145, 3530 Houthalen-Helchteren**

H.R. Hasselt 84232 — BTW 450.732.175

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarlijkse algemene vergadering op 8 mei 1998 om 16 uur ten maatschappelijke zetel. Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Decharge aan de raad van bestuur. Zich richten naar de statuten. (73358)

**Autobedrijf Deboo, naamloze vennootschap,  
Oostendsesteenweg 157, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 60178 — BTW 426.225.027

jaarvergadering op 9 mei 1998 14 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (73359)

**Decoma, naamloze vennootschap,  
Vissersstraat 39, 8340 Damme**

H.R. Brugge 73460 — BTW 443.810.929

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op zaterdag 9 mei 1998 te 15 uur ten maatschappelijke zetel.

## Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (73360)

**Transport Degryse, naamloze vennootschap,  
Konijnenboslaan 21, 8470 Gistel**

H.R. Oostende 29263 — BTW 406.332.505

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 9 mei 1998 om 10 uur.

## Agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997.
  2. Kwijting aan de bestuurders.
  3. Bezoldigingen.
  4. Benoemingen.
  5. Allerlei.
- (73361) De raad van bestuur.

**Dehaene J. Studiebureau, naamloze vennootschap,  
Koninginnelaan 34, 8400 Oostende**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 8 mei 1998 om 18.00 uur, ten maatschappelijke zetel.

## Agenda :

1. Lezing van het Verslag van de raad van Beheer;
  2. Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekening per 30 november 1997 en aanwending van het resultaat;
  3. Vergoeding bedrijfsleiders;
  4. Ontlasting aan de bestuurders;
  5. Ontslag en benoeming van bestuurders;
  6. Bijzonder verslag van de raad van bestuur inzake de toepassing van art. 103 en 104;
  7. Toepassing artikel 103 S.W.H.V.;
  8. Allerlei.
- (73362)

**Van Dijck, naamloze vennootschap,  
Dorpstraat 4, 2990 Wuustwezel**

H.R. Antwerpen 260341 — BTW 432.655.335

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 8 mei 1998 om 16 uur. — Agenda : 1. Jaarverslag raad van bestuur; 2. Goedkeuring der jaarrekening afgesloten op 31 december 1997; 3. Bestemming resultaat; 4. Kwijting bestuurders; 5. Varia. Zich schikken naar de statuten. (73363)

**Serrebouw Vandendijk, naamloze vennootschap,  
Weertersteenweg 446, 3640 Kinrooi**

H.R. Tongeren 69579 — BTW 443.750.353

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 8 mei 1998 om 16 uur.

Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (73364)

**Vandendijk, naamloze vennootschap,  
Weertersteenweg 446, 3640 Kinrooi**

H.R. Tongeren 69568

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 8 mei 1998 om 14 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag.

Zich schikken naar de statuten. (73365)

**D.P. Line, naamloze vennootschap,  
Beheerstraat 37-39, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 111794 — BTW 429.880.739

Jaarvergadering op 9 mei 1998 om 16 uur op de zetel. Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1997.
  2. Resultaatsaanwending.
  3. Kwijting aan bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding.
  4. Ontslagen en benoemingen.
  5. Rondvraag.
- (73366) De raad van bestuur.

**D.S.H., naamloze vennootschap,  
Arendstraat 157, 8530 Harelbeke**

H.R. Kortrijk 114414 — BTW 432.848.543

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op vrijdag 8 mei 1998 om 17 uur op de maatschappelijke zetel.

## Agenda :

1. Bespreking jaarrekening per 31 december 1997.
  2. Goedkeuring jaarrekening.
  3. Kwijting bestuurders.
  4. Ontslag en benoeming bestuurders.
  5. Bezoldigingen.
  6. Allerlei.
- Zich houden naar de statutaire beschikkingen. (73367)

**Internationaal Transport Van Dijck, naamloze vennootschap,  
Doornestraat 3, 2200 Herentals**

H.R. Turnhout 72341 — BTW 449.995.866

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op 8 mei 1998 om 14 uur.

## Agenda :

1. Verslag van de bestuurders.
  2. Goedkeuring jaarrekening.
  3. Aanwending van de resultaten.
  4. Kwijting aan bestuurders.
  5. Rondvraag.
- Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (73368)

**Van Dyck, naamloze vennootschap,  
Bankei 1, 2490 Balen**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die op de zetel van de vennootschap zal plaatsvinden op 9 mei 1998 om 14 uur.

## Dagorde :

1. Bespreking van de jaarrekening van 31 december 1997;
  2. Goedkeuring van de jaarrekening;
  3. Kwijting aan de bestuurders.
- (73369)

**E.B.M., naamloze vennootschap,  
Aartrijkestraat 122, 8480 Eernegem**

H.R. Oostende 44710

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 9 mei 1998 om 10 uur op de maatschappelijke zetel.

## Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997.

3. Bestemming van het resultaat.
  4. Kwijting aan de bestuurders.
  5. Allerlei.
- Zich richten aan de statuten. (73370)

**E + C Imports, naamloze vennootschap,  
Dr. A. Rubbensstraat 19, 9240 Zele**

H.R. Dendermonde 44595 — BTW 440.106.816

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarlijkse algemene vergadering, die zal gehouden worden op 8 mei 1998 om 10 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag;
2. Toewijziging resultaat;
3. Goedkeuring der jaarrekening per 31 december 1997;
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag. (73371)

**Textiel d'Eer, naamloze vennootschap,  
Rijksweg 27, 2870 Puurs**

De algemene vergadering heeft plaats ten kantore van Verschelden en Co, accountants, Verzusteringslaan 40, 9100 Sint-Niklaas op 8 mei 1998 te 16 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur, van de commissaris-revisor.
  2. Goedkeuring jaarrekening per 31 januari 1998.
  3. Resultaatbestemming.
  4. Kwijting aan bestuurders voor het gevoerde beleid en kwijting aan de commissaris-revisor voor de uitoefening van zijn mandaat.
  5. Ontslagen en benoemingen.
  6. Rondvraag.
- Inzake deponering zich schikken naar de statuten. (73372)

**P. Van Egdome-Mariën & C°, naamloze vennootschap,  
Schoorstraat 40, 2220 Heist-op-den-Berg**

H.R. Mechelen 58281 — BTW 425.653.519

Gewone Jaarlijkse Algemene Vergadering op vrijdag 8 mei 1998 te 16 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Kennisname van het jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Stemming inzake de jaarrekening per 31 december 1997 en bestemming van het resultaat.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Benoeming van een commissaris-revisor.
5. Rondvraag.

Aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (73373)

**E.M.S., naamloze vennootschap,  
Provincialesteenweg 19, 2620 Hemiksem**

H.R. Antwerpen 265587 — BTW 435.336.988

Jaarvergadering op 8 mei 1998 om 18 uur ter maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Eventuele verklaringen mbt art. 60 der SWHV. 2. Verslag raad van bestuur en commissaris-revisor. 3. Goedkeuring jaarrekeningen per 31 december 1997. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders en commissaris-revisor. 6. Ontslag en benoeming bestuurders. 7. Diversen. Zich richten naar de statuten. (73374)

**European Property Management Corporation,  
afgekort : « E.P.M.C. », naamloze vennootschap,  
de Keyserlei 5, bus 8, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 248258 — BTW 413.137.747

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 8 mei 1998 te 17.30 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73375)

**Erem, naamloze vennootschap,  
Driehoek 100, te Stabroek**

H.R. Antwerpen 291174 — BTW 447.472.183

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 8 mei 1998 te 17 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Benoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73376)

**Ergos, naamloze vennootschap,  
Kortrijksestraat 41, 8520 Kuurne**

H.R. Kortrijk 122476 — BTW 440.998.919

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering bij te wonen, die zal plaatsvinden op zaterdag 9 mei 1998 om 10 uur, in de maatschappelijke zetel, met volgende agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
  2. Lezing van de jaarrekening per 31 december 1997.
  3. Goedkeuring van de jaarrekening.
  4. Kwijting aan de bestuurders.
  5. Goedkeuring van de toewijzing van het resultaat.
  6. Rondvraag.
  7. Varia.
  8. Benoeming bestuurders.
- (73377) De raad van bestuur.

**Erka, naamloze vennootschap,  
Kemzekestraat 28, 9190 Stekene**

H.R. Sint-Niklaas 48364

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 9 mei 1998 te 10 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.

4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Kwijting aan de bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73378)

**Erwigo, naamloze vennootschap,  
Geraadsbergsestraat 28, 1703 Dilbeek**

BTW 421.620.396

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de gewone algemene vergadering op 9 mei 1998 om 14 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van balans en resultatenrekening per 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Decharge te verlenen aan bestuurders.
5. Ontslag en benoeming bestuurders.
6. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73379)

**Evens, naamloze vennootschap,  
Pundershoekstraat 23B, 3940 Hechtel-Eksel**

H.R. Hasselt 49824 — BTW 416.994.387

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 9 mei 1998 te 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders;
2. Goedkeuring van de jaarrekening;
3. Aanwending van het resultaat;
4. Kwijting van de bestuurders;
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden gevraagd zich te gedragen volgens de statuten. (73380)

**Fibor, naamloze vennootschap,  
Koning Leopold III-straat 1, 8520 Kuurne**

H.R. Kortrijk 109497 — BTW 428.212.735

Jaarvergadering op 8 mei 1998 om 14 uur op de zetel. Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1997.
  2. Resultaatsaanwending.
  3. Kwijting aan bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding.
  4. Ontslagen en benoemingen.
  5. Rondvraag.
- De raad van bestuur. (73381)

**Finhoubel, naamloze vennootschap,  
Heersterveldweg 1, 3700 Tongeren**

H.R. Tongeren 67466 — BTW 439.577.690

Jaarvergadering op 11 mei 1998 om 19 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening; 2. Goedkeuring jaarrekening; 3. Kwijting bestuurders; 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Bekrachtiging voorlopige benoemingen. 6. Varia. Zich richten naar de statuten. De raad van bestuur (73382)

**Zeepziederij Flandria, naamloze vennootschap,  
Stationsstraat 19, 8940 Wervik**

H.R. Ieper 175 — BTW 405.483.259

Jaarvergadering op 9 mei 1998 te 11 uur in de Stationsstraat 27 te Wervik.

Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1997. 2. Resultaatsaanwending. 3. Kwijting aan bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding. 4. Ontslagen en benoemingen. 5. Rondvraag. De raad van Bestuur. (73383)

**Residentie de la Fontaine, naamloze vennootschap,  
Sint-Denijslaan 433, Gent**

H.R. Gent 94416

Jaarvergadering, vrijdag 8 mei 1998 om 16.30 uur.

Agenda :

1. Verslagen. 2. Goedkeuring balansen. 3. Kwijting. 4. Benoemingen. 5. Rondvraag.

Neerlegging titels, vijf dagen voor de jaarvergadering. (73384)

**Framor, naamloze vennootschap,  
Molenstraat 13, 9300 Aalst**

H.R. Aalst 61516 — BTW 448.856.513

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 8 mei 1998

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1997;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting aan bestuurders;
5. Bekrachtiging van de benoeming van de bestuurders;
6. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen voor de vergadering. (73385)

**Alan Franklin Transport, naamloze vennootschap,  
De Klerckstraat 41, 8300 Knokke**

H.R. Brugge 74800 — BTW 445.914.839

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 9 mei 1998 te 10 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Resultaatbestemming.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag. (73386)



**Gal-Immo, naamloze vennootschap**

Sociale zetel: Galgstraat 233, 1600 Sint-Pieters-Leeuw  
BTW 422.998.786

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de gewone algemene vergadering op 9 mei 1998 om 10 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van balans en resultatenrekening per 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Decharge te verlenen aan bestuurders.
5. Ontslag en benoeming bestuurders.
6. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73387)

**Optica Geltmeyer, naamloze vennootschap,  
Lange Violettestraat 11, 9000 Gent**

H.R. Gent 160837 — BTW 443.243.775

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 8 mei 1998 te 15 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van het jaarverslag.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997 en de winstverdeling.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73388)

**Apoteek Ginderbuiten, naamloze vennootschap,  
Ginderbuiten 119, 2400 Mol**

H.R. Turnhout 53530 — BTW 426.798.515

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op vrijdag 8 mei 1998 om 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Mededeling van de voorzitter.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Benoeming voorzitter-bestuurder.
6. Allerlei.

Zich richten naar de statuten. (73389)

**Global Design, naamloze vennootschap,  
Legen Heirweg 10, 9890 Gavere**

H.R. Gent 152461 — BTW 435.526.931

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 9 mei 1998 te 18 uur ten maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1997.
2. Kwijting aan de bestuurders.
3. Rondvraag.

De raad van bestuur. (73390)

**Immobiëlen Goesaert, naamloze vennootschap,  
Nieuwstraat 51, 8792 Desselgem**

H.R. Kortrijk 87984 — NN 413.732.120

Jaarvergadering op 9 mei 1998 om 14 uur op de zetel. Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1997.
2. Resultaatsaanwending.
3. Kwijting aan bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding.
4. Ontslagen en benoemingen.
5. Rondvraag.

(73391) De raad van bestuur.

**« Belgian Gold Refineries », in 't kort : « Belgold »,  
naamloze vennootschap,  
Dronckaertstraat 609, 8930 Menen (Lauwe)**

Gewone algemene vergadering op 8 mei 1998 om 11 uur, ten sociale zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag en verslag van de commissaris.
2. Goedkeuring der jaarrekening.
3. Bestemming resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders en commissaris.
5. Rondvraag.

Zich schikken naar statuten. (73392)

**Govaere, naamloze vennootschap, naamloze vennootschap,  
Heulsestraat 79, 8860 Lendeled**

H.R. Kortrijk 123353 — BTW 442.814.502.

Oproeping gewone algemene vergadering op 9 mei 1998 om 15 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997.
3. Kwijting aan de raad van bestuur.
4. Diverse.

Zich schikken naar de statuten. (73393)

**Parkhotel Groenhove, naamloze vennootschap,  
Waregemseweg 154, 9790 Wortegem-Petegem**

H.R. Kortrijk 77823 — BTW 405.434.066

Jaarvergadering op 9 mei 1998 te 20 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur; 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997; 3. Bestemming resultaat; 4. Kwijting bestuurders; 5. Rondvraag. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (73394)

**Grond- en Bouwcentrum, naamloze vennootschap,  
Waregemseweg 154, 9790 Wortegem-Petegem**

H.R. Kortrijk 73363 — BTW 405.418.725

Jaarvergadering op 9 mei 1998 te 20 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (73395)

**Bouwwerken Vanheel, naamloze vennootschap,  
Beukenlaan 26, 3945 Ham**

H.R. Hasselt 47537 — BTW 414.758.142

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering welke zal gehouden worden op 9 mei 1998 om 10 uur in de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

Om deel te nemen aan de vergadering gelieve zich te schikken naar de statutaire voorschriften. (73396)

**Hemo Bouwprojecten, naamloze vennootschap,  
Berlaarsestraat 19, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 67889 — BTW 439.879.459

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 14 mei 1998 om 19 uur, op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, met volgende agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Beraadslaging inzake art. 103 van de vennootschappenwet. (73397)

**Horeca Exploitatie Belgium, naamloze vennootschap,  
Hensbergelei 31, 2930 Brasschaat**

H.R. Antwerpen 257073 — BTW 430.696.826

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen, die zal plaatshebben op 8 mei 1998.

Agenda :

1. Verslag van bestuurders.
2. Bespreking van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73398)

**Hormann Genk, naamloze vennootschap,  
Woudstraat 2, Genk**

H.R. Tongeren 32915

Gewone algemene vergadering op 9 mei 1998 om 11 uur ten maatschappelijke zetel, Woudstraat 2 te 3600 Genk.

Dagorde :

1. Goedkeuring verslag raad van bestuur.
2. Resultaatverdeling per 31 december 1997.
3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997.
4. Goedkeuring verslag commissaris-revisor.
5. Kwijting verlening aan bestuurders.
6. Kwijting verlening aan commissaris-revisor.
7. Ontslag en benoeming bestuurders.
8. Ontslag en benoeming commissaris-revisor. (73399)

**Hörmann Belgium, naamloze vennootschap,  
Woudstraat 2, Winterslag-Genk**

H.R. Tongeren 48661

Gewone algemene vergadering op 9 mei 1998 te 10 uur, in de maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Goedkeuring jaarverslag raad van bestuur. 2. Resultaatverdeling per 31 december 1997. 3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1997. 4. Goedkeuring verslag van de commissaris-revisor 5. Kwijtingverlening aan bestuurders. 6. Kwijtingverlening aan commissaris-revisor 7. Ontslag en benoeming bestuurders. 8. Ontslag en benoeming commissaris-revisor. (73400)

**Gebroeders Hufkens Immo, naamloze vennootschap,  
Peter Benoitstraat 3, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 2958 — BTW 401.309.190

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op zaterdag 9 mei 1998 om 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

- Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet  
Verslag van de raad van bestuur  
Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997  
Bestemming van het resultaat  
Kwijting te verlenen aan de bestuurders  
Benoeming/herbenoeming bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73401)

**Hurlus-Foods, naamloze vennootschap,  
Najaarsweg 7, 8520 Kuurne**

H.R. Kortrijk 120979 — BTW 440.472.050

Jaarvergadering op 9 mei 1998 om 10 uur op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997;
2. Kwijting bestuurders.

Zich schikken naar de statuten. (73402)

**Huyghe Dekoratie, naamloze vennootschap,  
Pater Segersstraat 12, 9100 Sint-Niklaas**

H.R. Sint-Niklaas 50245 — BTW 445.601.667

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 8 mei 1998 om 19 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73403)

**I.D.S., naamloze vennootschap,**  
**Industrieweg 5, 3520 Zonhoven**  
 H.R. Hasselt 72733 — BTW 427.204.628

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op vrijdag 8 mei 1998 om 17 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73404)

**Imes Holding, naamloze vennootschap,**  
**Ekkelgardenstraat 26, 3500 Hasselt**  
 H.R. Hasselt 80810 — BTW 446.444.676

Jaarvergadering op 8 mei 1998 om 10 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van Bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders en commissaris-revisor. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (73405)

**Imes Data, naamloze vennootschap,**  
**Ekkelgardenstraat 26, 3500 Hasselt**  
 H.R. Hasselt 74959 — BTW 439.565.495

Jaarvergadering op 8 mei 1998 om 11 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders en commissaris-revisor. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (73406)

**Immomar, naamloze vennootschap,**  
**Edmond de Coussemakerstraat 3, 2050 Antwerpen-5**  
 H.R. Antwerpen 283964 — BTW 444.330.175

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 8 mei 1998 te 19 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73407)

**Invasa, naamloze vennootschap,**  
**Antwerpsesteenweg 56, 9000 Gent**  
 H.R. Gent 156410 — BTW 438.770.788

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 9 mei 1998 om 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.

4. Kwijting aan de bestuurders.
  5. Allerlei.
- Zich richten aan de statuten. (73408)

**Compagnie des Investissements et Transactions financières,**  
**naamloze vennootschap,**  
**Oudenaardestraat 113, bus 3, 9870 Zulte**  
 H.R. Gent 167618 — BTW 449.020.126

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 9 mei 1998 om 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
  2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997.
  3. Bestemming van het resultaat.
  4. Kwijting aan de bestuurders.
  5. Herbenoeming raad van bestuur.
  6. Allerlei.
- Zich richten aan de statuten. (73409)

**Aannemingsbedrijf Janssens L., naamloze vennootschap,**  
**Boomseseenweg 522, 2610 Antwerpen (Wilrijk)**  
 H.R. Antwerpen 262384 — BTW 433.672.152

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op 8 mei 1998 om 16 uur.

Agenda :

- Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997.
- Bestemming resultaat.
- Kwijting bestuurders.
- Rondvraag. (73410)

**Jogaca, naamloze vennootschap,**  
**te 3530 Houthalen Grote Baan 90**

H.R. Hasselt 65203

Jaarvergadering op 11 mei 1998 om 14 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. De raad van bestuur. (73411)

**Jomal, naamloze vennootschap,**  
**Izegemsestraat 27, 8850 Ardoois**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Brugge, nr. 48

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering welke zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 9 mei 1998 om 10 uur, met als agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1997.
  2. Goedkeuring van de jaarrekening.
  3. Kwijting aan de bestuurders.
  4. Bezoldigingen.
  5. Allerlei.
- Zich gedragen naar de statuten. (73412)

De raad van bestuur.

**Joribo, naamloze vennootschap,  
Oud Dorpsstraat 76, 2990 Wuustwezel-Loenhout**  
H.R. Antwerpen 254365 — BTW 429.820.163

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 8 mei 1998 te 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Goedkeuring van de jaarrekening.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Herbenoeming van bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73413)

**Jovanca, naamloze vennootschap,  
Meulebekestraat 79, Ingelmunster**

H.R. Kortrijk 124464

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 9 mei 1998 om 16 uur, ter maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Tegenstrijdige belangen.
2. Verslag bestuurders.
3. Goedkeuring jaarrekening 31 december 1997.
4. Bestemming resultaat.
5. Kwijting bestuurders.
6. Benoemingen en ontslagen.
7. Diversen.

De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten. (73414)

**J.V.D.-Beheer, naamloze vennootschap,  
Sint-Willibrordusstraat 12, 2382 Ravels (Poppel)**

H.R. Turnhout 070277 — BTW 448.205.722

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 9 mei 1998 te 19 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van Bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Herbenoeming bestuurders : voor een periode van 6 jaar : 1) Van Dal Adrianus, 2) Kapteijns Henrica, 3) Van Dal Cornelis, vanaf 10 september 1998.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73415)

**Kaliva, naamloze vennootschap,  
Hoogstepuntlaan 1, 3212 Pellenberg**

Register van de burgerlijke vennootschappen  
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,  
Leuven, nr. 336

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 9 mei 1998 om 14 uur, in de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Jaarverslag boekjaar 1997.
2. Bespreking van de jaarrekening.
3. Goedkeuring van de jaarrekening met inbegrip van de bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders. Volgens artikel 27

van de statuten dienen de aandeelhouders, ten einde aan de vergadering te kunnen deelnemen, hun intentie ter kennis te brengen door uiterlijk vijf dagen voor de datum van de vergadering hun aandelen te deponeren op de zetel van de vennootschap.

De raad van bestuur. (73416)

**Tamara King, naamloze vennootschap,  
Leopoldlei 26, 2220 Heist-op-den-Berg**  
H.R. Mechelen 71291 — BTW 445.704.112

Algemene vergadering op 9 mei 1998 om 15 uur.

Agenda :

- Bespreking jaarrekening en jaarverslag 30 november 1997.
- Goedkeuring jaarrekening.
- Kwijting aan de bestuurders.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar art. 26 van de statuten. De aandeelhouders kunnen vijftien dagen voor de algemene vergadering ten zetel van de vennootschap kennis nemen van de stukken vermeld in art. 78 van de vennootschappenwet. (73417)

**Dekovilt, naamloze vennootschap,  
Oude Aalbeeksestraat 85, 8510 Rollegem**  
H.R. Kortrijk 106732 — BTW 426.466.933

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 8 mei 1998 om 11 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73418)

**Papier Laagland, naamloze vennootschap,  
Oostmallesteenweg 39, 2520 Emblem (Ranst)**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de gewone algemene vergadering die zal gehouden worden op vrijdag 8 mei 1998 om 17 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Verslag van de commissaris.
3. Goedkeuring van de jaarrekeningen per 31 december 1997.
4. Resultaatsbestemming.
5. Kwijting aan bestuurders en commissaris.

De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar artikel 19 der statuten. (73419)

**Lamote, naamloze vennootschap,  
Adriaan Willaertstraat 43, 8800 Roeselare**  
H.R. Kortrijk 1124 — BTW 412.788.151

De aandeelhouders worden vriendelijk uitgenodigd tot de gewone algemene vergadering op zaterdag 9 mei 1998 ten maatschappelijke zetel om 14 uur met volgende

Agenda :

- goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997.
- aanwending resultaat
- kwijting bestuurders

(73420)

**Leen & Financieringskantoren, naamloze vennootschap,  
Graatakker 96, 2300 Turnhout**

H.R. Turnhout 33913 — BTW 406.562.929

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op zaterdag 9 mei 1998 te 10 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Vervangen van bestuurder - benoeming.
6. Allerlei.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (73421)

**Leeuwerik, naamloze vennootschap,  
Breestraat 3, 8710 Wielsbeke**

H.R. Kortrijk 128433

De algemene vergadering zal gehouden worden te 1000 Brussel, Waterloolaan 38 « Hilton Hotel » op 9 mei 1998 om 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Lezing en bespreking van de jaarrekening per 31 december 1997.
3. Goedkeuring van de jaarrekening.
4. Goedkeuring van de aan de bestuurders toegekende bezoldigingen.
5. Goedkeuring van de intresten toegekend in rekening courant.
6. Kwijting aan de bestuurders in functie.
7. Bevestiging en bestemming van het resultaat.
8. Benoemingen.
9. Rondvraag. (73422)

**Lemar, naamloze vennootschap,  
Bayauxlaan 12, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 63332 — BTW 416.613.218

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op 8 mei 1998 om 11 uur ten zetel. — Dagorde : 1. Verslag bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuur en eventueel organen van toezicht. 4. Benoemingen. De aandeelhouders moeten hun effecten, minstens vijf dagen voor de algemene vergadering, deponeren ten maatschappelijke zetel of bij een statutair aangeduide bankinstelling. (73423)

**J.W. Lemmens, naamloze vennootschap,  
Geldenaaksebaan 456, 3001 Heverlee**

H.R. Leuven 42194 — BTW 403.573.052

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden te 3001 Heverlee, Geldenaaksebaan 456 op 8 mei 1998 om 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te houden aan de statuten. (73424)

**Immo-Lesaffre, naamloze vennootschap,  
Papenaard 24, 9830 Sint-Martens-Latem**

H.R. Gent 171781 — BTW 451.489.369

De jaarvergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel op 9 mei 1998 om 11 uur.

Agenda :

1. Goedkeuring van de intresten toegekend in rekening courant;
2. Verslag van de raad van bestuur;
3. Lezing van de jaar- en resultatenrekening per 31 december 1997;
4. Goedkeuring van voornoemde punten;
5. Goedkeuring van de aan de bestuurders toegekende bezoldigingen;
6. Kwijting aan de Bestuurders in functie;
7. Bestemmingen van het resultaat;
8. Benoemingen;
9. Rondvraag.

Indien de A.V. besluit een dividend uit te keren, zal dit betaalbaar gesteld worden bij de vestigingen van de Generale Bank vanaf 1 juni 1998. (73425)

**Lianil, naamloze vennootschap, naamloze vennootschap,  
Heulsestraat 79, 8860 Lendeled**

H.R. Kortrijk 125907 — BTW 446.239.293

Oproeping gewone algemene vergadering op 9 mei 1998 om 19 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997.
3. Kwijting aan de raad van bestuur.
4. Diverse.

Zich schikken naar de statuten. (73426)

**Liberty Real Estate, naamloze vennootschap,  
Eekhoornlaan 15, 2610 Wilrijk**

H.R. Antwerpen 277724

De vergadering der aandeelhouders zal gehouden worden op zondag 10 mei 1998 om 18 uur.

Agenda :

1. Lezing jaarverslag;
2. Bespreking en goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1997;
3. Kwijting aan de bestuurders;
4. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73427)

**Lichtpunt, naamloze vennootschap,  
Oostendebaan 22, 8470 Gistel**

H.R. Oostende 43977 — BTW 434.650.862

De aandeelhouders worden uitgenodigd de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 9 mei 1998 om 10 uur.

Agenda : 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997. 2. Kwijting aan de bestuurders. 3. Bezoldiging. 4. Allerlei. (73428)

**Limbo, naamloze vennootschap,  
Kuringersteenweg 304-306, 3511 Hasselt**

H.R. Hasselt 46138 — BTW 413.624.430

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 8 mei 1998 om 14 u.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Bestemming van het resultaat van het boekjaar.
5. Benoemingen bestuurders.

Om tot deze jaarvergadering te worden toegelaten, worden de aandeelhouders verzocht zich te houden aan de voorschriften van de statuten. (73429) De raad van bestuur.

**Liro, naamloze vennootschap,  
Vlaanderenlaan 38, 8530 Harelbeke**

H.R. Kortrijk 118570 — NN 437.342.217

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die op de zetel van de vennootschap zal plaatsvinden op 9 mei 1998 om 11 uur.

Agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
2. Kwijting aan de bestuurders.
3. Diverse. (73430)

**Lumarc, naamloze vennootschap,  
Kaai 30, 2890 Sint-Amands**

H.R. Mechelen 60386

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, ten maatschappelijke zetel, op zaterdag 9 mei 1998 om 11 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur-jaarverslag.
2. Goedkeuring jaarrekening 1997.
3. Resultaatverwerking.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten en de wettelijke voorschriften ter zake. (73431)

**Maasdal, naamloze vennootschap,  
Dennenlaan 42, 2520 Ranst**

H.R. Antwerpen 316473

Alle aandeelhouders worden uitgenodigd voor de jaarlijkse algemene vergadering die gehouden wordt te Maatschappelijke Zetel op datum van 8 mei 1998 te 11 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73432)

**Algemene Onderhoudswerken Maes, naamloze vennootschap,  
Driehoek 100, te Stabroek**

H.R. Antwerpen 257206 — BTW 431.214.389

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 8 mei 1998 te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73433)

**Systeembouw Gebroeders Maes, Algemene Bouwonderneming,  
naamloze vennootschap, Brugsken 27, 9100 Sint-Niklaas**

H.R. Sint-Niklaas 54006 — BTW 453.211.219

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op zaterdag 9 mei 1998 op de zetel om 10.00 uur.

Dagorde :

1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997;
2. Goedkeuring van de jaarrekening;
3. Kwijting aan de bestuurders;
4. Ontslag en benoeming bestuurders;
5. Bezoldigingen;
6. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten. (73434)

**Bouwonderneming R. Maes, naamloze vennootschap,  
Driehoek 100, te Stabroek**

H.R. Antwerpen 158690 — BTW 403.840.593

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 8 mei 1998 te 16 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.

4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73435)

**Algemeen Dienstenkantoor Luk Martens, naamloze vennootschap,  
Marktstraat 3, 8760 Meulebeke**

H.R. Kortrijk 96234

Jaarvergadering op 9 mei 1998 te 10 uur, ten maatschappelijke zetel, Marktstraat 3, 8760 Meulebeke.

Agenda : 1. Lezing van de verslagen van de bestuurders; 2. Goedkeuring jaarrekening; 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders; 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (73436)

**Martimmo, naamloze vennootschap,  
Sint-Martinusstraat 2, 9790 Wortegem-Petegem**

H.R. Oudenaarde 26140 — BTW 421.622.871

Jaarvergadering op 9 mei 1998 om 16 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (73437)

**Martin's Houthandel, naamloze vennootschap,  
Bredaseweg 33, 2381 Weelde**

H.R. Turnhout 24447 — BTW 417.332.107

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 8 mei 1998 te 18 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73438)

**De Meiboom, naamloze vennootschap,  
Wolfjagerslei 19, 2140 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 248441

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de gewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 8 mei 1998 om 17 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening, afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat en de beschikbare reserves.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73439)

**Mercier Consultant, commanditaire vennootschap op aandelen,  
te 2000 Antwerpen, Amerikalei 104A**

H.R. Antwerpen 299624

Gewone algemene vergadering op zaterdag 9 mei 1998 te 11u.30 op de maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. verslag van de statutaire zaakvoerder; 2. goedkeuring der jaarrekening per 31 december 1997; 3. kwijting aan de statutaire zaakvoerder; 4. diversen.

De aandelen dienen gedeponneerd te worden minstens vijf dagen voor de vergadering op de maatschappelijke zetel. (73440)

**San Michel, naamloze vennootschap,  
Dr. Lauwersstraat 10, 8500 Kortrijk**

Gewone algemene vergadering ten maatschappelijke zetel op 8 mei 1998 te 11 u.

Agenda :

1. Bespreking van de jaarekening op 31 december 1997.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders. (73441)

**Mik, naamloze vennootschap,  
Helenaveldstraat 20, 2550 Kontich**

H.R. Antwerpen 291307 — BTW 447.983.612

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op vrijdag 8 mei 1998, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73442)

**Milants, naamloze vennootschap,  
Nieuwlandlaan 18, 3200 Aarschot**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 9 mei 1998 te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73443)

**Constructiebedrijf De Mol, naamloze vennootschap,  
Vlyminckxhoek 40, 9100 Sint-Niklaas**

H.R. Sint-Niklaas 2252 — BTW 405.019.243

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op vrijdag 8 mei 1998 te 15 uur op de zetel van de vennootschap.

## Agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Bezoldigingen.
5. Benoemingen bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.

(73444)

De raad van bestuur.

**Monica, naamloze vennootschap,  
Vinkestraat 12, 8554 Zwevegem (Sint-Denijs)**

H.R. Kortrijk 123908 — BTW 443.794.301

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 8 mei 1998 te 17 uur ten maatschappelijke zetel.

## Agenda :

1. Mededelingen conform art. 60 vennootschappenwet.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.

(73445)

**Mordan, naamloze vennootschap,  
Witte Nonnestraat 2, 8400 Oostende**

H.R. Oostende 43126 — BTW 432.482.616

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering op 8 mei 1998 om 14 uur op de maatschappelijke zetel.

## Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.

(73446)

**Zagerij- en Houthandel De Motte, naamloze vennootschap,  
H. Van Veldekesingel 84/2 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 61024 — BTW 424.777.153

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen, die zal plaatsvinden op de zetel van de vennootschap, op vrijdag 8 mei 1998 te 16.30 uur.

## Agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening, afgesloten per 31 december 1997.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.

3. Bestemming resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten.

(73447)

**P.S.S. Music Company, naamloze vennootschap,  
Sint-Jobstraat 114, 9300 Aalst**

H.R. Aalst 63039 — BTW 452.609.720

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 9 mei 1998 te 20 uur, in burelen gelegen Keizer Leopoldstraat 3, 9000 Gent.

## Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.

(73448)

**Hôtel des Nations, naamloze vennootschap,  
Zeedijk Het Zoute 704, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 77179 — BTW 446.865.835

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 8 mei 1998 te 16 uur, ten maatschappelijke zetel.

## Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.

(73449)

**Nemadeco, naamloze vennootschap,  
Visserstraat 39, 8340 Damme**

H.R. Brugge 73461 — BTW 443.812.711

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op zaterdag 9 mei 1998 te 15 uur ten maatschappelijke zetel.

## Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten.

(73450)



**Nerva, naamloze vennootschap, te 8530 Harelbeke**

H.R. Kortrijk 72707 — BTW 405.419.319

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, Kortrijksesteenweg 244 te Harelbeke, op 9 mei 1998 te 11 uur.

## Agenda :

1. Verslag van bestuurders.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997.
3. Bestemming der resultaten.
4. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor.
5. Benoemingen en/of ontslag bestuurders en commissaris-revisor.
6. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering, zich schikken naar artikel 24 der statuten. (73451)

**Nimmo, naamloze vennootschap, Brusselsesteenweg 327-329, 9402 Meerbeke**

H.R. Antwerpen 58280 — BTW 439.006.459

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 8 mei 1998 om 20 uur ten maatschappelijke zetel.

## Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73452)

**Ninatrust, burgerlijke vennootschap, Elverdingestraat 4, 8640 Vleteren (Woesten)**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, leper, nr. 10

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 8 mei 1998 om 18 uur op de maatschappelijke zetel met volgende agenda : 1. Bespreking en goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1997. 2. verslag raad van bestuur. 3. bestemming resultaat. 4. kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel ten laatste vijf dagen voor de vergadering. De raad van bestuur. (73453)

**Orthim, naamloze vennootschap, St. Margriete Houtemlaan 19, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 98875 — BTW 421.335.732

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering welke zal gehouden worden op vrijdag 8 mei 1998 om 16 uur ten maatschappelijke zetel.

## Agenda :

1. Verslagen van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (73454)

**Patrima, naamloze vennootschap, Brugsken 27, 9100 Sint-Niklaas**

H.R. Sint-Niklaas 54005

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal doorgaan op zaterdag 9 mei 1998 op de zetel om 14 uur.

## Dagorde :

1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997
2. Goedkeuring van de jaarrekening
3. Kwijting aan de bestuurders
4. Ontslag en benoeming bestuurders
5. Bezoldigingen
6. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten. (73455)

**Algemeen Patrimonium Beheer, naamloze vennootschap, Hertestraat 54, 9100 Sint-Niklaas**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 9 mei 1998 te 15 uur, ten maatschappelijke zetel.

## Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Verplaatsing maatschappelijke zetel.
6. Verkiezing bestuurders.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73456)

**Pattyvan, commanditaire vennootschap op aandelen, Driepikkelstraat 12, 8880 Rollegem-Kapelle**

H.R. Kortrijk 132233 — NN 452.381.274

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 8 mei 1998 om 11 uur op de maatschappelijke zetel.

## Agenda :

1. Bespreking jaarrekening per 31 december 1997.
  2. Goedkeuring jaarrekening.
  3. Kwijting aan de zaakvoerders.
  4. Diverse.
- Zich houden naar de statutaire beschikkingen. (73457)

**Verzekeringen Depauw-Stassijns, naamloze vennootschap, te 2650 Edegem, Eugenio Pacellilaan 12**

H.R. Antwerpen 269222

Gewone algemene vergadering op zaterdag 9 mei 1998 te 10 uur op de maatschappelijke zetel.

## Agenda :

1. goedkeuring der jaarrekening.
  2. kwijting aan de bestuurders.
  3. bestemming van het resultaat.
  4. diversen.
- De aandelen dienen gedeponereerd te worden minstens vijf dagen voor de vergadering op de maatschappelijke zetel. (73458)

**Pelcopimmo, naamloze vennootschap,  
Stationsstraat 4, 9400 Ninove**BTW 416.716.453  
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de gewone algemene vergadering die zal plaatsvinden op 9 mei 1998 om 15 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van balans en resultatenrekening per 31.12.1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Decharge te verlenen aan bestuurders.
5. Ontslag en benoeming bestuurders.
6. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73459)

**Plockton, naamloze vennootschap,  
Eikeldreef 14, 9830 Sint-Martens-Latem**H.R. Gent 163448  
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd ter jaarvergadering die zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel op 9 mei 1998 om 17 uur, met volgende agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening per 1 december 1997;
2. Décharge aan de bestuurders;
3. Varia.

Teneinde tot de jaarvergadering te worden toegelaten verzoekt de raad van bestuur de aandeelhouders zich te schikken naar de bepalingen voorzien in de statuten van de vennootschap. (73460)

**Polo International, naamloze vennootschap,  
Brug Zuid 31, 9880 Aalter**H.R. Gent 120345 — BTW 416.688.937  
—

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, Brug Zuid 31, 9880 Aalter, op 8 mei 1998 om 15 uur.

Agenda :

1. Lezing van het jaarverslag.
2. Lezing van het verslag van de commissaris-revisor.
3. Bespreking van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1997.
4. Goedkeuring van de jaarrekening.
5. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.
6. Bezoldigingen.
7. Benoemingen. (73461)

**Depro Profiles, société anonyme,  
chemin des Casernes 10, 7780 Comines**R.C. Tournai 79313 — T.V.A. 448.668.748  
—

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 8 mai 1998 à 10 h., au siège social avec l'ordre du jour suivant :

1. Approbation des comptes annuels clôturés le 31 décembre 1997;
  2. Affectation du résultat; 3. Décharge aux administrateurs et approbation de leurs salaires; 4. Démissions et nominations; 5. Divers. (73462)
- Le conseil d'administration.

**Promovac, naamloze vennootschap,  
Vennehoeveweg 20, 2531 Boechout (Vremde)**H.R. Antwerpen 145757  
—

Jaarvergadering in de zetel op donderdag 14 mei 1998 om 11 uur. — Agenda : Bespreking artikel 60 Venn.W.; Verslag van de raad van bestuur; Goedkeuring jaarrekening; Goedkeuring bestemming resultaat; Kwijting mandatarissen; Ontslag en benoeming mandatarissen; Rondvraag. (73463)

**Quequin, naamloze vennootschap,  
V. Montgomerystraat 151, 8520 Kuurne**H.R. Kortrijk 103069 — BTW 423.818.932  
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 9 mei 1998 te 15 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73464)

**Rasikk, naamloze vennootschap,  
Izegemsestraat 113, 8800 Roeselare (Rumbeke)**H.R. Kortrijk 122297  
—

Jaarvergadering op 9 mei 1998 om 10 uur ten maatschappelijke zetel. Agenda. 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997. 3. Kwijting bestuurders. 4. Bestemming resultaat. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (73465)

**Ravel Textiles, naamloze vennootschap,  
Kleine Tapuitstraat 18, 8540 Deerlijk**H.R. Kortrijk 35923 — BTW 406.908.862  
—

Jaarvergadering op 9 mei 1998 te 10 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening op 31 december 1997. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Benoemingen en ontslagen. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (73466)

**RDB, naamloze vennootschap,  
Moorseelsesteenweg 15, 8800 Roeselare**H.R. Kortrijk 115294 — BTW 433.005.228  
—

De jaarvergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel op 9 mei 1998 te 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997 en toewijzing van het resultaat.
3. Kwijting aan bestuurders.
4. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel, ten laatste vijf dagen voor de algemene vergadering. (73467)

De raad van bestuur.

**Redeco, naamloze vennootschap,**  
**Gouverneur Roppesingel 83, 3500 Hasselt**  
 H.R. Hasselt 70765 — BTW 434.622.752

—  
 Jaarvergadering op 11 mei 1998 om 18 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.  
 (73468) De raad van bestuur.

**Revi, naamloze vennootschap,**  
**Stalenstraat 74-76-78, 3600 Genk**  
 H.R. Tongeren 48862 — BTW 417.764.251

—  
 Uitnodiging tot de statutaire jaarvergadering op vrijdag 8 mei 1998 om 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag; 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997; 3. Besluit nopens de resultaten; 4. Kwijting aan de bestuurders; 5. Uittredingen, benoemingen; 6. Varia.

Neerlegging van de aandelen op de maatschappelijke zetel.

De raad van bestuur. (73469)

**Ridobel, naamloze vennootschap,**  
**St. Martinusstraat 2, 9790 Wortegem-Petegem**  
 H.R. Oudenaarde 375 — BTW 421.624.554

—  
 Jaarvergadering op 9 mei 1998 om 15 uur, ten maatschappelijke zetel. Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (73470)

**Rationele Immobiliën Maatschappij,**  
**afgekort : « R.I.M. », naamloze vennootschap,**  
**Meiboomlaan 14, 8800 Roeselare**  
 H.R. Kortrijk 106737 — BTW 426.476.237

—  
 De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 9 mei 1998 te 10 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.  
 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.

3. Bestemming van het resultaat.

4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73471)

**Ritz Travel, naamloze vennootschap,**  
**Bankei 1, 2490 Balen**

—  
 De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die op de zetel van de vennootschap zal plaatsvinden op 9 mei 1998 om 17 uur.

Dagorde :

1. Bespreking van de jaarrekening van 31 december 1997;

2. Goedkeuring van de jaarrekening;

3. Kwijting aan de bestuurders. (73472)

**Robbea, burgerlijke vennootschap**  
**onder de vorm van een naamloze vennootschap,**  
**Carnegielaan 31, 3500 Hasselt**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Hasselt, nr. 262

—  
 Jaarvergadering op 8 mei 1998 om 17 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. De raad van bestuur. (73473)

**De Rop-Van den Bossche & C°, naamloze vennootschap,**  
**Veerstraat 16, 9200 Dendermonde**

H.R. Dendermonde 28512 — BTW 412.029.373

—  
 De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 9 mei 1998 te 14 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.

2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997;

3. Bestemming van het resultaat.

4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73474)

**Samson, naamloze vennootschap,**  
**Hoogpoort 33, 9000 Gent**

H.R. Gent 143418

—  
 De algemene vergadering van de aandeelhouders zal doorgaan op 8 mei 1998 om 14 uur ten maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Beraadslaging verslag van de raad van bestuur;

2. Beraadslaging aanvaarding van de Balans en resultatenrekening; afgesloten per 31 december 1997;

3. Winstverdeling;

4. Ontlasting aan bestuurders;

5. Varia.

De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten. (73475)

**Scholiërs, naamloze vennootschap,**  
**Herckenrodesingel 89, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 79828 — BTW 445.969.178

—  
 De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 9 mei 1998 om 19 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur

2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997

3. Bestemming van het resultaat

4. Kwijting aan de bestuurders

5. Ontslag/benoeming bestuurders.

6. Varia.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73476)

**Schoutens-Talboom, naamloze vennootschap,  
Gansbroekstraat 44, 2870 Puurs (Ruisbroek)**

H.R. Mechelen 71976 — BTW 447.168.119

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering ten maatschappelijke zetel, op 8 mei 1998 te 18 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening en toelichtingen per 31 december 1997.
3. Goedkeuring toewijzing van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders. (73477)

**Shelf Service, naamloze vennootschap,  
Streekbaan 244, 1800 Vilvoorde**

H.R. Brussel 552036

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel op 8 mei 1998 te 11 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Varia. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73478)

**Siphon, naamloze vennootschap,  
Damse Vaart Oost 1, 8340 Damme (Oostkerke)**

H.R. Brugge 9126 — BTW 406.932.222

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 8 mei 1998 te 14 uur, ter maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Tegenstrijdige belangen; 2. Verslag bestuurraad; 3. Goedkeuring jaarrekening 31 december 1997; 4. Bestemming resultaat; 5. Kwijting bestuurders; 6. Benoemingen en ontslagen; 7. Diversen.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (73479)

**Sobelim, naamloze vennootschap,  
Derbystraat 159, 9051 Sint-Denijs-Westrem**

H.R. Gent 116412 — BTW 414.878.995

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 9 mei 1998 te 11 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Herbenoeming bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73480)

**Sodimco, naamloze vennootschap,  
Reigerlostraat 3, 8730 Beernem**

H.R. Brugge 35160

Jaarvergadering op donderdag 14 mei 1998 om 17 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (73481)

**Sofradi, naamloze vennootschap,  
Grote Baan 178, 9120 Beveren (Waas)**

H.R. Sint-Niklaas 48990

De jaarvergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel op 11 mei 1998 te 17 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening 31 december 1997. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Benoemingen. 5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering zich schikken naar de statuten. (73482)

**Desire Stadsbader-Flamand, naamloze vennootschap,  
Keizersstraat 54, 8530 Harelbeke**

H.R. Kortrijk 84145 — BTW 407.975.466

De Heren aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen welke zal gehouden worden te Harelbeke, Keizersstraat 54, op vrijdag 8 mei 1998 om 15 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en de commissaris-revisor; 2. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1997; 3. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor; 4. Ontslag en benoeming bestuurders; 5. Bezoldigingen. 6. Rondvraag.

Neerlegging van de aandelen : vijf dagen vóór de vergadering, Keizersstraat 54, Harelbeke. (73483)

**Up Stairs, naamloze vennootschap,  
Luitenant Gen. Gerardstraat 27, 8520 Kuurne**

H.R. Kortrijk 130515 — BTW 450.872.232

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 8 mei 1998 te 18 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73484)

**Mode Vanderstappen, naamloze vennootschap,  
Frans Smeyersstraat 28, 3270 Scherpenheuvel**

H.R. Leuven 30274

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op zaterdag 9 mei 1998 om 18 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te houden aan de statuten. (73485)

**Steba, naamloze vennootschap,  
Tichelrijlaan 7, 3800 Sint-Truiden**

H.R. Hasselt 70321

Jaarvergadering op 11 mei 1998 om 18 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. De raad van bestuur. (73486)

**Stefi Invest, naamloze vennootschap,  
Nijverheidslaan 5, 8890 Dadizele**

H.R. Dendermonde 126211 — BTW 446.361.633

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 9 mei 1998 te 18 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73487)

**Stevan, naamloze vennootschap,  
Heulsestraat 104, 8860 Lendelede**

H.R. Kortrijk 15122 — BTW 402.763.103

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 9 mei 1998 om 14 uur, met als agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Bezoldigingen. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Allerlei.

De raad van bestuur. (73488)

**Stok, naamloze vennootschap,  
Industriepark Centrum Zuid 1538, 3530 Houthalen**

H.R. Hasselt 46838 — BTW 414.291.354

Jaarvergadering op vrijdag 8 mei 1998 om 19.00 uur ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag bestuurders; 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997; 3. Bestemming resultaat; 4. Kwijting bestuurders; 5. Bezoldigingen; 6. Diversen. (73489)

**Strabuco, naamloze vennootschap,  
Stalenstraat 74-76-78, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 48863 — BTW 417.764.449

Uitnodiging tot de statutaire jaarvergadering op vrijdag 8 mei 1998 om 17 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda

1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997. 3. Besluit nopens de resultaten. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Uittredingen, benoemingen. 6. Varia.

Neerlegging van de aandelen op de maatschappelijke zetel. (73490) De raad van bestuur.

**Strauven en Co, naamloze vennootschap,  
Stalenstraat 74-76-78, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 41004 — BTW 407.626.860

Uitnodiging tot de statutaire jaarvergadering op vrijdag 8 mei 1998 om 19 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda

1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997. 3. Besluit nopens de resultaten. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Uittredingen, benoemingen. 6. Varia.

Neerlegging van de aandelen op de maatschappelijke zetel. (73491) De raad van bestuur.

**Sunplast, naamloze vennootschap,  
J. De Blockstraat 70, 2830 Tiselt (Willebroek)**

H.R. Mechelen 37287 — BTW 403.691.135

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen op de maatschappelijke zetel, op vrijdag 8 mei 1998 om 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997. 3. Voorstel voor het uitgeven van obligaties voor dekking van schuld op lange termijn. 4. Diversen. (73492)

**Meubelen De Sutter, naamloze vennootschap,  
Donklaan 185, 9290 Berlare**

H.R. Dendermonde 20210 — BTW 400.140.242

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die op de zetel van de vennootschap zal gehouden worden op 9 mei 1998 om 14 uur.

Agenda :

1. Tegenstrijdig belang art.60.  
2. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.  
3. Goedkeuring van de jaarrekening.  
4. Kwijting aan de bestuurders.  
5. Bezoldigingen.  
6. Rondvraag. (73493)

**C/S Technology, naamloze vennootschap,  
Tiensesteenweg 80, 3800 Sint-Truiden**

BTW 453.115.011

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op 8 mei 1998 om 17 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur  
2. Goedkeuring jaarrekening  
3. Bestemming resultaat  
4. Kwijting bestuurders  
5. Ontslagen en benoemingen  
6. Rondvraag (73494)

**Teyde, naamloze vennootschap,  
Burgemeester Pyckestraat 12 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 108500

Jaarvergadering op 9 mei 1998 om 10 uur op de zetel. — Agenda : 1. Bespreking en goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997. 2. Kwijting aan de bestuurders. 3. Rondvraag. (73495)

**Themse Invest, naamloze vennootschap,  
Overbekeplein 15, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 93

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op zaterdag 9 mei 1998 te 14 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
  2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
  3. Bestemming van het resultaat.
  4. Kwijting aan de bestuurders.
  5. Herbenoemingen en ontslagen.
  6. Allerlei.
- De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (73496)

**T.I.A., naamloze vennootschap,  
Heerweg 5A, 9810 Nazareth**

H.R. Kortrijk 126329 — BTW 400.176.963

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel van de vennootschap op 8 mei 1998 om 16 uur.

Agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1997;
  2. Kwijting aan de bestuurders.
  3. Bezoldigingen.
- De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73497)

**Van Tichelt & Co, naamloze vennootschap,  
Houtzijde 9, 2275 Lille**

H.R. Turnhout 69286

De heren aandeelhouders worden verzocht de gewone jaarlijkse vergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 8 mei 1998 te 14 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de accountant-revisor.
  2. Goedkeuring van de balans en resultatenrekening afgesloten op 31 december 1997.
  3. Bestemming van het resultaat.
  4. Decharge te verlenen aan de bestuurders en aan de accountant-revisor.
  5. Allerlei.
- De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73498)

**Titamed, naamloze vennootschap,  
Meerlenlaan 52, 2610 Wilrijk**

H.R. Antwerpen 270468 — BTW 437.654.397

Jaarvergadering op 9 mei 1998 om 11 uur op de zetel. Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1997.
  2. Resultaatsaanwending.
  3. Kwijting aan bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding.
  4. Ontslagen en benoemingen.
  5. Rondvraag.
- Zo de algemene vergadering een dividend toekent, zal dit betaalbaar zijn in de Bank van Roeselare vanaf 1 juni 1998. (73499)
- De raad van bestuur.

**T & N Consult, naamloze vennootschap,  
Knipscheerstraat 50, 3570 Alken**

H.R. Tongeren 67917 — BTW 440.426.916

Jaarvergadering op 11 mei 1998 om 20 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Bekrachtiging voorlopige benoemingen. 6. Varia. Zich richten naar de statuten. De raad van bestuur. (73500)

**Immo Toekomst, naamloze vennootschap,  
Dorpstraat 43, 2590 Berlaar**

H.R. Mechelen 77872

Jaarvergaderingen ten maatschappelijke zetel op 9 mei 1998 te 17 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur;
  2. Goedkeuring jaarrekening;
  3. Bestemming der resultaten;
  4. Kwijting bestuurders;
  5. Ontslag en benoemingen;
  6. Rondvraag.
- Zich gedragen naar de statuten voor de toelating tot de vergadering. (73501)

**Tradelmo, naamloze vennootschap,  
Leopoldplein 36, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 73588

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen, die zal plaatshebben op 8 mei 1998 om 11 uur in de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
  2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997;
  3. Bestemming van het resultaat;
  4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
  5. Ontslag en benoeming.
  6. Rondvraag.
- De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73502)

**Transwilson, naamloze vennootschap,  
Bredabaan 869, 2930 Brasschaat**

H.R. Antwerpen 315423 — BTW 440.667.634

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering die zal gehouden worden op 8 mei 1998 te 16 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997;
  2. Bestemming van het resultaat;
  3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
  4. Statutaire benoemingen;
  5. Rondvraag.
- De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73503)
- De raad van bestuur.

**Tribuco, naamloze vennootschap,  
Oude Bellegemstraat 101, 8550 Zwevegem**

H.R. Kortrijk 109641 — BTW 428.330.026

Jaarvergadering op 8 mei 1998 om 17 uur, op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997; 2. Kwijting bestuurders.

Zich schikken naar de statuten. (73504)

**Trilco, naamloze vennootschap, te 2620 Hemiksem**

H.R. Antwerpen 123885 — BTW 403.692.224

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, Herbekestraat 58, te Hemiksem, op 8 mei 1998 te 18 uur.

Agenda :

1. Verslagen van bestuurders en commissaris-revisor.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997.
3. Bestemming der resultaten.
4. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor.
5. Benoemingen en of ontslag bestuurders en commissaris-revisor.
6. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering, zich schikken naar artikel 24 der statuten. (73505)

**Trockimmo, naamloze vennootschap,  
Trockart 2, 3832 Wellen (Ulbeek)**

H.R. Tongeren 61237

Jaarvergadering op 9 mei 1998 om 10 uur, ten maatschappelijke zetel.  
Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. De raad van bestuur. (73506)

**Vandekerckhove Gebrs., naamloze vennootschap,  
Kortrijkstraat 46, 8770 Ingelmunster**

H.R. Kortrijk 91498 — BTW 415.943.522

Algemene vergadering dd. 9 mei 1998 om 14 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1997
3. Bestemming van het resultaat
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73507)

**Voeders Vandemoortele, naamloze vennootschap,  
Werkenstraat 19, 8610 Kortemark (Handzame)**

H.R. Oostende 1423 — BTW 413.466.161

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 9 mei 1998 te 15 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997;

2. Kwijting aan de bestuurders;

3. Bezoldigingen.

4. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73508)

**Vansintjan, naamloze vennootschap,  
Kasteelstraat 118, 1500 Halle**

H.R. Brussel 401062 — BTW 415.834.248

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 9 mei 1998 te 10 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.

2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.

3. Bestemming van het resultaat.

4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73509)

**Ventec, naamloze vennootschap,  
Oostnieuwkerkesteenweg 24, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 114483 — BTW 432.992.657

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 9 mei 1998 om 10 uur op de zetel van de vennootschap met als agenda :

1. Jaarverslag.

2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997.

3. Bestemming van het resultaat.

4. Kwijting aan de bestuurders.

5. Benoemingen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73510)

De raad van bestuur.

**Verbrugge-Janssens Ets., naamloze vennootschap,  
Markegemstraat 132, 8720 Wakken**

Jaarvergadering op zaterdag 9 mei 1998 om 14 uur. — Agenda :  
1. Lezing verslag raad van bestuur; 2. Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997 en aanwending resultaat; 3. Vergoeding bedrijfsleiders; 4. Ontlasting bestuurders; 5. Ontslag en benoeming bestuurders; 6. Allerlei. Zich schikken naar de statuten. (73511)

**Verco, naamloze vennootschap, te Grobbendonk**

H.R. Tongeren 58045

De gewone algemene vergadering van de aandeelhouders zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, Stationlei 4, te Grobbendonk op vrijdag 8 mei 1998 te 15.30 uur. Om aan de vergadering te kunnen deelnemen dient men zich te gedragen naar de voorschriften van artikel 27 van de statuten.

## Agenda :

1. Bespreking van jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking van de jaarrekening over het afgelopen boekjaar.
3. Goedkeuring van het verslag van de raad van bestuur.
4. Goedkeuring van de jaarrekening over het afgelopen boekjaar en van de bestemming te geven aan het resultaat.
5. Décharge te geven aan de raad van bestuur.
6. Eventueel allerlei.

(73512)

**Verhegge Jan Metaalconstructies, naamloze vennootschap, Stationstraat 70, 8850 Ardoois**

H.R. Brugge 73098 — BTW 443.185.872

Jaarvergadering op 9 mei 1998 om 14 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997. 3. Kwijting bestuurders. 4. Bestemming resultaat. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (73513)

**Zakenkantoor Roger Verniers & Co, naamloze vennootschap, Waalbrugstraat 22, 9032 Gent (Wondelgem)**

BTW 418.985.659

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op zaterdag 9 mei 1998 om 10 uur ten maatschappelijke zetel.

## Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1997
3. Kwijting aan de bestuurders
4. Diversen.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (73514)

**Veroutiz, naamloze vennootschap, Zuidkaai 18-20, 8870 Izegem**

H.R. Kortrijk 120176 — BTW 439.297.756

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 9 mei 1998 om 11 uur op de maatschappelijke zetel.

## Agenda :

1. Lezing verslag commissaris-revisor.
2. Bespreking van de jaarrekening per 31 december 1997.
3. Goedkeuring jaarrekening.
4. Kwijting bestuurders en commissaris-revisor.
5. Ontslag en benoeming.
6. Bezoldigingen.
7. Rondvraag.

Zich houden naar de statutaire beschikkingen. (73515)

**Algemene Ondernemingen E.G. Verstraete & Vanhecke, naamloze vennootschap, Fotografielaan 24, 2610 Wilrijk**

H.R. Antwerpen 67300

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 8 mei 1998 te 17 uur.

1. Verslagen raad van bestuur en commissaris-revisor.
2. Goedkeuring jaarrekening 31 december 1997.
3. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor.
4. Benoemingen.
5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering zich schikken naar de statuten. (73516)

**Apoteek Verstraete, naamloze vennootschap, Jacob Besagestraat 60 8400 Oostende**

H.R. Oostende 44649 — BTW 436.746.854

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 9 mei 1998 te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

## Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73517)

**Immo V.H., naamloze vennootschap, Kalkstraat 34, 9100 Sint-Niklaas**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Sint-Niklaas, nr. 23

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op zaterdag 9 mei 1998 op de zetel om 14 uur.

## Dagorde

1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Ontslag en benoeming bestuurders.
5. Bezoldigingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten. (73518)

**Visionland Europe, naamloze vennootschap, Turfvaartlaan 5, 2920 Kalmthout**

H.R. Antwerpen 295755 — BTW 449.694.869

Gewone algemene vergadering op 8 mei 1998 te 14 uur ten maatschappelijke zetel.

- Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1997. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag.

Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (73519)



**Vivet, naamloze vennootschap,**  
**steenweg op Waarloos 37, 2830 Reet**  
 H.R. Antwerpen 153539 — BTW 400.788.756

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op vrijdag 8 mei 1998 om 10 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van Bestuur.
2. Goedkeuring van de Jaarrekening per 31 december 1997.
3. Kwijting te verlenen aan Bestuurders.
4. Ontslag en benoemingen.
5. Bestemming van het resultaat.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (73520)

**Vleesservice, naamloze vennootschap,**  
**Oude Kortrijkstraat 50, 8980 Beselare**  
 H.R. Ieper 34997 — BTW 442.670.584

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering die zal gehouden worden op 8 mei 1998 om 19 uur in de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Melding handelingen zoals bepaald in art. 60 Ven. Wet.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Varia.

Om tot de vergadering te worden toegelaten dienen de aandeelhouders hun aandelen te deponeren in de zetel uiterlijk vijf dagen voor de vergadering. (73521)

De raad van bestuur.

**V.M.D., naamloze vennootschap,**  
**Berendonk 74, 2370 Arendonk**  
 H.R. Turnhout 39142 — BTW 413.622.648

Jaarvergadering van 9 mei 1998 te 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslagen van raad van bestuur en commissaris-revisor.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor.
4. Benoemingen.

Zich schikken naar art. 19 van de statuten. (73522)

**Wara-Bandencentrale, naamloze vennootschap,**  
**Stalenstraat 74-76-78, 3600 Genk**  
 H.R. Tongeren 57673 — BTW 425.976.884

Uitnodiging tot de statutaire jaarvergadering op vrijdag 8 mei 1998 om 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag; 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997; 3. Besluit nopens de resultaten; 4. Kwijting aan de bestuurders; 5. Uittredingen, benoemingen; 6. Varia.

Neerlegging van de aandelen op de maatschappelijke zetel. (73523)

De raad van bestuur.

**Wara-Shop, naamloze vennootschap,**  
**Stalenstraat 86, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 41006 — BTW 407.626.959

Uitnodiging tot de statutaire jaarvergadering op vrijdag 8 mei 1998 om 11 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag en controleverslag; 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997; 3. Besluit nopens de resultaten; 4. Kwijting aan de bestuurders en commissaris; 5. Uittredingen, benoemingen; 6. Varia.

Neerlegging van de aandelen op de maatschappelijke zetel. (73524)

De raad van bestuur.

**Wegon, naamloze vennootschap,**  
**Heulsestraat 83, 8860 Lendeledde**

H.R. Kortrijk 101379 — BTW 422.812.211

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op zaterdag 9 mei 1998 te 16 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (73525)

**Bouwmateriaal Willaert, naamloze vennootschap,**  
**Oostmeestraat 100, 8680 Koekelare**

H.R. Oostende 3367 — BTW 419.679.606

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 9 mei 1998 te 15 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Verslag van de commissaris-revisor.
3. Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1997 en toewijzing van het resultaat.
4. Decharge aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor. (73526)

**Wilson, naamloze vennootschap,**  
**Dr. Lauwersstraat 10, 8500 Kortrijk**

Gewone algemene vergadering ten maatschappelijke zetel op 8 mei 1998 te 14 u.

Agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening op 31 december 1997.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders. (73527)

**Houthandel L. Wuyts en zoon, naamloze vennootschap,**  
**Engelseplein 12-13-14, 3000 Leuven**  
 H.R. Leuven 17413 — BTW 403.599.578

Gewone algemene vergadering, ten maatschappelijke zetel op 11 mei 1998 om 10 uur.

Agenda :

1. Goedkeuring van jaarrekening afgesloten op 31 december 1997.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Desgevallend benoeming bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (73528)

**Imes Data, naamloze vennootschap,**  
**Ekkelgardenstraat 26, 3500 Hasselt**  
 H.R. Hasselt 74959 — BTW 439.565.495

Gezien de vergadering van 17 april 1998 niet in getal was, worden de aandeelhouders verzocht aanwezig te zijn op de buitengewone algemene vergadering welke zal gehouden worden ten kantore van notaris Ivo Vrancken te Genk, Grotestraat 124, op donderdag 7 mei 1998 om 11u. voormiddag, teneinde te beraadslagen en te beslissen over de hiernavermelde agenda:

1. Schrapping van artikel 5bis wegens het verstrijken van de periode binnen dewelke gebruik mag gemaakt worden van het toegestane kapitaal;
2. Wijziging van artikel 10 gezien de afschaffing van de categorieën der aandelen in de naamloze vennootschap Imes Holding;
3. Wijziging van artikel 12 om zelfde reden als wijziging artikel 10;
4. Wijziging van artikel 18 inzake tegenstrijdigheid van belangen;
5. Ontslag en benoeming bestuurders.

Voor deelname worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar de statuten.

De vergadering zal geldig kunnen beraadslagen en beslissen welk het getal der aanwezige aandelen ook weze. (73529)

**Imes Holding, naamloze vennootschap,**  
**Ekkelgardenstraat 26, 3500 Hasselt**  
 H.R. Hasselt 74959 — BTW 439.565.495

Gezien de vergadering van 17 april 1998 niet in getal was, worden de aandeelhouders verzocht aanwezig te zijn op de buitengewone algemene vergadering welke zal gehouden worden ten kantore van notaris Ivo Vrancken te Genk, Grotestraat 124, op donderdag 7 mei 1998 om 11u. voormiddag, teneinde te beraadslagen en te beslissen over de hiernavermelde agenda:

1. Schrapping van artikel 5bis wegens het verstrijken van de periode binnen dewelke gebruik mag gemaakt worden van het toegestane kapitaal;
2. Wijziging van artikel 10 gezien de afschaffing van de categorieën der aandelen in de naamloze vennootschap Imes Holding;
3. Wijziging van artikel 12 om zelfde reden als wijziging artikel 10;
4. Wijziging van artikel 18 inzake tegenstrijdigheid van belangen;
5. Ontslag en benoeming bestuurders.

Voor deelname worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar de statuten.

De vergadering zal geldig kunnen beraadslagen en beslissen welk het getal der aanwezige aandelen ook weze. (73530)

**Immodeel, naamloze vennootschap,**  
**Hoveniersstraat 46, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 249776 — BTW 428.461.272

De aandeelhouders worden uitgenodigd aanwezig te zijn op een buitengewone algemene vergadering der aandeelhouders die zal worden gehouden op het kantoor van notaris Rik Vandekerckhove te Antwerpen, Mechelsesteenweg 202, op maandag 11 mei 1998 om 10 uur met volgende

Agenda :

I) a) Vermindering van het maatschappelijk kapitaal met 5.000.000 frank, door vrijstelling van de verplichting tot volstorting van de niet-volstorte aandelen ten bedrage van 5.000.000 frank en afschaffing van 1.000 niet-volstorte aandelen.

b) Aanpassing artikel 5 der statuten.

II) Ontslag en benoeming bestuurder.

(73531)

De raad van bestuur.

## Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

### Administrations publiques et Enseignement technique

OPENSTAANDE BETREKKINGEN – PLACES VACANTES

**Commune d'Ixelles**

La commune d'Ixelles recrute des aspirants agents de police (m/f).

Si vous êtes Belge et de conduite, vie et moeurs irréprochables.

Si vous possédez un certificat d'études secondaires supérieures ou équivalent.

Si vous avez entre 18 et 35 ans.

Si vous mesurez au minimum 1,63 m et possédez une connaissance élémentaire de la seconde lange nationale.

La commune d'Ixelles vous propose un emploi d'aspirant agent de police et vous offre :

la stabilité d'emploi;

une formation rémunérée de qualité;

des possibilités importantes d'évolution de carrière;

une rémunération intéressante;

une prime de bilinguisme;

différents avantages sociaux complémentaires.

Vous êtes intéressé(e) ? Adressez votre candidature, accompagnée d'une copie recto-verso de votre carte d'identité, au plus tard le 29 mai 1998 au collège des bourgmestre et échevins, chaussée d'Ixelles 168, 1050 Bruxelles. Pour tous renseignements complémentaires, veuillez prendre contact avec M. Vander Putten, service du personnel au 02/511 90 84, ext. 1411. (8901)

**Gemeente Elsene**

—

De gemeente Elsene werft aan aspirant-politieagenten (m/v).  
 Als u Belg bent en van onberispelijk zedelijk gedrag.  
 Als u in het bezit bent van een studiegetuigschrift van hoger secundair onderwijs of daarmee gelijkgesteld.  
 Als u tussen 18 en 35 jaar oud bent.  
 Als u een gestalte van 1,63 m hebt en een elementaire kennis van de tweede landstaal.  
 De gemeente Elsene stelt u een job van aspirant-politieagent voor en biedt u :

beroepsstabiliteit;  
 een betaalde kwaliteitsopleiding;  
 belangrijke carrièremogelijkheden;  
 een interessant loon;  
 een tweetaligheidspremie;  
 verschillende bijkomende sociale voordelen.

Bent u geïnteresseerd ? Richt uw kandidatuur, met een recto-verso afschrift van uw identiteitskaart, uiterlijk op 29 mei 1998 aan het college van burgemeester en schepenen, Elsensesteenweg 168, 1050 Brussel. Voor meer inlichtingen kan u contact nemen met de heer Vander Putten, personeelsdienst, 02/511 90 84, toestel 1411. (8901)

**Haute Ecole de la Province de Namur**

—

Déclaration des emplois vacants pour l'année académique 1998/1999  
 Appel aux candidatures

Le présent appel est publié en application de l'article 207 du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

## 1. Relevé des emplois vacants.

## A. Fonctions de maître-assistant.

Nature	Code	Volume	Catégorie	Département	Cours à conférer
CT	100	2/10	paramédicale	gradsiig	principes et exercices didactiques de soins infirmiers en matière de médecine générale et spécialités
CT	101	1/10	paramédicale	gradsiig	principes et exercices didactiques de soins infirmiers en matière de chirurgie générale et spécialités (y compris secourisme et soins d'urgence)
CT	102	1/10	paramédicale	gradsiig	hygiène et prophylaxie
CT	103	1/10	paramédicale	gradsiig	ergonomie et manutention
CT	104	1/10	paramédicale	gradsiig	principes d'enseignement et exercices
CT	105	1/10	paramédicale	gradsia	histoire, orientation et éthique de la profession
CT	106	2/10	paramédicale	gradsia	principes généraux de santé et méthodologie de la recherche, anglais spécialisé
CT	107	3/10	paramédicale	gradsia	principes et exercices de soins périnataux
CT	108	1/10	paramédicale	gradsia	éducation sexuelle et planification familiale - principes d'enseignement et exercices d'éducation à la santé
CT	109	1/10	paramédicale	gradsia	législation sanitaire et sociale
CT	110	1/10	paramédicale	gradsia	séminaires spécialisés
CT	111	1/10	paramédicale	gradsia	principes et exercices didactiques de soins en matière de puériculture, hygiène et soins à la mère et au nouveau-né, chirurgie gynécologique
CT	112	1/10	paramédicale	gradsiaigp	psychologie
CT	113	1/10	paramédicale	gradsiaigp	Sociologie
CT	114	1/10	paramédicale	gradsiigp	principes et exercices de soins infirmiers : médecine et spécialités y compris urgences et soins intensifs - santé mentale et psychiatrie
CT	115	1/10	paramédicale	gradsiigp	principes et exercices de soins infirmiers : chirurgie et spécialités y compris urgences, soins intensifs et salle d'opération
CT	116	1/10	paramédicale	gradsiigp	principes et exercices de soins infirmiers : néonatalogie y compris urgences, soins intensifs et chirurgie néonatale
CT	117	1/10	paramédicale	gradsiigp	déontologie et éthique professionnelle; évaluation et perspectives des soins aux enfants; organisation des loisirs de l'enfant et de l'adolescent; éducation pour la santé; séminaires
CT	118	1/10	paramédicale	gradsiipisc	protection maternelle et infantile et médecine scolaire; hygiène appliquée : maternelle et infantile, scolaire, personnes âgées y compris handicapés

Nature	Code	Volume	Catégorie	Département	Cours à conférer
CT	119	1/10	paramédicale	gradsiisc	principes et exercices didactiques de soins infirmiers en santé communautaire
CT	120	1/10	paramédicale	gradsiisc	principes et méthodologie appliquée - recherche en santé communautaire
CT	121	1/10	paramédicale	gradsiisc	orientation et éthique de la profession - séminaires, visites documentaires - informatique - supervision
CT	122	1/10	paramédicale	gradsiisc	sociologie - anthropologie - économie politique et sociale
CT	123	1/10	paramédicale	gradsiisc	psychologie des groupes - analyse des systèmes
CT	124	3/10	agricole	gradagro	stages
CT	125	1/10	agricole	gradagro4	autoécologie
CT	126	1/10	agricole	gradagro4	nuisances et pollutions
CT	127	1/10	agricole	gradagro4	productions agronomiques et industrielles
CT	128	1/10	agricole	gradagro4	traitement et valorisation des déchets
CT	129	1/10	agricole	gradagro4	technologie de l'épuration et de la décontamination
CT	130	1/10	agricole	gradagro4	aménagement du territoire et gestion du paysage
CT	131	1/10	agricole	gradagro4	droit de l'environnement
CT	132	1/10	agricole	gradagro4	étude d'incidence et expertise
CT	133	1/10	agricole	gradagro4	aspect socio-économique
CT	134	1/10	agricole	gradagro4	communication et gestion de conflit
CT	135	5/10	agricole	gradagro4	stage de spécialisation
CT	136	1/10	agricole	gradagro4	recherche appliquée
CT	137	2/10	économique	gradhot	visites, séminaires, conférences
CT	138	1/10	économique	gradhot	oenologie et autres boissons
CT	139	10/10	économique	gradhot	anglais - néerlandais
CT	140	3/10	économique	gradhot	informatique
CT	141	1/10	économique	gradhot	technologie salle
CT	142	5/10	économique	gradhot	technologie cuisine
CT	143	3/10	économique	gradhot	stages
CT	144	2/10	économique	gradhot	gestion des stocks
CT	145	1/10	économique	gradhot	comptabilité
CT	146	1/10	économique	gradhot	technologie de l'hébergement
CT	147	2/10	économique	gradhot	informatique Cubic
CT	148	1/10	économique	gradhot	équipement technique
CT	149	1/10	économique	gradhot	esthétique hôtelière
CT	150	2/10	économique	gradhot	droit
CT	151	2/10	économique	gradhot4	anglais
CT	152	1/10	économique	gradhot4	néerlandais/allemand/espagnol
CT	153	1/10	économique	gradhot4	droit
CT	154	6/10	économique	gradhot4	stages
CT	155	2/10	économique	gradsecr	informatique
CT	156	3/10	économique	gradsecr	technique et pratique du secrétariat
CT	157	7/10	économique	gradsecr	insertion professionnelle
CT	158	4/10	économique	gradsecr	néerlandais
CT	159	9/10	économique	gradsecr	anglais
CT	160	3/10	économique	gradsecr	langue maternelle

## B. Fonctions de maître de formation pratique

PP	161	3 4/10	paramédicale	gradsiig	enseignement clinique stage
PP	162	3/10	paramédicale	gradsiisc	enseignement clinique

## 2. Légende des abréviations utilisées.

CT = cours techniques.

PP = pratique professionnelle.

Gradsiiig = diplômé en soins infirmiers section infirmier(ère)s diplômé(e)s.

Gradsia = diplômé en soins infirmiers section accoucheuses.

Gradsiaigp = diplômé en soins infirmiers section accoucheuses + infirmier(ère)s diplômé(e)s spécialisé(e)s en pédiatrie.

Gradsiiigp = diplômé en soins infirmiers section infirmier(ère)s diplômé(e)s spécialisé(e)s en pédiatrie.

Gradsiiipisc = diplômé en soins infirmiers section infirmier(ère)s diplômé(e)s spécialisé(e)s en pédiatrie + infirmier(ère)s diplômé(e)s spécialisé(e)s en santé communautaire.

Gradsiiisc = diplômé en soins infirmiers section infirmier(ère)s diplômé(e)s spécialisé(e)s en santé communautaire.

Gradagro = diplômé en agronomie.

Gradagro4 = diplômé en agronomie 4ème année gestion environnementale.

Gradhot = diplômé en gestion hôtelière.

Gradhot4 = diplômé en gestion hôtelière 4ème année de spécialisation.

Gradsecr = diplômé en secrétariat de direction option langues.

## 3. Conditions requises.

a) satisfaire aux conditions générales statutaires d'admission.

b) être porteur du titre de capacité requis pour la fonction à conférer, dans le respect de la réglementation en vigueur (loi du 7 juillet 1970, telle que modifiée, relative à la structure générale de l'enseignement supérieur et arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel de la Communauté française).

## 4. Introduction des candidatures.

A adresser par pli recommandé déposé à la poste au plus tard le 15 juin 1998, à Mme Denis, directeur-président de la Haute Ecole de la Province de Namur, chaussée de Charleroi 85, à 5000 Namur (une candidature séparée pour chaque fonction postulée).

## 5. Contenu de la demande.

La candidature mentionnera :

- l'emploi sollicité (intitulé du cours + numéro de code);

- l'identité du candidat;

- ses titres;

- la liste de ses publications scientifiques;

- le relevé de ses expériences professionnelles.

## 6. Remarques.

La présente déclaration de vacance des emplois est faite sous réserve de l'ouverture de certaines sections, de dédoublements éventuels et d'organisation des cours. (8902)

## Province de Liège

Appel aux candidats à une désignation à titre temporaire pour une durée déterminée dans les Hautes Ecoles organisées par la province de Liège

Le présent appel est lancé en application de l'article 8 du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois dans les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et de l'article 207 du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

1. Haute Ecole Léon-Eli Troclet Avenue Montesquieu 6, 4101 Seraing (Jemeppe)			
Charge/Fonction	Cours à conférer	Volume	Titres
1.1.1. Maître de formation pratique	Service social	41/10e	Diplôme d'assistant(e) social(e) et 1 an d'expérience utile du métier

1.2.1. Maître-assistant du type court	Philosophie	5/10e	Licence en philosophie
1.2.2. Maître-assistant du type court	Biologie	1/10e	Licence en sciences botaniques
1.2.3. Maître-assistant du type court	Sciences sociales	5/10e	Diplôme d'assistant(e) social(e) du domaine des sciences sociales
1.2.4. Maître-assistant du type court	Psychopédagogie	2/10e	Licence en psychopédagogie ou licence en sciences de l'éducation
2. Haute Ecole André Vésale Quai du Barbou 2, 4020 Liège			
Charge/Fonction	Cours à conférer	Volume	Titres
2.1.1. Maître de formation pratique	Accoucheuse	7/10e	Accoucheuse complété par 1 an d'expérience utile du métier
2.1.2. Maître de formation pratique	Kinésithérapie	82/10e	Gradué en kinésithérapie ou licence en kinésithérapie et titres complétés par 1 an d'expérience utile du métier
2.1.3. Maître de formation pratique	Ergothérapie	15/10e	Gradué en ergothérapie et 1 an d'expérience utile du métier
2.1.4. Maître de formation pratique	Soins infirmiers	100/10e	Infirmier gradué et 1 an d'expérience utile du métier
2.2.1. Maître-assistant de type court	Ergothérapie	5/10e	Gradué en ergothérapie et licence en santé publique
2.2.2. Maître-assistant de type court	Soins infirmiers	12/10e	Infirmier gradué et licence en sciences hospitalières ou en santé publique
2.2.3. Maître-assistant de type court	Chimie	2/10e	Licence en chimie
2.2.4. Maître-assistant de type court	Education physique	7/10e	Licence en éducation physique
3. Haute Ecole Rennequin Sualem Quai Gloesener 6, 4020 Liège			
Charge/Fonction	Cours à conférer	Volume	Titres
3.2.1. Maître-assistant de type court	Mécanique	8/10e	Ingénieur industriel en mécanique
3.2.2. Maître-assistant de type court	Construction	12/10e	Ingénieur civil en construction ou ingénieur industriel en construction
3.2.3. Maître-assistant de type court	Agronomie	5.10e	Ingénieur agronome
3.2.4. Maître-assistant de type court	Informatique	8/10e	Licence en informatique ou ingénieur civil en électronique avec expérience en informatique
3.2.5. Maître-assistant de type court	Mathématique	8/10e	Licence en mathématiques
3.3.1. Maître-assistant de type long	Mécanique	5/10e	Ingénieur civil en électromécanique
3.3.2. Maître-assistant de type long	Electricité-électronique	5/10e	Ingénieur civil en électromécanique
3.3.3. Maître-assistant de type long	Construction	10/10e	Ingénieur civil en construction

### I. Forme de la candidature

La demande sera rédigée sur feuille de format A4 d'après le modèle.

La demande mentionnera :

- l'emploi vacant sollicité repris au tableau ci-avant (Haute Ecole, fonction, cours à conférer, volume de la charge);
- l'identité du candidat;
- ses titres et son expérience utile; la liste de ses publications scientifiques;
- le relevé de ses diverses expériences professionnelles.

Si le candidat sollicite plusieurs emplois vacants, il établira une demande séparée, pour chaque emploi, s'il s'agit de fonctions ou de cours différents.

### II. Conditions requises

Nul ne peut être désigné à titre temporaire, s'il ne remplit les conditions suivantes :

- 1° être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° être porteur d'un des titres de capacité pour la fonction à conférer, tel que précisé dans l'appel, dans le respect de la réglementation en vigueur (loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur ou arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française);
- 4° remettre, lors de l'entrée en fonction, un certificat médical daté de moins de six mois, attestant qu'il se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des étudiants et des autres membres du personnel;
- 5° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;
- 6° être de conduite irréprochable;
- 7° avoir satisfait aux lois sur la milice;
- 8° ne pas avoir dépassé la limite d'âge de cinquante-cinq ans, sauf dispense accordée par le Gouvernement.

Le cas échéant, cette limite d'âge de 55 ans peut être relevée du nombre d'années que l'intéressé peut faire valoir pour l'ouverture du droit à une pension à charge du Trésor public.

### III. Introduction des candidatures

Les personnes intéressées doivent adresser leur candidature à la Direction générale de l'Enseignement de la province de Liège, rue du Commerce 14, 4100 Seraing, au plus tard le 29 mai 1998 (la date de la poste faisant foi).

Les candidatures doivent être introduites par une lettre recommandée à la poste et dans la forme fixée par le présent appel.

Documents à annexer sous peine d'irrecevabilité pour les candidats qui n'ont pas fonctionné dans l'enseignement organisé par la province de Liège durant l'année 97/98 :

- a) un certificat récent de bonnes conduite, vie et mœurs avec mention de nationalité. (Il est à noter qu'en vertu de l'article 59, 1.6° bis de l'arrêté du Régent du 26 juin 1947, contenant le Code des droits de timbre, tel que modifié par la loi du 1<sup>er</sup> août 1985, article 9, les certificats de bonnes conduite, vie et mœurs qui doivent accompagner chaque année les actes de candidature, sont exemptés de ce droit);
- b) une copie (A4), certifiée conforme du(des) diplôme(s) ou brevet(s) ou certificat(s) requis;
- c) un certificat de milice modèle 33 délivré par l'administration communale;
- d) une attestation prouvant l'expérience utile éventuellement requise (joindre de préférence la lettre notifiant que celle-ci a été reconnue);
- e) éventuellement, les justifications d'expériences professionnelles diverses.

Remarque :

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les documents visés sub a) à d) sont réclamés en vue de contrôler s'ils remplissent les conditions énoncées au point II.

Annexe 1a

Modèle de demande de désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à conférer dans une Haute Ecole organisée par la province de Liège au cours de l'année académique 1997-1998

Haute Ecole sollicitée : .....

Emploi vacant sollicité n° : .....		
(indiquer le numéro de la charge figurant à la liste)		
Fonction	Cours à conférer	Volume de la charge

Identité du candidat :

Nom ..... Epouse de ..... Sexe .....

Prénom ..... Date de naissance ..... Nationalité .....

Adresse : Rue ..... N° ..... BP .....

N° postal ..... Localité .....

Téléphone .....

Titres :

Dénomination	Spécialité	Date de délivrance	Etablissement

Etablissement(s) d'enseignement où vous êtes affecté actuellement :

.....

.....

.....

(indiquez si vous êtes temporaire (T) ou définitif (D), la fonction et le volume de la charge)

Attention : introduire une demande séparée pour chaque emploi vacant sollicité



Annexe 1b

1. Liste des publications scientifiques :

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

(en cas d'absence, indiquez néant)

2. Relevé de vos diverses expériences professionnelles (\*) :

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

(\*) Justifications annexées : OUI/NON

(en cas d'absence, indiquez Néant)

Date : ..... Signature : .....

**Stad Vilvoorde**

—

Aanwerving in contractueel verband in het kader van het SIF-project van een (m/v) Sif-coördinator.

**Tweede oproep**

Het Sociaal Impulsfonds heeft de opdracht om het lokaal beleid inzake het herstel van de leef- en omgevingskwaliteit van de achtergestelde buurten en het beleid inzake de bestrijding van de kansarmoede en de bevordering van het welzijn te ondersteunen. De SIF-coördinator zorgt voor de voorbereiding, coördinatie en opvolging van het SIF-beleidsplan.

**Profiel.**

Houder zijn van een einddiploma van universitair onderwijs of daarmee gelijkgesteld of van het hoger onderwijs buiten de universiteit van het lange type.

Minimum twee jaar ervaring in een functierelevante betrekking.

Bij voorkeur ervaring met projectmatig werken.

Basiskennis informatica.

Kandidatuurstelling kan tot 30 april 1998 bij middel van een verplicht inschrijvingsformulier samen met de aanwervingsvoorwaarden te bekomen op de personeelsdienst, stadhuis, Grote Markt, 1800 Vilvoorde, tel. 02/255 45 60. (8904)

**Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Laakdal**

—

Het O.C.M.W. van Laakdal maakt volgende vacature en de aanleg van wervingsreserves bekend :

Een betrekking in contractueel dienstverband van een voltijdse lokale coördinator voor de buitenschoolse kinderopvang, met aanleg van een wervingsreserve voor een periode van twee jaar.

Vereist diploma : hoger onderwijs korte type met pedagogische of sociale richting.

Een wervingsreserve voor een periode van twee jaar voor een statutair maatschappelijk werker ten behoeve van de dienst algemeen maatschappelijk werk.

Vereist diploma : sociaal assistent of sociaal verpleegkundige.

Een wervingsreserve voor een periode van twee jaar voor een statutair administratief medewerker voor het secretariaat.

Vereist diploma : hoger secundair onderwijs.

Functieprofiel en examenvoorwaarden kunnen bekomen worden op het O.C.M.W., Veerledorp 17, 2431 Laakdal, tel. 014/84 12 86 en 013/66 28 85.

De kandidaturen worden, vergezeld van : *curriculum vitae*, aanduiding waarvoor men solliciteert, een voor eensluidend verklaard afschrift van het diploma en een bewijs van goed zedelijk gedrag, aangetekend verstuurd aan de voorzitter van het O.C.M.W., op bovenstaand adres, vóór 11 mei 1998. (8906)

**Hogeschool Antwerpen**

—

**Vacatures**

Bij beslissing van het bestuurscollege d.d. 16 april 1998 zijn aan de Hogeschool Antwerpen, m.i.v. 1 juli 1998, onderstaande ambten te begeven :

Ambt 4.3. Technisch werkleider, met een voltijdse opdracht van 100 %.

Ambt 4.4. Medewerker administratie financiën, met een voltijdse opdracht van 100 %.

Vereist diploma.

Ambt 4.3. : een diploma van hoger secundair onderwijs (minimaal), bij voorkeur technisch gericht.

Ambt 4.4. : een diploma van licentiaat wiskunde.

Statuut.

Ambt 4.3. Administratief personeel.

Ambt 4.4. Administratief personeel.

Salarisschaal.

Ambt 4.3. C21.

Ambt 4.4. A31.

Functiebeschrijving.

Centrale administratie.

Ambt 4.3. :

algemeen onderhoud van alle schoolgebouwen;

onderhoud van c.v.-systemen;

controle van elektrische en elektronische installaties;

opvolging van uit te voeren en van uitgevoerde infrastructurele en veiligheidswerken.

Ambt 4.4. : allocatiemodel voor de enveloppeverdeling;

simulaties m.b.t. begroting, allocatie en personeelsformatie;

begroting i.v.m. personeelsformatie;

opstellen en opvolgen van de personeelsformatie;

verwerken en controleren van loongegevens;

aanspreekpunt loonadministratie;

informatiseren van de personeelsadministratie;

begeleiden en uitbouwen van een zich centraliserende personeelsadministratie;

statistische verwerking naar meerjarenbegroting en jaarverslagen toe.

Vereisten.

Centrale administratie.

Ambt 4.3. :

bij voorkeur grondige kennis en ervaring voor het operationeel houden van de technische installaties van :

schoolgebouwen;

c.v.-installatie;

detectiesystemen;

laagspanningsnet;

hoogspanningscabine;

liften;

getuigschrift graduaat elektronica (HOKT) strekt tot aanbeveling.

Ambt 4.4. :

ruime en flexibele beschikbaarheid is vereist;

belangrijke deelverantwoordelijkheden moeten opgenomen worden;

moet zelfstandig kunnen werken;

moet in staat zijn om beleidsvoorbereidend werk in overleg met de directie te leveren;

teamworking is een noodzaak;

ervaring en/of deskundigheid statistiek strekt tot aanbeveling;

praktische kennis MS-Office en SOLA-R;

minimum twee jaar ervaring in vergelijkbare functie.

Termijn van de aanstelling.

Ambt 4.3. Werving in vast verband.

Ambt 4.4. Werving in vast verband.

Kandidaatstelling.

Om zich kandidaat te stellen wordt men verzocht om per aangetekend schrijven een dossier bestaande uit :

een schriftelijke en gemotiveerde sollicitatie met *curriculum vitae*;

afschriften van diploma's en attesten;

attesten tot staving van de relevante beroepservaring,

te bezorgen aan :

Hogeschool Antwerpen, t.a.v. de heer Rudy Derdelinckx, algemeen directeur, Keizerstraat 15, 2000 Antwerpen,

en dit ten laatste drie weken na het verschijnen van deze oproep in het *Belgisch Staatsblad* (postdatum geldt als bewijsdatum), met vermelding van het ambt en nr. waarvoor men zich kandidaat stelt.

Een eerste selectie zal op basis van de ingestuurde *curriculum vitae* uitgevoerd worden.

Voor ieder ambt wordt slechts één kandidaat na een selectiegesprek weerhouden.

Bijkomende inlichtingen kunnen bekomen worden bij: de centrale administratie van de Hogeschool Antwerpen, tel. 03/213 93 00. (8907)

#### Centre public d'aide sociale de Woluwe-Saint-Lambert

Le Centre public d'aide sociale de Woluwe-Saint-Lambert organisera prochainement des examens en vue de nommer un secrétaire (h/f), à prestations complètes, simultanément par voie de recrutement et par voie de promotion.

Un diplôme de niveau universitaire est requis ainsi que la réussite, préalable à la nomination, des examens linguistiques organisés par le Secrétariat permanent au recrutement portant sur la connaissance suffisante de la seconde langue.

Les renseignements relatifs aux conditions d'admission peuvent être dès-à-présent obtenus au service du personnel du C.P.A.S. de Woluwe-Saint-Lambert, aux n<sup>os</sup> de téléphone 02/777 75 08 et 06, pendant les jours ouvrables, de 9 à 12 heures.

Les candidatures seront adressées à Mme la présidente du C.P.A.S., rue de la Charrette 27, à 1200 Bruxelles, sous pli recommandé, déposé au plus tard à la poste le 20 mai 1998. (8905)

#### Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Sint-Lambrechts-Woluwe

Het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Sint-Lambrechts-Woluwe organiseert eerlang examens met het oog op de benoeming van een secretaris (m/v), met volledige prestaties, gelijktijdig via aanwerving en via bevordering.

Een diploma van universitair niveau is vereist evenals het slagen, voorafgaandelijk aan de benoeming, voor de taalexamen ingericht door het Vast Wervingssecretariaat over de voldoende kennis van de tweede taal.

Inlichtingen over de toelatingsvoorwaarden kunnen bekomen worden bij de personeelsdienst van het O.C.M.W. van Sint-Lambrechts-Woluwe, op telefoonnummer 02/777 75 08 en 06, op werkdagen van 9 tot 12 uur.

De candidatures dienen ten laatste op 20 mei 1998 (datum poststempel is bepalend), aangetekend verstuurd te worden naar Mevr. de voorzitter van het O.C.M.W., Karrestraat 27, te 1200 Brussel. (8905)

#### Nationaal Orkest van België

Het Nationaal Orkest van België zoekt een verantwoordelijke artistieke planning (m/v).

Profiel :

universitair diploma;

drietaling (Nederlands, Frans, Engels);

grote kennis van het klassieke muziekrepertoire;

ervaring van de Belgische muziekwereld.

Taakomschrijving :

contacten met concertorganisatoren, solisten en dirigenten in binnen- en buitenland;

praktische organisatie van de concerten;

uitwerken van de jaarlijkse programmabrochure;

redactie van perscommuniqués;

ontvangst solisten en gastdirigenten.

Weddeschaal : Rang 11 van de administratie.

Kandidaturen (+ *curriculum vitae*) vóór 10 mei 1998 aangetekend aan de Intendant van het Nationaal Orkest van België, Ravenstein Galerij 3, bus 10, 1000 Brussel.

Datum indieninstreding : juni 1998. (8949)

#### Orchestre national de Belgique

L'Orchestre national de Belgique recrute un responsable du planning artistique (h/f).

Profil :

diplôme universitaire;

trilingue (néerlandais, français, anglais);

connaissance approfondie du répertoire de la musique classique;

expérience du monde musical en Belgique.

Description de la fonction :

contacts avec les organisateurs de concerts, les solistes et les chefs d'orchestre en Belgique et à l'étranger;

organisation pratique des concerts;

publication de la brochure des programmes;

rédaction de communiqués de presse;

accueil des chefs et des solistes.

Echelle de traitement : Rang 11 de l'administration.

Candidatures (+ *curriculum vitae*) à envoyer pour le 10 mai 1998 par lettre recommandée à l'attention de l'Intendant de l'Orchestre national de Belgique, Galerie Ravenstein 3, bte 10, 1000 Bruxelles.

Entrée en fonction : juin 1998. (8949)

#### Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen

#### Actes judiciaires et extraits de jugements

#### Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1 van het Burgerlijk Wetboek

#### Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1<sup>er</sup> du Code civil

*Aanstelling voorlopig bewindvoerder  
Désignation d'administrateur provisoire*

Vrederecht van het eerste kanton Aalst

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Aalst, werd Haegeman, Jeanne, geboren te Sint-Antelinks op 16 maart 1913, verblijvende en gedomocilieerd in het Psychiatrisch Ziekenhuis, Reymeersstraat 13a, te 9340 Lede, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van den Driessche, Karen, advocaat, wonende Vlaanderenstraat 4, te 9300 Aalst.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) E. De Cremer. (60238)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Aalst, werd Van der Schrick, Georgette, geboren te Madrid op 3 oktober 1918, verblijvende en gedomicilieerd in het P.Z. Zoete Nood Gods, te Lede, Reymeersstraat 13A, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : D'Haese, Inge, advocaat, wonende Asserendries 32, te 9300 Aalst.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) E. De Cremer. (60239)

Vrederecht van het kanton Berchem-Antwerpen

Wij, Alberic De Roeck, vrederechter in het gerechtelijk kanton Berchem-Antwerpen, bijgestaan door Arthur Jespers, hoofdgriffier van dit rechtsgebied.

Om die redenen :

verklaren de vordering toelaatbaar en gegrond;

wijzen Mr. Christel Peeters, advocaat, kantoorhoudende te 2000 Antwerpen, Kapucinessenstraat 19, aan als voorlopig bewindvoerder over de goederen van de te beschermen persoon, Verdickt, Maria, geboren te Wijnegem op 2 november 1921, weduwe van Helleman, Joseph, verblijvende in het Rust- en Verzorgingstehuis Sint-Maria, te 2600 Berchem-Antwerpen, Vredestraat 93;

dragen aan die voorlopige bewindvoerder op alle inkomsten, van welke aard ook, en alle schuldvorderingen van die voornoemde persoon te innen, diens schulden binnen de perken daarvan te voldoen en tevens alle andere daden, welke ook, van behoud van en van beheer over diens goederen te verrichten behoudens dan die welke krachtens artikel 488bis, f, § 3, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek een bijzondere machtiging vereisen;

kennen aan die voorlopige bewindvoerder als vergoeding een bedrag toe gelijk aan drie procent van de inkomsten van die te beschermen persoon en stellen hem vrij van de verplichting die persoon op de hoogte te brengen van de handelingen die hij verricht;

stellen vast dat alle akten van rechtspleging in het Nederlands werden opgesteld bij toepassing van artikel 5 der wet van 15 juni 1935.

Aldus gegeven in raadkamer op woensdag 22 april 1998.

(Get.) A. Jespers; A. De Roeck.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) A. Jespers. (60240)

Vrederecht van het kanton Boom

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Boom, verleend op 21 april 1998, werd Van Zoom, Jacqueline, geboren te Antwerpen op 2 april 1947, wonende te 2850 Boom, Hoek 51, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : De Troetsel, Maria, wonende te 2845 Niel, Dorpsstraat 28.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 10 april 1998.

Boom, 21 april 1998.

De hoofdgriffier, (get.) Zegers, Guido. (60241)

Vrederecht van het derde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Gent, verleend op 31 maart 1998, werd Martin, Marie-Louise, geboren op 14 december 1949, wonende te 9060 Zelzate, Hans Kochlaan 7, opgenomen in de instelling P.C. Sleidinge, Weststraat 135, te 9940 Evergem, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Martine De Busscher, advocaat, te 9920 Lovendegem, Molendreef 79.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 10 maart 1998.

Gent, 21 april 1998.

De adjunct-griffier, (get.) Magda Verspeet. (60242)

Vrederecht van het kanton Lier

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 22 april 1998, werd Schorreweegen, Maria Elisabeth, geboren te Lier op 19 september 1919, wonende te 2500 Lier, Kapelstraat 25, verblijvende in het Sint-Elisabethziekenhuis, afdeling Paaz, Mechelsestraat 24, te 2500 Lier, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Leyzen, Joseph, wonende te 2500 Lier, Pannenhuisstraat 88.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 9 april 1998.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Van den Plas, Ulrik. (60243)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 22 april 1998, werd Cassiers, Ludo, geboren te Hemiksem op 12 december 1948, wettelijk gedomicilieerd en verblijvende in het Psychiatrisch Centrum Sint-Norbertus te 2570 Duffel, Stationsstraat 22C, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : De Smet, Roza, wonende te 2830 Willebroek, Cederlaan 23.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 1 april 1998.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Van den Plas, Ulrik. (60244)

Vrederecht van het kanton Sint-Kwintens-Lennik

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Kwintens-Lennik, verleend op 9 april 1998, werd Vander Henst, Marcel, geboren te Anderlecht op 4 april 1912, gedomicilieerd en verblijvende te 1701 Dilbeek, Itterbeeksebaan 208, serviceflat 22, Breugheldal, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Vander Henst, André, wonende te 1700 Dilbeek, Ninoofsesteenweg 408.

Het verzoekschrift werd ter griffie neergelegd op 26 maart 1998.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Vera De Gendt. (60245)

Vrederecht van het tweede kanton Sint-Niklaas

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Sint-Niklaas, verleend op 22 april 1998, werd Van Peteghem, Angela, geboren te Lokeren op 26 januari 1927, wonende en verblijvende in het Rustoord Ennea te 9100 Sint-Niklaas, Lepelhoekstraat 17, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Coppens, Filip, advocaat, wonende te 9112 Sinaai (Sint-Niklaas), Wijnveld 38.

Sint-Niklaas, 22 april 1998.

De griffier, (get.) Staut, Hilde. (60246)

## Justice de paix du premier canton de Bruxelles

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Bruxelles, en date du 10 avril 1998, le nommé Vandervelden, François, boulevard du Midi 142, 1000 Bruxelles (Résidence Porte de Hal), a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Bruno Putzeys, avocat, avenue Brugmann 311, 1180 Bruxelles.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Monique Van Camp. (60247)

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Bruxelles, en date du 10 avril 1998, le nommé Baufays, Albert, rue Terre Neuve 47, 1000 Bruxelles (Résidence Iris), a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Bruno Putzeys, avocat, avenue Brugmann 311, 1180 Bruxelles.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Monique Van Camp. (60248)

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Bruxelles, en date du 10 avril 1998, la nommée Hendriks, Anne, rue Terre Neuve 47, 1000 Bruxelles (Résidence Iris), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Bruno Putzeys, avocat, avenue Brugmann 311, 1180 Bruxelles.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Monique Van Camp. (60249)

## Justice de paix du premier canton de Mons

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Mons, en date du 30 mars 1998, le nommé Vercléven, Patrick, né à Mouscron le 13 octobre 1972, célibataire, sans profession, résidant actuellement à 7000 Mons, rue du Haut-Bois 40, second étage, y étant domicilié, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Xavier Maindiaux, avocat, à 7000 Mons, rue de la Terre du Prince 17, les pouvoirs de l'administrateur étant limités à la période durant laquelle l'incapable aura une résidence ou un domicile effectif dans le ressort territorial de la justice de paix du premier canton de Mons.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Jean Bellemans. (60250)

## Justice de paix du canton de Rochefort

Suite à la requête déposée le 5 mars 1998, par ordonnance du juge de paix du canton de Rochefort, rendue le 8 avril 1998, Mme Bourgeois, Andrée Denise Florentine Ghislaine, née à Namur le 5 mai 1943, domiciliée rue Pierre du Diable 34, bte 2, à 5100 Jambes, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Mme Wittmann, Anne, avocat, domiciliée chaussée de Dinant 747, à 5100 Wépion.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Hendrickx, Albert. (60251)

## Justice de paix du canton de Seneffe

Par ordonnance du 15 avril 1998, prononcée par le juge de paix du canton de Seneffe, siégeant en chambre du conseil, M. Claude Janssens, domicilié à Manage, Cité de l'Argilière 38, a été désigné en qualité d'administrateur provisoire de M. Alphonse Raymond Janssens, né le 21 octobre 1921, résidant à Manage, « Les Jardins de Scailmont », place Bantigny 6, domicilié à La Louvière, rue Notre-Dame de la Compassion 198/6, époux de Mme Juliette Greer, ce dernier étant hors d'état de gérer ses biens.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) J. Desomberg. (60252)

## Justice de paix du canton de Visé

Par ordonnance du juge de paix du canton de Visé du 9 avril 1998, sur requête déposée le 4 mars 1998, Mme Justine Bolland, née à Saint-André le 2 juillet 1910, domiciliée à la maison de repos « Les Peupliers » à 4681 Hermalle-sous-Argenteau, rue J. Verckruyts 23, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Mme Mariette Bolland, domiciliée à 4040 Herstal, rue de la Ceinture 74.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-chef de greffe, (signé) R. Galasse. (60253)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Visé du 2 avril 1998, sur requête déposée le 26 février 1998, Mme Bronislawa Fransiska Zandecki, née à Hamborn le 18 octobre 1913, domiciliée à 4040 Herstal, rue Cerfontaine 25, mais résidant actuellement à l'Institut gériatrique Saint-Joseph, à 4670 Blegny, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Olivier Le Boulenge, avocat, à 4000 Liège, rue Hors-Château 108.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-chef de greffe, (signé) R. Galasse. (60254)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Visé du 9 avril 1998, sur requête, déposée le 5 mars 1998, Mme Elise Lecrenier, née à Haccourt le 1<sup>er</sup> mars 1914, domiciliée à 4600 Visé, avenue Albert I<sup>er</sup> 29, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Jean-Pascal D'Inverno, avocat, à 4120 Neupré, rue Bellaire 19.

Pour extrait certifié conforme : le greffier-chef de greffe, (signé) R. Galasse. (60255)

*Mainlevée d'administrateur provisoire  
Opheffing voorlopig bewindvoerder*

## Vrederegerecht van het kanton Beveren

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Beveren, verleend op 22 april 1998, blijkt dat de opdracht van Mr. Koen D'Hondt, advocaat, te 9120 Beveren, Kasteeldreef 77, als voorlopig bewindvoerder over de goederen van Van Remoortere, Maria Leonia Gardina, geboren te Vrasene op 10 september 1909, weduwe van Beck, Jozef Prosper, wonende te 9120 Beveren (Melsele), rustoord Briels, Kerkplein 8, ingevolge haar overlijden op 17 maart 1998 ophoudt uitwerking te hebben.

Voor eensluidend uittreksel : de e.a. adjunct-griffier, (get.) Van Mulders, M. (60256)

## Vrederecht van het zesde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 21 april 1998, werd een einde gesteld aan de opdracht van Demon, Annie, wonende te 9050 Gent (Gentbrugge), Jules Van Biesbroeckstraat 5, als voorlopig bewindvoerder over Coppens, Paula, geboren te Aalst op 5 juli 1905, verblijvende in Home Helianthus, Brusselsesteenweg 322A, 9090 Melle, gedomicilieerd te 9050 Gent (Gentbrugge), Jules Van Biesbroeckstraat 4, overleden te Melle op 27 maart 1998.

Voor eensluidend afschrift: de hoofdgriffier, (get.)  
R. Hantson. (60257)

## Vrederecht van het derde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Gent, verleend op 22 april 1998, werd Beele, Thierry, advocaat, met kantoor te 9000 Gent, Gebroeders De Cockstraat 2, ontslagen van zijn opdracht als voorlopig bewindvoerder over De Lille, Jean-Pierre, geboren te Brugge op 15 januari 1959, gedomicilieerd te 9990 Maldegem, Fortuinstraat 38, overleden te Gent op 19 maart 1998.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) M. Ver-  
speet. (60258)

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Gent, verleend op 22 april 1998, werd Schuerbeke, Jenny, wonende te 9000 Gent, Hortensiastraat 45, ontslagen van haar opdracht als voorlopig bewindvoerder over Schuerbeke, Louis Théophile, geboren te Lille (Frankrijk) op 26 juni 1913, gedomicilieerd te 9000 Gent, Vroonstalledries 22, overleden te Gent op 5 maart 1998.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) M. Ver-  
speet. (60259)

## Vrederecht van het kanton Leuven-1

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Leuven-1, verleend op 16 april 1998, werd een einde gesteld aan de opdracht van Hutsebaut, Elisabeth Anna Jozefa, bediende, geboren te Antwerpen op 29 december 1950, echtgescheiden, wonende te 3053 Oud-Heverlee (Haasrode), Bergenstraat 142, als voorlopig bewindvoerder over Casaer, Filip, student, geboren te Leuven op 10 maart 1975, ongetrouwd, wonende te 3053 Oud-Heverlee (Haasrode), Bergenstraat 142.

De heer Casaer, Filip werd terug in staat verklaard zijn goederen te beheren.

Voor eensluidend uittreksel: de e.a. adjunct-griffier, (get.) Anita  
Collaer. (60260)

## Vrederecht van het kanton Lokeren

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lokeren, verleend op 20 april 1998, werd de aanstelling voorlopig bewindvoerder van Anne-Marie Laureys, advocaat, te 9160 Lokeren, Roomstraat 40, d.d. 11 september 1995, over Edgard Alard Angélique De Clerck (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 19 september 1995), ambtshalve opgeheven, gezien betrokkene overleden is te Lokeren op 14 april 1998.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) Vera Sche-  
pens. (60261)

## Justice de paix du canton de Seraing

Par ordonnance du juge de paix suppléant du canton de Seraing, en date du 22 avril 1998, il a été mis fin, à la date du 14 décembre 1997, au mandat de Raets, Paula, née à Vlytingen le 17 avril 1929, pensionnée, domiciliée à 4100 Seraing, avenue Davy 12/3, désignée en qualité d'administratrice provisoire, par ordonnance du 9 juillet 1997 du juge de paix suppléant du canton de Seraing, des biens de Lespagnard, Laure Marie Joséphine, née à Seraing le 28 mai 1905, veuve de Lambert, Emile, domiciliée à 4400 Flémalle (Ivoz-Ramet), chaussée de Ramioul 184, Château de Ramioul, décédée à Flémalle le 14 décembre 1997.

Pour extrait certifié conforme: le greffier, (signé) R. Collard. (60262)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Seraing, en date du 22 avril 1998, il a été mis fin au mandat de Bovy, Josette, née à Ramet le 3 juillet 1937, épouse de Neyman, Albert, sans profession, domiciliée à 4400 Flémalle (Ivoz-Ramet), avenue de l'Europe 27, qui avait été désignée en qualité d'administratrice provisoire, par ordonnance du juge de paix du canton de Seraing du 30 juin 1997, de Bovy, Guillaume Joseph, veuf de Decefawe, Jeanne, né à Ivoz-Ramet le 17 avril 1904, domicilié à 4400 Flémalle (Ivoz-Ramet), route de France 170, résidant à 4400 Flémalle (Ivoz-Ramet), avenue de l'Europe 27, décédé le 6 novembre 1997.

Pour extrait certifié conforme: le greffier, (signé) R. Collard. (60263)

## Justice de paix du canton d'Uccle

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle, en date du 21 avril 1998, il a été constaté que par le décès survenu le 29 mars 1998 de Mme Detandt, Blanche, de son vivant résidant à la Résidence Les Fleurs d'Aubépines, chaussée de Waterloo 1525, à Uccle, il a été mis fin au mandat d'administrateur provisoire de Me Jean-Marc Bievez, avocat, ayant son cabinet à 1050 Bruxelles, rue Paul-Emile Janson 11.

Pour extrait conforme: le greffier, (signé) Pascal Goies. (60264)

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle, en date du 21 avril 1998, il a été constaté que par le décès survenu le 5 avril 1998 de Mme Coppens, Thérèse, de son vivant résidant à la Résidence L'Espoir, rue du Ham 1, à Uccle, il a été mis fin au mandat d'administrateur provisoire de M. Degreef, François, domicilié à Uccle, avenue J.P. Carsoel 23.

Pour extrait conforme: le greffier, (signé) Pascal Goies. (60265)

Remplacement d'administrateur provisoire  
Vervanging voorlopig bewindvoerder

## Vrederecht van het kanton Boom

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Boom, verleend op 17 april 1998, werd een einde gesteld aan de opdracht van Smeets, Marie, advocaat, te 3800 Sint-Truiden, Leopold II-straat 9, als voorlopig bewindvoerder over Viaene, Doreen, geboren te Diksmuide op 27 juni 1974, wonende te 2840 Rumst, Putstraat 9/3.

De beschermde persoon kreeg als nieuwe voorlopige bewindvoerder toegevoegd: De Troetsel, Maria, advocaat, te Antwerpen, met kantoor te Niel, Dorpsstraat 28.

Boom, 21 april 1998.

De hoofdgriffier, (get.) Zegers, Guido. (60266)

## Justice de paix du canton de Barvaux

Par ordonnance du juge de paix suppléant du canton de Barvaux, en date du 17 avril 1998, la nommée Warnier, Juliette, née à Grivegnée le 6 février 1911, domiciliée à Ferrières, résidant à 4190 Ville-My, à la maison de repos « Les Genêts », rue Rognac, a été pourvue d'un nouvel administrateur provisoire (en remplacement de Me Christine Jacobs, désignée par ordonnance du 8 août 1996) étant : Buron, Isabelle, avocat, domiciliée à 6900 Marche-en-Famenne, avenue de la Toison d'Or 28.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef délégué, (signé) C. Leruth. (60267)

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793  
van het Burgerlijk Wetboek**  
**Publication prescrite par l'article 793  
du Code civil**

*Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*  
*Acceptation sous bénéfice d'inventaire*

## Tribunal de première instance de Charleroi

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège en date du 20 avril 1998, Mme Degousée, Monique, laquelle agit en sa qualité de mère et tutrice légale des biens de son enfant mineur d'âge, à savoir : Quoniou, Stève, né à Binche le 6 juin 1983, domicilié avec sa mère à Erquelinnes, rue Waroquier 7, à ce dûment autorisée par délibération du conseil de famille réuni sous la présidence de M. le juge de paix du canton de Merbes-le-Château en date du 1<sup>er</sup> avril 1998, a déclaré accepter mais sous bénéfice d'inventaire seulement, la succession de M. Quoniou, Alfred, de son vivant domicilié à Erquelinnes, rue Waroquier 7, et décédé à Lobbes le 16 novembre 1997.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans le délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à M. le notaire Eric Losseau, de résidence à 6560 Solre-sur-Sambre, rue Reine Astrid 2.

Charleroi, le 20 avril 1998.

Le greffier adjoint principal, (signé) N. Docquier. (8908)

## Tribunal de première instance de Liège

L'an mil neuf cent nonante-huit, le vingt avril, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu : Herbiet, Jacques, avocat à Liège, Mont Saint-Martin 62, agissant en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de M. Barate, Robert, né à Liège le 26 avril 1957, domicilié à Angleur, rue de Tilff 150, désigné à cette fonction par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Liège, du 9 mars 1998, et à ce autorisé par ordonnance du même juge de paix du 3 avril 1998, lequel comparant a déclaré ès qualités, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Petit, Pauline, née le 1<sup>er</sup> septembre 1924, de son vivant domiciliée à Angleur, rue de Tilff 150, et décédée le 1<sup>er</sup> mars 1998 à Liège.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, le comparant déclare faire élection de domicile en son étude.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signature illisible). (8909)

## Rechtbank van eerste aanleg te Gent

Op 16 april 1998, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, voor ons, Marc De Vriese, eerstaanwendend adjunct-griffier van dezelfde rechtbank, is verschenen : Van Malleghem, Paul, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Coupure 7, handelend in zijn hoedanigheid van curator, benoemd bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent d.d. 16 september 1976, van het faillissement : Stevens, André Georges, geboren te Gent op 27 april 1937, wonende te 9000 Gent, Boekweitstraat 8.

De comparant verklaart ons, handelend in zijn gezegde hoedanigheid, onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Stevens, Georgius Leopoldus, geboren te Gent op 25 februari 1912, in leven laatst wonende te 9000 Gent, Maaltebruggestraat 143, en overleden te Gent op 10 maart 1998.

Hij heeft ons tevens verklaard om in deze procedure, en bij toepassing van artikel 793 van het Burgerlijk Wetboek, woonplaats te kiezen ter zijne studie, alwaar de schuldeisers en legatarissen zich bekend dienen te maken.

Waarvan akte, welke de comparant, na gedane lezing, met ons, eerstaanwendend adjunct-griffier, heeft ondertekend.

(Get.) P. Van Malleghem; M. De Vriese.

Voor gelijkvormig afschrift, afgeleverd aan M. P. Van Malleghem : de eerstaanwendend adjunct-griffier, (get.) M. De Vriese. (8910)

Bij akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent op 20 april 1998, heeft Van Immerzele, Etien Urbain Camillus, geboren te Balegem op 21 mei 1936, wonende te 9860 Oosterzele, Houtemstraat 5, handelend in eigen naam, verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen De Paepe, Laura Germaine Justina, geboren te Balegem op 27 mei 1907, in leven laatst wonende te 9860 Oosterzele, Molenstraat 17, en overleden te Oosterzele op 30 december 1997.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen bij de heer Etien Van Immerzele, wonende te 9860 Oosterzele, Houtemstraat 5.

Gent, 20 april 1998.

(Get.) Marc De Vriese, eerstaanwendend adjunct-griffier. (8911)

Op 10 april 1998, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, voor ons, Herman Matthijs, adjunct-griffier van dezelfde rechtbank, is verschenen : Mevr. De Keyser, Sandra Angele, geboren te Eeklo op 27 maart 1971, wonende te 9900 Eeklo, Zuidmoerstraat 35, handelend in de hoedanigheid van datieve voogdes over de persoon en de goederen van De Keyser, Jeffrey, geboren te Eeklo op 26 maart 1996, wonende te 9900 Eeklo, Zuidmoerstraat 35.

De comparante verklaart ons, handelend in haar gezegde hoedanigheid, onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen De Keyser, Petra, geboren te Eeklo op 2 oktober 1975, in leven laatst wonende te 9900 Eeklo, Koning Albertstraat 2, bus 3, en overleden te Zeebrugge op 23 februari 1998.

Tot staving van haar verklaring heeft de comparante ons een afschrift vertoond van de beslissing van de familierraad, gehouden op 23 maart 1998 onder voorzitterschap van de heer Antoon De Grootte, vrederechter van het kanton Eeklo, waarbij zij gemachtigd werd om in naam van de voornoemde minderjarige de nalatenschap van wijlen De Keyser, Petra, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

Zij heeft ons tevens verklaard om in deze procedure, en bij toepassing van artikel 793 van het Burgerlijk Wetboek, woonplaats te kiezen ter studie van Mr. Jan Verstraeten, notaris, kantoorhoudende te 9960 Assenede, Leegstraat 25A, alwaar de schuldeisers en legatarissen zich bekend dienen te maken.

Waarvan akte, welke de comparante, na gedane lezing, met ons, adjunct-griffier, heeft ondertekend.

(Get.) S. De Keyser; H. Matthijs. (8912)

## Rechtbank van eerste aanleg te Hasselt

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt op 20 april 1998, blijkt dat Bielen, Franky Alfons Maria, geboren te Hasselt op 23 oktober 1971, wonende te 3530 Houthalen-Helchteren, Europarklaan 223, in het Nederlands verklaard heeft, de nalatenschap van wijlen Bielen, Michel Maria, geboren te Helchteren op 2 november 1934, in leven laatst wonende te 3530 Houthalen-Helchteren, Europarklaan 223A, en overleden te Houthalen-Helchteren op 29 november 1997, te aanvaarden, onder voorrecht van boedelbeschrijving, en teneinde dezer woonst te kiezen ter studie van notaris F. Junius, Berkenlaan 1, 3500 Kiewit.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opnemings in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van voornoemde notaris.

Hasselt, 20 april 1998.

De griffier, (get.) A. Thomas. (8913)

## Rechtbank van eerste aanleg te Mechelen

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, op 20 april 1998, heeft Verbist, Karel Maria Josephina, geboren te Mechelen op 25 juli 1950, wonende te 2812 Muizen, Vlierstraat 16, verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Moonen, Ermelinda Jeanne Anna Malvine, geboren te Mechelen op 13 november 1950, in leven laatst wonende te 2800 Mechelen, Vlierstraat 16, en overleden te Bonheiden op 9 juni 1990.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opnemings in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. L. Van de Velde, Paardenstraatje 35, 2800 Mechelen.

Mechelen, 20 april 1998.

De hoofdgriffier van de rechtbank, (get.) L. Andries. (8914)

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, op 20 april 1998, heeft Verbist, Karel Maria Josephina, geboren te Mechelen op 25 juli 1950, wonende te Muizen, Vlierstraat 16, verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Verbist, Tom, geboren te Bonheiden op 3 december 1979, in leven laatst wonende te 2800 Mechelen, Vlierstraat 16, en overleden te Mechelen op 27 augustus 1995.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opnemings in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. L. Van de Velde, Paardenstraatje 35, 2800 Mechelen.

Mechelen, 20 april 1998.

De hoofdgriffier van de rechtbank, (get.) L. Andries. (8915)

## Rechtbank van eerste aanleg te Turnhout

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, op 21 april 1998, heeft Vermeulen, Aloysius Leo Florentinus, geboren te Turnhout op 25 februari 1931, wonende te 2360 Oud-Turnhout, Nadorst 11, handelende ingevolge de machtiging, hem verleend door de familieraad, gehouden onder voorzitterschap van de vrede-rechter van het zevende kanton Antwerpen, op 1 april 1998, in zijn hoedanigheid van datieve voogd over Vermeulen, Josephus Aloysius Elisabeth, geboren te Oud-Turnhout op 30 november 1941, wonende te Oud-Turnhout, Nadorst 11, verlengd minderjarig verklaard bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, in datum van 9 december 1991, verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving,

de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Geenen, Maria Desideria Augusta, geboren te Turnhout op 4 november 1906, in leven laatst wonende te 2370 Arendonk, De Lusthoven 55, en overleden te Arendonk op 10 oktober 1997.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opnemings in het *Belgisch Staatsblad*, hun recht, bij aangetekend schrijven, te doen kennen op het kantoor van Mr. L. Dierckx, notaris, met standplaats te 2300 Turnhout, Gasthuisstraat 7/1.

Turnhout, 21 april 1998.

De griffier, (get.) W. Van der Veken. (8916)

## Faillissement – Faillite

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Sur ordonnance de M. le juge-commissaire Jacques Wolf et en application de l'article 79 de la loi du 17 juillet 1997, les créanciers sont convoqués à assister à la reddition des comptes de la liquidation de la faillite de la S.A. Dimanche Matin, ayant son siège social à 1070 Bruxelles, rue Hector Genard 14 (en réalité, rue Walcourt 150 D.3, à 1070 Bruxelles), R.C. Bruxelles 290023.

Les comptes simplifiés présentés par le curateur se présentent comme suit :

Recettes : 11 992 652.

Frais : 1 008 212.

Honoraires : 971 533.

Dettes de masse :

Répartition :

aux créanciers privilégiés spéciaux : 10 012 907.

aux créanciers privilégiés généraux : —;

aux créanciers chirographaires : —.

Lieux : tribunal de commerce, salle A, palais de justice de Bruxelles.

Date : 6 mai 1998, à 14 heures.

Les créanciers donneront leur avis sur l'excusabilité du failli.

Le curateur, (signé) J.P. Domont. (8917)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Op bevel van de heer rechter-commissaris Jacques Wolf en bij toepassing van artikel 79 van de wet van 17 juli 1997, worden de schuldeisers opgeroepen de vergadering bij te wonen waarop de vereffening-rekeningen in het faillissement S.A. Dimanche Matin, naamloze vennootschap, met maatschappelijke zetel te 1070 Brussel, Hector Genardstraat 14 (werkelijk te 1070 Brussel, Walcourtstraat 150 D.3), H.R. Brussel 290023, zullen voorgelegd worden.

De vereenvoudigde rekeningen die door de curator worden voorgelegd zien er uit als volgt :

Ontvangsten : 11 992 652.

Kosten : 1 008 212.

Honoraria : 971 533.

Boedelschulden :

Verdeling :

tussen de schuldeisers met bijzonder voorrecht : 10 012 907.

tussen de schuldeisers met algemeen voorrecht : —;

tussen de chirographaire schuldeisers : —.



Plaats : rechtbank van koophandel, zaal A, justitiepaleis Brussel.

Datum : 6 mei 1998, te 14 uur.

De schuldeisers geven hun mening te kennen over de verschoonbaarheid van de gefailleerde.

De curator, (get.) J.P. Domont. (8917)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Sur ordonnance de M. le juge-commissaire Francis Wisser et en application de l'article 79 de la loi du 17 juillet 1997, les créanciers sont convoqués à assister à la reddition des comptes de la liquidation de la faillite de la S.P.R.L. Textico, ayant son siège social Galerie d'Ixelles 38, à 1050 Bruxelles, R.C. Bruxelles 457333.

Les comptes simplifiés présentés par le curateur se présentent comme suit :

Recettes : 70 118.

Frais : 32 114.

Honoraires : 30 764.

Dettes de masse :

Répartition :

aux créanciers privilégiés spéciaux : —;

aux créanciers privilégiés généraux : 7 240;

aux créanciers chirographaires : —.

Lieux : tribunal de commerce, salle A, palais de justice de Bruxelles.

Date : 6 mai 1998, à 14 heures.

Les créanciers donneront leur avis sur l'excusabilité du failli.

Le curateur, (signé) J.P. Domont. (8918)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Op bevel van de heer rechter-commissaris Francis Wisser en bij toepassing van artikel 79 van de wet van 17 juli 1997, worden de schuldeisers opgeroepen de vergadering bij te wonen waarop de vereffeningssrekeningen in het faillissement S.P.R.L. Textico, met maatschappelijke zetel te 1050 Elsene, Elsenegalerij 38, H.R. Brussel 457333, zullen voorgelegd worden.

De vereenvoudigde rekeningen die door de curator worden voorgelegd zien er uit als volgt :

Ontvangsten : 70 118.

Kosten : 32 114.

Honoraria : 30 764.

Boedelschulden :

Verdeling :

tussen de schuldeisers met bijzonder voorrecht : 7 240;

tussen de schuldeisers met algemeen voorrecht : —;

tussen de chirografaire schuldeisers : —.

Plaats : rechtbank van koophandel, zaal A, justitiepaleis Brussel.

Datum : 6 mei 1998, te 14 uur.

De schuldeisers geven hun mening te kennen over de verschoonbaarheid van de gefailleerde.

De curator, (get.) J.P. Domont. (8918)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 20 avril 1998 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la société privée à responsabilité limitée Saveur-Fromagerie, dont le siège social est établi à 1160 Auderghem, chaussée de Wavre 1324, R.C. Bruxelles 601461, T.V.A. 454.624.845.

Activité commerciale : commerce de produits laitiers.

Juge-commissaire : M. Pilette-Vlug.

Curateur : Me Charles Walhin, avocat, rue de Suisse 35, à 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 27 mai 1998, à 14 heures, en la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, au palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ch. Walhin. (Pro deo) (8919)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 20 april 1998 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Saveur-Fromagerie, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1160 Oudergem, steenweg op Waver 1324, H.R. Brussel 601461, BTW 454.624.845.

Voornaamste handelsactiviteit : handel van melkprodukten.

Rechter-commissaris : de heer Pilette-Vlug.

Curator : Mr. Charles Walhin, advocaat, Zwitserlandstraat 35, te 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 27 mei 1998, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ch. Walhin. (Pro deo) (8919)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 20 avril 1998 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la société privée à responsabilité limitée Aglam, dont le siège social est établi à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, rue Nicolas Doyen 56, R.C. Bruxelles 592494, T.V.A. 454.862.395.

Activité commerciale : alimentation générale.

Juge-commissaire : M. Pilette-Vlug.

Curateur : Me Charles Walhin, avocat, rue de Suisse 35, à 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 27 mai 1998, à 14 heures, en la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, au palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ch. Walhin. (Pro deo) (8920)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 20 april 1998 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Aglam, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, Nicolas Doyenstraat 56, H.R. Brussel 592494, BTW 454.862.395.

Handelsactiviteit : algemene voeding.

Rechter-commissaris : de heer Pilette-Vlug.

Curator : Mr. Charles Walhin, advocaat, Zwitserlandstraat 35, te 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 27 mei 1998, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ch. Walhin.  
(Pro deo) (8920)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 20 avril 1998 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la société privée à responsabilité limitée Diamond Dental, dont le siège social est établi à 1090 Jette, avenue Odon Warland 105A, R.C. Bruxelles 605931, T.V.A. 456.265.828.

Activité commerciale : mécanique en prothèses dentaires.

Juge-commissaire : M. Pilette-Vlug.

Curateur : Me Charles Walhin, avocat, rue de Suisse 35, à 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 27 mai 1998, à 14 heures, en la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, au palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ch. Walhin.  
(Pro deo) (8921)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 20 april 1998 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Diamond Dental, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1090 Jette, Odon Warlandlaan 105A, H.R. Brussel 605931, BTW 456.265.828.

Handelsactiviteit : mechanica in tandprothesen.

Rechter-commissaris : de heer Pilette-Vlug.

Curator : Mr. Charles Walhin, advocaat, Zwitserlandstraat 35, te 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 27 mei 1998, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ch. Walhin.  
(Pro deo) (8921)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 20 avril 1998 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la société anonyme Tecnic Clean, ayant son siège social à 1000 Bruxelles, avenue de la Brabançonne 58, R.C. Bruxelles 466491, T.V.A. 426.652.025.

Activité commerciale : entreprise de nettoyage.

Juge-commissaire : M. Pilette-Vlug.

Curateur : Me Charles Walhin, avocat, rue de Suisse 35, à 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 27 mai 1998, à 14 heures, en la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, au palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ch. Walhin.  
(Pro deo) (8922)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 20 april 1998 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de naamloze vennootschap Tecnic Clean, haar maatschappelijke zetel hebbend te 1000 Brussel, Brabançonnelaan 58, H.R. Brussel 466491, BTW 426.652.025.

Handelsactiviteit : schoonmaakbedrijf.

Rechter-commissaris : de heer Pilette-Vlug.

Curator : Mr. Charles Walhin, advocaat, Zwitserlandstraat 35, te 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 27 mei 1998, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ch. Walhin.  
(Pro deo) (8922)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 20 avril 1998 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la société privée à responsabilité limitée Etablissements Eterna, dont le siège social est établi à 1060 Saint-Gilles, avenue Fonsny 9, R.C. Bruxelles 298374, T.V.A. 403.215.538.

Activité commerciale : taverne restaurant.

Juge-commissaire : M. Pilette-Vlug.

Curateur : Me Charles Walhin, avocat, rue de Suisse 35, à 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 27 mai 1998, à 14 heures, en la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, au palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ch. Walhin.  
(Pro deo) (8923)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 20 april 1998 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Etablissements Eterna, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1060 Sint-Gillis, Fonsnylaan 9, H.R. Brussel 298374, BTW 403.215.538.

Handelsactiviteit : taverne restaurant.

Rechter-commissaris : de heer Pilette-Vlug.

Curator : Mr. Charles Walhin, advocaat, Zwitserlandstraat 35, te 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 27 mei 1998, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ch. Walhin.  
(Pro deo) (8923)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 20 avril 1998 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la société anonyme S & G International Consulting, dont le siège social est établi à 1060 Saint-Gilles, rue Capouillet 19-21, R.C. Bruxelles 606331, T.V.A. 450.675.559.

Activité commerciale : vente de matériel Horeca.

Juge-commissaire : M. Pilette-Vlug.

Curateur : Me Charles Walhin, avocat, rue de Suisse 35, à 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 27 mai 1998, à 14 heures, en la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, au palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Ch. Walhin.  
(Pro deo) (8924)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 20 april 1998 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de naamloze vennootschap S & G International Consulting, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1060 Sint-Gillis, Capouilletstraat 19-21, H.R. Brussel 606331, BTW 450.675.559.

Handelsactiviteit : verkoop van Horeca-materiaal.

Rechter-commissaris : de heer Pilette-Vlug.

Curator : Mr. Charles Walhin, advocaat, Zwitserlandstraat 35, te 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 27 mei 1998, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Ch. Walhin.  
(Pro deo) (8924)

## Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel, vierde kamer, te Kortrijk, van 17 april 1998, werd in staat van faillissement verklaard de B.V.B.A. Verbauwhede-Lambrecht, met maatschappelijke zetel te 8800 Roeselare, Heropbouwstraat 167, H.R. Kortrijk 120978, voor een kleinhandel in algemene voedingswaren en huishoudelijke artikelen en met BTW 440.058.613.

Het tijdstip van de ophouding der betalingen werd vastgesteld op 17 april 1998.

Rechter-commissaris : de heer Ignace Gheysens, rechter in handelszaken bij de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Curator : Mr. Filip Deboutte, advocaat te 8800 Roeselare, Stationsdreef 83.

De schuldeisers worden verzocht hun verklaring van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, Burg. Nolfstraat 10a, vóór 7 mei 1998.

Sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen : 27 mei 1998, om 9 u. 30 m., op de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Burg. Nolfstraat 10a, te Kortrijk.

Voor gelijkvorming uittreksel : de curator, (get.) F. Deboutte. (8936)

## Huwelijksvermogensstelsel – Régime matrimonial

Suivant jugement prononcé le quatre mars mil neuf cent nonante-huit par le tribunal de première instance de Bruxelles, le nouveau contrat matrimonial intervenu entre :

1. M. Guy Paul Lenaerts, pensionné, né à Tongeren le 28 août 1927, et son épouse, en uniques noces :

2. Mme Monique Fernande De Decker, pensionnée, née à Elisabethville le 6 janvier 1931,

domiciliés à Watermael-Boitsfort, avenue des Coccinelles 102, suivant acte dressé le dix-sept novembre mil neuf cent nonante-sept par le notaire Xavier Carly, à Ixelles, a été homologué.

Pour les requérants : (signé) Me Xavier Carly, notaire à Ixelles. (8925)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, op 17 februari 1998, werd gehomologeerd de akte verleden voor notaris Joost Vanderlinden, te Brakel, op 9 januari 1998, houdende wijziging huwelijksvermogensstelsel tussen de heer De Smet, Remi Jules, gepensioneerde, geboren te Sint-Maria-Lierde op 1 april 1914, en zijn echtgenote, Mevr. Van Cauwenberge, Rachel Marie Leonie, gepensioneerde, geboren te Sint-Maria-Lierde op 12 september 1919, samenwonende te Ninove, Brakelsesteenweg 699.

(Get.) J. Vanderlinden, notaris. (8926)

Jugement du tribunal de première instance à Charleroi, en date du 16 mars 1998, homologuant l'acte passé devant le notaire Charles-E. Derbaix, de résidence à Binche, le 21 janvier 1998, apportant certaines modifications au régime légal de communauté des époux David Memoli et Antonia Fascetta, domiciliés tous deux à Anderlues, rue à Dettes 145a, et modifiant la composition de leurs patrimoines.

Pour extrait conforme : (signé) C.-E. Derbaix, notaire. (8927)

Par requête, en date du 21 avril 1998, M. Dominique Jules Carl René Ghislain Collet, consultant, né à Chockier le 20 février 1952, et son épouse, Mme Suzanne Guillemine Alberte Juliette Libioul, infirmière graduée, née à Crisnée le 17 avril 1953, demeurant ensemble à Momalle, rue Haut Vinève 10, ont sollicité du tribunal de première instance de Liège, l'homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial, reçu par Me Alain Deliége, notaire à Chênée (Liège) le 14 avril 1998, et visant à remplacer le régime de la communauté réduite aux acquêts existant entre eux, en un régime de séparation de biens avec participation aux acquêts.

(Signé) A. Deliége, notaire. (8928)

Suivant ordonnance du trois novembre mil neuf cent nonante-sept, prononcée par la chambre du conseil du tribunal de première instance de Mons, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial entre M. Michel Marc Zéphyr Ghislain Vincent, employé, né à Haine-Saint-Paul le six avril mil neuf cent cinquante-quatre, et son épouse Mme Franca Murru, employée, née à Charleroi le six mars mil neuf cent soixante et un, domiciliés à La Louvière (Haine-Saint-Paul), rue Salvatore Allende 8, dressé par acte du notaire Marcel Bruyère, de résidence à La Louvière, le treize août mil neuf cent nonante-sept, a été homologué.

Aux termes de cet acte, les époux Vincent-Murru ont adopté le régime de la séparation de biens.

Pour extrait conforme : (signé) M. Bruyère, notaire. (8929)

Suivant jugement prononcé le 2 mars 1998 par la seconde chambre du tribunal de première instance de Mons, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial entre :

1° M. Daniel Emile Victor Cornelius Pauwels, patron-pâtissier, né à Zillebeke le 10 avril 1934, demeurant et domicilié à La Louvière, place de la Louve 7, et son épouse,

2° Mme Marie-Paule Josephine Aline Verduyts, sans profession, née à Tournai le 28 janvier 1937, demeurant et domiciliée à La Louvière, place de La Louve 7,

dressé par acte du notaire Debauche, à La Louvière, le 12 décembre 1997, a été homologué.

Pour extrait conforme : les parties, (signé) Pauwels; Verduyts. (8930)

Suivant jugement prononcé en date du 2 mars 1998, le tribunal de première instance de Mons a homologué l'acte reçu par le notaire Pierre Brahy, à La Louvière, le 19 janvier 1998, contenant adoption du régime de la séparation de biens pure et simple par les époux Joseph Salamone, administrateur de société, né à La Louvière le 5 juillet 1964, et Fortunata Sciarrotta, gérante, née à Aragona (Italie) le 28 décembre 1965, tous deux de nationalité italienne, demeurant à Soignies (Casteau), rue des Déportés 189.

(Signé) P. Brahy, notaire à La Louvière. (8931)

Suivant jugement prononcé le 30 mars 1998 par la première chambre du tribunal de première instance de Verviers, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial entre M. Guy Noël Edouard Jean Hauéis, indépendant, né à Verviers le 25 juin 1968, et Mme Karin Barbara Adams, pharmacienne, née à Saint-Vith le 28 juin 1965, domiciliés et demeurant à 4900 Spa, rue Brixhe 21, dressé par acte du notaire Armand Marc Fassin, à la Résidence de Spa, le 9 février 1998, a été homologué.

Le contrat modificatif adopte le régime de la séparation de biens.

(Signé) A.-M. Fassin, notaire. (8932)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen op datum van 24 februari 1998, werd gehomologeerd de wijziging van huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Renaat Christina Wils, meestergast, geboren te Schoten op 2 juli 1967, en echtgenote, Mevr. Xandra Maria Josepha Smeulders, werkzoekende, geboren te

Kapellen op 23 oktober 1968, samenwonende te Antwerpen (Berendrecht), Monnikenhofstraat 278, gehuwd te Heist-op-den-Berg op 1 september 1995 onder het wettelijk stelsel bij gebreke aan huwelijkscontract en dit ingevolge akte van wijziging huwelijksvermogensstelsel verleden voor notaris Jos De Roeck, te Antwerpen (Deurne), op 8 oktober 1997, waarbij het eigen goed van Mevr. Xand Smeulders, te Antwerpen (Berendrecht), Monnikenhofstraat 278, werd ingebracht in de huwelijksgemeenschap Wils-Smeulders.

Antwerpen (Deurne), 20 april 1998.

Voor de partijen, (get.) Jos De Roeck, notaris. (8933)

De heer Helsen, Wim Jozef Kamiel, industrieel ingenieur, geboren te Dendermonde op 4 juli 1962, en zijn echtgenote, Mevr. Scholliers, Christel Ginette Maurits, kleuterleidster, geboren te Dendermonde op 2 juli 1964, samenwonende te 9200 Dendermonde (Sint-Gillis), Pastoor Claeyssstraat 27B, zijn gehuwd onder het wettelijk stelsel bij ontstentenis van een huwelijkscontract.

Zij verlangen het op hen toepasselijk stelsel te wijzigen in die zin dat zij gehuwd willen blijven onder het wettelijk stelsel zoals geregeld door de artikelen 1398 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, met inbreng door de heer Helsen, Wim, voornoemd, van een perceel bouwgrond gelegen te Londerzeel, aan de Zwaluwstraat, sectie E, deel van nummer 356/a, groot 4 a 41 ca, met inlassing van een beding van toebedeling van het gemeenschappelijk vermogen.

Daartoe hebben zij een akte van wijziging van huwelijkscontract ondertekend voor notaris Christian De Wulf, te Dendermonde, op 16 april 1998.

Bij verzoekschrift d.d. 16 april 1998 gericht aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde hebben de echtgenoten Wim Helsen - Scholliers, Christel, de homologatie van voormelde akte wijziging huwelijkscontract aangevraagd.

Voor de notaris, (get.) S. Van Oost. (8934)

Volgens vonnis uitgesproken op 15 januari 1998 door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, werd de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Vandenbussche, Rafaël Marcel, bediende, geboren te Oostende op 1 september 1953, en zijn echtgenote Mevr. Beelaerts, Anne Louisa Celine Marcelle Stephanie Marie, kinderverzorgster, geboren te Oostende op 27 juni 1956, samenwonende te 9000 Gent, Nekkerberglaan 45, verleden voor notaris Yves Tytgat, te Gent, op 5 november 1997, gehomologeerd.

Voor gelijkkluidend uittreksel : voor de echtgenoten, (get.) Yves Tytgat, notaris. (8935)

Bij verzoekschrift van acht april negentienhonderd achtennegentig hebben de heer Rudy Malfait, onderhoudsman, en zijn echtgenote, Mevr. Katrien Neyt, sociaal Helpster, samenwonende te Menen, Arkebrugweg 16, de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk verzocht de akte wijziging van huwelijksvermogensstelsel door inbreng van eigen goed in de huwelijksgemeenschap te homologeren.

Voor gelijkvormig uittreksel, (get.) P. Soete, notaris. (8937)

Bij vonnis uitgesproken door de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk op 5 maart 1998 werd de akte houdende wijziging huwelijksvoorwaarden gehomologeerd tussen de heer Clinckemaille, Luc Filiep Georges, bestuurder van vennootschappen, geboren te Kortrijk op 3 oktober 1956, en zijn echtgenote, Mevr. Potteau, Elsje Maria Magdalena, huisvrouw, geboren te Kortrijk op 19 november 1958, wonende te 8501 Kortrijk-Heule, Groene-Boomgaard 5, verleden voor notaris Dirk Van Haesebrouck, te Kortrijk, met standplaats Aalbeke, op 13 januari 1998. (8938)

Bij verzoekschrift van veertien april negentienhonderd achtennegentig, hebben de heer Didden, Willy Felix Clement, gepensioneerd officier, en zijn echtgenote, Mevr. Quaniers, Maggy Brigitte Armande, zonder beroep, samenwonende te 3290 Diest (voorheen Schaffen), Postbaan 73, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Leuven een vraag ingediend tot homologatie van het contract houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Marc Duriau, te Diest, op veertien april negentienhonderd achtennegentig.

Voor de verzoekers, (get.) Marc Duriau, notaris. (8939)

Bij verzoekschrift van 16 april 1998 hebben de echtgenoten Verbeelen, Geert Jean Marie Leander, en Goris, Maria Jozefa Amelia, wonende te Linter, Helenbosstraat 69, aan de rechtbank van eerste aanleg te Leuven om de homologatie gevraagd van de akte houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Eric Tallon, met standplaats te Geetbets op 16 april 1998.

Voor de verzoekers, (get.) Eric Tallon, notaris. (8940)

Blijkens vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Veurne op 6 maart 1998, werd gehomologeerd de akte verleden voor notaris Pierre Declercq, te Koekelare, op 15 december 1997, houdende wijziging huwelijksvermogensstelsel tussen de echtgenoten Adrien De Sutter - Misseeuw, Nicole, te Nieuwpoort, van het wettelijk stelsel in dat van het stelsel der algemene gemeenschap van goederen.

Koekelare, 20 april 1998.

Namens de echtgenoten Adrien De Sutter-Misseeuw, Nicole : (get.) Pierre Declercq, notaris. (8941)

Op 2 april 1998 hebben de heer Baets, Robert Remy Philomène, markthandelaar, en zijn echtgenote, Schultz, Nicole Marie Raymond Diana, markthandelaarster, samenwonende te 2160 Wommelgem, Van Asschestraat 97, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een verzoekschrift d.d. 26 maart 1998 neergelegd strekkend tot homologatie van de akte, verleden voor notaris Wim De Smedt, te Wommelgem, op 26 maart 1998, waarbij zij hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Antwerpen, 7 april 1998.

De afgevaardigd adjunct griffier, (get.) Y. Cavillot. (8942)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Op 10 oktober 1997 verleende de eerste B-kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een vonnis waarbij Mr. Raymond Van de Weyer, advocaat en plaatsvervangend rechter te Antwerpen, kantoor houdende te 2018 Antwerpen, Mechelsesteenweg 166, werd aangesteld als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Broos, Elisabeth Francisca, geboren te Borgerhout op 21 mei 1923, laatst wonende te Antwerpen, district Deurne, Jaak Van Rillaerlaan 41/43, en overleden te Antwerpen, district Deurne, op 2 februari 1997.

Antwerpen, 20 april 1998.

De adjunct-griffier, (get.) An Rasschaert. (8943)

#### Onbeheerde nalatenschap – Succession vacante

Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Het blijkt uit een vonnis uitgesproken op 17 april 1998 door de eerste kamer, zitting houdende in burgerlijke zaken, der rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, dat Mr. Truyens, Luc, advocaat, te 9100 Sint-Niklaas, Moerlandstraat 130, werd aangesteld als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Haelterman, Yvonne Maria Antoinette, weduwe van Impens Hector, geboren te Detroit (USA) op 17 januari 1924, laatst wonende te 9450 Haaltert, Ninoofsesteenweg 32, overleden te Zottegem op 11 maart 1993.

Dendermonde, 20 april 1998.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) W. Colman. (8944)

Het blijkt uit een vonnis uitgesproken op 17 april 1998 door de eerste kamer, zitting houdende in burgerlijke zaken, der rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, Koningin Astridlaan 8, werd aangesteld als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Rogiers, Irena Sophia, gepensioneerd, geboren te Lokeren op 5 december 1921, laatst wonende te 9160 Lokeren, Rode Kruisstraat 4W3, overleden te Gent op 14 januari 1998.

Dendermonde, 20 april 1998.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) W. Colman. (8945)